



## LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES POPULATIONS AUTOCHTONES DANS LE NORD DU CANADA – ÉVALUATION DE L'ÉTAT DES CONNAISSANCES

Le comité d'experts sur l'état des connaissances  
à propos de la sécurité alimentaire dans le  
Nord du Canada





**LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES POPULATIONS AUTOCHTONES DANS  
LE NORD DU CANADA – ÉVALUATION DE L'ÉTAT DES CONNAISSANCES**

**Le comité d'experts sur l'état des connaissances à propos de la sécurité  
alimentaire dans le Nord du Canada**

## LE CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

180, rue Elgin, bureau 1401, Ottawa (Ontario) Canada K2P 2K3

**Avis :** Le projet sur lequel porte ce rapport a été entrepris avec l'approbation du conseil des gouverneurs du Conseil des académies canadiennes (CAC). Les membres du conseil des gouverneurs sont issus de la Société royale du Canada (SRC), de l'Académie canadienne du génie (ACG) et de l'Académie canadienne des sciences de la santé (ACSS), ainsi que du grand public. Les membres du comité d'experts responsable du rapport ont été choisis par le CAC en raison de leurs compétences spécifiques et dans le but d'obtenir un éventail équilibré de points de vue.

Ce rapport a été préparé pour Santé Canada. Les opinions, constatations et conclusions présentées dans cette publication sont celles des auteurs, à savoir les membres du comité d'experts sur l'état des connaissances à propos de la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada, et ne reflètent pas nécessairement les points de vue des organisations où ils travaillent ou auxquelles ils sont affiliés.

### Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

La sécurité alimentaire des populations autochtones dans le Nord du Canada : évaluation de l'état des connaissances / Le Comité d'experts sur l'état des connaissances à propos de la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada.

Publié aussi en anglais sous le titre: Aboriginal food security in Northern Canada.

Includes bibliographical references and index.

Issued in print and electronic formats.

ISBN 978-1-926558-75-2 (couverture souple).– ISBN 978-1-926558-76-9 (pdf)

1. Autochtones–Nutrition–Canada (Nord). 2. Sécurité alimentaire–Canada (Nord).  
I. Conseil des académies canadiennes. Comité d'expertssur l'état des connaissances à propos de la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada, auteur

E98.F7A3814 2014

613.2089'97071

C2014-900291-2

C2014-900292-0

Ce rapport peut être cité comme suit : Conseil des académies canadiennes, 2014. *La sécurité alimentaire des populations autochtones dans le Nord du Canada – Évaluation de l'état des connaissances*. Ottawa, ON : Le comité d'experts sur l'état des connaissances à propos de la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada, Conseil des académies canadiennes.

**Avis de non-responsabilité :** Au meilleur de la connaissance du CAC, les données et les informations tirées d'Internet qui figurent dans le présent rapport étaient exactes à la date de publication du rapport. En raison de la nature dynamique d'Internet, des ressources gratuites et accessibles au public peuvent subséquemment faire l'objet de restrictions ou de frais d'accès, et l'emplacement des éléments d'information peut changer lorsque les menus et les pages Web sont modifiés.

© 2014 Conseil des académies canadiennes

Imprimé à Ottawa, Canada



## **Le Conseil des académies canadiennes**

### *Le savoir au service du public*

Le Conseil des académies canadiennes (CAC) est un organisme indépendant à but non lucratif qui soutient des évaluations spécialisées indépendantes, étayées scientifiquement et faisant autorité, qui alimentent l'élaboration de politiques publiques au Canada. Dirigé par un conseil de 12 gouverneurs et conseillé par un comité consultatif scientifique de 16 membres, le CAC a pour champ d'action la « science » au sens large, ce qui englobe les sciences naturelles, les sciences humaines et sociales, les sciences de la santé, le génie et les lettres. Les évaluations du CAC sont effectuées par des comités pluridisciplinaires indépendants d'experts provenant du Canada et de l'étranger. Ces évaluations visent à cerner des problèmes nouveaux, des lacunes de nos connaissances, les atouts du Canada, ainsi que les tendances et les pratiques internationales. Ces études fournissent aux décideurs gouvernementaux, aux universitaires et aux parties prenantes l'information de grande qualité dont ils ont besoin pour élaborer des politiques publiques éclairées et innovatrices.

Tous les rapports d'évaluation du CAC sont soumis à un examen formel. Ils sont publiés en français et en anglais, et mis à la disposition du public sans frais. Des fondations, des organisations non gouvernementales, le secteur privé et tout palier de gouvernement peuvent soumettre au CAC des questions susceptibles de faire l'objet d'une évaluation. Le CAC bénéficie aussi du soutien de ses trois académies membres fondatrices :

**La Société royale du Canada (SRC)** est le principal organisme national regroupant d'éminents scientifiques, chercheurs et gens de lettres au Canada. La SRC a pour objectif premier de promouvoir l'acquisition du savoir et la recherche en arts et en sciences. La Société est composée de près de 2 000 membres, hommes et femmes, choisis par leurs pairs pour leurs réalisations exceptionnelles en sciences naturelles, en sciences sociales, en sciences humaines et dans les arts. La SRC s'attache à reconnaître l'excellence universitaire, à conseiller les gouvernements et les organisations, ainsi qu'à promouvoir la culture canadienne.

**L'Académie canadienne du génie (ACG)** est l'organisme national par l'entremise duquel les ingénieurs les plus chevronnés et expérimentés du Canada offrent au pays des conseils stratégiques sur des enjeux d'importance primordiale. Fondée en 1987, l'ACG est un organisme indépendant, autonome et à but non lucratif. Les membres de l'ACG sont nommés et élus par leurs pairs en reconnaissance de leurs réalisations exceptionnelles et de leurs longs états de service au sein

de la profession d'ingénieur. Au nombre d'environ 600, les membres de l'ACG s'engagent à faire en sorte que les connaissances expertes en génie du Canada soient appliquées pour le plus grand bien de tous les Canadiens.

**L'Académie canadienne des sciences de la santé (ACSS)** reconnaît les personnes qui ont à leur actif de grandes réalisations dans le domaine des sciences de la santé au Canada. Fondée en 2004, l'ACSS compte quelque 400 membres et en élit de nouveaux chaque année. L'organisation est dirigée par un conseil d'administration et un comité exécutif bénévoles. La première fonction de l'ACSS consiste à fournir en temps opportun des évaluations éclairées et impartiales sur des questions urgentes qui touchent la santé des Canadiens et des Canadiennes. L'ACSS surveille également les événements mondiaux reliés à la santé, afin d'améliorer l'état de préparation du Canada en la matière, et assure une représentation du pays en sciences de la santé sur le plan international. L'ACSS fait autorité au nom de la collectivité multidisciplinaire des sciences de la santé.

[www.sciencepourlepublic.ca](http://www.sciencepourlepublic.ca)

@scienceadvice

## **Le comité d'experts sur l'état des connaissances à propos de la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada**

**Harriet V. Kuhnlein (présidente)**, professeure émérite de nutrition humaine, directrice fondatrice du Centre d'étude sur la nutrition et l'environnement des peuples autochtones (CINE), Université McGill (Montréal, Qc)

**Fikret Berkes**, professeur distingué et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en gestion communautaire des ressources (Niveau I), Université du Manitoba (Winnipeg, Man.)

**Laurie Hing Man Chan**, professeur et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en toxicologie et santé environnementale; directeur, Centre de recherche avancée en génomique environnementale, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

**Treena Wasonti:io Delormier**, professeure adjointe, Bureau des études en santé, Santé des hawaïens et autochtones, Université d'Hawaii à Manoa Honolulu (HI); conseillère auprès de l'équipe de recherche et du conseil consultatif communautaire, Projet de prévention du diabète dans les écoles de Kahnawake (Kahnawake, Qc)

**Asbjørn Eide**, professeur émérite et agrégé supérieur de recherches, Centre norvégien des droits de la personne, Université d'Oslo (Oslo, Norvège)

**Chris Furgal**, professeur agrégé, Département des sciences/études des ressources environnementales et des études autochtones, Université Trent (Peterborough, Ont.)

**Murray Humphries**, professeur agrégé et directeur des études, Centre d'étude sur la nutrition et l'environnement des peuples autochtones (CINE), Université McGill (Montréal, Qc)

**Henry Huntington**, cadre de direction, Arctique international, Pew Charitable Trusts (Eagle River, AK)

**Constance MacIntosh**, directrice, Institut de droit de la santé Dalhousie; professeure agrégée, École Schulich de droit, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

**Ian Mauro**, professeur adjoint, Département de géographie, Université de Winnipeg (Winnipeg, Man.)

**David Natcher**, professeur et boursier de recherche principal, Global Institute for Food Security; professeur, Département de la politique, du commerce et de l'économie des bioressources, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

**Barry Prentice**, professeur, Département de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, École I.H. Asper de commerce, Université du Manitoba (Winnipeg, Man.)

**Chantelle Richmond**, professeure adjointe et nouvelle chercheuse des IRSC, Département de géographie et d'études autochtones, Université Western (London, Ont.)

**Cecilia Rocha**, directrice et professeure agrégée, École de nutrition, Université Ryerson (Toronto, Ont.)

**Kue Young, C.M., MACSS**, professeur et doyen, École de santé publique, Université de l'Alberta; coprésident canadien, Groupe d'experts sur la santé dans l'Arctique, Conseil de l'Arctique; ancien président, Réseau international de recherche sur la santé circumpolaire (Edmonton, Alb.).



## **Message de la présidente du comité d'experts**

On n'insistera jamais trop sur l'importance de la sécurité alimentaire et ses répercussions potentielles sur des problèmes mondiaux et locaux. La sécurité nationale et politique, la santé physique et mentale, ainsi que le développement collectif et individuel, font partie des facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire et qui sont influencés par elle. Il est bien connu que dans le Nord du Canada, l'insécurité alimentaire constitue un problème sérieux qui affecte la santé et le bien-être des habitants, et que cela a des conséquences pour le Canada en général.

C'est pour cette raison que notre comité d'experts a été mis sur pied, afin de rechercher des données probantes sur l'état des connaissances à propos des facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada, et des effets de l'insécurité alimentaire sur la santé des populations autochtones du Nord du Canada. Le comité a abordé son mandat avec une certaine appréhension. Ce n'était pas à cause de l'ampleur de la tâche que l'on nous avait confiée; c'était plutôt parce que nous connaissions la quantité de données résultant de recherches et de publications scientifiques, ainsi que d'un riche fonds de savoir traditionnel et de littérature grise sur le sujet, mais qui n'avaient jamais fait l'objet d'un examen exhaustif.

Pour comprendre la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada, nous avons tenu compte entre autres des dimensions propres à la vaste géographie du Nord du Canada, de l'isolement et de la diversité des collectivités, du climat froid mais changeant, ainsi que des milieux économiques et sociaux en évolution rapide. Même si ce sont tous des facteurs importants et complexes, la dimension humaine de la sécurité alimentaire est demeurée constamment au cœur des travaux du comité. Depuis des générations, les peuples autochtones du Nord comptent sur leur savoir traditionnel pour assurer de manière durable leur subsistance. Les stratégies d'adaptation mises en œuvre en réponse aux transitions rapides et majeures qui surviennent au sein des collectivités nordiques constituent une preuve supplémentaire de la résilience des habitants du Nord. Une bonne compréhension permet ensuite de définir, de vérifier et d'évaluer les interventions et les politiques. Il nous est apparu clairement que des solutions durables pour améliorer la sécurité alimentaire doivent être holistiques, reposer sur le savoir traditionnel, répondre à des besoins définis localement et être couplées avec des stratégies de développement économique. Le soutien de systèmes alimentaires locaux est essentiel pour atteindre la souveraineté alimentaire. Toutes ces solutions exigent que les habitants du Nord s'approprient en permanence les programmes mis sur pied.

Ceux qui connaissent les défis de la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada ne seront peut-être pas surpris par les conclusions du comité. Pour ces lecteurs, l'importance de ce rapport pourrait fort bien résider dans le fait qu'il rassemble dans un même document toutes les constatations liées à l'état des connaissances sur la sécurité alimentaire et les interventions envisagées pour améliorer la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada. Les Canadiens qui ne connaissent pas la gravité de la situation pourraient avoir le sentiment que les conclusions du comité sont alarmantes. D'autres recherches sont essentielles pour suivre de près la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la durabilité des aliments traditionnels et commercialisés, de même que l'état de santé des habitants du Nord.

Nous savons que nous ne pouvons pas renverser la transition nutritionnelle, qui résulte d'une évolution de la prédominance d'aliments traditionnels, riches en nutriments, vers une plus grande proportion d'aliments commercialisés. Par contre, ses conséquences sur la santé et le bien-être peuvent être améliorées si tous travaillent ensemble. L'insécurité alimentaire dans le Nord pose un défi complexe qui concerne la gouvernance et la souveraineté alimentaire, la pauvreté et le développement économique, l'autodétermination et l'éducation. Nous espérons que le comité a su présenter ses conclusions dans un rapport qui fournira aux décideurs, aux chercheurs, et surtout aux personnes et collectivités affectées par l'insécurité alimentaire dans le Nord, certains outils pour mettre en œuvre des solutions durables et efficaces.

Au nom de notre comité, je profite de l'occasion pour remercier Santé Canada de son intérêt pour ce sujet, et le Conseil des académies canadiennes (CAC) d'avoir mis sur pied le comité d'experts. Elizabeth Dowdeswell, présidente-directrice générale du CAC, et Janet Bax, notre directrice de programmes, nous ont guidés avec compétence en ce qui concerne les processus et exigences du CAC. Nous avons eu la chance de compter sur l'aide d'un personnel hautement qualifié : Andrea Hopkins, à titre de coordonnatrice de programmes, de même que Laura Bennett et Stephanie Meakin à titre d'associées de recherche.

La présidente du comité d'expert sur l'état des connaissances à propos de la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada,



**Harriet V. Kuhnlein**

## Remerciements

Pendant toute la durée de ses travaux, le comité d'experts a bénéficié de l'aide de nombreux individus et organismes qui ont fourni des données utiles, de l'information ainsi que de l'aide à l'élaboration du rapport. Il tient à remercier en particulier : Glenda Smith, cartographe et chercheuse à l'Université Carleton; Lauren Goodman, conseillère en matière de politiques, Sécurité alimentaire, Inuit Tapiriit Kanatami; Leanna Ellsworth, agente, Santé et Changements climatiques, Conseil circumpolaire inuit, Canada; Jennifer Wakegijig, ancienne nutritionniste territoriale, gouvernement du Nunavut; Jacqueline Schoemaker Holmes, ancienne associée de recherche, Conseil des académies canadiennes, professeure en arts et sciences, Collège St. Lawrence; Tim Styles, consultant; François Nault et Tim Leonard, Division de la statistique sociale et autochtone, Statistique Canada; Natasha Chartres, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Amy Lizotte, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

## **Personnel responsable du projet au Conseil des académies canadiennes**

Équipe de l'évaluation : Janet Bax, directrice de programmes  
Laura Bennett, associée de recherche  
Andrea Hopkins, coordonnatrice de programmes  
Stephanie Meakin, consultante

Avec la participation de : Eve Rickert, Talk Science to Me inc., rédaction  
Deborah Holmes, Talk Science to Me inc., rédaction  
Clare Walker, révision du texte anglais  
Benoît Thouin, TETRACOMM inc.,  
traduction de l'anglais au français  
Mary-Christine Thouin, TETRACOMM inc.,  
relecture du texte français  
Accurate Design & Communication,  
conception graphique

## Examen du rapport

Ce rapport a été examiné, à l'état d'ébauche, par les personnes mentionnées ci-dessous. Celles-ci ont été choisies par le Conseil des académies canadiennes pour refléter une diversité de points de vue, de domaines de spécialisation et d'origines, dans les secteurs des établissements universitaires, de l'entreprise privée, des politiques et des organisations non gouvernementales.

Ces examinateurs ont évalué l'objectivité et la qualité du rapport. Leurs avis — qui demeureront confidentiels — ont été pleinement pris en considération par le comité d'experts, et un grand nombre de leurs suggestions ont été incorporées dans le rapport. Nous n'avons pas demandé à ces personnes d'approuver les conclusions du rapport, et elles n'ont pas vu la version définitive du rapport avant sa publication. Le comité d'experts qui a effectué l'évaluation et le Conseil des académies canadiennes assument l'entière responsabilité du contenu définitif de ce rapport.

Le CAC tient à remercier les personnes suivantes d'avoir bien voulu examiner le rapport :

**Simon Brascoupé**, professeur-chercheur auxiliaire, Université Carleton (Ottawa, Ont.)

**Birgitta Evengård**, professeure, consultante principale et directrice de la Division des maladies infectieuses, Université d'Umeå; présidente du conseil d'administration du Centre de recherches arctiques (ARCUM) (Umeå, Suède)

**Andrew Gilman**, boursier de recherche, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.) et Université de Tromsø (Tromsø, Norvège)

**Peter Harrison**, professeur, École d'études politiques, Université Queen's (Kingston, Ont.)

**Debbie Martin**, professeure adjointe, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

**Heather Myers**, professeure auxiliaire, Université du Nord de la Colombie-Britannique (Castlegar, C.-B.)

**Olivier Receveur**, professeur, Université de Montréal (Montréal, Qc)

**Priscilla Settee**, professeure agrégée, Département d'études autochtones, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

**Tom Sheldon**, directeur de l'environnement, gouvernement du Nunatsiavut (Nain, T.-N.-L.)

**Shirley Thompson**, professeure agrégée, Institut des ressources naturelles, Université du Manitoba (Winnipeg, Man.)

**Michele Wood**, chercheuse et évaluatrice, ministère de la Santé et du Développement social, gouvernement du Nunatsiavut (Happy Valley-Goose Bay, T.-N.-L.)

La procédure d'examen du rapport a été supervisée, au nom du conseil des gouverneurs et du comité consultatif scientifique du CAC, par **Mme Sarah P. Otto, Ph.D., FRSC**, professeure et directrice du Centre de recherche sur la biodiversité, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.). Son rôle était de veiller à ce que le comité d'experts prenne en considération de façon entière et équitable les avis des examinateurs. Le conseil des gouverneurs du CAC n'autorise la publication du rapport d'un comité d'experts qu'une fois que la personne chargée de superviser l'examen du rapport confirme que le rapport satisfait bien aux exigences du CAC. Le CAC remercie Mme Otto d'avoir supervisé consciencieusement l'examen du rapport.

La présidente-directrice générale du Conseil des académies canadiennes,



**Elizabeth Dowdeswell, O.C.**

## Préface

Les problèmes et les préoccupations liés à la sécurité alimentaire dans le Nord défient les définitions conventionnelles des notions d'expertise et de données probantes. Santé Canada, commanditaire de l'évaluation, a demandé au Conseil des académies canadiennes (CAC) de former un comité d'experts afin de produire un rapport fondé sur des données probantes concernant la sécurité alimentaire dans le Nord et ses conséquences sur la santé des Autochtones. Un comité pluridisciplinaire formé de spécialistes autochtones et non autochtones a tenu 5 rencontres sur une période de 15 mois pour rédiger ce rapport, dont une ébauche a été revue par 11 experts. Les membres du comité ont une longue expérience de travail auprès de collectivités autochtones; la plupart d'entre eux ont vécu et travaillé dans des collectivités nordiques, et plusieurs le font encore. La méthode de travail du CAC exclut la consultation directe d'intervenants; le comité a toutefois sollicité la collaboration d'organisations nationales autochtones ainsi que d'autres personnes et organismes, afin d'obtenir des données. La composition du comité et la nature des données incluses dans ce rapport reflètent les définitions des notions d'expertise et de données probantes adoptées par le CAC, notamment l'accent mis sur l'expertise universitaire bénévole ainsi que les données examinées par des pairs et publiées. La portée et les points importants du rapport reflètent nécessairement le mandat donné par le commanditaire au comité. Le ton du rapport correspond à la politique du CAC, qui insiste pour présenter et résumer des données probantes tout en évitant de défendre une cause. Le comité et le rapport final sont donc tous deux le produit des contraintes inhérentes à leur création.

Une conclusion majeure du rapport est l'importance de l'expérience nordique vécue et du savoir traditionnel dans la définition et le traitement des questions liées à la sécurité alimentaire dans le Nord. Même si le rapport met en lumière l'expertise universitaire contenue dans les documents examinés par des pairs et publiés, l'expérience et la connaissance directes des populations nordiques sont des sources excessivement importantes de données nécessaires pour aborder ces questions. Par conséquent, l'absence d'un examen exhaustif de la sécurité alimentaire dans le Nord à partir d'une expérience acquise sur place et d'une connaissance directe des populations nordiques constitue selon le comité une lacune majeure.

Les connaissances, l'expérience et les politiques locales, régionales, nationales et internationales montrent qu'il est possible de faire progresser les Canadiens sur la voie de la sécurité et de la souveraineté alimentaires. Cependant, pour concevoir les solutions les plus durables, les plus adaptées, les plus dignes et les plus pratiques, il faudra étendre la portée des données disponibles, de telle sorte que les collectivités autochtones, les chercheurs, les décideurs et les populations nordiques puissent résoudre le problème complexe et persistant de l'insécurité alimentaire chez les peuples autochtones dans le Nord.

## Sommaire

Avec l'augmentation de la population mondiale, l'interconnexion progressive des marchés mondiaux et les effets croissants des changements climatiques, le problème de l'insécurité alimentaire se pose avec de plus en plus d'acuité sur les plans local, national et international. La récente crise économique mondiale et la hausse des prix des aliments ont attiré l'attention sur la situation urgente des 870 millions de personnes qui souffrent de sous-alimentation chronique dans le monde, faisant face au risque numéro un pour la santé : la faim et la malnutrition. Même si quelque 75 % des personnes sous-alimentées de la planète vivent dans des régions rurales et à faible revenu de pays en développement, la faim constitue également un problème au Canada. En 2011, 1,6 million de ménages canadiens, soit un peu plus de 12 %, ont connu un certain degré d'insécurité alimentaire. Environ 1 ménage sur 8 est touché, soit 3,9 millions de personnes, dont 1,1 million d'enfants.

### Encadré 1

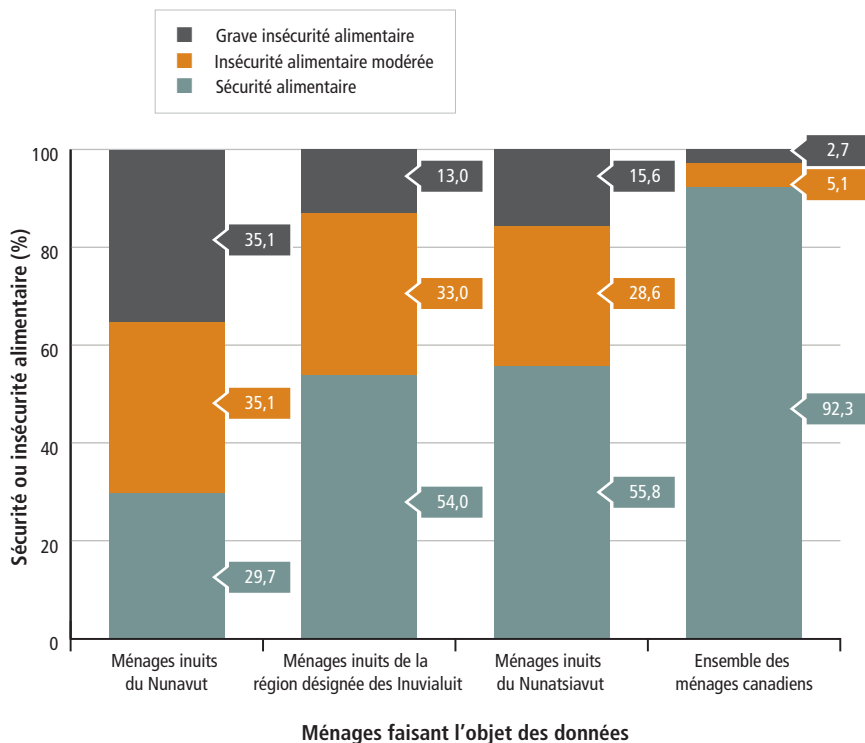
#### Sécurité alimentaire et insécurité alimentaire

Comme l'a proposé le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO en 2012, la définition la plus à jour de la sécurité alimentaire a été étendue pour mettre l'accent sur l'importance de la nutrition. La *sécurité alimentaire et nutritionnelle* « existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture saine dont la quantité consommée et la qualité sont suffisantes pour satisfaire les besoins énergétiques et les préférences alimentaires des personnes, et dont les bienfaits sont renforcés par un environnement dans lequel l'assainissement, les services de santé et les pratiques de soins sont adéquats, le tout permettant une vie saine et active ». L'*insécurité alimentaire* est le contraire de la sécurité alimentaire. Elle résulte d'un accès inadéquat ou incertain à de la nourriture saine en quantité et de qualité acceptable.

L'insécurité alimentaire constitue un défi particulièrement sérieux et de plus en plus grand dans les collectivités autochtones nordiques et isolées du Canada (voir la figure 1). Des données de diverses sources amènent à conclure que l'insécurité alimentaire chez les peuples autochtones du Nord est un problème auquel il faut s'attaquer d'urgence, afin d'atténuer ses graves répercussions sur la santé et le bien-être. Les résultats de l'Enquête sur la santé des Inuits menée au cours de l'Année polaire internationale 2007–2008 montrent que le Nunavut a le plus haut taux documenté d'insécurité alimentaire de toutes les populations autochtones vivant dans les pays développés. Selon des estimations tirées de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) de 2011, les ménages autochtones qui vivent



à l'extérieur des réserves au Canada connaissent une insécurité alimentaire dans une proportion de 27 %, soit plus du double de celle de l'ensemble des ménages canadiens. Selon des données récentes, les ménages canadiens avec enfants ont une prévalence plus élevée d'insécurité alimentaire que les ménages sans enfant, et des données préliminaires indiquent que les femmes sont davantage touchées que les hommes.



Source des données : Egeland, 2010a, 2010b, 2010c; Santé Canada, 2008

Figure 1

### Prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages dans les régions nordiques et au Canada, en 2007–2008

Les données montrent les taux d'insécurité alimentaire dans les ménages inuits au Nunavut, dans la région désignée des Inuvialuit et au Nunatsiavut (données de l'Enquête sur la santé des Inuits de l'API, à l'aide d'un module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages (MESAM) modifié tel que présenté dans Egeland, 2010a, 2010b, 2010c), et les taux d'insécurité alimentaire dans l'ensemble des ménages canadiens en 2007–2008 (données de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, 2007–2008, à l'aide du MESAM présenté dans Santé Canada, 2008). Les proportions sont indiquées à l'intérieur des barres (la somme des nombres peut ne pas donner exactement 100 %, à cause des erreurs d'arrondi). Les résultats de l'Enquête sur la santé des Inuits au Nunavik et de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations ne sont pas inclus, parce que les données de ces enquêtes n'ont pas été recueillies selon les mêmes méthodes (les questions posées n'étaient pas les mêmes), ce qui empêche de faire des comparaisons directes.

## LE MANDAT DU COMITÉ D'EXPERTS

Il reste encore beaucoup à apprendre à propos des facteurs complexes qui influent sur la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada, de même que sur les incidences de ce défi sur la santé. Dans le but de mieux comprendre ces questions, le ministre de la Santé, au nom de Santé Canada (le commanditaire), a demandé en octobre 2011 au Conseil des académies canadiennes (CAC) de former un comité d'experts, afin de répondre à la question suivante :

*Quel est l'état des connaissances à propos des facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada, ainsi que des incidences de l'insécurité alimentaire sur la santé des populations autochtones du Nord?*

Le commanditaire a de plus posé les cinq sous-questions suivantes :

- 1. Quelles sont les répercussions des facteurs sociaux, environnementaux, économiques et culturels sur la sécurité alimentaire, et par conséquent sur la santé, des populations autochtones du Nord? Considérant les interactions entre ces facteurs, quelles sont les lacunes de nos connaissances sur les facteurs qui favorisent ou nuisent à la sécurité alimentaire?*
- 2. Quelles sont les lacunes actuelles de nos connaissances sur la sécurité alimentaire en tant que déterminant de la santé des populations autochtones du Nord, en particulier dans les domaines de la santé nutritionnelle et environnementale? Quelles sont ces lacunes en ce qui concerne les aliments achetés dans des magasins et les aliments prélevés dans la nature? Que sait-on sur la relation entre les aliments traditionnels et la sécurité alimentaire, entre autres sur l'utilisation et l'importance des aliments traditionnels, les pratiques de récolte et les ressources qui les appuient, les systèmes de partage de nourriture, les systèmes de commercialisation, ainsi que leur contribution à la sécurité alimentaire chez les populations autochtones du Nord? Quels moyens sont efficaces pour promouvoir la consommation d'aliments traditionnels, en particulier chez les jeunes, en tenant compte de l'éducation à la nutrition, du développement des compétences et des approches de transmission des connaissances (p. ex. communication intergénérationnelle, utilisation de technologies)?*
- 3. Que sait-on à propos des données qui éclairent les stratégies d'atténuation de l'insécurité alimentaire chez les populations autochtones du Nord? Que peut-on apprendre des stratégies mises en œuvre dans d'autres contrées circumpolaires telles que le Groenland?*

4. *Quelle est la contribution des réseaux de savoir traditionnel des collectivités autochtones du Nord aux recherches sur la sécurité alimentaire?*
5. *Quelles sont les approches adoptées à l'étranger pour développer des données scientifiques et des systèmes de connaissances destinés à soutenir les interventions visant à atténuer l'insécurité alimentaire chez les populations autochtones du Nord?*

Un comité pluridisciplinaire formé de spécialistes autochtones et non autochtones a tenu 5 rencontres sur une période de 15 mois pour rédiger ce rapport, qui a été revu par 11 experts. Alors que l'expérience et la connaissance directes des populations nordiques sont des sources excessivement importantes de données nécessaires pour définir et aborder les problèmes de la sécurité alimentaire dans le Nord, la méthode de travail du CAC exclut la consultation directe d'intervenants. Cependant, le comité a sollicité la collaboration d'organisations nationales autochtones ainsi que d'autres personnes et organismes, afin d'obtenir des données supplémentaires. L'expertise universitaire bénévole, les documents revus par des pairs et publiés, ainsi que la littérature grise crédible ont constitué la base de connaissances spécialisées et de données sur laquelle s'appuie ce rapport.

## **APPROCHE ADOPTÉE PAR LE COMITÉ**

Même si l'insécurité alimentaire n'est pas un problème nouveau, les manières dont elle se manifeste à l'heure actuelle dans le Nord du Canada sont très contemporaines. Les processus de colonisation et de dépossession environnementale, les modifications rapides et parfois imprévisibles de l'environnement, les transitions économiques et la pauvreté matérielle, l'évolution de la démographie, de même que les défis logistiques actuels, font partie des facteurs qui façonnent cette version moderne de l'insécurité alimentaire. Les problèmes de salubrité des aliments, l'évolution des connaissances et des préférences en matière d'alimentation, ainsi que le degré d'autodétermination et de transmission intergénérationnelle des connaissances, constituent d'autres facteurs qui influent aujourd'hui sur la sécurité alimentaire. Ces facteurs sont déjà complexes en eux-mêmes, et cette complexité est encore plus grande si l'on considère les liens entre ces facteurs et, bien entendu, les personnes. Le comité a convenu que, pour mettre sur pied les politiques et les programmes appropriés, il est crucial de définir le degré et la portée de la sécurité (ou insécurité) alimentaire; selon que l'on considère l'individu, le ménage, la collectivité, la région ou le pays, l'analyse et l'engagement requis ne sont pas les mêmes.

Ayant cela à l'esprit, le comité a choisi d'adopter une approche holistique de cette évaluation. Il a élaboré un cadre conceptuel centré sur les populations, qui met en évidence les interactions dynamiques entre les peuples autochtones du Nord et les divers facteurs qui influent sur leur vie (voir la figure 2). Au lieu d'être considérés comme des entités discrètes, les concepts de sécurité et de souveraineté alimentaires émergent des relations entre les multiples facteurs et thèmes du cadre conceptuel. Ce cadre montre l'étendue et la complexité des facteurs que le comité a jugé devoir prendre en considération pour accomplir son mandat. Il montre également : (a) les relations issues de la rencontre de facteurs; (b) les divers facteurs qu'il est important de prendre en considération dans les stratégies

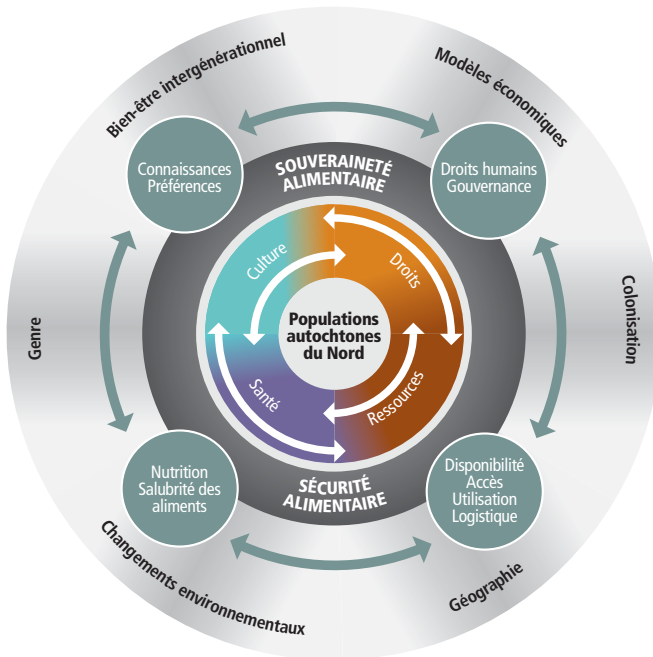


Figure 2

### Cadre conceptuel élaboré par le comité

Le comité a élaboré ce cadre dynamique et holistique, centré sur les populations, afin qu'il serve d'outil pour analyser et comprendre la sécurité et la souveraineté alimentaires dans le Nord du Canada. La roue représente les interactions complexes entre les facteurs qui influent sur les populations autochtones du Nord, ainsi que la manière dont la sécurité et la souveraineté alimentaires émergent de ces relations. Comme ce cadre est mobile, aucun facteur ne devrait être considéré comme statique ou lié à un autre facteur situé près de lui. Il y a de multiples relations entre chacun des facteurs et d'autres concepts représentés dans la roue. Ce cadre exprime la complexité des facteurs que le comité a jugé nécessaire de considérer pour accomplir son mandat. Il montre également : (a) les relations issues de ces liens; (b) les divers facteurs qu'il est important de prendre en considération dans des stratégies visant à atténuer l'insécurité alimentaire.

d'atténuation de l'insécurité alimentaire. Chacun des facteurs présentés dans le cadre conceptuel a été examiné au cours de l'évaluation; certains facteurs et certains liens demeurent plus faciles à comprendre que d'autres.

La complexité des interactions de tous ces facteurs et thèmes montre qu'il faut adopter des approches pluridisciplinaires pour comprendre et résoudre les problèmes. Le comité a conçu ce cadre comme un outil à la disposition des décideurs et des chercheurs, ainsi que des personnes et collectivités affectées par l'insécurité alimentaire dans le Nord, pour analyser la sécurité (ou l'insécurité) alimentaire sous l'angle le plus significatif pour chacun, de même que pour mettre en œuvre des solutions efficaces et durables.

## SÉCURITÉ ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRES

Utilisant leur savoir traditionnel dans les périodes d'abondance comme de pénurie, les peuples autochtones du Nord du Canada ont développé et adapté des liens dynamiques avec leur environnement. Ces liens comprennent des pratiques variables de récolte de plantes indigènes et d'animaux sauvages valables sur les plans spirituel et nutritionnel, qui constituent localement des *aliments traditionnels*<sup>1</sup>. La récolte d'aliments venant de la terre, de l'eau et du ciel demeure une part nécessaire et importante de la vie et de l'identité des nombreux peuples différents qui constituent les Premières Nations, les Inuits et les Métis au Canada. Ayant cela à l'esprit, le comité a mis en évidence l'importance d'associer la notion de sécurité alimentaire et celle de souveraineté alimentaire, comme le montre le cadre conceptuel. Alors que la sécurité alimentaire met l'accent sur les piliers que sont l'accès, la disponibilité, l'acceptabilité, l'adéquation et l'utilisation des aliments, afin que tous aient en tout temps un accès physique, social et économique à la nourriture, la souveraineté alimentaire repose sur le principe selon lequel les décisions concernant les systèmes alimentaires, y compris les marchés, les modes de production, les cultures d'aliments et l'environnement, devraient être prises par ceux qui en dépendent. Le soutien de systèmes alimentaires communautaires autonomes, ainsi que de recherches et de solutions fondées sur la collectivité, qui répondent à des besoins identifiés localement, est apparu comme une étape essentielle pour atteindre l'objectif d'une autosuffisance alimentaire locale durable.

---

1 N.D.T. Dans la présente version française de ce rapport, le terme *aliments traditionnels* englobe ce que l'on appelle en anglais *traditional food*, terme préférentiel chez les Premières Nations et les Métis, ou *country food* (« aliments prélevés dans la nature »), terme préférentiel chez les Inuits.

## INCIDENCES DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SUR LA SANTÉ

Le comité d'experts convient que la santé et le bien-être peuvent être autant des moteurs que des résultats de la sécurité alimentaire. Inversement, une santé médiocre peut être à la fois une cause et une conséquence de l'insécurité alimentaire. Même si la santé des Autochtones est considérée d'un point de vue holistique dans ce rapport, avec des dimensions mentale, physique, spirituelle, émotionnelle et sociale, les mesures de base de l'état de santé et la situation générale des peuples autochtones semblent moins bonnes que celles des Canadiens en général. Par rapport à la majorité des Canadiens, les populations autochtones ont un taux plus élevé de mortalité par infarctus du myocarde, des taux plus élevés d'obésité et d'autres facteurs de risque de maladie cardiaque, ainsi que des taux plus élevés de problèmes de santé mentale tels que suicide, dépression et abus de substances. Le diabète a atteint des proportions épidémiques dans certaines collectivités autochtones. Les Premières Nations, les Métis et les Inuits se disent en bonne santé dans une proportion moindre que la population en général. La transition nutritionnelle, qui résulte du passage d'une alimentation fondée sur des aliments traditionnels riches en nutriments à une diète basée sur des aliments commercialisés, peut accroître le risque de maladies chroniques liées à la diète et aux carences en micronutriments au sein des collectivités autochtones du Nord.

Des données indiquent que les personnes victimes d'insécurité alimentaire sont plus susceptibles de souffrir de malnutrition et d'infections, de même que d'affections chroniques telles que l'obésité, l'anémie, les maladies cardiovasculaires, le diabète, le stress, ainsi que de problèmes de développement de l'enfant. Les effets de l'insécurité alimentaire sur la santé mentale comprennent une moins grande capacité d'apprentissage, la dépression et l'exclusion sociale. Le comité a conclu que les effets néfastes de l'insécurité alimentaire sur le bien-être des personnes et les coûts économiques d'une nouvelle crise de santé publique dans le Nord du Canada constituent des sujets de grave préoccupation qui exigent une attention immédiate et des réponses intégrées.

## LACUNES DE NOS CONNAISSANCES

Même si de manière générale on connaît assez bien les facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada et les incidences de l'insécurité alimentaire sur la santé des populations autochtones du Nord, il y a encore des lacunes importantes. À titre d'exemple, il y a un riche fonds de savoir traditionnel et de littérature grise sur le sujet, mais on n'a encore jamais procédé à un examen exhaustif des contributions issues de l'expérience acquise sur

place et d'une connaissance directe des populations nordiques. En faisant une synthèse de la littérature existante, le comité a défini plusieurs domaines prioritaires d'investigation :

- méthodes de recherche et de surveillance;
- santé, bien-être et transition nutritionnelle;
- déterminants sociaux de la sécurité alimentaire;
- coûts de la chaîne d'approvisionnement dans les systèmes relatifs aux aliments commercialisés;
- changements climatiques, environnement et systèmes relatifs aux aliments traditionnels;
- souveraineté alimentaire et gouvernance;
- sécurité alimentaire et application des connaissances.

Les lacunes dans les données limitent la capacité des chercheurs, des collectivités et des décideurs de rapporter et de surveiller la sécurité alimentaire et les indicateurs de santé. Au bout du compte, ces indicateurs ont des incidences sur les mesures prises. En plus d'obtenir des données qui soient comparables en quantité et en qualité à celles qui sont disponibles pour la majorité de la population canadienne, il faut adapter les outils et les normes de collecte de données aux réalités diverses des peuples autochtones au Canada. Une connaissance cohérente et pertinente de la situation des différentes collectivités au sein des peuples autochtones, y compris des variables comme la région, le sexe, l'âge et la saison, est importante dans la mise en œuvre de politiques publiques fondées sur des données probantes.

## **LES LEÇONS DES SYSTÈMES DE CONNAISSANCES TRADITIONNEL ET OCCIDENTAL**

Le savoir traditionnel représente un mode de vie, mais les connaissances traditionnelles du milieu local, combinées au savoir-faire en matière de récolte, de déplacement sur la terre et sur l'eau, ainsi que de transformation des aliments, peuvent aussi constituer un ensemble de pratiques culturelles nécessaires à la sécurité et à la souveraineté alimentaires. Le degré de transmission de ces connaissances aux générations futures est un déterminant important de la santé et du bien-être des individus et des collectivités. Le savoir traditionnel a toujours guidé la vie des peuples autochtones du Nord, et un nombre croissant de programmes et projets de recherche participative communautaires canadiens et étrangers apportent une contribution précieuse à la recherche sur la sécurité alimentaire. Plusieurs centres de connaissances, réseaux, programmes, centres de recherches communautaires, centres de recherches nordiques et organismes de sécurité alimentaire autochtones défendent activement l'intégration du savoir traditionnel et de la science occidentale dans les recherches sur la sécurité alimentaire dans le Nord. Ces organismes, par exemple le Réseau

alimentaire pour les communautés nordiques et éloignées du Réseau pour une alimentation durable, l'*Arctic Institute of Community Based Research* (Institut arctique de recherche communautaire) au Yukon, le *Qaujigiartiit Health Research Centre* (Centre Qaujigiartiit de recherches en santé) au Nunavut, et le *Nain Research Centre* (Centre de recherches de Nain) à Terre-Neuve-et-Labrador, constituent d'importantes ressources pour les recherches et l'élaboration de politiques, présentes et futures, liées à la sécurité alimentaire et aux peuples autochtones du Nord.

## **PRATIQUES PROMETTEUSES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, SANTÉ ET BIEN-ÊTRE**

### **Approches à court terme et à long terme**

Étant donné que l'insécurité alimentaire est vécue différemment à l'échelle individuelle, familiale, locale et régionale, les stratégies d'atténuation de l'insécurité alimentaire doivent également être diversifiées. Il faut aborder l'insécurité alimentaire à l'aide d'un continuum de programmes et de politiques : mesures d'atténuation à court terme (solutions temporaires comme des banques alimentaires et des programmes d'alimentation destinés aux enfants); programmes de renforcement des capacités et de développement des compétences (p. ex. jardins communautaires et groupements d'achat coopératifs); changements organisationnels et politiques à long terme qui mettent l'accent sur les causes profondes (p. ex. réseaux de politiques alimentaires et interventions portant sur les systèmes alimentaires).

### **Approches à plusieurs niveaux et collaboration intersectorielle**

La diminution de la récolte de plantes et d'animaux sauvages, l'augmentation de l'importation et de la consommation d'aliments commercialisés, ainsi que la découverte de contaminants environnementaux dans les aliments traditionnels, ont amené les peuples autochtones, les collectivités, les chercheurs et les gouvernements à agir. Les efforts de la base pour améliorer la santé et le bien-être des peuples autochtones comprennent : des évaluations communautaires de l'alimentation tels que *NiKigijavut Hopedalimi* (Notre alimentation à Hopedale) à Hopedale, au Labrador; la résistance à la pauvreté et aux prix élevés des aliments, par le truchement du groupe *Feeding My Family* (Nourrir ma famille), à Iqaluit; le mouvement national *Idle No More* (Jamais plus l'inaction), qui vise à honorer de manière pacifique la souveraineté et les droits des Autochtones, et à protéger la terre et l'eau. À l'échelle provinciale et territoriale, l'Initiative d'alimentation saine dans le Nord, au Manitoba, vise à établir la sécurité et la souveraineté alimentaires dans les collectivités nordiques et isolées, alors qu'au Nunavut des intervenants locaux et territoriaux et des entreprises



de toutes les régions du Nord ont rédigé en collaboration une stratégie de sécurité alimentaire sous le titre *Nunavut Food Security Strategy*. L'Initiative sur le diabète chez les Autochtones, de Santé Canada, le Programme canadien de nutrition prénatale et Nutrition Nord Canada constituent des actions à l'échelle nationale. Le comité a conclu qu'un continuum d'approches à plusieurs niveaux reposant sur la collaboration intersectorielle entre collectivités, agences locales, gouvernements et institutions est un ingrédient important d'initiatives couronnées de succès et durables.

### Approches pluridisciplinaires

Même si chacune de ces initiatives est importante, aucune ne peut à elle seule résoudre le problème de l'insécurité alimentaire. Les programmes d'éducation nutritionnelle sont très utiles, mais ils ne peuvent, par exemple, compenser un accès médiocre à la nourriture. En plus d'approches à plusieurs niveaux, des réponses pluridisciplinaires sont essentielles pour établir la sécurité et la souveraineté alimentaires. Le comité a subdivisé une sélection de stratégies en sept catégories :

- programmes visant à accroître l'abordabilité et la disponibilité d'aliments sains (p. ex. *Cultivons l'avenir*, au Manitoba);
- santé et éducation (p. ex. le *Guide alimentaire du Nunavut*);
- bien-être communautaire et transmission intergénérationnelle de connaissances (p. ex. l'association Ilisaqsivik, au Nunavut);
- soutien à la récolte et gestion durable des espèces sauvages (p. ex. le programme *Eeyou Astchee*<sup>2</sup>(Notre territoire), au Québec);
- réduction de la pauvreté et développement économique communautaire (p. ex. Bayline Northern Food Security Partnership, au Manitoba);
- innovation dans les infrastructures et la production locale d'aliments (p. ex. Northern Farm Training Institute, dans les Territoires-du-Nord-Ouest);
- engagement de la jeunesse (p. ex. programme *Going Off, Growing Strong*, à Terre-Neuve-et-Labrador).

### Pour aller de l'avant

Nous avons la capacité de définir, de vérifier et d'évaluer nos interventions. Des mesures pertinentes et efficaces pour améliorer la sécurité et la souveraineté alimentaires doivent être holistiques, reposer sur le savoir traditionnel et être couplées avec des stratégies de développement économique, afin de s'attaquer au problème connexe de la pauvreté. Pour pouvoir atténuer à long terme l'insécurité alimentaire, il faut définir clairement et localement les besoins, et exploiter les atouts de chaque collectivité nordique. Un financement stable est également un facteur clé. Toutes ces solutions exigent que les habitants

---

2 On voit aussi la graphie *Eeyou Istchee*.

du Nord s'approprient les programmes mis sur pied. Il demeure toutefois important de voir au-delà des décisions individuelles concernant l'alimentation et examiner comment la société, y compris le contexte historique propre aux Autochtones au Canada, façonne les possibilités de telle sorte que certains ont plus de choix que d'autres.

## EN GUISE DE CONCLUSION

Nous disposons d'une bonne base pluridisciplinaire de connaissances sur la sécurité alimentaire et la santé des populations autochtones du Nord. Des études savantes, y compris des programmes de recherche coordonnés et communautaires, ont répondu à de nombreuses questions importantes. Les principales contributions de ce rapport comprennent la synthèse de ces résultats, une réflexion sur les interventions visant à améliorer la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada, ainsi que l'élaboration d'un outil à la disposition des membres des collectivités et des décideurs, sous la forme d'un cadre conceptuel. Même si le rapport ne prescrit aucune politique, le comité espère que ses conclusions aideront à définir des politiques et programmes fondés sur des données probantes, qu'elles contribueront à une coopération accrue et à une meilleure coordination des programmes de recherches nordiques des diverses parties prenantes, et qu'elles entraîneront ultimement une amélioration de la santé et du bien-être des peuples autochtones du Nord.

Le Canada a la capacité de s'attaquer au problème critique de l'insécurité alimentaire vécue de manière disproportionnée par les populations autochtones nordiques. Il y a de réelles possibilités d'atteindre la sécurité et la souveraineté alimentaires si l'on utilise les connaissances, l'expérience et les politiques dont nous disposons à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale, et si l'on obtient davantage de données de telle sorte que les collectivités autochtones, les chercheurs, les décideurs et les habitants du Nord puissent mettre sur pied des solutions durables et honorables face au défi complexe et persistant de l'insécurité alimentaire chez les populations autochtones dans le Nord. La santé publique est une responsabilité collective. Le Canada et les Canadiens ont en leur possession bon nombre des outils essentiels pour s'attaquer à ce défi sérieux et substantiel de santé publique, et pour créer les conditions d'une prospérité sociale et économique.

## Glossaire

### Acceptabilité

Dans le contexte de ce rapport, l'acceptabilité est le fait pour des systèmes alimentaires et de distribution d'être culturellement acceptables et appropriés (Myers *et al.*, 2004).

### Accès

Dans le contexte de ce rapport, l'accès est lié à l'existence de ressources suffisantes pour acquérir les aliments nécessaires afin que tous aient en tout temps une diète nutritive (FAO, 2006; Myers *et al.*, 2004).

### Adéquation

Dans le contexte de ce rapport, l'adéquation est liée à la qualité, à la sûreté et à la durabilité des sources disponibles d'aliments et des méthodes d'approvisionnement en nourriture (Myers *et al.*, 2004).

### Agencement

Dans le contexte de ce rapport, l'agencement désigne l'ensemble des politiques et procédures qui permettent de parvenir à la sécurité alimentaire (RCSFS, 2012).

### Autochtones

Le terme *Autochtones* fait référence collectivement à tous les Autochtones qui vivent au Canada. La Constitution canadienne reconnaît trois groupes de peuples autochtones : les Indiens (membres des Premières Nations), les Métis et les Inuits. Ce sont des groupes distincts, notamment de par leur patrimoine, leur langue, leur culture et leurs croyances spirituelles. On peut également utiliser le terme *Autochtones* pour désigner plus d'une personne autochtone (AADNC, 2004).

### Dans la nature

On dit que les Autochtones vont dans la nature lorsqu'ils passent du temps à l'extérieur des villes, des villages et des hameaux pour faire de la chasse, de la pêche, de la cueillette, etc.

### Disponibilité

Dans le contexte de ce rapport, la disponibilité concerne l'existence de quantités suffisantes d'aliments de qualité appropriée (FAO, 2006) pour tous et en tout temps (Myers *et al.*, 2004).

### Insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire est le contraire de la sécurité alimentaire. Elle résulte d'un accès inadéquat ou incertain à de la nourriture saine en quantité et de qualité acceptable. Elle se rapporte à l'incapacité immédiate d'assurer une diète appropriée, ainsi qu'au risque d'une telle incapacité dans l'avenir.

### Inuit Nunangat

L'Inuit Nunangat est composé de la région désignée des Inuvialuit, du Nunavut, du Nunavik et du Nunatsiavut. C'est le territoire de terre, d'eau et de glace qui constitue la patrie traditionnelle des Inuits au Canada (ITK, s.d.).

## Inuits

Les Inuits sont des Autochtones qui vivent dans le Nord du Canada, principalement au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest, ainsi que dans le nord du Québec (Nunavik) et du Labrador (Nunatsiavut). En inuktitut, langue majeure des Inuits, le mot *Inuit* signifie *peuple* et est le pluriel de *Inuk* (AADNC, 2004)<sup>3</sup>.

## Jardin maraîcher

Un jardin maraîcher est une parcelle plus ou moins grande de terrain utilisée par un individu ou une collectivité pour produire localement des aliments (légumes, fruits, petits animaux), en vue d'une consommation personnelle ou de la vente sur le marché local.

## Métis

Les Métis sont des personnes qui ont à la fois des ancêtres européens et des ancêtres des Premières Nations. Ces personnes se considèrent elles-mêmes comme Métis, se distinguant ainsi des membres des Premières Nations, des Inuits et des non-Autochtones. Les Métis ont une culture distincte qui repose sur leurs origines diverses, par exemple écossaises, françaises, ojibwées et cries (AADNC, 2004).

## Nord du Canada

Dans le contexte de ce rapport, le terme *Nord du Canada* désigne le territoire terrestre et océanique situé au nord de la limite sud du pergélisol discontinu, du Nord de la Colombie-Britannique au Labrador. Dans certains cas cependant, le rapport met l'accent sur la partie du Nord du Canada desservie par le programme Nutrition Nord Canada.

## Nunatsiavut

*Nunatsiavut* est un mot inuktitut qui signifie « notre belle terre ». Cette région autonome de Terre-Neuve-et-Labrador est la patrie des Inuits du Labrador (Gouvernement du Nunatsiavut, 2009).

## Nunavik

*Nunavik* est un mot inuktitut qui signifie « la grande terre ». Elle est la patrie des Nunavimmiuts du Nord du Québec (au nord du 55<sup>e</sup> parallèle). Des négociations relatives à l'autonomie régionale du Nunavik sont en cours.

## Peuples autochtones

Le terme *peuples autochtones* désigne collectivement les premiers habitants de l'Amérique du Nord et leurs descendants. Le pluriel met l'accent sur la diversité qui existe à l'intérieur d'un groupe d'Autochtones (AADNC, 2004).

## Peuples autochtones du Nord

Le terme *peuples autochtones* du Nord désigne les peuples autochtones qui vivent dans le Nord du Canada (défini plus haut).

3 N.D.T. Dans la présente version française de ce rapport, le nom *Inuit* et l'adjectif *inuit* sont accordés en genre et en nombre, conformément aux recommandations formulées il y a plusieurs années par le Bureau de la traduction du gouvernement du Canada et l'Office québécois de la langue française. Le nom *Inuit* restera toutefois invariable dans les citations de plusieurs documents et désignations antérieurs à ces recommandations.

### Premières Nations

Les Premières Nations constituent l'un des trois groupes culturels reconnus comme peuples autochtones au Canada. Le terme *Premières Nations* s'est répandu dans les années 1970 pour remplacer le mot *Indiens* dans le langage courant. Le comité d'experts a choisi d'employer *Premières Nations* au lieu de *Indiens* dans tout le rapport. Même s'il est largement répandu, il n'existe aucune définition légale du terme *Premières Nations*. Le terme *Indiens* continue d'être employé pour des raisons juridiques (AADNC, 2004).

### Premiers peuples

Le terme *premiers peuples* est un autre nom collectif utilisé pour décrire les premiers habitants du Canada ou de l'Amérique du Nord, ainsi que leurs descendants (AADNC, 2004).

### Récolte

Le terme *récolte* « s'entend des activités d'appropriation de ressources fauniques, notamment de la chasse, du piégeage, de la pêche [...] de la capture au filet, de la cueillette, du ramassage [...] du harponnage, de l'abattage, de la capture ou de la prise par quelque moyen que ce soit » (MAINC et FTN, 1993). La récolte constitue la manière d'obtenir des aliments traditionnels directement de la nature.

### Région désignée des Inuvialuit (RDI)

La région désignée des Inuvialuit (RDI) a été créée en 1984 dans le cadre d'un accord sur des revendications territoriales. Elle est la patrie des Inuvialuits (AAIR, s.d.). La RDI couvre quelque 435 000 km<sup>2</sup> dans le delta du fleuve Mackenzie, la mer de Beaufort et la région de la baie Amundsen dans les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

### Réserve

Une réserve est une terre qui a été mise de côté par la Couronne pour l'usage et le bénéfice d'une bande au Canada (AADNC, 2004).

### Revendications territoriales

En 1973, le gouvernement fédéral a reconnu deux grandes catégories de revendications : les revendications globales et les revendications particulières. Les revendications globales s'appuient sur le fait qu'il peut encore exister des droits ancestraux sur les terres et les ressources naturelles. Ces revendications sont présentées dans des régions du Canada où les titres ancestraux n'ont jamais fait l'objet de traités ou d'autres dispositions légales. Elles sont qualifiées de *globales* en raison de leur vaste portée et comprennent des éléments comme les titres fonciers, les droits de pêche et de piégeage, ainsi que les mesures d'indemnisation financière. Les revendications particulières désignent des griefs bien précis formulés par les Premières Nations à l'égard du respect des engagements énoncés dans les traités. Les revendications particulières désignent aussi les griefs concernant l'administration des terres et des biens des Premières Nations en vertu de la *Loi sur les Indiens* (AADNC, 2004).

## Santé et bien-être

Dans ce rapport, la santé et le bien-être sont considérés d'un point de vue holistique. Cette approche s'enracine dans le savoir et les manières d'être autochtones, et elle va bien au-delà d'une conception étroite de la santé, limitée à des causes et effets biomédicaux ou à des choix d'habitudes de vie (CCNSA, 2012). Selon l'Organisation nationale de la santé autochtone (ONSA), « pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis, la notion de santé inclut les aspects mentaux, physiques, spirituels, émotionnels et sociaux de la santé. De plus, la santé et le bien-être des individus et des collectivités sont interdépendants et ont la même importance. » [traduction] (ONSA, 2007).

## Savoir traditionnel

Le savoir traditionnel comprend le savoir issu du passé lointain et récent, le savoir acquis à l'heure actuelle et le savoir qui sera acquis dans l'avenir (ITK, 2012). C'est à la fois un mode de vie et une manière systématique de penser, appliqués à des phénomènes présents dans les systèmes biologiques, physiques, culturels et spirituels importants pour le maintien de la culture, des moyens d'existence et du bien-être (McGregor, 2004; Berkes, 2008; Tagalik, 2010).

## Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire « est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine » (FAO, 1996, 2009). Elle est fondée sur les divers piliers que sont l'accès, la disponibilité, l'utilisation, la stabilité, l'acceptabilité, l'adéquation et l'agencement (Myers *et al.*, 2004; FAO, 2006; RCSFS, 2012).

## Sécurité nutritionnelle

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO *et al.*, 2012), on parle de sécurité nutritionnelle « quand tous les membres des ménages ont un accès garanti à une alimentation suffisamment nutritive et, en même temps, à un environnement salubre et à des services de santé et des soins propres à leur assurer une vie saine et active. La sécurité nutritionnelle se distingue de la sécurité alimentaire par le fait qu'elle tient compte non seulement de l'alimentation mais aussi de la santé, de l'hygiène et des pratiques en matière de soins. »

## Souveraineté alimentaire

On peut définir la souveraineté alimentaire comme la capacité et le droit des peuples de « définir leurs propres politiques et stratégies durables de production, de distribution et de consommation d'aliments qui garantissent le droit à l'alimentation à toute la population » (FMSA, 2001).

**Stabilité**

La stabilité fait référence à un accès permanent à une nourriture adéquate. Cet accès à la nourriture ne doit être menacé ni par l'émergence de chocs soudains (p. ex. une crise économique ou climatique) ni par des événements cycliques (p. ex. une insécurité alimentaire saisonnière) (FAO, 2006).

**Transition nutritionnelle**

Le terme *transition nutritionnelle* décrit les conséquences sur l'état nutritionnel qui résultent de la consommation d'une quantité plus importante d'aliments commercialisés que d'aliments traditionnels.

## Table des matières

1	Introduction.....	1
1.1	Mandat du comité d'experts .....	6
1.2	Objectif du rapport.....	10
1.3	Sécurité alimentaire, droit à l'alimentation et émergence de la souveraineté alimentaire .....	11
1.4	Structure du rapport.....	18
2	La méthodologie et le cadre conceptuel .....	21
2.1	Méthodologie.....	23
2.2	Approche adoptée par le comité : cadre conceptuel .....	27
2.3	Thèmes centraux : populations autochtones du Nord, sécurité alimentaire et souveraineté alimentaire .....	30
2.4	Facteurs du moyeu de la roue .....	31
2.5	Facteurs de la partie extérieure de la roue.....	33
2.6	Facteurs contextuels .....	35
3	L'insécurité alimentaire : l'ampleur du problème .....	39
3.1	Taux d'insécurité alimentaire .....	41
3.2	Liens entre la sécurité alimentaire et la santé .....	55
3.3	Conclusions.....	62
4	Les personnes, la géographie et la culture en tant que facteurs influant sur la sécurité alimentaire .....	63
4.1	Données démographiques sur les populations du Nord du Canada .....	65
4.2	Santé et bien-être chez les Autochtones .....	68
4.3	Caractéristiques géographiques du Nord du Canada .....	72
4.4	Les conséquences de la dépossession environnementale .....	74
4.5	Importance culturelle du savoir traditionnel .....	75
4.6	Conclusions.....	81
5	Le système relatif aux aliments traditionnels .....	82
5.1	Alimentation et culture .....	85
5.2	Études sur les activités de récolte.....	90
5.3	Études et enquêtes nutritionnelles .....	96
5.4	Déterminants de la salubrité et de la qualité des aliments .....	103
5.5	Marchandisation des aliments traditionnels.....	105
5.6	Conclusions.....	110



6	Le système relatif aux aliments commercialisés .....	111
6.1	Prix des aliments commercialisés.....	113
6.2	Consommation d'aliments commercialisés dans le Nord .....	114
6.3	Questions logistiques concernant les aliments commercialisés et leur coût.....	117
6.4	Logistique dans l'avenir : changements climatiques, développement et transports.....	123
6.5	Conclusions.....	125
7	La transition nutritionnelle dans un système d'économie mixte .....	127
7.1	Économies mixtes dans le Nord.....	130
7.2	Pauvreté, coût des aliments et insécurité alimentaire .....	131
7.3	Déclin de la consommation d'aliments traditionnels .....	135
7.4	Conclusions.....	142
8	Les changements environnementaux .....	144
8.1	Changements climatiques dans le Nord du Canada .....	146
8.2	Conséquences du développement des ressources naturelles.....	148
8.3	Abondance et disponibilité des espèces sauvages.....	149
8.4	Contaminants et aliments traditionnels.....	152
8.5	Nouvelles maladies qui affectent les espèces sauvages .....	156
8.6	Adaptation aux changements environnementaux .....	158
8.7	Conclusions.....	160
9	La gouvernance nordique et la sécurité alimentaire .....	161
9.1	Droit à l'alimentation et souveraineté alimentaire .....	163
9.2	Gouvernance circumpolaire arctique .....	164
9.3	Gouvernance dans le Nord du Canada.....	165
9.4	Conclusions.....	176
10	Les programmes et pratiques en matière de sécurité et de souveraineté alimentaires dans le Nord, au Canada et à l'étranger .....	178
10.1	Efforts mis en œuvre au Canada .....	180
10.2	Approches adoptées à l'étranger et à l'échelle internationales .....	203
10.3	Conclusions.....	212

11	Conclusions .....	213
11.1	Réponse à la question principale .....	214
11.2	Réponses aux sous-questions .....	216
11.3	Observations finales .....	234
	Références .....	236

## Liste des figures

Figure 1.1	Portée géographique de l'évaluation .....	9
Figure 2.1	Cadre conceptuel élaboré par le comité .....	29
Figure 3.1	Insécurité alimentaire des ménages au Canada, par province et territoire, en 2011 .....	43
Figure 3.2	Probabilité d'insécurité alimentaire dans les ménages au Canada, en 2011.....	45
Figure 3.3	Prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages dans les régions nordiques et au Canada, en 2007–2008.....	47
Figure 3.4	Insécurité alimentaire chez les enfants inuits d'âge préscolaire au Nunavut, en 2007–2008 .....	51
Figure 3.5	Insécurité alimentaire chez les femmes et les Autochtones .....	53
Figure 3.6	Sécurité alimentaire en fonction de la structure sociale des ménages au Canada, en 2011 .....	54
Figure 4.1	Population par identité autochtone au Canada, en 2011 .....	68
Figure 4.2	Pourcentages d'Autochtones et de non-Autochtones dans la population canadienne, en 2011.....	69
Figure 5.1	Fréquence hebdomadaire de consommation de groupes d'aliments traditionnels chez les Inuits du Nunavik, en 2004 .....	99
Figure 5.2	Pourcentage d'Inuits du Nunavik qui ont consommé des aliments traditionnels, selon les saisons, en 2004.....	101
Figure 5.3	Proportion des calories provenant d'aliments traditionnels chez les hommes, les femmes et les enfants inuits au Nunavut, en 2007–2008 .....	102
Figure 5.4	Nombre moyen de jours par mois où les enfants inuits du Nunavut ont consommé des aliments traditionnels.....	103
Figure 6.1	Coût hebdomadaire du panier de provisions nordique révisé pour une famille de quatre personnes, en 2010 : Comparaison de centres d'approvisionnement et de collectivités nordiques choisies.....	115

Figure 6.2	Limite nordique approximative des routes et voies ferrées à viabilité permanente .....	117
Figure 6.3	Exemples de dirigeables.....	120
Figure 7.1	Différences entre les revenus des Autochtones et ceux des non-Autochtones, au Canada et dans les territoires, en 2005 .....	133
Figure 9.1	Carte des collectivités financées par le programme Nutrition Nord Canada (2011–2012) .....	175
Figure 10.1	Enfant récoltant des aliments dans un jardin des T. N. O., dans le cadre du programme Cultivons l'avenir .....	192
Figure 10.2	Marché d'aliments traditionnels au Groenland.....	211

## Liste des tableaux

Tableau 1.1	Lignes directrices nationales et internationales relatives au « droit à l'alimentation » .....	16
Tableau 3.1	Insécurité alimentaire des ménages au Canada, de 2005 à 2011 .....	44
Tableau 4.1	Populations autochtones du Nord du Canada, en 2011.....	66
Tableau 5.1	Exemples d'études menées au Canada sur l'utilisation du territoire et les activités de récolte, de 1975 à ce jour.....	92
Tableau 5.2	Résultats de l'étude sur les activités de récolte dans la région désignée des Gwich'in, de 1995 à 2001 ....	93
Tableau 7.1	Participation des Cris de la baie James au programme de sécurité du revenu des chasseurs .....	139
Tableau 10.1	Sécurité alimentaire dans le Nord : quelques ressources canadiennes .....	181
Tableau 10.2	Liste et caractéristiques de pratiques prometteuses.....	187
Tableau 10.3	Exemples de recherches sur la sécurité alimentaire dans le Nord : ressources étrangères et internationales .....	203

## Principaux sigles et abréviations employés dans le rapport

AADNC	Affaires autochtones et Développement du Nord Canada
ACPT	association de chasseurs, de pêcheurs et de trappeurs
ACT	association de chasseurs et de trappeurs
API	Année polaire internationale
BPC	biphényle polychloré
CBJNQ	Convention de la Baie-James et du Nord québécois
CCNSE	Centre de collaboration nationale en santé environnementale
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
DNUDPA	Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
ENM	Enquête nationale auprès des ménages
ESCC	Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes
ESI	Enquête sur la santé des Inuits
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
G8	Groupe des huit
IRSC	Instituts de recherche en santé du Canada
ITK	Inuit Tapiriit Kanatami
MESAM	Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages
MFR	mesure de faible revenu
OCT	organisation de chasseurs et de trappeurs
ONG	organisation non gouvernementale
ONSA	Organisation nationale de la santé autochtone
ONU	Organisation des Nations Unies
PAC	programme d'aide aux chasseurs
POP	polluant organique persistant
PSEA	Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique
RDI	région désignée des Inuvialuit
T. N.-O.	Territoires du Nord-Ouest

# 1

## Introduction

- Mandat du comité d'experts
- Objectif du rapport
- Sécurité alimentaire, droit à l'alimentation et émergence de la souveraineté alimentaire
- Structure du rapport

# 1 Introduction

## Principales constatations

Au Canada, l'insécurité alimentaire est un problème sérieux, en particulier dans les collectivités autochtones nordiques et isolées. Elle est due à de nombreux facteurs et elle a des incidences importantes sur la santé publique de même qu'aux plans social, environnemental et économique pour le Nord et le reste du Canada. Sa prévalence va de pair avec des disparités considérables entre les Autochtones et la population canadienne en général, en ce qui concerne la santé et les déterminants sociaux.

La notion de sécurité alimentaire est complexe et exige de tenir compte d'une grande variété d'aspects, et non uniquement de l'accès à la nourriture.

La sécurité alimentaire est un objet de préoccupation croissante à l'échelle mondiale, et le Canada a pris des engagements en la matière dans le cadre de nombreux accords internationaux.

La souveraineté alimentaire, c'est-à-dire la capacité d'un peuple de définir ses propres systèmes alimentaires, est un moyen essentiel de parvenir à la sécurité alimentaire. Les concepts de sécurité et de souveraineté alimentaires tiennent une place cruciale dans le présent rapport.

Les régions nordiques du Canada vivent des transformations tout en gagnant en importance économique et géopolitique. Cette évolution rapide et souvent imprévisible n'est pas uniquement liée aux changements environnementaux, mais aussi à l'engagement des collectivités nordiques et aux effets qu'elles subissent, face aux occasions et aux défis suscités par les nouvelles possibilités économiques. Avec les incidences de ces transformations sur les écosystèmes et les collectivités nordiques — notamment les changements climatiques et le développement industriel —, le Nord du Canada et toute la région circumpolaire de la planète prennent de plus en plus de place dans l'ordre du jour des gouvernements, les médias et l'opinion publique. Étant une dimension de la souveraineté nordique, ainsi que de la sécurité humaine et environnementale, la sécurité alimentaire des populations autochtones du Nord fait partie intégrante de cette prise de conscience dans les collectivités et les gouvernements (voir l'encadré 1.1). Étant donné les conséquences du stress humain et environnemental sur les écosystèmes nordiques, les régions du Nord sont forcées d'aborder les préoccupations de sécurité alimentaire plus tôt que bien d'autres parties du Canada et du monde (GRID-Arendal, 2009). Cela devrait s'intensifier, alors que le Canada préside le Conseil de l'Arctique (de 2013 à 2015).



### **Encadré 1.1**

#### **Insécurité alimentaire : Aspects mondiaux et locaux**

Avec l'augmentation de la population mondiale, l'interconnexion croissante des marchés mondiaux, et les effets de plus en plus nets des changements climatiques, les questions de sécurité alimentaire gagnent en importance à l'échelle locale, nationale et internationale. La récente crise économique mondiale et la hausse des prix des aliments ont attiré l'attention sur la situation urgente des 870 millions de personnes qui souffrent de sous-alimentation chronique dans le monde (FAO *et al.*, 2012), faisant face au risque numéro un pour la santé : la faim et la malnutrition (PAM, 2012b). Même si quelque 75 % des personnes sous-alimentées de la planète vivent dans des régions rurales et à faible revenu de pays en développement (PAM, 2012a), le problème de la faim se pose également au Canada. Comme l'a fait remarquer le Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, à l'occasion d'une visite au Canada au printemps 2012, de plus en plus de Canadiens sont incapables de répondre à leurs besoins alimentaires de base, même si le Canada fait partie du G8 et est souvent en tête de l'indice de développement humain des Nations Unies (HCDHNU, 2012). Le Rapporteur spécial de l'ONU a notamment attiré l'attention sur l'insécurité alimentaire des Autochtones au Canada, de même que sur les questions de sécurité alimentaire dans les collectivités rurales et isolées de tout le pays — en particulier dans le Nord.

La gouvernance des peuples autochtones du Nord est un élément central de la souveraineté et du développement du Nord. Pendant des milliers d'années, utilisant leur savoir traditionnel dans les périodes d'abondance comme de pénurie, les peuples autochtones du Nord du Canada ont développé et adapté des liens dynamiques avec leur environnement. Ces liens comprennent des pratiques variables de récolte de plantes indigènes et d'animaux sauvages constituant ce que l'on appelle des *aliments traditionnels* (Gerlach et Loring, 2013; Kuhnlein et Receveur, 1996). Les aliments traditionnels, qui ont une grande valeur spirituelle et nutritionnelle, contribuent puissamment à la sécurité alimentaire et à la santé dans le Nord. La récolte d'aliments venant de la terre, de l'eau et du ciel demeure une part nécessaire et importante de la vie et de l'identité des nombreux peuples différents qui constituent les Premières Nations, les Inuits et les Métis au Canada.

Par contre, le bien-être des peuples autochtones a gravement souffert des processus de colonisation, qui ont entraîné une dépossession de leurs terres et ressources traditionnelles (Loppie Reading et Wien, 2009). Les peuples autochtones ont connu une perte de pouvoir progressive due à diverses

politiques d'assimilation, dont les séjours forcés dans des pensionnats et le déménagement dans des collectivités éloignées, qui ont non seulement privé les Autochtones de l'accès aux terres et aux ressources de leurs territoires traditionnels, mais qui ont aussi interdit la pratique de nombreuses activités cruciales pour leur mode de vie, leur identité culturelle ainsi que leur santé et leur bien-être en général. Le traumatisme des sévices, du déracinement et de l'assimilation culturelle a des conséquences sur plusieurs générations, et cela a affecté de manière critique le tissu social et culturel de l'identité des collectivités autochtones (Richmond et Ross, 2009; Borrows, 2010). Ces traumatismes, qui subsistent encore et ne sont pas résolus, ont aujourd'hui de nets effets sur la transmission des connaissances d'une génération à l'autre et sur les connaissances environnementales locales des collectivités autochtones. En dépit et à cause de ces difficultés, partout au Canada, les Autochtones continuent toutefois de faire preuve de résilience et manifestent leur désir de moyens d'existence durables pour les générations futures. On peut citer des exemples récents : *Idle No More* (Jamais plus l'inaction), mouvement national qui vise à honorer de manière pacifique la souveraineté et les droits des Autochtones, ainsi qu'à protéger la terre et l'eau; la résistance à la pauvreté et aux prix élevés des aliments, par le truchement du groupe *Feeding My Family* (Nourrir ma famille), à Iqaluit; des actions locales menées dans des collectivités partout au pays en réponse aux menaces à l'environnement et à la culture.

La diminution de la récolte de plantes et d'animaux sauvages, l'augmentation de l'importation et de la consommation d'aliments commercialisés, ainsi que la découverte de contaminants environnementaux dans les aliments traditionnels, ont amené les peuples autochtones, les collectivités, les chercheurs et les gouvernements à agir. Comme l'a fait remarquer le Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, à l'occasion d'une visite au Canada au printemps 2012, les rapports de recherche mentionnent constamment que l'insécurité alimentaire constitue un problème sérieux vécu par les peuples autochtones du Nord. Selon des estimations de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) de 2011, les ménages autochtones qui vivent à l'extérieur des réserves au Canada connaissent une insécurité alimentaire dans une proportion qui est plus du double de celle des ménages non autochtones (Tarasuk *et al.*, 2013). L'insécurité alimentaire est particulièrement prononcée dans le Grand Nord, où vivent une proportion importante d'Inuits. Selon l'Enquête sur la santé des Inuits de l'Année polaire internationale 2007–2008,

44,2 % des ménages inuits du Nunatsiavut, 46,0 % des ménages de la région désignée des Inuvialuit (RDI) et 70,2 % des ménages du Nunavut ont connu une insécurité alimentaire modérée à grave<sup>4</sup> (Egeland, 2010b, 2010a, 2010c).

De plus, les systèmes alimentaires propres aux peuples autochtones du Nord, caractérisés par une combinaison d'aliments récoltés sur le territoire (aliments traditionnels) et d'aliments importés vendus dans des magasins (aliments commercialisés), doivent être pris en considération lorsque l'on aborde les questions de sécurité alimentaire et de santé. Il faut également tenir compte des changements climatiques, de l'exposition aux contaminants et du bien-être intergénérationnel. Il y a eu de nombreuses initiatives visant à diminuer l'insécurité alimentaire des populations autochtones du Nord, dont des programmes Aliments-poste (des années 1960 à 2011), des programmes de subventions à l'alimentation tels que Nutrition Nord Canada (depuis 2011), des programmes d'éducation, des interventions en diététique et des programmes d'aide aux chasseurs. Il manque toutefois un effort plus complet visant à bien comprendre l'étendue des facteurs qui contribuent à l'insécurité alimentaire.

Depuis le milieu des années 1990, des chercheurs travaillant auprès des peuples autochtones dans l'Arctique reconnaissent que la sécurité alimentaire est un problème capital à étudier d'urgence (Duhaime et Bernard, 2008). Une importante recherche pluridisciplinaire circumpolaire sur ce sujet a été menée de 1998 à 2003 par un groupe international d'experts (Duhaime et Bernard, 2008). Même si de nombreux documents publiés et des programmes coordonnés de recherche ont répondu à d'importantes questions sur les facteurs qui affectent la sécurité alimentaire, bien des points demeurent sans réponse. Même 10 ans après la fin de cette étude majeure, les tendances montrent que les préoccupations concernant la sécurité alimentaire continuent de croître. Cela confirme le besoin continu et urgent de recherches en collaboration et de réponses politiques à plusieurs niveaux (GRID-Arendal, 2009). Les systèmes de connaissances occidental et traditionnel sont tous deux primordiaux pour saisir la complexité des questions de sécurité alimentaire et de santé, de même que pour élaborer des stratégies de réponse qui soient efficaces et culturellement appropriées. Il est essentiel d'avoir un programme de recherches afin d'identifier et de corriger les lacunes des données sur la sécurité alimentaire et la santé, d'autant plus que les activités nationales et internationales de recherche s'intensifient

---

4 Dans le cas présent, l'insécurité alimentaire correspond à des mesures d'insécurité alimentaire grave ou modérée. Une insécurité alimentaire modérée est définie par « une baisse de la qualité ou de la quantité d'aliments consommés », et une insécurité alimentaire grave est définie par « une diminution de l'alimentation et une perturbation des habitudes alimentaires » (BPPN, 2007). L'Enquête sur la santé des Inuits a fait appel à un questionnaire élaboré à l'origine par le Département américain de l'Agriculture, puis modifié par Affaires indiennes et du Nord Canada (Egeland, 2010a; 2010b; 2010c).

dans le Nord. Il est difficile de comprendre les causes et les effets de la sécurité alimentaire et de son contraire, l'insécurité alimentaire, en raison de la nature multidimensionnelle des facteurs locaux, régionaux, nationaux et mondiaux qui interviennent dans l'accès, la disponibilité, la stabilité et l'utilisation des aliments. De plus, dans toute analyse de la sécurité alimentaire, il faut tenir compte de la situation de chaque collectivité, en particulier dans une région aussi diversifiée géographiquement et culturellement que le Nord du Canada.

Enfin, les efforts de recherche ne doivent pas perdre de vue le contexte historique de la recherche au Canada. Autrefois, les politiques gouvernementales d'assimilation des Autochtones ont contribué à créer des conditions de recherche qui violaient parfois ce qui est maintenant consigné dans les *Lignes directrices internationales d'éthique pour la recherche biomédicale impliquant des sujets humains* et d'autres lignes directrices déontologiques relatives à la recherche concernant ou affectant des groupes ou personnes vulnérables ou potentiellement vulnérables (Mosby, 2013). En réaction à des pratiques qui avaient causé du tort ou n'avaient apporté aucun bénéfice aux personnes et collectivités autochtones, plusieurs directives ont été mises en place, par exemple : *Principes d'éthique pour la conduite de la recherche dans le Nord* (AUCEN, 2003) en 1982; *Principles for the Conduct of Research in the Arctic* (NSF, 1990); *Negotiating Research Relations with Inuit Communities: A Guide for Researchers* (ITK et NRI, 2007). La version mise à jour de l'*Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains* (IRSC et al., 2010), qui régit la recherche effectuée sous l'égide des trois conseils qui subventionnent les chercheurs et les institutions au Canada<sup>5</sup>, définit une nouvelle norme nationale obligatoire pour les recherches sur les populations autochtones. Même si elle ne se veut pas un substitut aux orientations éthiques fournies par les Autochtones eux-mêmes, elle vise à faire en sorte que la recherche soit fondée sur des relations de respect. Les trois Conseils notent qu'elle constitue « une étape importante dans une démarche visant à ajouter une dimension éthique au dialogue sur les intérêts communs et les points de divergence des chercheurs et des communautés autochtones participant à la recherche » (IRSC et al., 2010).

## 1.1 MANDAT DU COMITÉ D'EXPERTS

Santé Canada, avec ses partenaires que sont les Instituts de recherche en santé du Canada et l'Agence de la santé publique du Canada, et en collaboration avec d'autres ministères fédéraux comme Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, ainsi qu'Environnement Canada, administre plusieurs programmes et mène diverses activités liées à la sécurité alimentaire dans le

---

5 Ce sont les Instituts de recherche en santé du Canada, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, de même que le Conseil de recherches en sciences humaines.

Nord. Pour contribuer de manière effective à la santé des peuples autochtones et collectivités nordiques grâce à la sécurité alimentaire, il faut disposer de données coordonnées et à jour. C'est pourquoi le ministre de la Santé, au nom de Santé Canada (le commanditaire), a demandé en octobre 2011 au Conseil des académies canadiennes (CAC) de former un comité d'experts, afin de répondre à la question suivante :

*Quel est l'état des connaissances à propos des facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada, ainsi que des incidences de l'insécurité alimentaire sur la santé<sup>6</sup> des populations autochtones du Nord?*

Le commanditaire a de plus posé les cinq sous-questions suivantes :

- 1. Quelles sont les répercussions des facteurs sociaux, environnementaux, économiques et culturels sur la sécurité alimentaire, et par conséquent sur la santé, des populations autochtones du Nord? Considérant les interactions entre ces facteurs, quelles sont les lacunes de nos connaissances sur les facteurs qui ont des effets positifs ou négatifs sur la sécurité alimentaire?*
- 2. Quelles sont les lacunes actuelles de nos connaissances sur la sécurité alimentaire en tant que déterminant de la santé des populations autochtones du Nord, en particulier dans les domaines de la santé nutritionnelle et environnementale? Quelles sont ces lacunes en ce qui concerne les aliments achetés dans des magasins et les aliments prélevés dans la nature? Que sait-on sur la relation entre les aliments traditionnels et la sécurité alimentaire, entre autres sur l'utilisation et l'importance des aliments traditionnels, les pratiques de récolte et les ressources qui les appuient, les systèmes de partage de nourriture, les systèmes de commercialisation, ainsi que leur contribution à la sécurité alimentaire chez les populations autochtones du Nord? Quels moyens sont efficaces pour promouvoir la consommation d'aliments traditionnels, en particulier chez les jeunes, en tenant compte de l'éducation à la nutrition, du développement des compétences et des approches de transmission des connaissances (p. ex. communication intergénérationnelle, utilisation de technologies)?*
- 3. Que sait-on à propos des données qui éclairent les stratégies de diminution de l'insécurité alimentaire chez les populations autochtones du Nord? Que peut-on apprendre des stratégies mises en œuvre dans d'autres contrées circumpolaires telles que le Groenland?*

---

6 La santé s'entend ici au sens large et inclut le bien-être social, mental, physique, spirituel, économique et culturel.

4. *Quelle est la contribution des réseaux de savoir traditionnel des collectivités autochtones du Nord aux recherches sur la sécurité alimentaire?*
5. *Quelles sont les approches adoptées à l'étranger pour développer des données scientifiques et des systèmes de connaissances destinés à soutenir les interventions visant à diminuer l'insécurité alimentaire chez les populations autochtones du Nord?*

Au début du processus d'évaluation, des membres du comité d'experts et du personnel du CAC ont rencontré des représentants de Santé Canada pour préciser la portée du mandat. Afin de maintenir l'indépendance du comité et l'intégrité de ses travaux, et conformément aux processus standard du CAC, ce fut le seul contact avec le commanditaire pendant toute l'évaluation. Lors de cette rencontre, le commanditaire a précisé que le rapport du comité ne devait pas constituer un examen de programmes. Il s'attendait plutôt à ce que ses conclusions aident à définir les prochains objectifs de recherche, programmes et politiques concernant le Nord. Le commanditaire a d'autre part noté que, même si l'eau est communément incluse dans les définitions de la sécurité alimentaire, le gouvernement du Canada est déjà engagé dans diverses autres initiatives relatives à l'eau.

Dans ses travaux, le comité a donc mis l'accent sur les aliments, même s'il convient que les problèmes concernant l'eau, par exemple l'accès à l'eau potable et la protection environnementale des voies d'eau, sont des éléments cruciaux liés à la sécurité alimentaire. Le comité laisse de côté la question de l'eau dans son rapport, mais il espère que des recherches et initiatives politiques en cours continueront d'aborder ce sujet important.

Pour les fins de l'évaluation, le commanditaire a défini le Nord du Canada comme « le territoire terrestre et océanique situé au nord de la limite sud du pergélisol discontinu, du Nord de la Colombie-Britannique au Labrador », mais il a aussi demandé au comité de considérer les collectivités desservies par le programme Nutrition Nord Canada. Comme les deux définitions ne coïncident pas tout à fait (à titre d'exemple, au moins cinq collectivités desservies par le programme Nutrition Nord Canada seraient exclues du territoire défini en fonction de la limite du pergélisol), le comité a décidé d'inclure dans ses travaux la totalité de la région couverte par le programme Nutrition Nord Canada (plutôt que seulement les collectivités), en plus du territoire situé au nord de la limite sud du pergélisol discontinu (voir la figure 1.1). Le comité a déterminé qu'en combinant ces deux aires géographiques, il pourrait intégrer dans son analyse les régions nordiques des provinces, ainsi que des observations et pratiques concernant des régions non desservies par Nutrition Nord Canada



Carte créée par Glenda Smith en octobre 2013

Hydrologie et frontières : GéoGratis (données vectorielles de l'Atlas du Canada)

Limite sud du pergélisol discontinu : Affaires autochtones et Développement du Nord Canada – Programme de formation scientifique dans le Nord (PFSN)

Données de Nutrition Nord Canada : Affaires indiennes et du Nord Canada, communiqué de presse, 2011

Données : D\_North\_American\_1983; Projection : Canada\_Albers\_Equal\_Area\_Conic

**Figure 1.1**

### Portée géographique de l'évaluation

La carte illustre l'étendue géographique de ce que le comité a considéré comme étant le « Nord ». Tout ce qui est au nord de la limite sud du pergélisol discontinu (en vert) a fait l'objet de l'évaluation, de même que la région approximativement desservie par le programme Nutrition Nord Canada (en bleu) en 2011–2012, ce qui correspond au début de l'évaluation. Cette vaste étendue se caractérise par sa diversité — notamment culturelle, biologique, linguistique et géographique. Les taux de sécurité alimentaire et les moyens d'y parvenir varient également d'une région à l'autre. Par exemple, la disponibilité et le type d'aliments traditionnels ne sont pas les mêmes dans le Nord de la Saskatchewan que sur la Terre de Baffin; le savoir traditionnel varie en conséquence.

(p. ex. la plus grande partie du Yukon). Fait important, cette définition englobe les définitions biophysique, géographique et politique du Nord et les assemble en un tout cohérent et inclusif. Ce tout vise à montrer que l'emplacement géographique des collectivités dans le Nord du Canada a des incidences sur l'accessibilité, la disponibilité, l'adéquation et l'acceptabilité des aliments, qu'ils soient traditionnels ou commercialisés. Ces collectivités sont souvent isolées, non seulement par leur éloignement des sources d'aliments commercialisés, mais aussi par la faiblesse des infrastructures de transport qui leur apportent ces aliments (Thompson *et al.*, 2012). Ce sont souvent les consommateurs qui assument le coût du transport.

## 1.2 OBJECTIF DU RAPPORT

Conformément à la méthodologie du CAC, ce rapport présente des données probantes et des constatations, mais il ne recommande pas de politiques. Ses conclusions pourront guider de futurs programmes de sécurité alimentaire, particulièrement dans les domaines de la santé nutritionnelle et environnementale. De manière plus générale, ses conclusions peuvent aider à établir des priorités pour le Nord. Elles donnent l'occasion aux organismes du portefeuille de la Santé<sup>7</sup> et au gouvernement du Canada de voir l'état de nos connaissances, afin d'établir les priorités de recherche sur la sécurité alimentaire dans le Nord, en vue d'accroître cette sécurité alimentaire d'une manière culturellement appropriée et de répondre aux besoins des peuples autochtones du Nord dans un esprit de collaboration avec ceux-ci. Ce rapport est également pertinent pour des organisations non gouvernementales (ONG), le milieu universitaire, des gouvernements et administrations de tous ordres, des détaillants, des organisations internationales — dont les organisations internationales autochtones — et, bien entendu, les personnes et collectivités du Nord qui doivent composer chaque jour avec des problèmes de sécurité alimentaire et de santé. Il vise à fournir des données claires et fiables sur l'état des connaissances à propos de la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada et sur la mesure dans laquelle les populations autochtones du Nord ont accès à des quantités suffisantes d'aliments salubres et sains. Le comité espère que son rapport donnera lieu à des politiques fondées sur des données probantes, à une collaboration et une coordination accrues des programmes de recherche des diverses parties prenantes, et ultimement à une amélioration de la santé, de la situation socio-économique et des déterminants sociaux de la santé et du bien-être des populations autochtones du Nord.

---

7 Dont les Instituts de recherche en santé du Canada et l'Agence de la santé publique du Canada.



### 1.3 SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, DROIT À L'ALIMENTATION ET ÉMERGENCE DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Le concept de *sécurité alimentaire*, qui évolue depuis son apparition au cours des années 1970 dans la littérature en développement international et en économie, possède plusieurs définitions (FAO, 2003). Alors que les premières définitions mettaient l'accent sur l'approvisionnement en aliments, le concept a été étendu dans les années 1980 pour inclure la demande et l'accès aux aliments, puis dans les années 1990 pour inclure les piliers que sont l'*accès*, la *disponibilité*, l'*utilisation* et la *stabilité* (FAO, 2006). Certains mettent de l'avant les composantes d'*accessibilité*, de *disponibilité*, d'*acceptabilité* et d'*adéquation* (Myers *et al.*, 2004), alors que d'autres font valoir que l'*agencement* est un élément central de la sécurité alimentaire (RCSFS, 2012). La plupart de ces termes sont définis dans le glossaire.

Suite au Sommet mondial de l'alimentation tenu en 1996, la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale énonce que la **sécurité alimentaire** « est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine » (FAO, 1996). La notion connexe de *sécurité nutritionnelle* va au-delà de l'adéquation diététique pour englober les aspects liés aux soins de santé et à l'hygiène (FAO *et al.*, 2012). Selon l'Académie de nutrition et de diététique, la sécurité nutritionnelle exige que « toutes les personnes aient accès : à une variété d'aliments nutritifs et à de l'eau potable; aux connaissances, aux ressources et au savoir-faire nécessaires pour vivre sainement; à la prévention, à la prise en charge et au traitement des maladies qui affectent l'état nutritionnel; à des systèmes de protection sociale dans les situations de crise » (traduit de Nordin *et al.*, 2013).

Plus récemment, on a cherché à mettre l'accent sur l'objectif nutritionnel de la sécurité alimentaire — y compris les principes énoncés dans les directives sur le droit à l'alimentation élaborées par les États membres, et adoptés par le Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 2004 (FAO, 2005) ainsi qu'au Sommet mondial de 2009 sur la sécurité alimentaire (FAO, 2009). Ces directives ont abouti en 2012 à une proposition du comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA — issu du comité de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale), de remplacer le terme **sécurité alimentaire** par **sécurité alimentaire et nutritionnelle**. Selon la nouvelle définition de ce concept étendu proposée par le CSA, la sécurité nutritionnelle existe...

lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture saine dont la quantité consommée et la qualité sont suffisantes pour satisfaire les besoins énergétiques et les préférences alimentaires des personnes, et dont les bienfaits sont renforcés par un environnement dans lequel l'assainissement, les services de santé et les pratiques de soins sont adéquats, le tout permettant une vie saine et active (CSA, 2012).

Le terme *sécurité alimentaire et nutritionnelle* vise à ajouter l'approche biologique inhérente à la notion de *sécurité nutritionnelle* aux questions liées à la production et à la récolte d'aliments, aux systèmes alimentaires et aux aspects socio-économiques de l'alimentation par (CSA, 2012).

Le terme **insécurité alimentaire** est tout aussi important. L'insécurité alimentaire résulte d'un accès inadéquat ou incertain à de la nourriture saine en quantité et de qualité acceptables (Tarasuk, 2009). L'expérience montre que la disponibilité d'aliments locaux est affectée par un certain nombre de facteurs externes diversement liés à la sécurité ou à l'insécurité alimentaires. Plus généralement, les dimensions de l'accès, de la disponibilité, de l'utilisation et de la stabilité en matière d'alimentation ont beaucoup évolué avec le temps. L'histoire récente du Nord du Canada a été marquée par des modifications majeures aux conditions sociales, culturelles, économiques, politiques et environnementales, avec d'importantes répercussions sur la santé et le bien-être des peuples autochtones.

D'une manière générale, l'*insécurité alimentaire* englobe à la fois l'incapacité d'assurer une diète adéquate aujourd'hui et le risque de vivre cette incapacité dans l'avenir. Le comité s'est penché sur les deux aspects : l'insécurité alimentaire actuelle là où elle se présente chez les populations autochtones dans le Nord du Canada, et les possibilités d'insécurité alimentaire future selon divers scénarios de changements climatiques, d'évolution de l'économie, de la culture ou de la vie sociale, ainsi que de modifications des modalités d'assistance et de protection sociales<sup>8</sup>.

La sécurité alimentaire est également abordée comme une question de **droits humains**. Cette approche a l'aval d'universitaires (Damman, 2005; Eide, 2005; Rideout *et al.*, 2007; Damman *et al.*, 2008), d'organisations autochtones

---

8 Les mesures scientifiques de la sécurité alimentaire portent en fait sur son contraire, l'insécurité alimentaire, telle qu'elle est révélée par des entrevues ou des données d'enquête sur le nombre de fois où l'approvisionnement en nourriture a été insuffisant dans un ménage. Les données sont généralement rapportées en pourcentages des personnes interviewées qui vivent en insécurité alimentaire. Le comité a choisi d'utiliser les deux termes *sécurité alimentaire* et *insécurité alimentaire*, en fonction de ce dont il est précisément question.

canadiennes (ITK et CCI, 2012; ITONSA, 2012), d'organismes internationaux comme le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO et la campagne de l'ONU pour le droit à l'alimentation. Le droit humain à une alimentation adéquate est inclus dans des conventions internationales auxquelles adhèrent la plupart des États, dont le Canada. L'ONU interprète ce droit comme le droit universel de toutes les personnes et de tous les peuples à une alimentation adéquate, ce qui constitue le fondement de l'approche de la sécurité alimentaire en tant que droit humain. Le droit à une alimentation adéquate ne se limite pas à un apport minimal en calories (énergie alimentaire), mais il inclut le droit « à tous les éléments nutritifs dont toute personne a besoin pour mener une vie saine et active, ainsi qu'aux moyens permettant d'accéder à ces éléments » (HCDHNU et FAO, 2010). Le Canada a ratifié le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* de l'ONU. Il est donc tenu de mettre en œuvre de bonne foi les droits inclus dans ce Pacte, y compris le droit à une nourriture suffisante énoncé à l'article 11.1 (ONU, 1966). Tous les droits humains, dont le droit à l'alimentation et le droit à la santé, entraînent des obligations pour les États signataires des conventions pertinentes. L'organisme de surveillance de l'ONU chargé de ces questions, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, a fait remarquer que le droit à une alimentation adéquate, comme tout autre droit humain, impose aux États trois catégories d'obligations : obligation de respecter, obligation de protéger et obligation de mettre en œuvre. L'obligation de mettre en œuvre comprend l'obligation de promouvoir (ECOSOC, 1999).

La *Déclaration universelle des droits de l'homme* (ONU, 1948) et le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (ONU, 1966) enchâssent le droit à l'alimentation dans le droit international en matière de droits humains<sup>9</sup>. À l'occasion de la Consultation mondiale de 2002, les représentants autochtones ont signé la *Déclaration d'Atilan*, où ils disent être « convenus que le contenu du droit à l'alimentation des populations autochtones est un droit collectif » (FAO, 2007). En 2010, le gouvernement du Canada a annoncé son appui (AADNC, 2010b) à la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, ou DNUDPA (ONU, 2008). La DNUDPA codifie divers droits des peuples autochtones, entre autres : leur droit collectif « de conserver et de développer leurs systèmes ou institutions politiques, économiques et sociaux, de disposer en toute sécurité de leurs propres moyens d'existence et de développement, et de

---

9 Par exemple, l'article 25 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* commence comme suit : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation... » (ONU, 1948). Dans le contexte général des droits humains, « la violation du droit à l'alimentation peut compromettre l'exercice d'autres droits fondamentaux, comme le droit à la santé, à l'éducation ou à la vie, et réciproquement » (HCDHNU et FAO, 2010).

se livrer librement à toutes leurs activités économiques, traditionnelles et autres » (article 20); le droit « à l'amélioration de leur situation économique et sociale » (article 21); le droit « de jouir du meilleur état possible de santé physique et mentale » (article 24); le droit « de posséder, d'utiliser, de mettre en valeur et de contrôler les terres, territoires et ressources qu'ils possèdent parce qu'ils leur appartiennent ou qu'ils les occupent ou les utilisent traditionnellement » (article 26) (ONU, 2008).

L'approche de la sécurité alimentaire en tant que droit humain vient appuyer les droits liés à la **souveraineté alimentaire**, notion qui a évolué dans divers forums, conférences et organisations à l'échelle internationale (p. ex. la deuxième Conférence internationale de La Vía Campesina, en 1996; le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire, en 1996; le Forum mondial sur la souveraineté alimentaire, en 2001; le Forum mondial sur la souveraineté alimentaire de Nyéléni, en 2007). Alors qu'une quantité considérable d'information est disponible sur la sécurité alimentaire, il y en a beaucoup moins sur la souveraineté alimentaire. Wiebe et Wipf (2011) notent que les définitions de la sécurité alimentaire ignorent en grande partie « les relations de pouvoir qui déterminent les schémas de production, de distribution et de consommation au sein du système alimentaire » [traduction]. La notion de souveraineté alimentaire reconnaît explicitement ce contexte et peut se définir comme « le droit des nations et des peuples de maîtriser leurs propres systèmes alimentaires, y compris leurs marchés, leurs modes de production, ainsi que leur culture et leur environnement alimentaires » (traduit de Wiebe et Wipf, 2011). De plus, à la différence du concept de sécurité alimentaire et d'une approche de l'alimentation en tant que droit humain, la souveraineté alimentaire propose un cadre qui permet de comprendre les relations de pouvoir et les processus décisionnels qui façonnent l'accès à la nourriture (Fairburn, 2010). La souveraineté alimentaire se distingue comme une notion remettant en question les structures et intérêts politiques et économiques qui déterminent le système alimentaire. Fondée sur les principes de priorité de l'alimentation des populations, de valorisation des producteurs d'aliments, d'établissement de systèmes alimentaires locaux, de contrôle local des ressources terrestres et alimentaires, de construction des savoirs et savoir-faire, ainsi que de promotion de la durabilité environnementale (Nyéléni, 2007a), la souveraineté alimentaire favorise la souveraineté économique, politique et culturelle des peuples, et concerne principalement la satisfaction durable des besoins locaux et nationaux (FMSA, 2001).

Le principe central de la souveraineté alimentaire est que les décisions concernant les systèmes alimentaires devraient être prises par ceux qui en dépendent (Patel, 2012) :

La souveraineté alimentaire est davantage qu'un droit; pour pouvoir mettre en œuvre des politiques d'autonomie dans la production d'aliments, il faut que les conditions politiques d'exercice de l'autonomie soient réunies dans tous les espaces territoriaux : pays, régions, villes et collectivités rurales. La souveraineté alimentaire n'est possible qu'avec la souveraineté politique des peuples (Nyéléni, 2007b).

### 1.3.1 Les engagements intérieurs et internationaux du Canada en matière de sécurité alimentaire

Selon plusieurs dispositions de la DNUDPA (ONU, 2008), la notion de souveraineté alimentaire attire l'attention sur la manière dont les droits, les responsabilités, la prise de décisions et les pouvoirs liés directement à la sécurité alimentaire entrent en jeu dans le Nord du Canada. Même si des organismes internationaux sont des forums importants pour définir des objectifs de sécurité alimentaire, il incombe aux gouvernements nationaux de mettre en œuvre le droit à l'alimentation (Rocha, 2007). Au Canada, la sécurité alimentaire fait intervenir la coordination et la coopération de divers acteurs à différents paliers et secteurs du gouvernement, des collectivités, des régions, des provinces et territoires. Comme on l'a mentionné plus haut, le comité de l'ONU sur les droits économiques, sociaux et culturels a fait remarquer que les obligations des États signataires du *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* se répartissent en plusieurs catégories. Premièrement, en vertu de l'obligation de *respecter* l'accès à une alimentation suffisante, les États signataires ne peuvent prendre des mesures qui pourraient faire obstacle à l'accès existant à l'alimentation. Deuxièmement, en vertu de l'obligation de *protéger*, les États doivent prendre des mesures empêchant des entreprises ou des individus de priver la population de son accès à une alimentation adéquate. Enfin, lorsque des individus ou des groupes sont incapables de jouir par leurs propres moyens du droit à une alimentation adéquate, les États ont l'obligation de *mettre en œuvre* directement ce droit (ECOSOC, 1999). Cela signifie que les États doivent s'engager dans des actions destinées à faire en sorte que les gens aient accès aux ressources et les utilisent, et à leur procurer des moyens d'existence, y compris la sécurité alimentaire.

Le *Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire* (GC, 1998) visait à répondre aux engagements pris lors du Sommet mondial de l'alimentation et à enrichir les programmes et politiques du Canada en matière économique, sociale et environnementale pour promouvoir la sécurité alimentaire au pays et dans le monde. Il définissait 10 priorités, dont le droit à la nourriture, la réduction de la pauvreté, les échanges commerciaux loyaux et la promotion des méthodes traditionnelles d'obtention de la nourriture des Autochtones. Cette dernière priorité devait être abordée notamment par le respect des accords et engagements existants, la coordination de l'information, l'identification des lacunes, et l'inclusion des préoccupations de sécurité alimentaire dans les politiques et programmes à venir. Cependant, comme le dit Power (2007), peu de signes montrent que les infrastructures sont en place pour mettre en œuvre ces priorités ou que les engagements internationaux du Canada (énumérés dans le tableau 1.1) influent de manière significative sur ses politiques.

Tableau 1.1

**Lignes directrices nationales et internationales relatives au « droit à l'alimentation »**

Type d'accord	Titre du document	Année	Description
International	<i>Déclaration universelle des droits de l'homme</i>	1948	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déclaration adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, y compris le Canada.</li> <li>• Description des droits humains à protéger à l'échelle internationale, dont le droit à un niveau de vie suffisant, y compris l'alimentation — article 25(1).</li> </ul>
International	<i>Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels</i> (PIDESC)	1966	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Traité international ayant force obligatoire, ratifié et en vigueur au Canada depuis 1976.</li> <li>• L'article 11 affirme explicitement le droit à un niveau de vie suffisant, y compris l'alimentation, et le droit fondamental d'être à l'abri de la faim.</li> </ul>
National	<i>Charte canadienne des droits et libertés</i>	1982	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Incluse dans la Constitution canadienne.</li> <li>• Définition des droits et libertés essentiels pour tous les Canadiens, y compris les droits à la vie et à l'égalité.</li> </ul>
International	<i>Convention relative aux droits de l'enfant</i>	1989	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Traité international multilatéral ratifié et en vigueur au Canada depuis 1991.</li> <li>• Les articles 24 et 27 définissent les obligations relatives aux droits des enfants à la santé et à un niveau de vie suffisant.</li> </ul>
International	<i>Déclaration mondiale sur la nutrition</i>	1992	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déclaration non contraignante approuvée par 159 pays à la Conférence internationale sur la nutrition, à Rome.</li> <li>• L'alimentation y est reconnue comme composante du droit à un niveau de vie suffisant.</li> </ul>

suite à la page suivante

Type d'accord	Titre du document	Année	Description
International	<i>Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation</i>	1996	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déclaration non contraignante adoptée par 186 pays au Sommet mondial de l'alimentation.</li> <li>• Cherche à clarifier le contenu du droit à l'alimentation.</li> </ul>
International	<i>Code international de conduite sur le droit de l'homme à une nourriture adéquate</i>	1997	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ensemble de principes et de lignes directrices pour la mise en œuvre du droit à une alimentation adéquate, y compris les obligations des États à l'échelle nationale et internationale.</li> </ul>
National	<i>Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire</i>	1998	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cadre de politique fédérale répondant aux engagements du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, et incluant des plans de participation intersectorielle aux efforts en vue d'atteindre le droit à l'alimentation</li> <li>• A conduit à la mise sur pied du Bureau de la sécurité alimentaire au sein d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.</li> </ul>
International	Commentaire général 12, <i>Le droit à une alimentation adéquate</i> (article 11 du PIDESC), Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CDESC)	1999	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interprétation par le CDESC du contenu et de la mise en œuvre du droit à une nourriture suffisante tel que défini dans le PIDESC.</li> <li>• Non officiellement contraignant mais faisant autorité.</li> <li>• Définit le contenu précis du droit à une nourriture suffisante et des moyens de mettre en œuvre ce droit.</li> </ul>
International	<i>Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale</i> de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	2004	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adoptées à la 127<sup>e</sup> session du Conseil de la FAO; élaborées par un groupe de travail intergouvernemental mis sur pied par le Conseil de la FAO.</li> <li>• Ces directives volontaires constituent un instrument en vue d'accélérer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement; elles représentent la première tentative faite par des gouvernements pour interpréter un droit économique, social et culturel et recommander les mesures à prendre pour assurer sa concrétisation (FAO, 2005).</li> </ul>

suite à la page suivante

Type d'accord	Titre du document	Année	Description
International	<i>Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</i>	2007	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déclaration adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, approuvée par 144 États. Le Canada a d'abord voté contre, mais il a par la suite appuyé cette expression d'un engagement politique non contraignant sur le plan juridique (AADNC, 2012b).</li> <li>• Énumère une longue liste de droits des peuples autochtones, à titre d'exemples de dispositions que les États membres sont censés respecter; les articles 3, 5, 11, 20, 21, 24 et 26 peuvent être interprétés comme se rapportant de manière particulière au droit à l'alimentation (ONU, 2008).</li> </ul>

Traduit et adapté de Rideout *et al.*, 2007, avec les autorisations requises

Selon les perspectives et les recherches décrites ci-dessus, la sécurité alimentaire et nutritionnelle va au-delà du simple fait d'être à l'abri de la faim. Étant donné la diversité des travaux de recherche et des instruments juridiques qui donnent un sens large à la sécurité alimentaire, le comité a choisi une approche lui permettant d'aborder les multiples dimensions de l'insécurité alimentaire. Le cadre conceptuel présenté au chapitre 2 situe les notions clés de sécurité alimentaire, de droit à l'alimentation et de souveraineté alimentaire par rapport aux facteurs nécessaires pour comprendre la sécurité alimentaire dans le cas des populations autochtones du Nord du Canada.

#### 1.4 STRUCTURE DU RAPPORT

La suite de ce rapport aborde le mandat du comité par une réflexion sur la sécurité alimentaire en tant que déterminant de la santé des peuples autochtones du Nord. Le rapport est organisé de la manière suivante :

Le **chapitre 2** présente les processus d'évaluation du CAC, la méthodologie de la présente évaluation et le cadre conceptuel élaboré par le comité.

Le **chapitre 3** aborde le problème de la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada, en mettant l'accent sur les taux d'insécurité alimentaire dans toutes les populations autochtones et les groupes particulièrement vulnérables comme les femmes et les enfants (lorsque des données sont disponibles). Il examine aussi les liens entre insécurité alimentaire et santé, en insistant sur les indicateurs de santé plus préoccupants chez les peuples autochtones du Nord.



Le **chapitre 4** explore la sécurité alimentaire dans le contexte de la situation démographique et géographique, ainsi que de la culture autochtone, qui comprend les pratiques issues du savoir traditionnel. Il présente des données démographiques sur les divers peuples autochtones qui vivent dans le Nord du Canada, et introduit les notions holistiques de santé et de bien-être chez les Autochtones. Il expose aussi les relations entre culture, santé et sécurité alimentaire, et présente des pratiques traditionnelles qui favorisent la sécurité alimentaire.

Le **chapitre 5** porte sur le système relatif aux aliments traditionnels, qui contribue de manière importante à la sécurité alimentaire des populations autochtones du Nord. À partir de données sur les activités de récolte et des études nutritionnelles, ce chapitre donne un aperçu de la consommation d'aliments traditionnels dans le Nord du Canada et aborde l'importance de ce système alimentaire crucial pour les collectivités, les régions et les populations.

Le **chapitre 6** décrit le système relatif aux aliments commercialisés importés dans le Nord du Canada et examine les difficultés logistiques et économiques qui en découlent.

Le **chapitre 7** examine comment la transition d'un système relatif aux aliments traditionnels à un système relatif aux aliments commercialisés affecte la vie des populations autochtones du Nord.

Le **chapitre 8** met l'accent sur les changements environnementaux, la géographie et le bien-être intergénérationnel. Un examen des liens entre ces facteurs et les ressources montre les relations complexes entre la sécurité et la souveraineté alimentaires, les espèces végétales et animales qui assurent la subsistance des populations, ainsi que les réalités de la contamination et des changements climatiques.

Le **chapitre 9** porte sur des facteurs tels que les droits et la gouvernance, qui ont des relations complexes avec la sécurité et la souveraineté alimentaires, de même qu'avec les peuples autochtones du Nord. Il examine aussi comment les questions de réglementation et les systèmes de délégation dans la gouvernance nordique affectent la capacité des peuples autochtones du Nord de parvenir à la sécurité et à la souveraineté alimentaires.

Le **chapitre 10** met en évidence des pratiques prometteuses au Canada et à l'étranger en matière de sécurité et de souveraineté alimentaires. De plus, il présente et compare diverses approches de la mise sur pied de systèmes de recherche et de connaissances dont le but est de soutenir les interventions visant à diminuer l'insécurité alimentaire.

Le **chapitre 11** présente les conclusions et observations finales du comité, et répond à la question et aux sous-questions qui faisaient partie de son mandat.

# 2

## La méthodologie et le cadre conceptuel

- **Méthodologie**
- **Approche adoptée par le comité :  
cadre conceptuel**
- **Thèmes centraux : populations autochtones  
du Nord, sécurité alimentaire et  
souveraineté alimentaire**
- **Facteurs du moyeu de la roue**
- **Facteurs de la partie extérieure de la roue**
- **Facteurs contextuels**

## 2 La méthodologie et le cadre conceptuel

### Principales constatations

La mesure de la sécurité alimentaire constitue un défi, à cause de la diversité et de la complexité des populations autochtones du Canada et de leurs systèmes alimentaires dans le milieu nordique. Les études sur la sécurité (ou l'insécurité) alimentaire varient par leur ampleur, leur portée, leur profondeur et leurs méthodes. Il est donc difficile de comparer leurs données pour détecter des tendances géographiques et chronologiques, ainsi que des situations types de sécurité alimentaire.

Le savoir traditionnel et la science occidentale sont tous deux des sources valables de données sur la sécurité (ou l'insécurité) alimentaire chez les peuples autochtones dans le Nord du Canada.

Dans la littérature sur la sécurité alimentaire dans le Nord, on ne trouve aucun cadre analytique accepté de manière universelle et capable d'expliquer les liens entre les conditions sociales, culturelles et matérielles, ainsi que les transformations qui entraînent des changements de diète et d'habitudes de vie dans les collectivités autochtones nordiques.

Pour s'attaquer à l'insécurité alimentaire dans le Nord du Canada, il faut d'abord et avant tout la concevoir comme une question liée au bien-être des personnes. Le cadre conceptuel du comité est explicitement centré sur les populations et montre les relations complexes entre les populations autochtones du Nord et leurs cultures, droits, ressources, santé, ainsi que les facteurs contextuels plus vastes qui entrent en jeu. Cette approche met en évidence les incidences directes et sérieuses de la sécurité (ou de l'insécurité) alimentaire sur la vie et les moyens d'existence des personnes.

Davantage de recherches sont nécessaires pour clarifier les processus par lesquels certains des facteurs inclus dans le cadre conceptuel du comité, par exemple le genre, les connaissances et les préférences, ont des effets positifs ou négatifs sur la sécurité alimentaire pour divers groupes de peuples autochtones du Nord.

Ce chapitre présente la méthodologie et l'approche adoptées par le comité, ainsi que les processus standard d'évaluation du CAC. Il décrit d'abord les sources de données tirées de documents examinés par des pairs et publiés, et explique comment le comité a tenu compte de diverses sources de connaissances occidentales et de savoir traditionnel dans l'évaluation. Il expose ensuite un cadre conceptuel qui aide à visualiser et à saisir les interrelations complexes

permettant de comprendre de manière holistique la sécurité alimentaire chez les peuples autochtones du Nord. Le comité a élaboré ce cadre pour pallier l'absence d'un cadre adéquat dans la littérature. Ce chapitre expose enfin les thèmes centraux du cadre conceptuel, puis les facteurs du « moyeu de la roue », les facteurs de la « partie extérieure de la roue » et les « facteurs contextuels » de ce cadre.

## 2.1 MÉTHODOLOGIE

Pour effectuer cette évaluation, le CAC a formé un comité pluridisciplinaire de spécialistes autochtones et non autochtones canadiens et étrangers experts des domaines suivants dans un contexte nordique : nutrition et santé des Autochtones, sciences de l'environnement et de la santé, biologie de la faune et de la flore, économie, technologie, anthropologie, sociologie, histoire et droit, notamment les droits humains. Les membres du comité avaient en commun une longue expérience de travail auprès de collectivités autochtones; la plupart d'entre eux avaient vécu et travaillé dans des collectivités nordiques, et plusieurs le font encore. Une grande diversité de compétences était nécessaire pour produire un rapport complet et équilibré. Le comité a tenu 5 rencontres sur une période de 15 mois pour discuter de ses constatations et rédiger son rapport. Une ébauche de celui-ci a été revue par 11 experts nommés par le CAC et dont les commentaires ont été pris en considération.

### 2.1.1 Sources de données : savoir traditionnel et connaissances occidentales

Les rapports du CAC reposent principalement sur des documents spécialisés examinés par des pairs et publiés. En plus de la littérature dans les domaines des sciences naturelles, des sciences sociales et des sciences de la santé, ce rapport tient compte de documents spécialisés publiés et de la littérature grise crédible portant sur le savoir traditionnel. Le comité accorde autant d'importance au savoir traditionnel qu'à la recherche universitaire. Un modèle de réunion respectueuse du savoir traditionnel et des connaissances occidentales est donné par le projet *Arctic Climate Impact Assessment*, mené par le Conseil de l'Arctique et le Comité international des sciences arctiques (ACIA, 2005). Le comité a adopté une approche similaire dans ses travaux.

Les membres du comité ont fourni un ensemble de connaissances sur les questions de sécurité alimentaire et de santé dans le Nord, dont une grande part reposait sur des projets de recherche menés en collaboration avec des populations autochtones du Nord. Le comité a estimé qu'il fallait une diversité de points de vue, d'expériences et de connaissances pour bien comprendre toutes les dimensions de la sécurité alimentaire chez les populations autochtones du Nord. Comme la méthode de travail du CAC exclut la consultation directe

d'intervenants, le comité a jugé que pour accomplir effectivement son mandat, il devrait tenir compte de toutes les sources disponibles de données probantes, y compris celles venant du savoir traditionnel et de la littérature grise. C'est pourquoi il a sollicité la collaboration d'organisations nationales autochtones ainsi que d'autres personnes et organismes, afin d'obtenir des données supplémentaires. Il s'est adressé à l'Assemblée des Premières Nations, au Conseil circumpolaire inuit (Canada), à l'Inuit Tapiriit Kanatami et au Conseil national des Métis. Il a également obtenu des données de personnes clés des organismes suivants : l'Inuit Tuttarvingat et l'Organisation nationale de la santé autochtone (ONSA, qui a cessé d'exister); les gouvernements du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest; le programme Nutrition Nord Canada; le Groupe de référence sur la sécurité alimentaire de Santé Canada; le Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Statistique Canada.

Guidé par son cadre conceptuel (décrit à la section 2.2) et par l'expertise de ses membres, le comité a examiné les types de données suivants :

- livres et articles de revues spécialisées;
- renseignements sur des projets de recherches nordiques en cours (p. ex. affiches, résumés, sites Web), en particulier des projets menés avec la collaboration, la participation et l'expertise des populations autochtones du Nord;
- études et documents commandés ou rédigés par les quatre organisations autochtones mentionnées ci-dessus;
- littérature grise sous forme de rapports, documents et présentations venant de gouvernements et de ministères des territoires, de ministères et programmes fédéraux — dont le Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord, d'AADNC, et le Groupe de référence sur la sécurité alimentaire, de Santé Canada — ainsi que d'organisations internationales dont le Conseil de l'Arctique, l'ONU et la FAO;
- statistiques tirées de rapports et de bases de données sur la population et la santé des Autochtones (p. ex. enquêtes sur la santé des adultes et des enfants inuits dans le cadre de l'Année polaire internationale (API); Enquête sur la santé des Inuits du Nunavik; Enquête régionale sur la santé des Premières Nations; Étude sur l'alimentation, la nutrition et l'environnement chez les Premières Nations; Enquête auprès des peuples autochtones, de Statistique Canada; Recensement du Canada; Enquête nationale auprès des ménages; Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes);
- nouvelles ajoutant un contexte aux questions et tendances actuelles non encore documentées dans la littérature spécialisée;
- documents obtenus lors de la participation à des conférences, dont la Conférence de l'API 2012 (Montréal, avril 2012) et le Symposium sur la sécurité alimentaire au Nunavut (Iqaluit, janvier 2013).

Tout en disposant d'un vaste ensemble de données pour accomplir son mandat, le comité a remarqué que les détenteurs de savoir traditionnel qui ont vécu dans le Nord du Canada possèdent des données probantes utiles et cruciales. Au Canada, il n'y a jamais eu d'examen exhaustif de la sécurité alimentaire dans le Nord à partir de connaissances directes.

### 2.1.2 Mesure de la sécurité alimentaire

Il est essentiel de bien mesurer la sécurité (ou l'insécurité) alimentaire pour pouvoir mettre sur pied des stratégies d'aide alimentaire et économique, renforcer les systèmes mondiaux de surveillance, de même qu'évaluer et éclairer les programmes et politiques en la matière (Jones *et al.*, 2013). Il y a dans le monde de multiples approches de la mesure de la sécurité (ou de l'insécurité) alimentaire. Cependant, comme l'a révélé en 2013 une recension des outils employés, une telle mesure pose des défis, par exemple : mesurer l'adéquation de la diète; distinguer les composantes de l'accès aux aliments; déterminer les seuils définissant l'insécurité alimentaire; reconnaître les forces et les faiblesses de divers systèmes de mesure; atténuer les biais des réponses obtenues; valider les mesures effectuées (Jones *et al.*, 2013).

En décembre 2012, le Groupe d'experts sur la santé humaine dans l'Arctique, du Conseil de l'Arctique, a organisé un atelier sur la sécurité alimentaire, dans le but de définir les fondements du choix d'indicateurs concernant la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau dans le contexte circumpolaire. Le rapport circonstanciel (Nilsson et Evengård, 2012) notait qu'en 1999, il y avait quelque 200 définitions et 450 indicateurs de la sécurité alimentaire (Hoddinott, 1999). Voici des exemples d'indicateurs recensés d'accès aux aliments : scores de sécurité alimentaire; coûts monétaires des aliments; accessibilité non monétaire aux aliments; présence d'un chasseur, d'un pêcheur ou d'un cueilleur dans une famille; capacité physique (matériel, proximité des lieux, etc.) de chasser, pêcher, cueillir, ou de suivre une harde. Le rapport de Nilsson et Evengård est une première étape vers la conclusion d'un accord général sur la valeur de plusieurs indicateurs qui permettraient de comprendre le Nord du Canada — et aussi de suivre les changements et de susciter la collaboration entre les États membres du Conseil de l'Arctique et les participants autochtones permanents (Nilsson et Evengård, 2012).

Une grande partie de l'information disponible sur l'état de santé des populations canadiennes autochtones nordiques repose sur de nombreuses petites études régionales ou à l'échelle des collectivités, ainsi qu'un petit nombre de grandes enquêtes nationales. Le comité a remarqué que, même si ces études fournissent une certaine information sur l'état des connaissances à propos de la sécurité alimentaire et de la santé dans le Nord du Canada, elles portent sur des régions

géographiques et populations différentes et ne font pas toujours appel à des méthodes comparables de collecte de données, de sorte qu'il est difficile de tirer des conclusions pour l'ensemble des collectivités. Même lorsque les données recueillies sont de nature semblable, il peut être impossible de les comparer, en raison de différences dans la méthodologie, les populations visées, les définitions employées et la couverture géographique (Loppie Reading et Wien, 2009). Cela a des conséquences sur l'élaboration de politiques. Le comité a également noté qu'il y a peu de données sur la sécurité alimentaire en fonction du sexe, ce qui a des effets importants étant donné les répercussions de l'insécurité alimentaire sur les femmes. De plus, il y a peu de documents examinés par des pairs et de littérature grise sur la sécurité alimentaire chez les Métis.

En résumé, les méthodes de mesure de la sécurité alimentaire employées jusqu'à ce jour sont valables, mais elles ont une capacité limitée de refléter la complexité des dimensions de la sécurité alimentaire dans le contexte autochtone et nordique du Canada. Cela limite : (a) la capacité des chercheurs de comprendre les interrelations entre la santé et les systèmes alimentaires à l'échelle des personnes et des collectivités d'une région à l'autre; (b) la capacité des peuples autochtones du Nord du Canada et du monde circumpolaire d'identifier les problèmes communs à leurs régions respectives, dans le but de travailler ensemble à diminuer l'insécurité alimentaire. Même si ces difficultés font obstacle à une compréhension complète de l'étendue du problème, les recherches effectuées à ce jour montrent clairement que l'insécurité alimentaire constitue un problème grave auquel il faut s'attaquer par tous les moyens pour la santé des populations autochtones du Nord. Pour aider à choisir les outils appropriés de mesure de la sécurité alimentaire pour les projets de recherche à venir, Jones *et al.* (2013) font valoir qu'il est important de définir : les composantes précises de la sécurité alimentaire à mesurer; le but et l'utilisation prévue des données; la période de temps sur laquelle portent les mesures (p. ex. insécurité alimentaire chronique ou aiguë); le caractère répétitif ou non de l'étude; l'échelle de l'étude (p. ex. familiale ou nationale); les ressources disponibles.

### 2.1.3 Le savoir traditionnel : définitions et histoire

Des termes tels que *Inuit Qaujimagatuqangit*, *savoir traditionnel*, *connaissances écologiques traditionnelles*, *savoir autochtone* et *connaissances écologiques autochtones* décrivent le savoir et les modes de connaissance élaborés par les peuples autochtones. Beaucoup de définitions du savoir traditionnel ont en commun un élément de transmission des connaissances d'une génération à l'autre. C'est le cas par exemple de Huntington (1998), qui décrit le savoir traditionnel comme « un système de connaissances fondées sur l'expérience, acquises par l'observation continue et transmises parmi les membres d'une collectivité » [traduction],



et de Brant (dans Bombay, 1996), qui définit le savoir transmis comme « un ensemble de connaissances sur les éléments interreliés de l’environnement naturel, que les Autochtones traditionnels ont apprises de génération en génération » [traduction].

Au Canada, le Groupe de travail sur le savoir traditionnel du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) a été l’un des premiers auteurs de politiques gouvernementales à tenter de définir le savoir traditionnel (voir Legat, 1991). En 1997, le GTNO a mis sur pied dans l’ensemble de l’administration une politique sur le savoir traditionnel (*Traditional Knowledge Policy 53.03*), en vertu de laquelle...

le gouvernement reconnaît que le savoir traditionnel autochtone est une source valable et essentielle d’information sur l’environnement naturel et ses ressources, sur l’utilisation des ressources naturelles, de même que sur la relation des personnes avec le territoire et entre elles. Là où c’est approprié, il tiendra compte du savoir traditionnel dans ses décisions et ses actions (traduit de GTNO, 2005).

De la même manière, le gouvernement du Nunavut a introduit l’*Inuit Qaujimajatuqangit* — « ce que les Inuits ont toujours tenu pour être vrai » — dans le processus décisionnel officiel du gouvernement (Tagalik, 2010). Plusieurs organisations internationales reconnaissent la valeur du savoir traditionnel et l’incorporent activement dans leurs rapports : l’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture (UNESCO) (Nakashima *et al.*, 2012); l’Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI, s.d.); la Convention sur la diversité biologique (CDB, s.d.); la Banque interaméricaine de développement (BID, 2006); la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNU-IEA, 2013); le Conseil international pour la science de l’UNESCO (ICSU, 2002). Le savoir traditionnel éclaire en outre de nombreuses publications du Conseil de l’Arctique. Pour la présidence canadienne (2013–2015), Leona Aglukkaq, ministre responsable du Conseil de l’Arctique, a donné la priorité aux difficultés que connaissent les peuples de l’Arctique et a reconnu l’importance du savoir traditionnel dans leur mode de vie (intervention de Mme Aglukkaq à la conférence Frontières de l’Arctique tenue à Tromsø, en Norvège, en 2013).

## 2.2 APPROCHE ADOPTÉE PAR LE COMITÉ : CADRE CONCEPTUEL

Pour aborder un sujet comportant autant de facettes que la sécurité alimentaire, un cadre conceptuel est indispensable, afin d’explorer et de visualiser les interrelations complexes entre les facteurs qui influent directement et indirectement sur cette question. Un certain nombre de cadres conceptuels ont été élaborés pour

aborder la sécurité alimentaire à l'échelle des individus (voir Tarasuk, 2001), des ménages (FIDA, s.d.), des collectivités (Glanz *et al.*, 2005) et de la planète (GECAFS, 2009). Certains proposent : des moyens d'analyser la vulnérabilité des personnes à l'insécurité alimentaire (Løvendal et Knowles, 2005); des modèles permettant de comprendre les causes de la faible consommation d'aliments et d'un état nutritionnel médiocre (FAO, 2000); des modèles de processus de choix des aliments (Sobal et Bisgoni, 2009). D'autres cadres tiennent compte de l'emplacement des magasins dans le voisinage et de la disponibilité d'aliments dans les magasins (Rose *et al.*, 2010), des disparités des systèmes alimentaires et de santé (Neff *et al.*, 2009), ou encore des composantes des systèmes alimentaires ruraux (Stubblefield *et al.*, 2010). De nombreux modèles existants de la sécurité alimentaire ont tendance à être centrés sur l'agronomie et négligent une conception de la sécurité alimentaire qui tiendrait compte de la nature active des systèmes et pratiques alimentaires des Autochtones du Nord.

Quelques modèles portent sur la sécurité alimentaire chez les populations et collectivités autochtones au Canada (voir GRSA, 2009; Thompson *et al.*, 2011), y compris certaines composantes : les moyens d'existence (Alternatives North, 2010; Thompson *et al.*, 2012); le droit humain à l'alimentation (Damman *et al.*, 2008); l'espace et le temps (Duhaime et Godmaire, 2002); les facteurs provenant de systèmes sociaux et biophysiques (Duhaime et Godmaire, 2002); le rôle des systèmes alimentaires communautaires (DC, 2007); les notions interreliées de vulnérabilité, de changements climatiques et de capacité d'adaptation chez les Inuits (Ford, 2009); la pertinence des économies mixtes (Duhaime et Godmaire, 2002; DC, 2007; Alternatives North, 2010). Comme aucun de ces cadres conceptuels n'était adéquat pour accomplir le large mandat donné par le commanditaire, le comité a décidé d'élaborer son propre cadre conceptuel.

Le comité a déterminé qu'il fallait une approche holistique reliant les divers facteurs qui contribuent à la sécurité alimentaire, et indiqué que cette question concerne ultimement la santé et le bien-être des personnes. C'est pourquoi il a élaboré un cadre conceptuel centré sur les populations. Ce cadre montre de manière dynamique les relations complexes entre les populations autochtones du Nord et leurs cultures, droits, ressources, santé, ainsi que les facteurs contextuels plus vastes qui entrent en jeu (voir la figure 2.1). Fait important, la sécurité et la souveraineté alimentaires ne sont pas considérées comme des entités discrètes à l'intérieur de ce cadre. Elles émergent plutôt des interrelations entre les multiples dimensions qui touchent les peuples autochtones du Nord, soulignant l'importance et le besoin d'une approche de cette question qui soit holistique et centrée sur la personne. Le comité a convenu de ce cadre conceptuel tôt dans

le processus de l'évaluation, puis a continué de l'améliorer pour faire en sorte qu'il tienne compte de la diversité des données et des opinions étudiées au cours de ses travaux. Au bout du compte, le comité a jugé que ce cadre conceptuel est robuste et constitue à la fois un moyen valable de visualiser les liens entre les facteurs et un outil efficace pour structurer les conclusions du rapport.

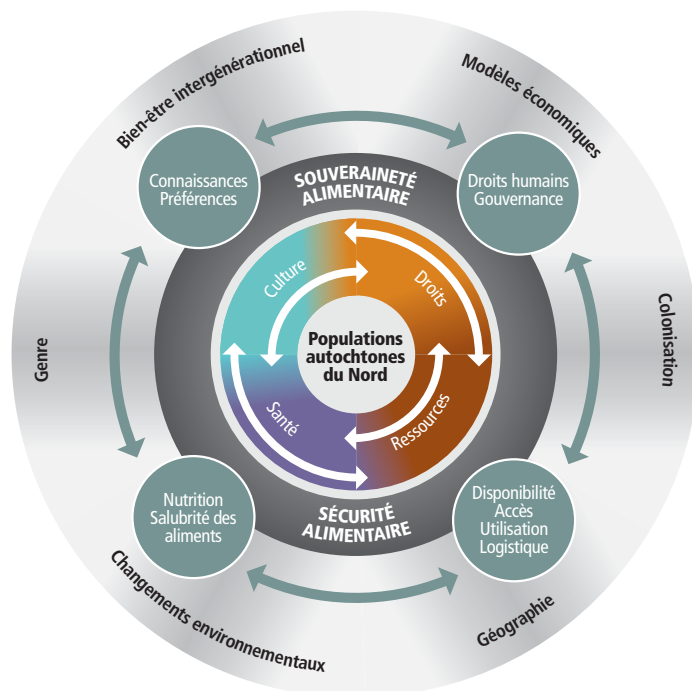


Figure 2.1

### Cadre conceptuel élaboré par le comité

Le comité a élaboré ce cadre dynamique et holistique, centré sur les populations, afin qu'il serve d'outil pour analyser et comprendre la sécurité et la souveraineté alimentaires dans le Nord du Canada. La roue représente les interactions complexes entre les facteurs qui influent sur les populations autochtones du Nord, ainsi que la manière dont la sécurité et la souveraineté alimentaires émergent de ces relations. Comme ce cadre est mobile, aucun facteur ne devrait être considéré comme statique ou lié à un autre facteur situé près de lui. Il y a de multiples relations entre chacun des facteurs et d'autres concepts représentés dans la roue. Ce cadre exprime la complexité des facteurs que le comité a jugé nécessaire de considérer pour accomplir son mandat. Il montre également : (a) les relations issues de ces liens; (b) les divers facteurs qu'il est important de prendre en considération dans des stratégies visant à atténuer l'insécurité alimentaire.

### 2.3 THÈMES CENTRAUX : POPULATIONS AUTOCHTONES DU NORD, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Les **populations autochtones du Nord** sont au centre de la roue de la figure 2.1, parce que la sécurité (ou l'insécurité) alimentaire a des incidences directes et sérieuses sur la vie et les moyens d'existence des personnes. Pour s'attaquer au problème de l'insécurité alimentaire, il faut d'abord et avant tout la concevoir comme quelque chose qui affecte le bien-être des personnes. Au Canada, les peuples autochtones sont diversifiés, avec une variété de cultures, de langues et de régions. Il y a en outre d'importantes différences entre les Premières Nations, les Métis et les Inuits. Ces différences peuvent venir de l'expérience personnelle et du statut social, liés en partie à l'âge, au sexe et à la géographie. Il est important de savoir quels segments de la population sont affectés de manière disproportionnée par l'accès aux ressources et leur répartition, afin de mieux comprendre la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada. L'ONU note que les gens vivant dans la pauvreté en milieu rural ou urbain, les Autochtones, les enfants et les femmes ont des difficultés particulières à réaliser leur droit à l'alimentation (HCDHNU et FAO, 2010).

Les définitions de la **sécurité alimentaire** et de la **souveraineté alimentaire** retenues par le comité, ainsi que les relations entre les deux, ont été exposées au chapitre 1. Le cadre conceptuel ajoute à cette compréhension en mettant en évidence leurs liens avec d'autres facteurs. La sécurité et la souveraineté alimentaires peuvent toutes deux être comprises comme des résultats des relations entre les facteurs du moyeu et de la partie extérieure de la roue représentant le cadre conceptuel. La sécurité alimentaire est liée plus étroitement à la santé et aux ressources, alors que la souveraineté alimentaire se rapproche davantage des questions de culture et de droits (voir Wittman *et al.*, 2010). Ces éléments sont donc disposés en conséquence dans le cadre, mais il ne faut pas oublier qu'ils sont tous interreliés. La sécurité alimentaire peut être considérée comme un but en soi, et la souveraineté alimentaire comme un moyen d'y parvenir. Mais la souveraineté alimentaire peut aussi être un but qui, une fois atteint, peut conduire à la sécurité alimentaire. Comme tous les facteurs représentés dans le cadre ont des incidences sur le bien-être des populations autochtones du Nord, aucun facteur ne peut à lui seul être considéré comme *la* cause de l'insécurité alimentaire — ni comme *la* solution unique. Ainsi, la sécurité et la

souveraineté alimentaires sont conçues comme des moyens d'assurer de manière durable l'existence des populations<sup>10</sup>, ainsi que de maintenir et améliorer la santé et le bien-être des populations nordiques du Canada.

Certains des facteurs identifiés par le comité, et présentés dans les trois sections qui suivent, peuvent avoir des effets positifs ou négatifs sur la sécurité alimentaire de divers groupes de peuples autochtones du Nord. Davantage de recherches sont nécessaires pour clarifier ces facteurs, leur rôle et les processus en jeu.

## 2.4 FACTEURS DU MOYEU DE LA ROUE

Les quatre facteurs situés au centre de la roue, autour des populations autochtones du Nord, sont la **santé**, la **culture**, les **droits** et les **ressources**.

Notion importante mentionnée dans la question principale du commanditaire, la **santé** est l'un des facteurs placés vers le centre du cadre conceptuel. Elle peut à la fois : favoriser la sécurité alimentaire (une bonne santé permet d'accéder à des aliments traditionnels ou commercialisés nutritifs); nuire à la sécurité alimentaire (une santé physique, sociale ou mentale médiocre peut empêcher d'accéder aux aliments et de les utiliser); résulter de la sécurité alimentaire. La santé des Autochtones englobe non seulement le bien-être physique d'une personne, mais aussi le bien-être émotionnel, social et culturel de toute la collectivité (ONSA, 2012), et elle s'étend à l'environnement (territoire, faune et flore) qui la soutient.

La **culture** peut comprendre les normes, les croyances traditionnelles et les caractéristiques importantes d'un groupe social, ethnique ou religieux<sup>11</sup>. Comme le disait le Grand Chef adjoint Vernon Roote : « La culture, pour nous, c'est tout un mode de vie; ce sont nos convictions, notre langue et notre façon de vivre les uns avec les autres et avec la création. » (Roote, dans CRPA, 1996). Les liens avec le territoire, la spiritualité, de même que l'éthique du comportement dans les familles, les clans, les collectivités, les nations et les confédérations, peuvent tous être considérés comme des composantes de la culture (CRPA,

---

10 Chambers et Conway (1991) définissent comme suit les moyens d'existence durables : « Les moyens d'existence englobent les personnes, leurs capacités et leurs moyens de subsistance, dont les aliments, le revenu et leurs actifs. Les actifs tangibles sont leurs ressources et leurs stocks, et les actifs intangibles sont leurs revendications et leur accès aux ressources. Un moyen d'existence est durable sur le plan environnemental s'il maintient ou augmente les actifs locaux ou globaux dont dépend la subsistance et s'il a des effets bénéfiques sur la subsistance des autres. Un moyen d'existence est socialement durable s'il peut faire face au stress et aux chocs et en récupérer, et assurer l'avenir des générations futures. » [traduction]

11 La notion de culture est complexe et comporte plusieurs nuances. Voir par exemple l'entrée *Handler*, dans A. Kuper et J. Kuper (réd.), *The Social Science Encyclopedia*, 3<sup>e</sup> édition, 2004, Londres et New York, Routledge, p. 198-202.

1996). Les peuples autochtones du Nord ont des cultures riches et variées qui ont été et sont encore liées à des moyens d'existence fondés sur le territoire, mais qui subissent également des changements rapides touchant la langue, les structures sociales, l'économie, le climat, le territoire et la gouvernance (Healey et Meadows, 2008). La culture est incrustée dans chacun des autres facteurs du cadre conceptuel. Cependant, à cause de son influence omniprésente, elle est placée dans le moyeu de la roue, position qui témoigne de son importance.

Il est essentiel de bien comprendre les **droits** des peuples autochtones lorsque l'on analyse la sécurité alimentaire et la santé dans le contexte canadien. L'accès aux soins de santé et aux aliments, les droits fonciers et les droits de récolte, les dispositions des récents traités et des accords sur les revendications territoriales, de même que les aspirations à l'autodétermination et les actions qui la favorisent, sont des questions fondamentales pour les peuples autochtones du Nord du Canada et, de fait, communes aux peuples autochtones partout dans le monde. Kulchyski (2013) note qu'il est important de distinguer les droits des peuples autochtones et les droits humains, parce que les Autochtones canadiens ont des droits qui leur sont propres (du fait de leur statut de premiers occupants) et entraînent des obligations fiduciaires de la part de l'État. Le comité reconnaît l'importance des droits des peuples autochtones comme des droits humains, ainsi que leurs liens avec la souveraineté alimentaire et l'autodétermination en matière de systèmes alimentaires, de même que leur contribution à l'atteinte de la sécurité alimentaire.

Dans le contexte de cette évaluation, les **ressources** englobent à la fois les ressources naturelles (renouvelables et non renouvelables) et les ressources en capital (physiques, mentales, financières, humaines et sociales). Lorsque les ressources des deux catégories sont abondantes, elles peuvent favoriser la santé et la sécurité alimentaire, mais une pénurie de l'une ou l'autre peut avoir des effets négatifs. Le cadre conceptuel reconnaît le rôle important des ressources naturelles dans la vie de peuples qui survivent sur le territoire depuis des générations, mais il considère également les ressources financières nécessaires pour acheter entre autres des aliments (commercialisés), ou du carburant et des munitions pour chasser (aliments traditionnels), de même que les ressources humaines et sociales comme les connaissances, le savoir-faire et l'éducation en matière de choix et de préparation des aliments. Comme l'alimentation dans le Nord du Canada est fondée sur un mélange d'aliments traditionnels et commercialisés, l'accès (ou le manque d'accès) à des ressources naturelles de même qu'à des ressources en capital et sociales peut influencer (de manière positive ou négative) sur l'accès à des aliments traditionnels et commercialisés. Ces notions sont au cœur de la présente évaluation.

## 2.5 FACTEURS DE LA PARTIE EXTÉRIEURE DE LA ROUE

Les facteurs du cadre conceptuel représentés dans la partie extérieure de la roue — **nutrition et salubrité des aliments; connaissances et préférences; droits humains et gouvernance; disponibilité, accès, utilisation et logistique** — sont reliés entre eux ainsi qu’avec les facteurs du moyeu de la roue. La nature dynamique du cadre tient compte des interrelations entre les facteurs qui déterminent au bout du compte la sécurité et la souveraineté alimentaires des populations autochtones du Nord.

La **nutrition** fait partie intégrante de la sécurité alimentaire, car il est impossible de faire le lien entre la sécurité alimentaire et une excellente santé sans tenir compte de la qualité et de la valeur nutritive des aliments. La nutrition met l’accent sur les nutriments présents dans la nourriture, mais aussi sur la capacité du corps de métaboliser les aliments et d’utiliser les nutriments de manière efficace pour permettre une vie saine et active (CSA, 2012). Des aliments de mauvaise qualité nutritionnelle, de même que l’excès d’énergie alimentaire et l’obésité, peuvent nuire à la sécurité alimentaire et avoir des conséquences négatives sur la santé. Le seul accès aux aliments, sans une compréhension des déficits nutritionnels des diètes nordiques contemporaines, ne fournit pas nécessairement une diète adéquate sur le plan nutritionnel, ni par conséquent une amélioration de la santé. Étant donné la nature dynamique du cadre conceptuel, la nutrition est reliée à tous les autres facteurs, et cet holisme est caractéristique de la perspective autochtone sur la santé. Comme le dit Ingmar Egede dans *Silent Snow* : « Nos aliments ne nourrissent pas seulement notre corps. Ils nourrissent notre âme. Quand je mange des aliments inuits, je sais qui je suis. » [traduction] (Cone, 2005).

La **salubrité des aliments** se rapporte aux risques complexes que courent les populations autochtones du Nord lorsqu’elles : (a) consomment des aliments traditionnels altérés par des contaminants ou des pathogènes; (b) adoptent des pratiques potentiellement dangereuses de préparation, d’entreposage et de cuisson des aliments; (c) consomment des aliments commercialisés peu sûrs (p. ex. périmés, malsains). Comme les aliments traditionnels sont étroitement associés à une bonne santé dans de nombreuses collectivités autochtones (Willows, 2005) et considérés comme plus nutritifs que la plupart des aliments commercialisés accessibles (Kuhnlein et Receveur, 2007; Richmond, 2009), ils ont une grande importance pour la santé comme pour les relations intracommunautaires.

Les **connaissances** et les **préférences** font ressortir l'importance du savoir traditionnel et des pratiques culturelles pour la sécurité et la souveraineté alimentaires. Les peuples autochtones du Nord ont des connaissances importantes sur les aliments traditionnels, entre autres leurs propriétés pour la santé et leur signification culturelle, de même qu'une éducation formelle et informelle à propos du choix, de la préparation et de l'utilisation des aliments. La notion de préférences illustre de plus jusqu'à quel point la sécurité alimentaire n'est pas seulement une question de quantité de nourriture, mais qu'elle a des aspects complexes qui vont au-delà de ce qui est disponible ou simplement de ce qui a bon goût : habitudes alimentaires, contexte social, importance culturelle, savoir traditionnel, pratiques montrant les liens entre le territoire, l'alimentation et la santé (Bernier *et al.*, 2003; Pufall *et al.*, 2011). Le savoir traditionnel joue un rôle clé dans la genèse des préférences, mais les préférences et les pratiques changent avec le temps, notamment avec l'introduction et une consommation plus importante d'aliments commercialisés, les changements sociaux au sein des collectivités, et même la mondialisation. À l'intérieur du cadre conceptuel, les connaissances et les préférences, produits de la culture des peuples autochtones du Nord, jouent un rôle important dans la compréhension de la sécurité et de la souveraineté alimentaires — ou de leur absence — dans les systèmes alimentaires, qu'ils soient relatifs aux aliments traditionnels ou aux aliments commercialisés.

La souveraineté alimentaire contribue à situer la sécurité alimentaire dans un cadre de droits, qu'il s'agisse de droits des peuples autochtones, de **droits humains**, du droit à la santé, ou encore du droit à une alimentation et à une nutrition suffisantes et saines. Les droits humains et les structures de **gouvernance** jouent un rôle important parce qu'ils influent sur le degré de souveraineté et de sécurité alimentaires auquel on peut parvenir dans le Nord. Le droit à l'alimentation est étroitement associé à d'autres droits humains fondamentaux codifiés dans le droit international, y compris le premier des huit objectifs du Millénaire pour le développement définis par l'ONU : « éradiquer l'extrême pauvreté et la faim » (GDNU, s.d.). Les structures de gouvernance, de même que la réglementation correspondante à l'échelle internationale, fédérale, provinciale et territoriale, ont des effets sur la concrétisation de ces droits. La gouvernance ainsi que la reconnaissance des droits des peuples autochtones et des droits humains, appliquées aux systèmes alimentaires relatifs aux aliments traditionnels ou aux aliments commercialisés, ont des incidences sur la sécurité et la souveraineté alimentaires des habitants du Nord.



La **disponibilité**, l'**accessibilité** et l'**utilisation** (avec l'adéquation, l'acceptabilité, l'agencement et la stabilité) font partie de la sécurité alimentaire (Myers *et al.*, 2004; FAO, 2006; RCSFS, 2012). Ces facteurs montrent la complexité des systèmes alimentaires relatifs aux aliments traditionnels ou aux aliments commercialisés, les différences entre eux, ainsi que la disponibilité des divers aliments, l'accès des populations à ces aliments, de même que leur capacité de les utiliser. De plus, dans le Nord, la **logistique** et les coûts du transport, de l'entreposage et de la vente d'aliments commercialisés, dans des collectivités pour la plupart petites et isolées, diffèrent beaucoup de ce qu'ils sont dans les régions méridionales et largement urbanisées. Étant donné les distances dans le Nord du Canada, les activités de chasse et la logistique des marchés doivent être prises en considération avec attention, parce qu'elles ont des répercussions importantes sur la manière dont les gens obtiennent et choisissent leurs aliments, les préparent ou les utilisent, et tout ce qui s'ensuit pour la souveraineté et la sécurité alimentaires.

## 2.6 FACTEURS CONTEXTUELS

Les six facteurs contextuels (thèmes de discussion) que sont le **bien-être intergénérationnel**, les **modèles économiques**, les **changements environnementaux**, la **géographie**, le **genre** et la **colonisation**, constituent un cadre plus large et peuvent avoir des effets positifs ou négatifs sur la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire, les moyens d'existence et le bien-être des populations autochtones du Nord. Chacun de ces facteurs contextuels (appelés *facteurs* dans la suite de cette section) a des liens multiples avec les populations autochtones du Nord et les problèmes qui affectent leur sécurité et souveraineté alimentaires. Par exemple, les actifs d'une collectivité peuvent être mis à profit pour renforcer la culture et améliorer la santé, ce qui a des effets positifs sur le bien-être intergénérationnel; le degré de bien-être intergénérationnel a quant à lui des incidences sur la santé et la culture de la collectivité et de ses membres.

Blackstock (2008) note ce qui suit :

Les Autochtones se perçoivent comme des maillons d'une longue chaîne de personnes qui les ont précédés et qui les suivront. Dans ce contexte, chaque personne est unique dans la mesure où elle mène une bonne vie et où elle transmet l'information et les valeurs nécessaires pour soutenir son groupe à travers le temps. [traduction]

Le **bien-être intergénérationnel** est à la fois un préalable et un résultat de la sécurité alimentaire. Par exemple, la santé et le bien-être des membres d'une collectivité leur permettent de transmettre leurs connaissances, leurs valeurs et leur savoir-faire traditionnels; d'autre part, l'accès à des aliments

traditionnels et commercialisés nutritifs favorise la santé et le bien-être. Le bien-être intergénérationnel est un élément important de l'état commun de santé et de bien-être d'une collectivité autochtone, ainsi que de ses liens avec son territoire et sa culture. À défaut de prendre en considération la continuité entre les générations, et les traumatismes et pertes que les peuples autochtones ont connus dans l'histoire, on ne peut comprendre pleinement les réalités contemporaines de l'insécurité alimentaire et de la santé médiocre qui en résulte. On ne peut pas non plus formuler des stratégies de prise en main permettant aux personnes d'exploiter au maximum leur potentiel humain.

Le facteur des **modèles économiques** se rapporte aux différences de mode de vie, y compris l'obtention d'aliments, entre le Nord et les autres régions du Canada. Ce facteur met en évidence le modèle d'économie mixte du Nord, où l'économie de subsistance (traditionnelle) côtoie l'économie de marché (fondée sur la rémunération), toutes deux liées aux grands courants économiques et à la réalité en évolution rapide des collectivités et des ménages. Les aliments commercialisés coûtent cher à importer et à distribuer dans le Nord. Les méthodes d'obtention d'aliments traditionnels (comme le caribou, le phoque et la baleine) exigent beaucoup de capital et de main-d'œuvre (carburant, embarcations, véhicules tout-terrain, motoneiges, armes et munitions, temps consacré à la chasse). L'économie fondée sur la rémunération est un élément de ce portrait, mais elle n'englobe pas les notions plus larges d'économie de consommation et de capitalisme, qui ont des effets sur les changements environnementaux, le bien-être intergénérationnel, et même une compréhension de l'environnement physique. La pauvreté et les réalités socio-économiques complexes auxquelles les individus et les collectivités font face ne sont que quelques-uns des problèmes qui suscitent des comportements d'adaptation et de résilience se traduisant par des combinaisons complexes d'activités rémunérées et traditionnelles dans le but d'obtenir de la nourriture.

Beaucoup d'auteurs réclament davantage de recherche interdisciplinaire et intégrée sur les interactions entre sécurité alimentaire et **changements environnementaux** à l'échelle de la planète (Ingram *et al.*, 2010). L'Arctique connaît des changements environnementaux rapides, qui ont des conséquences sur l'ensemble des éléments du cadre conceptuel, en plus d'être étroitement liés à la sécurité et à la souveraineté alimentaires. Dans le Nord plus que dans d'autres régions du monde, les changements environnementaux ont des effets importants sur les systèmes alimentaires. En effet, les moyens d'existence des Autochtones sont étroitement liés au climat, au temps qu'il fait et aux écosystèmes dont ils dépendent pour la chasse, la pêche, le piégeage et d'autres activités d'obtention de nourriture. Les changements climatiques, avec la fonte de la glace de mer et du pergélisol qui en résulte (ACIA, 2004), modifient l'accès aux

espèces sauvages et à d'autres aliments traditionnels, et peuvent jouer un rôle important dans la consommation d'aliments commercialisés « d'une qualité et d'une pertinence culturelle moindres » (traduit de Ericksen *et al.*, 2010) dans les collectivités nordiques. Même si les peuples autochtones du Nord ont toujours vécu avec des variations climatiques, cette résilience a été favorisée par des pratiques culturelles hautement adaptables. Les jeunes générations peuvent être plus à risque, étant donné leur manque d'expérience de la chasse et l'évolution du contexte social qui leur offre moins de contacts avec des chasseurs expérimentés (Ford *et al.*, 2006). Pour « mettre un visage humain sur les changements climatiques » (traduit de Nickels *et al.*, 2005), il faut faire une analyse à tous les niveaux, afin de comprendre comment les collectivités sont vulnérables aux changements environnementaux tout en s'y adaptant.

La **géographie** du Nord du Canada, dans tous ses aspects humains et physiques, a des caractéristiques propres qui doivent être intégrées dans toute analyse globale. Même si les collectivités nordiques présentent des différences physiques, sociales, culturelles et économiques, la plupart sont situées dans des lieux isolés. Cela a des effets positifs ou négatifs sur la sécurité et la souveraineté alimentaires, et l'on doit en tenir compte. De plus, les peuples autochtones sont en relation étroite avec leur territoire, et ce lien entre la géographie et la santé contribue au bien-être culturel, spirituel, émotionnel, physique et social qu'il est important de comprendre chez les collectivités nordiques (Wilson, 2003).

Le **genre** interagit avec les autres éléments du cadre conceptuel. Même si les femmes jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire à tous les niveaux, elles ont tendance à être, partout sur la planète, touchées de manière disproportionnée par l'insécurité alimentaire, la faim et la pauvreté (HCDHNU et FAO, 2010). Dans le Nord du Canada aussi, les résultats des études limitées menées à ce sujet laissent entendre que les femmes ont tendance à avoir des préoccupations spécifiques de sécurité alimentaire liées à l'alimentation de leurs enfants (Healey et Meadows, 2008). D'autre part, dans les populations inuites du Canada, les femmes sont plus susceptibles que les hommes de connaître l'insécurité alimentaire (Ford et Berrang-Ford, 2009). Le comité a noté la pénurie de données à l'échelle des ménages, particulièrement en ce qui concerne le genre.

Dernier élément, le comité reconnaît les répercussions importantes des processus de **colonisation**, ainsi que de la dépossession environnementale, sur la sécurité alimentaire chez les peuples autochtones du Nord, et il considère que cela constitue un facteur fondamental. La lutte des peuples autochtones contre les effets de la colonisation consiste en grande partie à s'efforcer de remédier aux conséquences de l'exil forcé et du refus de l'accès à leurs terres pour

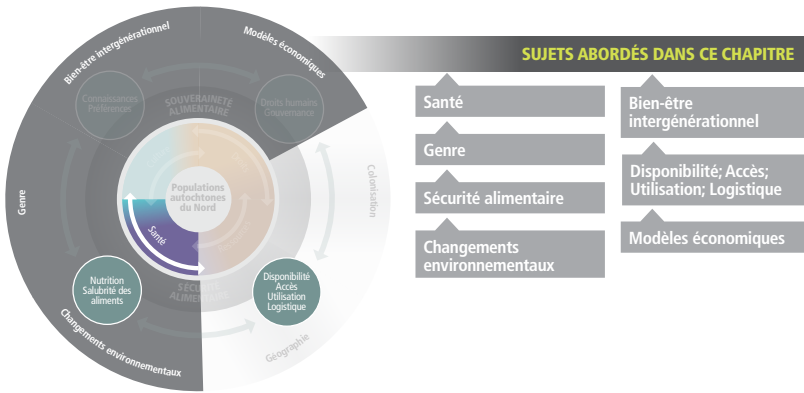
poursuivre leurs activités traditionnelles, ainsi qu'aux effets psychologiques, physiques et financiers de la dépossession (Alfred, 2009). L'une des méthodes d'assimilation les plus puissantes a été le système de pensionnats autochtones, « souvent considérés comme étant en première ligne du génocide et des efforts de resocialisation des peuples autochtones » (Loppie Reading et Wien, 2009). Les effets de la colonisation et des pensionnats ont été considérables, et dans bien des cas traumatiques. Éloignés de leurs parents et des aînés, des générations d'enfants, en plus d'être privées de soutien social, n'ont pas pu acquérir les connaissances et le savoir-faire traditionnels liés au territoire, aux activités de récolte et à la survie, et cela a de nettes incidences sur la sécurité et la souveraineté alimentaires.

# 3

## **L'insécurité alimentaire : l'ampleur du problème**

- Taux d'insécurité alimentaire
- Liens entre la sécurité alimentaire et la santé
- Conclusions

### 3 L'insécurité alimentaire : l'ampleur du problème



#### Principales constatations

Dans l'ensemble du Canada, les ménages autochtones connaissent une insécurité alimentaire dans une proportion qui est environ le double de celle des ménages non autochtones. Les ménages avec enfants ont un taux d'insécurité alimentaire encore plus élevé, et les femmes sont davantage touchées que les hommes.

On ne peut exagérer la gravité de cette situation et ses effets sur les individus, les familles, les collectivités, le système de soins de santé et l'économie. Les résultats de l'Enquête sur la santé des Inuits menée au cours de l'API 2007–2008 montrent que la population du Nunavut avait le plus haut taux d'insécurité alimentaire de toutes les populations autochtones vivant dans les pays développés.

La sécurité alimentaire est une question importante et complexe, aux aspects multiples et aux conséquences sérieuses sur la santé des Autochtones. L'insécurité alimentaire est liée à des conséquences physiques et mentales négatives, comme une diète de piètre qualité, la malnutrition, l'obésité, des maladies chroniques, des résultats scolaires médiocres et le stress familial.

Nous ne disposons pas de données de surveillance exhaustives sur l'état de santé des populations autochtones dans le Nord du Canada.

En 2008, l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) a révélé que 11,3 % des ménages canadiens, soit quelque 3,4 millions de personnes, avaient connu un certain degré d'insécurité alimentaire. En 2011, cette proportion avait grimpé à 12,3 %, soit 450 000 Canadiens de plus (Tarasuk *et al.*, 2013). Au total, 1,6 million de ménages canadiens ont connu un certain degré d'insécurité alimentaire en 2011, soit près d'un ménage sur huit. Cela correspond à environ 3,9 millions de personnes, dont 1,1 million d'enfants. Selon les données disponibles, la prévalence de l'insécurité alimentaire est plus élevée dans les populations autochtones que dans la population canadienne en général. En 2011, 27 % des ménages vivant à l'extérieur des réserves et dont les répondants s'identifiaient comme Autochtones ont vécu une insécurité alimentaire, contre 11,5 % des ménages non autochtones (Tarasuk *et al.*, 2013).

Les résultats de l'ESCC laissent entendre que les taux d'insécurité alimentaire dans les ménages sont liés à plusieurs caractéristiques socio-démographiques, comme la région, les sources de revenu, le niveau d'éducation, le sexe, le statut d'Autochtone, le statut d'immigrant, la propriété du logement, ainsi que la résidence en milieu urbain ou rural. L'insécurité alimentaire a de nombreux effets documentés sur les personnes et les collectivités qui la vivent, dont d'importants problèmes de santé publique (Egeland, 2011). Ce chapitre présente en détail le problème de l'insécurité alimentaire dans le Nord du Canada, en mettant l'accent sur les taux d'insécurité alimentaire dans toutes les populations autochtones ainsi que dans des populations particulièrement vulnérables. Il aborde ensuite le lien entre insécurité alimentaire et santé, notamment les indicateurs de santé préoccupants pour les populations autochtones du Nord.

### 3.1 TAUX D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les données sur l'insécurité alimentaire sont recueillies au moyen de l'ESCC. Administrée par Statistique Canada, cette enquête transversale recueille chaque année des renseignements sur environ 60 000 Canadiens. Elle exclut toutefois les membres à plein temps des Forces canadiennes, les personnes vivant dans des centres de détention ou des établissements de soins, les sans-abri et, ce qui est important ici, les personnes vivant dans les réserves des Premières Nations ou les terres publiques, de même que les territoires des régies régionales de la santé et des services sociaux du Nunavik et du Conseil cri de la baie James. Par conséquent, Tarasuk *et al.* (2013) font remarquer que l'enquête sous-estime la prévalence réelle de l'insécurité alimentaire, notamment parce que les sans-abri et les habitants des réserves des Premières Nations sont « très vulnérables »

à l'insécurité alimentaire<sup>12</sup>. Selon les données de l'ESCC de 2011, rapportées par Tarasuk *et al.* (2013), 12,3 % des ménages avaient connu un certain degré d'insécurité alimentaire au cours des 12 mois précédents. Les résultats de cette enquête montrent que la prévalence de l'insécurité alimentaire était la plus élevée au Nunavut, avec 36 % des ménages. Le taux d'insécurité alimentaire dépassait les 15 % dans les Maritimes, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon (voir la figure 3.1). C'est à Terre-Neuve-et-Labrador qu'il était le plus bas (10,6 %).

Le tableau 3.1 montre la prévalence de l'insécurité alimentaire totale (marginale, modérée et grave) dans les provinces et territoires, de 2005 à 2011<sup>13</sup>. Les taux de 2011 étaient généralement supérieurs ou égaux à ceux de 2005. En 2011, l'insécurité alimentaire en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Saskatchewan et en Alberta était la plus élevée jamais mesurée dans ces provinces. Terre-Neuve-et-Labrador constituait une exception : l'insécurité alimentaire y a diminué depuis 2005, au point où cette province était en 2011 celle qui avait le plus faible taux d'insécurité alimentaire au Canada.

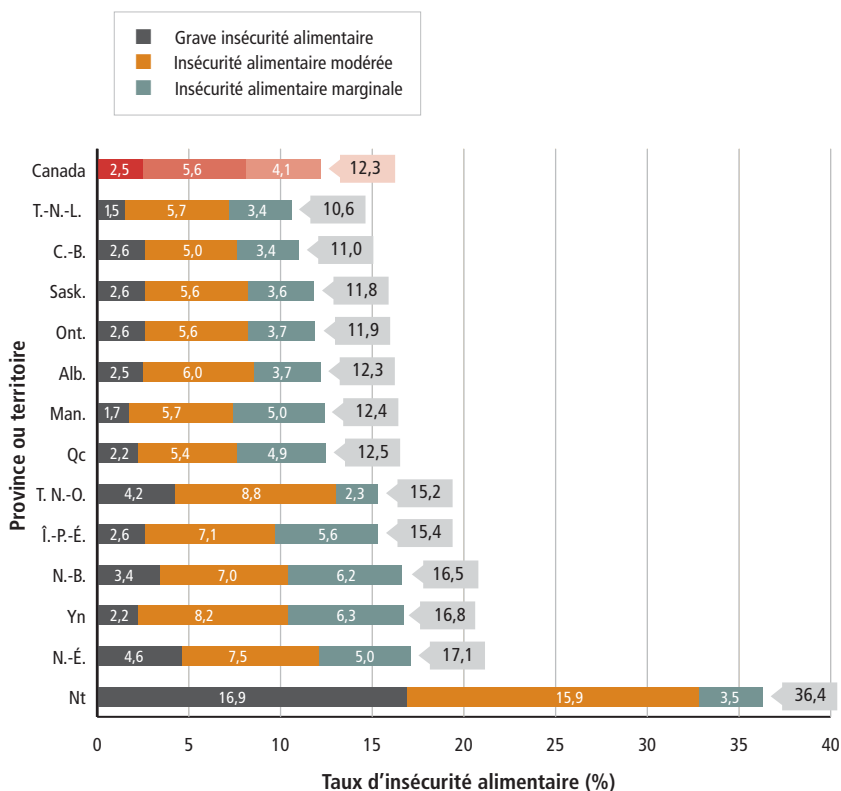
Dans leur examen des résultats de l'ESCC de 2011, Tarasuk *et al.* (2013) ont constaté que certaines caractéristiques importantes des ménages sont associées à une probabilité plus élevée d'insécurité alimentaire : revenu provenant principalement de l'aide sociale (environ 65 % de ces ménages ont connu l'insécurité alimentaire); revenu provenant de l'assurance-emploi ou d'indemnités d'accident du travail (37 %); femme monoparentale (35 %); revenu inférieur à la mesure de faible revenu (33 %); ménage autochtone (27 %); ménage locataire plutôt que propriétaire de son logement (25 %) (voir la figure 3.2).

---

12 Tarasuk *et al.* (2013) ont eu accès avant le public aux résultats de l'ESCC de 2011, par l'intermédiaire du programme PROOF (*Research to identify policy options to reduce food insecurity*) des Instituts de recherche en santé du Canada. Le comité a analysé ces données pour produire le présent rapport. Les résultats de l'ESCC rapportés dans Tarasuk *et al.* (2013) sont toutefois plus élevés que des estimations précédentes de Santé Canada quant au nombre de ménages qui vivaient une insécurité alimentaire en 2007-2008. Tarasuk et ses collègues reconnaissent que l'insécurité alimentaire a augmenté au Canada entre 2007-2008 et 2011, mais également que leur équipe de chercheurs n'a pas calculé ses totaux de la même manière que Santé Canada. Dans le cas des ménages qui avaient connu une insécurité alimentaire, Tarasuk et ses collègues ont compté tous les membres de ces ménages, alors que Santé Canada rapportait l'insécurité alimentaire chez les personnes âgées d'au moins 12 ans. De plus, Tarasuk et ses collègues ont inclus dans leurs calculs les ménages qui avaient connu une insécurité alimentaire marginale, alors que les rapports antérieurs de Santé Canada ne tenaient compte que des ménages où l'insécurité alimentaire était modérée ou grave. Tarasuk et ses collègues font valoir que leurs estimations englobent un spectre plus large de la population affectée par l'insécurité alimentaire, et que des publications de plus en plus nombreuses donnent à penser que « les ménages qui font état d'un degré d'incertitude quant à l'accès à la nourriture sont plus vulnérables que ceux qui ont répondu par la négative aux 18 éléments du questionnaire » [traduction].

13 Le MESAM a été inclus dans l'ECSS de 2004, mais ses résultats ne sont pas comparables avec ceux des enquêtes subséquentes. Des données cohérentes et comparables ont été recueillies depuis 2005, quand le Canada a commencé à surveiller l'insécurité alimentaire.





Reproduit et adapté de Tarasuk et al., 2013, avec les autorisations requises.  
 Source des données : Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, 2011, Statistique Canada

Figure 3.1

### Insécurité alimentaire des ménages au Canada, par province et territoire, en 2011

Ce graphique a été établi à partir de données de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes. Il montre les taux d'insécurité alimentaire marginale, modérée et grave\* dans les ménages partout au Canada. Le degré d'insécurité alimentaire est mesuré à l'aide du Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages (MESAM), qui « permet de recueillir des informations auprès des répondants quant à un accès incertain, insuffisant ou inadéquat aux aliments, à la disponibilité des aliments ou à une utilisation différente des aliments en raison d'un manque de ressources financières, tout cela pouvant compromettre l'apport ou les habitudes alimentaires » (Santé Canada, 2008). Veuillez noter que les totaux peuvent ne pas correspondre en raison des erreurs d'arrondi.

\* Depuis 2004, l'ESCC utilise le MESAM pour suivre l'insécurité alimentaire dans les ménages. Le MESAM comprend 18 questions, dont 10 concernent les adultes et 8 les enfants. Dans le MESAM, une *insécurité alimentaire marginale* correspond à une certaine préoccupation ou à la présence d'obstacles financiers à un accès adéquat et sûr à la nourriture (1 réponse affirmative aux questions concernant les adultes ou les enfants). Une *insécurité alimentaire modérée* se manifeste par une baisse de la qualité ou de la quantité d'aliments consommés (de 2 à 5 réponses affirmatives aux questions concernant les adultes, et de 2 à 4 pour les enfants). Une *grave insécurité alimentaire* se manifeste par une diminution de l'alimentation et à une perturbation des habitudes alimentaires (au moins 6 réponses affirmatives aux questions concernant les adultes, au moins 5 pour les enfants).

Tableau 3.1

## Insécurité alimentaire des ménages au Canada, de 2005 à 2011

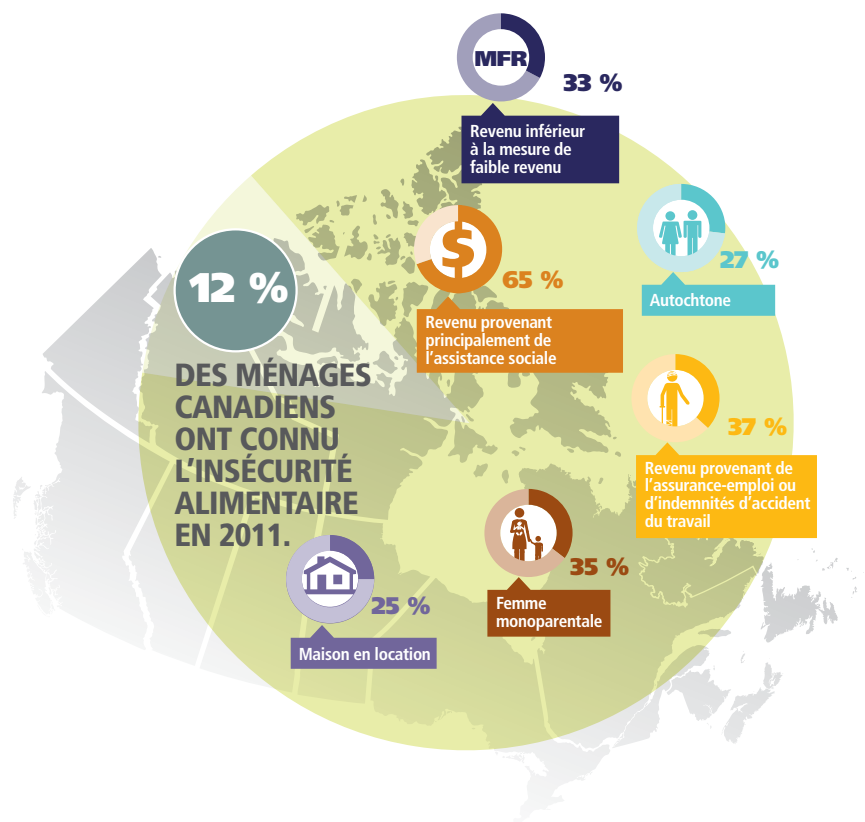
	2005	2007	2008	2009	2010	2011
Terre-Neuve-et-Labrador	–	15,7 %	14,3 %	11,8 %	11,5 %	10,6 %
Île-du-Prince-Édouard	12,9 %	14,9 %	15,3 %	–	–	15,4 %
Nouvelle-Écosse	16,1 %	14,4 %	13,5 %	15,9 %	14,9 %	17,1 %
Nouveau-Brunswick	–	13,8 %	15,1 %	–	–	16,5 %
Québec	11,3 %	10,9 %	9,4 %	11,3 %	9,7 %	12,5 %
Ontario	11,6 %	11,8 %	12,1 %	12,5 %	11,3 %	11,9 %
Manitoba	–	12,4 %	12,9 %	10,8 %	10,0 %	12,4 %
Saskatchewan	–	9,5 %	9,7 %	8,2 %	9,2 %	11,8 %
Alberta	10,4 %	9,1 %	10,0 %	10,8 %	10,9 %	12,3 %
Colombie-Britannique	11,0 %	10,8 %	11,5 %	11,9 %	11,1 %	11,0 %
Yukon	–	17,8 %	13,0 %	13,9 %	12,6 %	16,7 %
Territoires du Nord-Ouest	14,2 %	16,5 %	17,8 %	9,8 %	12,0 %	15,2 %
Nunavut	38,0 %	35,4 %	34,6 %	31,0 %	31,0 %	36,4 %

Traduit de Tarasuk et al. (2013), avec les autorisations requises  
Source des données : Statistique Canada, ESCC (2005, 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011)

Le Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages (MESAM) n'est pas toujours inclus dans l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes. Dans les cycles où il était facultatif, quelques provinces et territoires ont choisi de ne pas y participer, d'où l'absence de certaines données. À compter de 2015, les données du MESAM seront recueillies sur une période de deux ans tous les quatre ans.

Même si le Nord du Canada compte de nombreuses populations variées, dont des personnes d'origines ethniques diverses nées dans le Nord et des gens qui ont migré vers le Nord en provenance du Sud (GRID-Arendal, 2009), cette évaluation met l'accent sur la sécurité alimentaire et la santé des populations autochtones du Nord. Alors que la prévalence de l'insécurité alimentaire était de 7 % chez les non-Autochtones, 27 % des Inuits, 22 % des membres des Premières Nations vivant à l'extérieur des réserves et 15 % des Métis faisaient état d'une insécurité alimentaire de 2007 à 2010 (Gionet et Roshanafshar, 2013). En 2011, les ménages où le répondant s'identifiait comme Autochtone étaient en état d'insécurité alimentaire dans une proportion de 27 %, soit plus du double de celle de l'ensemble des ménages canadiens (12 %) (Tarasuk *et al.*, 2013).

Les trois enquêtes de grande envergure qui brossent les tableaux les plus complets de l'insécurité alimentaire dans le Nord du Canada sont l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations (ERSPN), l'Enquête sur la santé des Inuits du Nunavik (2004), et l'Enquête de l'API sur la santé des Inuits (2007–2008). À titre d'exemple, de 2008 à 2010, plus de 21 000 personnes de 216 collectivités



Source des données : ESCC, 2011, présentée dans Tarasuk *et al.*, 2013

Figure 3.2

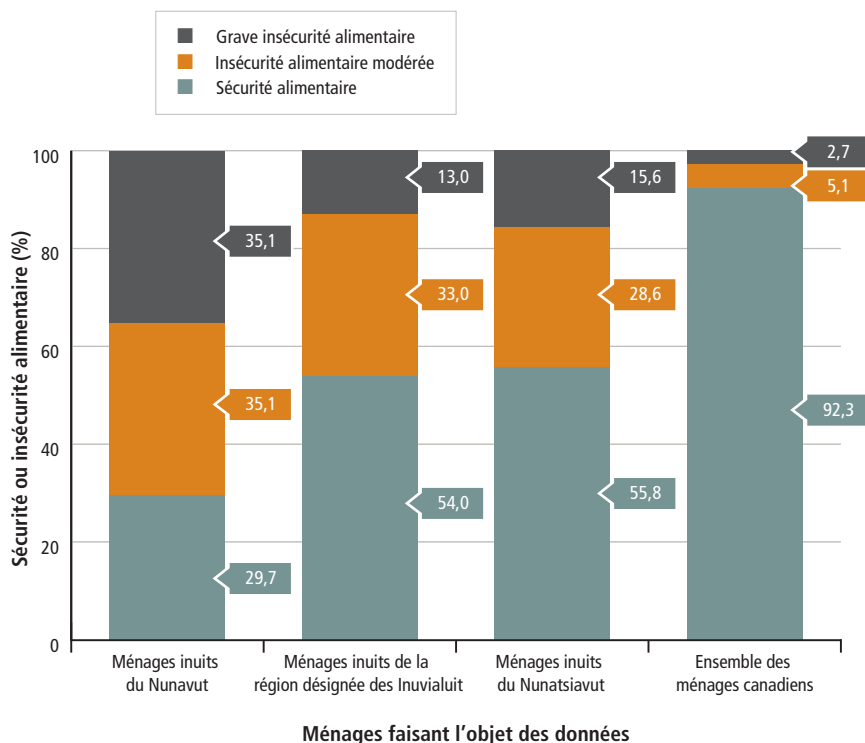
### Probabilité d'insécurité alimentaire dans les ménages au Canada, en 2011

Selon l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2011, environ 12 % des ménages ont connu un certain degré d'insécurité alimentaire, mais la probabilité d'insécurité alimentaire variait selon des déterminants sociaux choisis. Par exemple l'insécurité alimentaire touchait 35 % des ménages dirigés par une femme monoparentale et 27 % des ménages où le répondant se déclarait Autochtone. La mesure de faible revenu (MFR) de Statistique Canada est souvent utilisée comme indicateur de pauvreté, ainsi que pour des comparaisons internationales. Comme l'expliquent Tarasuk *et al.* (2013), la MFR correspond à 50 % du revenu médian des ménages, ajusté selon la taille des ménages. Cet ajustement tient compte des besoins plus importants des ménages plus nombreux. Au Canada, plus le revenu du ménage est bas par rapport au MFR, plus la prévalence de l'insécurité alimentaire est élevée. Comme le montre la figure, l'insécurité alimentaire touchait environ 33 % des ménages dont le revenu était inférieur au MFR. Il est à noter que la figure exclut les données liées au MFR pour les territoires, parce que l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (d'où est tirée la MFR) exclut les territoires.

des Premières Nations partout au Canada ont répondu à l'ERSPN. À partir des résultats de cette enquête, 52,4 % des ménages des Premières Nations ont été jugés en état d'insécurité alimentaire modérée ou grave, amenant à la conclusion que « les ménages des Premières Nations dans les communautés des Premières Nations sont beaucoup plus en état d'insécurité alimentaire, et d'insécurité alimentaire grave, que l'ensemble de la population canadienne » (CGIPN, 2012). Jusqu'à 33,8 % des répondants ont indiqué que, parfois, ils ne pouvaient pas se permettre de prendre des repas équilibrés, et jusqu'à 14,1 % ont indiqué que c'était souvent le cas. De plus, jusqu'à 17,8 % des répondants ont rapporté qu'ils avaient eu faim mais s'étaient privés de manger parce qu'ils n'avaient pas assez d'argent pour acheter de la nourriture (CGIPN, 2011). Les taux d'insécurité alimentaire étaient les plus élevés chez les répondants adultes des 16 collectivités de la Nation dénée des T. N.-O. : de 2008 à 2010, plus de 90 % des 824 répondants ont indiqué que, dans les 12 mois précédant l'enquête, eux-mêmes ou d'autres adultes de leur ménage avaient diminué la taille de leurs repas ou sauté des repas, avaient eu faim mais n'avaient pas mangé, ou avaient mangé moins que ce dont ils ressentaient le besoin — dans tous les cas à cause du manque d'argent pour acheter de la nourriture (Nation dénée, 2012). De la même manière, les résultats de l'Enquête sur la santé des Inuits du Nunavik montrent qu'en 2004, 24 % des Inuits des 14 villages du Nunavik avaient manqué de nourriture dans le mois précédant l'enquête; les taux d'insécurité alimentaire augmentaient avec le nombre de personnes composant le ménage (Blanchet et Rochette, 2008).

L'Enquête de l'API sur la santé des Inuits (2007–2008) représente l'évaluation la plus complète à ce jour de l'insécurité alimentaire chez les Inuits dans l'Arctique canadien (Egeland *et al.*, 2011b). Elle a révélé que 62,6 % des 1901 ménages inuits interrogés étaient en état d'insécurité alimentaire, dont 27,2 % en état d'insécurité alimentaire grave (Huet *et al.*, 2012). Par comparaison, le taux d'insécurité alimentaire des ménages dans l'ensemble du pays était de 7,7 % (Santé Canada, 2008). Les adultes vivant dans les ménages en état d'insécurité alimentaire grave ont rapporté que, au cours de l'année précédant l'enquête, eux-mêmes ou d'autres adultes de leur ménage avaient sauté des repas (88,6 %), avaient souffert de la faim (76,9 %) ou n'avaient pas mangé pendant toute une journée (58,2 %) (Rosol *et al.*, 2011). La figure 3.3 illustre les taux régionaux d'insécurité alimentaire au Nunavut, dans la RDI et au Nunatsiavut.

Les résultats de l'Enquête de l'API sur la santé des Inuits sont importants pour les habitants du Nord, les experts en santé et les décideurs, mais ils ont aussi une signification à l'échelle mondiale. Egeland (2011) note que « le Nunavut avait de loin le plus haut taux documenté d'insécurité alimentaire (68,8 %) de toutes les populations autochtones vivant dans les pays développés » [traduction]. Le



Source des données : Egeland, 2010a, 2010b, 2010c; Santé Canada, 2008

Figure 3.3

**Prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages dans les régions nordiques et au Canada, en 2007–2008**

Les données montrent les taux d'insécurité alimentaire dans les ménages inuits au Nunavut, dans la région désignée des Inuvialuit et au Nunatsiavut (données de l'Enquête sur la santé des Inuits de l'API, à l'aide d'un module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages (MESAM) modifié tel que présenté dans Egeland, 2010a, 2010b, 2010c), et les taux d'insécurité alimentaire dans l'ensemble des ménages canadiens en 2007-2008 (données de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, 2007-2008, à l'aide du MESAM présenté dans Santé Canada, 2008). Les proportions sont indiquées à l'intérieur des barres (la somme des nombres peut ne pas donner exactement 100 %, à cause des erreurs d'arrondi). Les résultats de l'Enquête sur la santé des Inuits au Nunavik et de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations ne sont pas inclus, parce que les données de ces enquêtes n'ont pas été recueillies selon les mêmes méthodes (les questions posées n'étaient pas les mêmes), ce qui empêche de faire des comparaisons directes.

chômage, les faibles revenus et le prix élevé des aliments sont mentionnés comme les causes principales de l'insécurité alimentaire dans la RDI, au Nunatsiavut, au Nunavut (voir Egeland 2010a, 2010b, 2010c) et dans les collectivités nordiques isolées des provinces (voir Lawn et Harvey, 2004). Egeland (2011) attribue les

taux plus élevés d'insécurité alimentaire du Nunavut aux conditions économiques particulièrement difficiles (p. ex. revenus limités et prix élevé des aliments) qui prévalent dans ce territoire.

Des recherches montrent que les taux d'insécurité alimentaire sont généralement et constamment élevés même dans des collectivités peu semblables — deux tiers des ménages des Premières Nations à Fort Severn, en Ontario (Lawn et Harvey, 2004) et 79 % des ménages inuits à Kugaaruk, au Nunavut (Lawn et Harvey, 2009). Dans 14 collectivités du Nord du Manitoba n'ayant pas de routes à viabilité permanente ou situées au nord de la ville de Thompson, les trois quarts des ménages ont fait état d'une insécurité alimentaire (Thompson *et al.*, 2011)<sup>14</sup>. Parmi ces ménages, 42 % vivaient une insécurité alimentaire modérée, et 33 % une grave insécurité alimentaire. Les taux d'insécurité alimentaire variaient de manière « spectaculaire » d'une collectivité à l'autre, allant par exemple de 47 % à Nelson House, à 100 % chez la Première Nation de South Indian Lake (Thompson *et al.*, 2011).

D'autres enquêtes ont fourni des données sur la sécurité (ou l'insécurité) alimentaire dans des collectivités des Premières Nations et inuites du Nord du Canada (Willows *et al.*, 2005; Chan *et al.*, 2006; Ford *et al.*, 2007; Ford et Berrang-Ford, 2009). On dispose cependant de peu d'information sur l'insécurité alimentaire chez les populations de Métis dans le Nord du Canada, à cause du manque de documents examinés par des pairs, d'études communautaires et de littérature grise, qui existent peut-être au sein des collectivités mais sont difficiles d'accès.

### 3.1.1 Recours aux banques alimentaires

Les données sur les banques alimentaires illustrent elles aussi l'état de l'insécurité alimentaire au Canada. Selon une enquête de Banques alimentaires Canada (qui a donné lieu au rapport *Bilan-Faim 2011*) portant sur 4188 banques et organismes alimentaires partout au pays, le taux national de recours aux banques alimentaires en 2011 a été le deuxième plus élevé jamais enregistré (BAC, 2011). Le recours aux banques alimentaires canadiennes a augmenté de 2,4 % en 2012, et il est maintenant de 30,6 % supérieur à ce qu'il était avant la récession de 2008–2009. Le rapport *Bilan-Faim 2012* signale que les banques alimentaires du pays procurent en moyenne de la nourriture à plus de 882 000 personnes par mois. Quelque 38 % des personnes aidées sont des enfants, alors qu'ils ne représentent que 21 % de la population canadienne. Divers groupes démographiques ont recours aux banques alimentaires, mais,

---

14 Au moins un adulte ou un enfant a été en état d'insécurité alimentaire dans chacun de ces ménages (Thompson *et al.*, 2011).

en partie à cause d'un « désavantage économique prolongé et persistant », les ménages qui reçoivent de l'aide sociale, les ménages dirigés par une personne monoparentale et les Autochtones les utilisent de manière disproportionnée (BAC, 2012). L'augmentation du recours aux banques alimentaires de 2008 à 2011 semble particulièrement forte dans les trois territoires, où elle a été de 80,6 % (contre 25,9 % dans l'ensemble du Canada). En 2011, les banques alimentaires ont aidé 2420 personnes dans les territoires, dont 72 % étaient des Autochtones (alors qu'ils représentaient en moyenne 9,7 % des utilisateurs de banques alimentaires au Canada). Les banques alimentaires des régions rurales des provinces de l'Ouest comptaient également une proportion de clients autochtones plus élevée que la moyenne, de 27 % en Colombie-Britannique à 64 % en Saskatchewan<sup>15</sup>. Dans les données de 2012, les Premières Nations, les Métis et les Inuits représentent 4 % de la population canadienne, mais 11 % des personnes qui ont recours aux banques alimentaires. Comme le dit Jen Hayward, de la banque alimentaire Niqinik Nuatsivik du Nunavut : « Une personne ne devrait pas avoir à regarder les étagères dans une épicerie et se demander si elle devrait acheter du pain ou du lait cette semaine avec son billet de 10 dollars parce qu'elle n'a pas les moyens de se payer les deux. » (BAC, 2012).

Le rapport *Bilan-Faim 2012* recommande d'établir un Fonds fédéral pour l'innovation en matière de sécurité alimentaire dans le Nord, afin de lutter contre les niveaux incroyablement élevés d'insécurité alimentaire des ménages dans les territoires (BAC, 2012). Banques alimentaires Canada laisse également entendre que le recours aux banques alimentaires dans le Nord du Canada rapporté dans *Bilan-Faim 2012* n'est pas un indicateur fiable du besoin d'une aide alimentaire d'urgence, puisqu'il y a très peu de banques alimentaires. Selon l'organisme, la rareté des banques alimentaires dans les territoires et les régions du nord des provinces ne s'explique pas par l'absence de besoins, mais elle résulte plutôt d'un simple manque de ressources. Les deux plus importantes sources de soutien des banques alimentaires sont une base de donateurs suffisante et une certaine quantité d'excédents alimentaires provenant des détaillants et des distributeurs en alimentation; ces sources sont relativement absentes dans le Nord, parce que la faible population ne permet tout simplement pas de satisfaire à ces conditions (BAC, 2012).

### 3.1.2 Insécurité alimentaire chez les enfants et les femmes

Certains groupes démographiques courent un risque d'insécurité alimentaire plus élevé que d'autres. Cela souligne le besoin de déterminer comment et où intervenir pour renforcer les systèmes alimentaires du Nord. Comme on l'a mentionné plus haut, même si l'insécurité alimentaire sévit partout dans

---

15 Aucune donnée n'était disponible pour le Manitoba.

le Nord du Canada, il y a de nettes variations selon les régions, les collectivités et les types de population. À titre d'exemple, des données montrent que la prévalence de l'insécurité alimentaire est plus élevée dans les ménages canadiens avec enfants que dans les ménages sans enfant (Tarasuk *et al.*, 2013). Kirkpatrick *et al.* (2010) ont constaté que, chez les enfants canadiens en général, la probabilité de connaître la faim augmentait avec l'âge de l'enfant et le nombre d'enfants du foyer. Elle était également plus élevée chez les enfants dont la famille était locataire de son logement (par opposition à propriétaire), et elle diminuait avec l'augmentation du revenu du ménage.

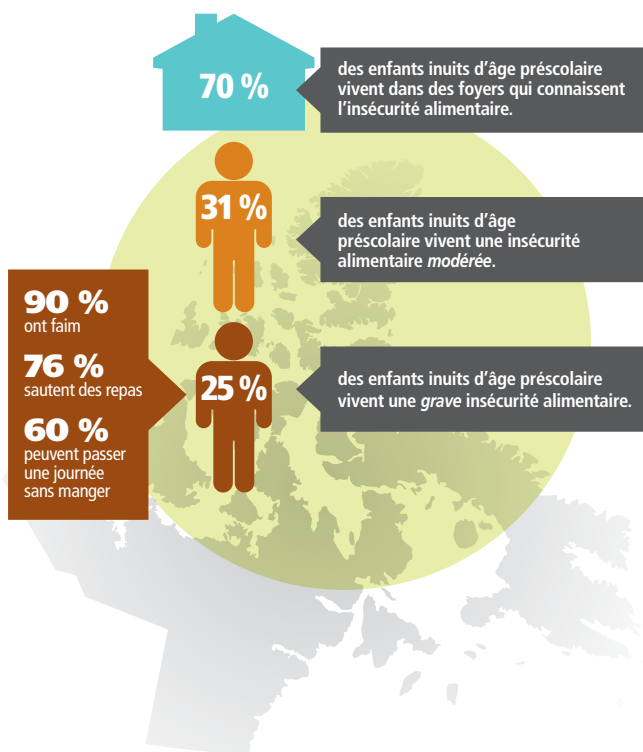
Kirkpatrick *et al.* (2010) rapportent qu'environ 3 % des enfants canadiens en général ont connu la faim, mais selon les données de l'ESCC (2011), 17 % de tous les enfants de moins de 18 ans vivent dans des ménages en état d'insécurité alimentaire. Pour environ les deux tiers de ces enfants, cette insécurité alimentaire est modérée ou grave. Le Nunavut a la proportion la plus élevée d'enfants vivant dans des ménages en état d'insécurité alimentaire, soit 57 % (Tarasuk *et al.*, 2013). Pour ce qui est du Nord du Canada, les résultats de l'Enquête sur la santé des enfants inuits du Nunavut (2007–2008) montrent que, par rapport aux ménages avec enfants en état de sécurité alimentaire, ceux qui étaient en état d'insécurité alimentaire comptaient en moyenne un plus grand nombre de personnes (6,1 contre 5,5) et avaient un rapport enfants/adultes plus élevé (1,7 contre 1,5). Le fait de vivre dans un logement surpeuplé (58,9 % contre 44,6 %), dans un logement social (87,0 % contre 50,3 %), dans un logement exigeant des réparations majeures (40,7 % contre 28,5 %) et dans une famille dont un membre bénéficiait d'un soutien du revenu (57,9 % contre 27,7 %) étaient d'autres caractéristiques liées de manière statistiquement significative à l'insécurité alimentaire, avec une probabilité inférieure ou égale à 0,10 que les valeurs soient dues au seul hasard (Egeland *et al.*, 2011a). La figure 3.4 montre une synthèse de ces résultats. En utilisant une mesure de la situation de faim (plutôt que d'insécurité alimentaire) rapportée par les parents, Findlay *et al.* (2013) ont constaté que 24,4 % des enfants inuits canadiens âgés de deux à cinq ans avaient connu la faim à un moment de leur vie.

L'Enquête sur la santé des enfants inuits du Nunavut (2007–2008)<sup>16</sup> a montré que près de 70 % des enfants inuits d'âge préscolaire (de trois à cinq ans) vivaient dans des ménages en état d'insécurité alimentaire, et que 56 % vivaient dans des foyers où régnait une insécurité alimentaire infantile spécifique. Au

---

16 L'Enquête sur la santé des enfants inuits du Nunavut est une enquête transversale menée en 2007–2008, qui portait sur 388 enfants inuits d'âge préscolaire de 16 des 25 collectivités du Nunavut. On demandait aux participants s'ils avaient les moyens financiers d'acheter de la nourriture, mais l'enquête ne couvrait pas l'accès aux systèmes relatifs aux aliments traditionnels des Autochtones.





Sources des données : Enquête sur la santé des enfants inuits au Nunavut en 2007-2008, présentée dans Egeland *et al.*, 2010

Figure 3.4

### Insécurité alimentaire chez les enfants inuits d'âge préscolaire au Nunavut, en 2007–2008

Les données présentées ici montrent que l'insécurité alimentaire est un problème sérieux au Nunavut.

total, 31 % des enfants du Nunavut connaissaient une insécurité alimentaire modérée, et environ un quart une grave insécurité alimentaire (Egeland *et al.*, 2010). L'Enquête auprès des peuples autochtones de 2006 a donné des résultats similaires<sup>17</sup> : au Canada, 30 % des enfants inuits âgés de 6 à 14 ans, et 7 % des enfants métis, avaient connu la faim<sup>18</sup> à un moment donné parce que leur famille était à court de nourriture ou n'avait plus d'argent pour en acheter (Tait, 2008; CCNSA, 2011). Le pourcentage des enfants inuits qui avaient connu la faim

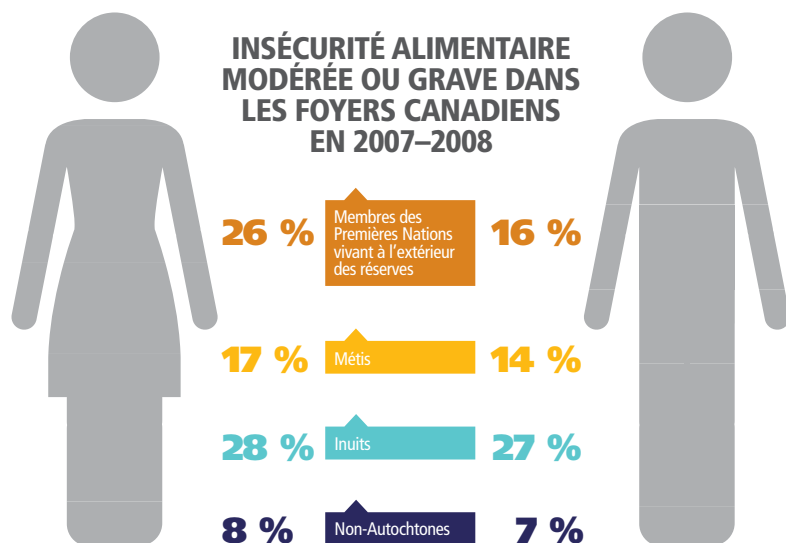
17 Cette enquête excluait les populations des réserves autochtones ainsi que les collectivités des Premières Nations dans les territoires.

18 La question posée aux parents était la suivante « [L'enfant] a-t-il connu la faim à un moment donné parce que la famille était à court de nourriture ou n'avait plus d'argent pour en acheter? » (Tait, 2008).

variait d'une région à l'autre du Nord : 39 % au Nunavut, 33 % au Nunavik, 30 % au Nunatsiavut, 12 % dans la RDI, et environ 8 % à l'extérieur de l'Inuit Nunangat (Tait, 2008).

Dans les ménages inuits où les enfants étaient en situation de grave insécurité alimentaire, les premiers responsables de ces ménages ont rapporté que, dans les situations de pénurie alimentaire au cours de l'année précédente, leurs enfants avaient continué d'avoir faim (90,4 %), avaient sauté des repas (75,8 %) ou avaient passé toute une journée sans manger (60,1 %) (Egeland *et al.*, 2010). Dans les ménages inuits où les enfants étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée, les premiers responsables ont rapporté que, au cours de l'année précédente, ils avaient nourri leurs enfants avec des aliments moins coûteux (95,1 %), qu'ils s'étaient inquiétés du manque possible de nourriture (85,1 %) ou que leurs enfants ne mangeaient pas assez parce qu'il n'y avait pas assez d'argent pour acheter de la nourriture (64,3 %). Dans l'Enquête auprès des peuples autochtones, les parents d'enfants métis ont rapporté qu'ils avaient sauté des repas ou mangé moins de nourriture (17 %), qu'ils avaient demandé de l'aide auprès de parents (35 %) ou d'amis (14 %), ou qu'ils avaient eu recours aux services de banques alimentaires (33 %) pour faire face aux situations d'insécurité alimentaire (Statistique Canada, 2009, rapporté dans CCNSA, 2011).

Bien qu'elles soient limitées, des recherches préliminaires indiquent que l'insécurité alimentaire est également plus grande chez les femmes que chez les hommes (Ledrou et Gervais, 2005; Lambden *et al.*, 2006). Dans leur analyse exploratoire de l'insécurité alimentaire portant sur 50 Inuits d'Igloodik, au Nunavut, Ford et Berrang-Ford (2009) ont constaté que 64 % des participants interrogés avaient connu un certain degré d'insécurité alimentaire au cours de l'année précédente, ce qui est très supérieur à la moyenne canadienne. Parmi les répondants, les femmes étaient beaucoup plus susceptibles que les hommes de connaître l'insécurité alimentaire (80 % contre 53 %). Elles étaient également beaucoup plus susceptibles de réduire la taille de leurs repas ou de sauter des repas, d'avoir faim à cause du manque de nourriture, ou encore de ne rien manger pendant toute une journée. Parmi les femmes qui ont rapporté avoir passé une journée sans manger, 43 % ont dit que cela arrivait en général une fois par mois, contre 29 % dans le cas des hommes (Ford et Berrang-Ford, 2009). Les résultats de l'ESCC de 2007–2010 montrent aussi que les femmes ont connu une insécurité alimentaire modérée ou grave dans une proportion plus élevée que les hommes chez les populations des Premières Nations vivant à l'extérieur des réserves (26 % des femmes contre 16 % des hommes), chez les Métis (17 % contre 14 %), les Inuits (28 % contre 27 %), ainsi que dans la population canadienne en général (8 % contre 7 %) (Gionet et Roshanafshar, 2013) (voir la figure 3.5).



Source des données : Gionet et Roshanafshar, 2013

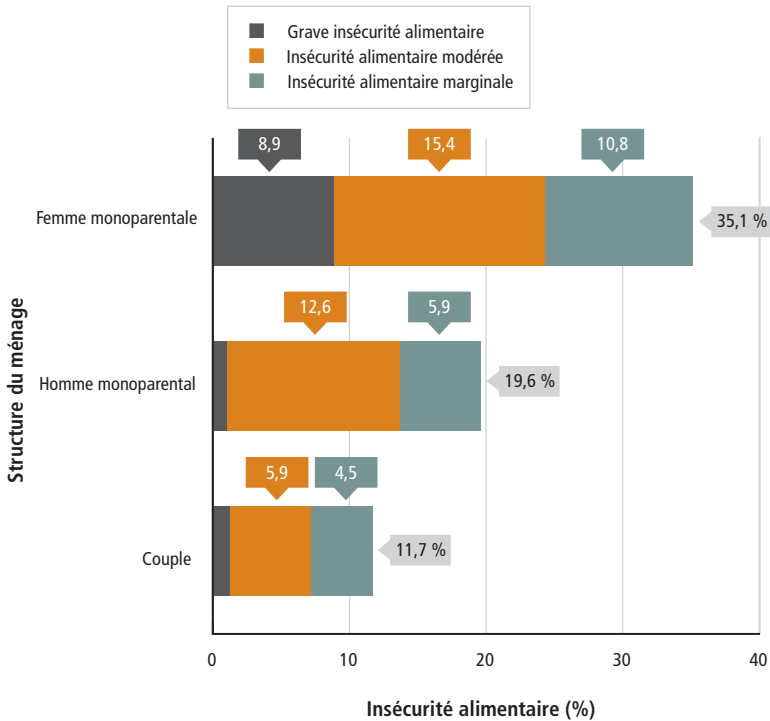
**Figure 3.5**

### Insécurité alimentaire chez les femmes et les Autochtones

Des données compilées à partir de l'Enquête de 2007–2008 sur la santé dans les collectivités canadiennes indiquent que, chez les membres des Premières Nations vivant à l'extérieur des réserves, les Métis, les Inuits et les non-Autochtones, les femmes sont légèrement mais constamment plus susceptibles que les hommes de vivre l'insécurité alimentaire. Dans tous les cas, au Canada, les femmes autochtones sont, d'une manière statistiquement significative, plus susceptibles de vivre l'insécurité alimentaire que les femmes non autochtones.

Même si la différence des pourcentages montrée dans la figure 3.5 est parfois faible, l'insécurité alimentaire est néanmoins constamment plus grande chez les femmes que chez les hommes. Cela peut être dû entre autres au fait que les familles monoparentales sont plus susceptibles d'être dirigées par une femme que par un homme (Gionet et Roshanafshar, 2013). L'ESCC de 2011 (citée par Tarasuk *et al.*, 2013) montre que, pour l'ensemble du Canada, le taux d'insécurité alimentaire était plus élevé dans les ménages dirigés par une femme monoparentale (35,1 %) que dans les ménages dirigés par un homme monoparental (19,6 %) ou dans les ménages dirigés par un couple (11,7 %) (voir la figure 3.6).

Sur la base de leurs travaux au Nunavut, Beaumier et Ford (2010) font valoir que l'on a besoin de plus de recherches pour évaluer les relations entre le sexe et l'insécurité alimentaire. Ils recommandent que cela fasse partie à long terme



Adapté de Tarasuk *et al.*, 2013, avec les autorisations requises

Figure 3.6

### Sécurité alimentaire en fonction de la structure sociale des ménages au Canada, en 2011

Selon des estimations de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2011, l'insécurité alimentaire, peu importe son degré, touche davantage les ménages dirigés par une femme monoparentale que les ménages dirigés par un homme monoparental ou par un couple.

d'une stratégie de santé publique et d'une planification face aux changements climatiques, pour faire en sorte que la santé des Inuits soit comparable à celle de tous les Canadiens. Le comité est d'accord avec cette conclusion et ajoute que des analyses de l'insécurité alimentaire selon le sexe sont essentielles dans le cas de tous les peuples autochtones du Nord, ainsi que pour la population canadienne en général.

### 3.2 LIENS ENTRE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA SANTÉ

Comme on le voit dans le cadre conceptuel du comité (figure 2.1), il y a une relation réciproque entre, d'une part, la sécurité alimentaire et, d'autre part, la santé et le bien-être. L'état de santé peut avoir des effets positifs ou négatifs sur la sécurité alimentaire. Il peut aussi résulter de l'état de sécurité ou d'insécurité alimentaire.

Un certain nombre de mesures sont généralement utilisées pour suivre la santé physique d'une population, dont le poids à la naissance, l'espérance de vie, le taux de mortalité infantile et le taux de mortalité périnatale. On peut également évaluer la santé d'une population à l'aide du niveau relatif de maladies courantes comme les maladies infectieuses, les maladies cardiaques, le diabète et les maladies respiratoires. Beaucoup de ces indicateurs ont nettement des liens avec la sécurité alimentaire. Par exemple, les personnes en état d'insécurité alimentaire sont plus susceptibles de souffrir de malnutrition, d'infections et de problèmes de santé chroniques. Elles ont aussi tendance à être préoccupées par l'accès aux aliments, de ressentir une perte de contrôle et d'avoir des difficultés psychologiques (Lambden *et al.*, 2006). Les conséquences de l'insécurité alimentaire comprennent des problèmes de santé chroniques comme l'obésité et l'anémie, des problèmes de développement de l'enfant, ainsi que le stress pour les parents et tuteurs (Butler Walker *et al.*, 2009). L'insécurité alimentaire a de plus des effets sur la santé mentale, comme la diminution des capacités d'apprentissage, la dépression et l'exclusion sociale. Les blessures physiques doivent également être prises en considération, étant donné les risques liés aux activités de récolte de subsistance dans un environnement en évolution (Nickels *et al.*, 2005).

Reconnaissant l'existence de nombreux indicateurs de santé dans une littérature abondante, le comité a déterminé qu'il était important de choisir un petit nombre d'indicateurs de santé pertinents, afin de mieux comprendre les éléments qui contribuent à la sécurité alimentaire ou qui en résultent (p. ex. apport quotidien en protéines provenant d'aliments commercialisés ou traditionnels). Les paragraphes qui suivent présentent la sécurité alimentaire comme un déterminant de la santé, en mettant l'accent sur un certain nombre d'indicateurs de santé. Ils exposent aussi les lacunes actuelles de nos connaissances en la matière, notamment en ce qui concerne la santé nutritionnelle et environnementale. Beaucoup des données portent sur les Autochtones dans l'ensemble du Canada, mais certaines études récentes portent spécifiquement sur les populations autochtones du Nord (p. ex. Lix *et al.*, 2009; Sarkar *et al.*, 2010). Le comité note que, même si les données sur la santé des Autochtones au Canada ont leur utilité pour cette évaluation, le portrait des maladies et la répartition des facteurs de risque ne sont pas les mêmes dans les populations autochtones du

Nord et du Sud du pays. Les données rapportées ici concernent autant que possible les collectivités autochtones nordiques. Lorsque de telles données ne sont pas disponibles, des statistiques nationales sont utilisées.

L'ESCC donne des renseignements clés sur de nombreux aspects de la santé des Canadiens et comporte des questions sur l'identité autochtone des membres des Premières Nations, des Métis et des Inuits. La Division des statistiques sur la santé de Statistique Canada a regroupé les cycles annuels de l'ESCC de 2007 à 2010 pour créer deux tableaux de données qui couvrent un éventail d'indicateurs de santé pour les Premières Nations, les Métis et les Inuits, de même que pour la population non autochtone. L'ESCC a toujours été utilisée pour décrire la santé des Autochtones; elle exclut cependant les Autochtones qui vivent dans les réserves, de même que les territoires des régions régionales de la santé et des services sociaux du Nunavik et du Conseil cri de la baie James. En outre, l'enquête ne couvre que les 10 plus importantes collectivités du Nunavut, qui représentent environ 70 % de la population du territoire.

Les données de surveillance sont reconnues comme des mesures de la sécurité alimentaire, mais elles ne sont ni largement disponibles ni comparables avec d'autres données. À l'heure actuelle, des données de surveillance de l'insécurité alimentaire peuvent être recueillies de diverses manières, par exemple des enquêtes menées à l'aide de questionnaires. Ces enquêtes ont toutefois l'inconvénient que les données sur l'insécurité alimentaire ne sont pas recueillies d'une manière normalisée qui permettrait de faire des comparaisons. D'autre part, la norme de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en matière d'insécurité alimentaire dans le contexte international fait appel à des mesures anthropométriques de taille, de poids et d'indice de masse corporelle (IMC) chez les enfants et les adultes au sein d'une collectivité donnée sur une certaine période de temps, dans le but d'évaluer la sous-alimentation et la suralimentation (obésité). Ces études visent surtout à détecter la sous-alimentation, notamment la malnutrition, l'insuffisance de poids et les retards de croissance. Le manque de données complètes de surveillance sur la santé des peuples autochtones dans le Nord du Canada pose donc des défis semblables à ceux de la mesure de la sécurité alimentaire (voir ce qui a été dit plus haut sur la coordination des données portant sur des populations différentes).

Les exemples déjà mentionnés de sources de données importantes sur la santé des autochtones comprennent : l'ERSPN (populations des Premières Nations vivant dans des réserves); l'Enquête de Statistique Canada auprès des peuples autochtones (Inuits, Métis, membres des Premières Nations vivant à l'extérieur des réserves, à l'exclusion de certaines collectivités des Premières Nations au Yukon et dans les T. N.-O.); l'Enquête sur la santé des Inuits du Nunavik (populations

inuites du Nunavik); l'Enquête de l'API sur la santé des Inuits (populations inuites de la RDI, du Nunavut et du Nunatsiavut). Pour compléter certains aspects de l'Enquête auprès des peuples autochtones, le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations (CGIPN) s'est associé à AADNC pour la quatrième édition de L'Enquête auprès des peuples autochtones (CGIPN, 2013). L'Enquête régionale sur la petite enfance, l'éducation et l'emploi des Premières Nations (ERPEEEN) sera menée par le CGIPN auprès des membres des Premières Nations vivant dans les réserves et auprès des collectivités des Premières Nations dans tout le Nord du Canada. Les résultats de cette enquête devraient être rendus publics en 2015 (AADNC, 2011).

Les données indiquent que, même si l'état de santé général des Autochtones au Canada n'est pas le même que celui de l'ensemble de la population canadienne, il a connu des améliorations significatives sous certains aspects, comme le montrent la baisse des taux de mortalité infantile et le plafonnement des maladies contagieuses (Gionet et Roshanafshar, 2013). Par contre, l'espérance de vie à la naissance des Nunavois est inférieure de 10 ans à celle des autres Canadiens (GN, 2004), et l'espérance de vie au Nunavik était de 63 ans en 2003–2004, contre 79 ans dans le reste du Québec (Donaldson *et al.*, 2010). Les taux de maladies chroniques et de blessures ont augmenté, et les stratégies visant une prévention et un contrôle efficaces demeurent difficiles à mettre en place<sup>19</sup>. Le comité est réticent à établir une relation directe de cause à effet entre la transition nutritionnelle et la santé dans certains cas, par exemple celui de maladies chroniques comme la tuberculose, dont le nombre de cas est en augmentation (la progression de la tuberculose peut être liée au surpeuplement des logements, au tabagisme et à une moindre résilience immunologique due à de moins bonnes conditions sanitaires).

À l'échelle nationale, les Autochtones sont plus susceptibles que les non-Autochtones d'avoir au moins une affection chronique et des maladies spécifiques comme les maladies cardiovasculaires et le diabète, et ce même en tenant compte des différences concernant les caractéristiques socio-démographiques (Monsalve *et al.*, 2005; Tjepkema, 2006). Les données sont légèrement différentes dans le cas des Autochtones qui vivent dans le Nord du Canada : en 2000–2001, ils étaient moins susceptibles que les Autochtones vivant dans le Sud du Canada de rapporter une affection chronique, à cause de l'accès limité à des services médicaux, et non d'une réticence d'en faire état (Lix *et al.*, 2009). De plus, certaines maladies, dont les maladies cardiaques, l'hypertension artérielle et le diabète, sont moins répandues dans les collectivités nordiques que dans le reste

---

19 Voir la page *Santé des Premières nations et des Inuits* dans le site Web de Santé Canada, à l'adresse <http://www.hc-sc.gc.ca/fniah-spnia/pubs/aborig-autoch/index-fra.php>.

du Canada, mais il y a peu de comparaisons portant sur de multiples maladies (Deering *et al.*, 2009). En 2005–2006 toutefois, la probabilité de rapporter plusieurs facteurs de risque pour la santé avait augmenté chez les populations autochtones nordiques, et les différences dans la prévalence des maladies chroniques étaient moins prononcées entre les populations autochtones du Nord et du Sud du Canada (Lix *et al.*, 2009).

Les taux de blessure chez les peuples autochtones du Nord sont pertinents en matière de sécurité alimentaire, parce que ceux qui chassent et récoltent peuvent être plus à risque de se blesser étant donné la nature des activités de récolte de subsistance (voir le chapitre 5). De plus, Tjepkema (2005) rapporte que même si les blessures non mortelles sont une importante source de préoccupation en matière de santé pour tous les Canadiens, la mortalité et la morbidité dues aux blessures sont proportionnellement plus élevées chez les Autochtones, particulièrement chez les enfants et adolescents inuits : de 2004 à 2008, les blessures ont causé 64 % des décès d'enfants et adolescents dans l'Inuit Nunangat, contre 36 % dans le reste du Canada (Oliver *et al.*, 2012).

Il n'y a pas eu suffisamment de recherches sur les variations des maladies chroniques et de leurs facteurs de risque dans les populations nordiques du Canada. Il semble néanmoins que la santé physique et mentale des populations autochtones du Nord soit en déclin, par comparaison avec celle des Autochtones du Sud du Canada et de celle des non-Autochtones partout au pays (Lix *et al.*, 2009). Les paragraphes qui suivent mettent en évidence les relations entre plusieurs de ces indicateurs de santé et la sécurité alimentaire des populations autochtones du Nord.

**Auto-évaluation de l'état de santé :** Dans une enquête sur la santé, on peut mesurer l'état de santé général en demandant aux répondants de classer leur propre santé sur une échelle de cinq niveaux allant de « médiocre » à « excellente ». Cette façon de faire a démontré sa validité comme indicateur de santé, puisqu'elle permet de prédire des conséquences telles que la mortalité, la morbidité et l'utilisation des services de santé (Young, 2012). D'une manière générale, les Autochtones évaluent leur santé à un niveau inférieur à celui de la population canadienne (Santé Canada, 2004). Suite à l'ESCC, Statistique Canada (2010b) a rapporté qu'en 2006, 60 % des Canadiens disaient être en excellente ou en très bonne santé, contre 53 % des membres des Premières Nations vivant à l'extérieur des réserves, 40 % des membres des Premières Nations vivant dans une réserve ou à proximité (ONSA, 2003), 58 % des Métis adultes (Statistique Canada, 2010b), et 47 % des Inuits (Statistique Canada, 2006a). Ces disparités peuvent correspondre aux conditions socio-économiques et de santé médiocres qui prévalent dans certaines collectivités autochtones (FNMIGBA, 2009).



**Nutrition :** L'insécurité alimentaire est directement liée à de faibles indices d'alimentation saine, qui reflètent une diminution de la consommation de fruits et légumes, de céréales et de produits laitiers, et un apport accru d'énergie provenant d'aliments sucrés (Huet *et al.*, 2011). Il y a également une relation inverse entre l'insécurité alimentaire et la concentration de fer chez les hommes et les femmes qui ont participé à l'Enquête sur la santé des Inuits (Saudny *et al.*, 2012; Jamieson *et al.*, 2012).

Les populations autochtones du Nord ont une diète mixte d'aliments commercialisés et d'aliments traditionnels. La transition nutritionnelle, c'est-à-dire le remplacement d'aliments traditionnels par des aliments commercialisés, fait l'objet du chapitre 7. Donaldson *et al.* (2010) ont examiné les résultats de huit études et ont révélé que les aliments traditionnels comptaient pour 4,3 à 89 % de l'apport total en énergie alimentaire des Autochtones, avec une médiane de 18 % (les pourcentages varient selon le lieu, le milieu urbain ou rural, les collectivités, les ménages et les individus). Les aliments traditionnels sont aussi une source importante de nutriments comme les protéines, les vitamines et les minéraux (Kuhnlein *et al.*, 2002). Il y a par exemple une corrélation entre une augmentation de la consommation d'aliments traditionnels et une augmentation de l'apport en protéines, vitamines D et E, riboflavine, vitamine B6, fer, zinc, cuivre, magnésium, manganèse, potassium (Donaldson *et al.*, 2010) et autres micronutriments (Kuhnlein *et al.*, 2004; Nakano *et al.*, 2005). Des données montrent également que les aliments traditionnels peuvent diminuer le risque de certains types de maladies cardiovasculaires et d'intoxication par des contaminants (Blanchet *et al.*, 2000; Van Oostdam *et al.*, 2005). La transition nutritionnelle, qui comporte une diminution de la consommation d'aliments traditionnels au profit d'aliments commercialisés pauvres en nutriments et à forte teneur en calories, peut accroître le risque de maladies chroniques liées à la diète et aux carences en micronutriments chez les collectivités autochtones (Guyot *et al.*, 2006; Donaldson *et al.*, 2010; Egeland *et al.*, 2011b).

**Obésité et excès de poids :** L'obésité est reconnue comme un problème majeur de santé publique au Canada (ASPC et ICIS, 2011), et les taux d'obésité sont élevés chez les Autochtones (Lix *et al.*, 2009; Willows *et al.*, 2012). De 2007 à 2010, les taux d'obésité des Premières Nations (26 %), des Métis (22 %) et des Inuits (26 %) étaient plus élevés que celui des Canadiens non autochtones (16 %) <sup>20</sup>. Par contre, le taux d'excès de poids était semblable dans tous les groupes. Les enfants autochtones ont également des problèmes de poids. Les

---

20 L'IMC est communément employé pour évaluer le statut pondéral d'une personne, mais il y a des débats à propos des seuils appropriés dans le cas des Inuits, parce que « l'IMC surestime l'adiposité des personnes qui ont un torse long par rapport à leur taille totale » (traduit de Charbonneau-Roberts *et al.*, 2005, cité dans Egeland *et al.*, 2009).

résultats de l'Enquête de l'API sur la santé des Inuits rapportés dans Egeland *et al.* (2010) révèlent une prévalence élevée d'excès de poids (39,3 %) et d'obésité (28,0 %) chez les enfants inuits d'âge préscolaire (de trois à cinq ans); les résultats de l'Enquête régionale de 2008–2010 montrent que 62,3 % des enfants des Premières Nations vivant dans les réserves avaient un excès de poids ou étaient obèses (CGIPN, 2011). Plusieurs études font le lien entre, d'une part, l'excès de poids et l'obésité et, d'autre part, l'insécurité alimentaire<sup>21</sup> (Townsend *et al.*, 2001; Casey *et al.*, 2006; Metallinos-Katsaras *et al.*, 2012), ce qui peut correspondre à la disponibilité et à la consommation croissantes dans les collectivités autochtones nordiques d'aliments commercialisés pauvres en nutriments, denses en énergie et moins coûteux (Kuhnlein *et al.*, 2004; Downs *et al.*, 2009; Egeland *et al.*, 2009; Sheikh *et al.*, 2011).

**Diabète** : Le diabète est l'un des nombreux problèmes de santé liés au poids. La plupart des personnes atteintes de diabète ont un excès de poids ou sont obèses, et les Autochtones ont un risque élevé d'avoir cette maladie (ACD, 2012). Alors que le diabète était rare chez les Autochtones au Canada avant 1940, il a maintenant atteint des proportions épidémiques dans certaines collectivités (Bruce *et al.*, 2003; Young *et al.*, 2000). Selon les données de l'ESCC (2007–2010), les membres des Premières Nations sont notamment plus susceptibles de recevoir un diagnostic de diabète que les non-Autochtones. Cette différence est plus accentuée chez les personnes âgées de 45 ans et plus, où la proportion de diabétiques est de 19 % au sein des Premières Nations et de 11 % chez les non-Autochtones (Gionet et Roshanafshar, 2013). Malgré une légère tendance à la hausse constatée dans les données du Système national de surveillance du diabète, la prévalence du diabète au Nunavut est la plus faible au Canada (Donaldson *et al.*, 2010). Chez les peuples autochtones du Nord, la prévalence du diabète est plus faible chez les Inuits et les Dénés que chez les membres des Premières Nations qui vivent dans les provinces (Young *et al.*, 2000); cette situation va toutefois probablement changer dans un proche avenir, avec la poursuite de la transition nutritionnelle vers des aliments commercialisés importés. L'atteinte de la sécurité alimentaire permettra d'éviter dans l'avenir une épidémie de diabète.

**Maladies cardiovasculaires** : Les maladies cardiaques et les accidents vasculaires cérébraux sont deux des trois premières causes de décès au Canada (FMCA, 2013). Les Autochtones ont un taux de mortalité par infarctus du myocarde

---

21 Huet *et al.* (2012) notent que les études ne s'entendent pas sur l'intensité du lien entre, d'une part, l'insécurité alimentaire et, d'autre part, l'insuffisance ou l'excès de poids. Ils font valoir que les différents résultats sont probablement le reflet de différences dans la gravité de l'insécurité alimentaire, de relations entre le poids corporel et la pauvreté, l'origine ethnique, le sexe, la culture et le stade de transition nutritionnelle, entre autres facteurs.

et des taux des facteurs de risque de maladie cardiaque plus élevés que les autres Canadiens (ICIS, 2013). Les populations des Premières Nations ont un risque de maladie coronarienne plus élevé que les autres Canadiens, en partie à cause de taux plus élevés de tabagisme, d'obésité, d'inactivité physique et de diabète (ICIS, 2013). Il y a un lien indéniable entre, d'une part, l'insécurité alimentaire et la qualité nutritionnelle médiocre de la diète à laquelle elle est associée et, d'autre part, le risque de maladie cardiovasculaire : les acides gras trans, l'ingestion de grandes quantités de sodium et d'alcool, de même que l'obésité, augmentent le risque de maladie cardiovasculaire, mais ce risque est diminué par l'activité physique régulière, les acides gras oméga-3, les fruits et légumes, et une consommation faible à modérée d'alcool (Earle, 2011). Young *et al.* (2007) laissent entendre que, puisque la diète traditionnelle des Inuits contient beaucoup d'acides gras oméga-3 provenant de mammifères marins et de poissons, la consommation de ces aliments traditionnels pourrait réduire les effets de l'obésité sur les maladies cardiovasculaires.

**Santé mentale :** La santé mentale est à la fois une cause et une conséquence de l'insécurité alimentaire. Le bien-être mental concourt à la sécurité alimentaire des collectivités, alors qu'une santé mentale médiocre entraîne une hausse de l'insécurité alimentaire. Une bonne santé mentale dépend des liens que ressentent les individus, les familles et les collectivités entre eux et avec leur passé, leur présent et leur avenir, ainsi qu'avec leur culture et leurs traditions. La prévalence de problèmes de santé mentale comme le suicide, la dépression et l'abus de substances est sensiblement plus élevée dans un grand nombre de collectivités autochtones que dans la population en général (CCS, 2002). Parmi les répondants de la Nation dénée à l'ERSPN, 84 % ont rapporté que l'abus d'alcool et de drogues était une source de préoccupation au sein de leur collectivité (Nation dénée, 2012).

Les activités de chasse et de cueillette ainsi que la consommation d'aliments traditionnels sont considérés comme bénéfiques pour la santé physique et mentale des Inuits et des autres populations autochtones du Nord, à la fois par le lien au territoire que créent la chasse et la cueillette, par les bénéfices culturels du partage et par les bienfaits nutritionnels de la consommation d'aliments traditionnels (Myers *et al.*, 2004; Chan *et al.*, 2006; Ferguson, 2011). Nickels *et al.* (2005) font état des impacts négatifs des changements environnementaux sur l'accès par la glace de mer aux territoires de chasse, sur la stabilité des routes de glace et sur la fiabilité du transport d'aliments commercialisés. Le comité croit que des effets combinés sur la santé mentale résultent de la capacité réduite des individus de pratiquer des aspects de leur mode de vie traditionnel, ce qui affecte la sécurité alimentaire du fait d'un accès réduit aux aliments traditionnels.

### 3.3 CONCLUSIONS

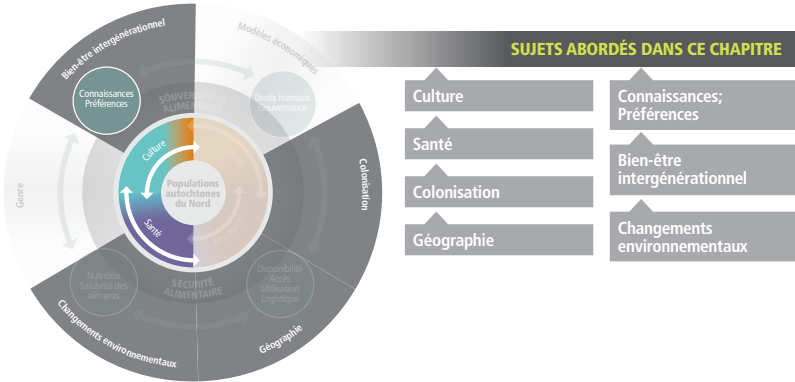
L'insécurité alimentaire est présente partout au Canada, mais elle est ressentie avec plus d'acuité dans certaines populations que dans d'autres. La probabilité d'insécurité alimentaire dans un ménage augmente avec la présence de certaines caractéristiques : ménage dirigé par une femme monoparentale; revenu inférieur à la mesure de faible revenu; ménage autochtone; ménage locataire plutôt que propriétaire de son logement; revenu provenant de l'aide sociale, de l'assurance-emploi ou d'indemnités d'accident du travail. Les ménages avec enfants font davantage état d'une insécurité alimentaire, et des données préliminaires indiquent que les femmes sont plus touchées que les hommes. L'insécurité alimentaire est liée à des conséquences physiques et mentales négatives, comme une diète de piètre qualité, la malnutrition, l'obésité, les maladies chroniques, des résultats scolaires médiocres et le stress familial. Ce problème sérieux de santé publique a des répercussions importantes sur les individus, les familles, les collectivités, le système de soins de santé et l'économie.

# 4

## **Les personnes, la géographie et la culture en tant que facteurs influant sur la sécurité alimentaire**

- **Données démographiques sur les populations du Nord du Canada**
- **Santé et bien-être chez les Autochtones**
- **Caractéristiques géographiques du Nord du Canada**
- **Les conséquences de la dépossession environnementale**
- **Importance culturelle du savoir traditionnel**
- **Conclusions**

## 4 Les personnes, la géographie et la culture en tant que facteurs influant sur la sécurité alimentaire



### Principales constatations

Le Nord du Canada est riche d'une diversité culturelle, écologique, géographique, topographique et climatique. Les différentes personnes, collectivités et cultures de ce vaste territoire font appel à diverses méthodes pour parvenir à la sécurité et à la souveraineté alimentaires.

Divers groupes des Premières Nations, de Métis, et d'Inuits forment une part importante de la population du Yukon (23,1 %) et des T. N.-O. (51,9 %), ainsi que l'écrasante majorité de la population du Nunavut (86,3 %). Le besoin de s'attaquer à l'insécurité alimentaire est d'autant plus pressant que la population autochtone est jeune et en croissance rapide.

Les conséquences de la dépossession environnementale et des processus de colonisation mettent à rude épreuve le tissu social et culturel de nombreuses collectivités autochtones. Ajoutées à des changements environnementaux sans précédent, elles ont de nettes incidences sur les connaissances environnementales locales, la transmission du savoir d'une génération à l'autre, de même que la santé et le bien-être de ces collectivités.

Les Autochtones abordent la santé et le bien-être dans une perspective holistique; ils considèrent que la santé individuelle et le bien-être collectif sont interdépendants et ont la même importance. La santé et le bien-être ont des dimensions mentale, physique, spirituelle, émotionnelle et sociale, et sont liés à la qualité de la terre, de

*suite à la page suivante*

l'air et de l'eau. Cette perspective est particulièrement importante pour comprendre les liens entre la santé et le bien-être des personnes, le bien-être intergénérationnel, ainsi que la sécurité et la souveraineté alimentaires.

Le savoir traditionnel contribue de manière importante à la sécurité alimentaire des peuples autochtones. C'est aussi une source clé d'information qui aide à comprendre la sécurité alimentaire dans le Nord.

Le bien-être intergénérationnel et le bien-être culturel sont à la fois des moteurs et des résultats de la sécurité alimentaire. Les rapides changements sociaux, culturels et environnementaux que connaissent les populations autochtones dans le Nord du Canada sont des obstacles significatifs à l'assimilation du savoir traditionnel au sein de ces populations.

Ce chapitre situe la sécurité alimentaire dans le contexte de la démographie, de la géographie et de certains aspects de la culture autochtone, dont les méthodes d'acquisition du savoir. Il donne brièvement des renseignements démographiques sur les divers peuples autochtones qui vivent dans le Nord du Canada, puis décrit le Nord lui-même, notamment les caractéristiques qui augmentent sa vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Il présente les notions holistiques de santé et de bien-être chez les Autochtones, puis aborde les relations entre culture, santé et sécurité alimentaire, y compris les pratiques traditionnelles qui favorisent la sécurité alimentaire. L'héritage de la dépossession environnementale, et ses effets sur la santé, le bien-être et l'insécurité alimentaire, fait aussi l'objet d'une section de ce chapitre. Une dernière section présente le savoir traditionnel comme un actif commun et un facteur favorisant la sécurité alimentaire : connaissances sur les espèces végétales et animales sauvages, récolte, préparation des aliments. Elle propose aussi des réflexions sur les changements sociaux dans le Nord et leurs conséquences pour la sécurité alimentaire et le bien-être intergénérationnel.

#### **4.1 DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES SUR LES POPULATIONS DU NORD DU CANADA**

Au Canada, les peuples autochtones sont généralement identifiés selon les groupes inscrits dans la Constitution canadienne : les Inuits, les Métis, et les « Indiens » ou Premières Nations. Ces termes sont souvent employés pour la collecte et la classification de l'information. Selon l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM), en 2011, plus de la moitié des 120 495 habitants des territoires, du Nunavik et du Nunatsiavut étaient autochtones (Statistique

Canada, 2013b; 2013c). Ils comprennent des membres de groupes culturels tels que : Premières Nations du Yukon; Dénés, Métis et Gwich'in des T. N.-O.; Inuits du Nunavut et de la RDI des T. N.-O.

Comme le montre le tableau 4.1, la composition de la population autochtone du Nord du Canada varie selon la région et le groupe culturel. Parmi les régions énumérées dans le tableau 4.1, les Inuits représentent la part la plus importante de la population autochtone au Nunavut, au Nunavik (dans le Nord du Québec) et au Nunatsiavut (au Labrador). Selon l'ENM de 2011, la majorité (73,1 %) des Inuits du Canada habitent dans les collectivités de l'Inuit Nunangat<sup>22</sup>, où ils constituent également la majorité de la population totale (Statistique Canada, 2013d). En inuktitut canadien, Inuit Nunangat signifie « patrie des Inuits ». L'Inuit Nunangat comprend les quatre régions touchées par les revendications territoriales des Inuits dans le Nord du Canada : la RDI, le territoire du Nunavut, le Nunavik et le Nunatsiavut (Statistique Canada, 2008). Même si l'Inuit Nunangat totalise plus du tiers des terres du Canada, la plupart de ses 53 collectivités sont isolées et 38 % d'entre elles ont une population de moins de 500 habitants (ITK et CCI, 2012). Il y a 14 collectivités identifiées comme inuites au Nunavik (Nord du Québec), 26 au Nunavut, et 5 au Nunatsiavut (Labrador) (ITK, s.d.).

Tableau 4.1

**Populations autochtones du Nord du Canada, en 2011**

Région géographique	Premières Nations	Inuit	Métis	Population totale d'identité autochtone	Population totale non autochtone	Population totale (autochtone et non autochtone)
Nunavut	125	27 070	130	27 360	4 340	31 700
Territoires du Nord-Ouest	13 345	4 335	3 250	21 160	19 640	40 800
Yukon	6 585	180	845	7 710	25 615	33 325
Nunatsiavut	10	2 325	20	2 360	255	2 615
Nunavik	55	10 750	45	10 880	1 175	12 060

Source des données : Statistique Canada (2013a; 2013c). Résultats de l'ENM de 2011.

\*À cause des erreurs d'arrondi, les estimations et les pourcentages varient légèrement dans les différents produits de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011. Le regroupement ou l'addition de ces données peuvent donner des totaux qui ne correspondent pas exactement à la somme des valeurs individuelles, puisque les sous-totaux sont arrondis séparément.

22 L'*Inuit Nunangat* comprend le territoire de terre, d'eau et de glace, alors que le terme groenlandais *Inuit Nunaat* (parfois employé par Statistique Canada) comprend le territoire terrestre, mais non l'eau et la glace. L'Inuit Tapiriit Kanatami note que le terme *Inuit Nunangat* est plus inclusif et donc préférable. C'est pour cette raison qu'il a été retenu dans ce rapport.



D'autre part, comme le montre le tableau 4.1, les Premières Nations constituent la plus grande partie de la population autochtone dans les T. N.-O. et au Yukon. Il y a notamment 26 Premières Nations distinctes dans les T. N.-O. (AADNC, 2013c), 18 Premières Nations au Yukon (AADNC, 2013c), et 6 collectivités des Premières Nations dans la RDI (AADNC, 2010e). Des Métis vivent également dans les territoires, mais leur population dans ces régions est beaucoup plus faible que celle des Premières Nations et des Inuits.

Dans un contexte plus large, les données de recensement disponibles suite à l'ENM de 2011<sup>23</sup> montrent qu'en 2011, 1 400 685 personnes au Canada s'identifiaient comme Autochtones, dont 60,8 % comme membres des Premières Nations, 32,3 % comme Métis, et 4,2 % comme Inuits (Statistique Canada, 2013d) (la figure 4.1 donne les nombres correspondants). En 2011, les Autochtones représentaient 4,3 % de la population canadienne totale, contre 3,8 % lors du Recensement de 2006, 3,3 % lors du Recensement de 2001, et 2,8 % lors du Recensement de 1996 (Statistique Canada, 2013d)<sup>24</sup>. En 2006, il y avait proportionnellement plus d'Autochtones au Canada (4 %) qu'en Australie et aux États-Unis (2 %), mais moins qu'en Nouvelle-Zélande (15 %) (Statistique Canada, 2008).

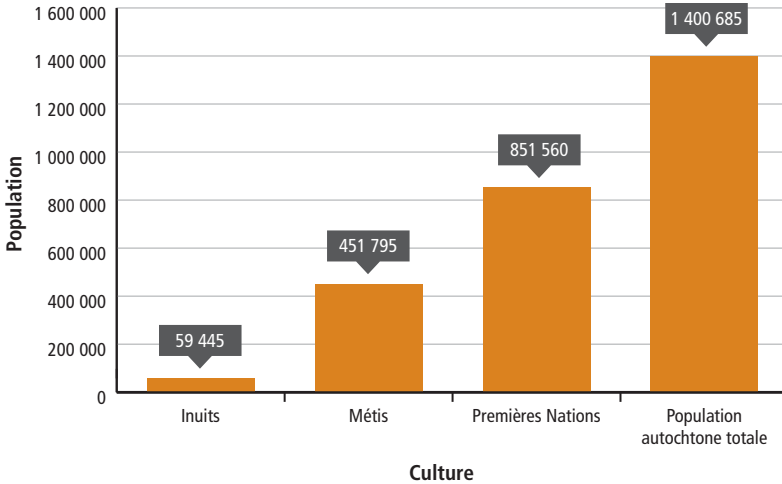
Selon les données de 2011, le plus grand nombre de personnes faisant état de leur identité autochtone au Canada habitent en Ontario (21,5 % de la population autochtone totale), 57,6 % vivent dans l'une des quatre provinces de l'Ouest, et environ 4,5 % de tous les Autochtones vivent dans les trois territoires nordiques (Statistique Canada, 2013d). Même si relativement peu d'Autochtones vivent dans les territoires, ils y constituent une proportion importante de la population totale. Par exemple, 86,3 % de la population du Nunavut s'identifie comme autochtone, de même que 51,9 % de la population des T. N.-O., et 23,1 % de celle du Yukon (Statistique Canada, 2013d) (voir la figure 4.2).

L'âge est également une donnée démographique importante. La population autochtone canadienne est relativement jeune et en croissance rapide, avec un âge médian de 28 ans, contre 41 ans pour les non-Autochtones. La population

---

23 Selon Statistique Canada, 36 des 863 réserves habitées ont été recensées de manière incomplète. Elles n'ont donc pas été incluses dans les résultats de l'ENM. Statistique Canada note que les données manquantes auront surtout un impact dans le cas des Premières Nations et des personnes inscrites en vertu de la *Loi sur les Indiens* (Statistique Canada, 2013b).

24 Les données de Statistique Canada sur les peuples autochtones présentées dans ce rapport peuvent être comparées d'une période à l'autre. Cependant, lorsque l'on fait des comparaisons, il faut tenir compte de légères différences de terminologie et de méthodologie, des modifications législatives portant entre autres sur l'identité autochtone et le statut d'Indien inscrit, des modifications à la définition des réserves, des différences dans la liste des réserves recensées de manière incomplète, ainsi que de la nature volontaire du recensement (Statistique Canada, 2013b).



Source des données : Statistique Canada, 2013b, à partir de données de l'ENM 2011

Figure 4.1

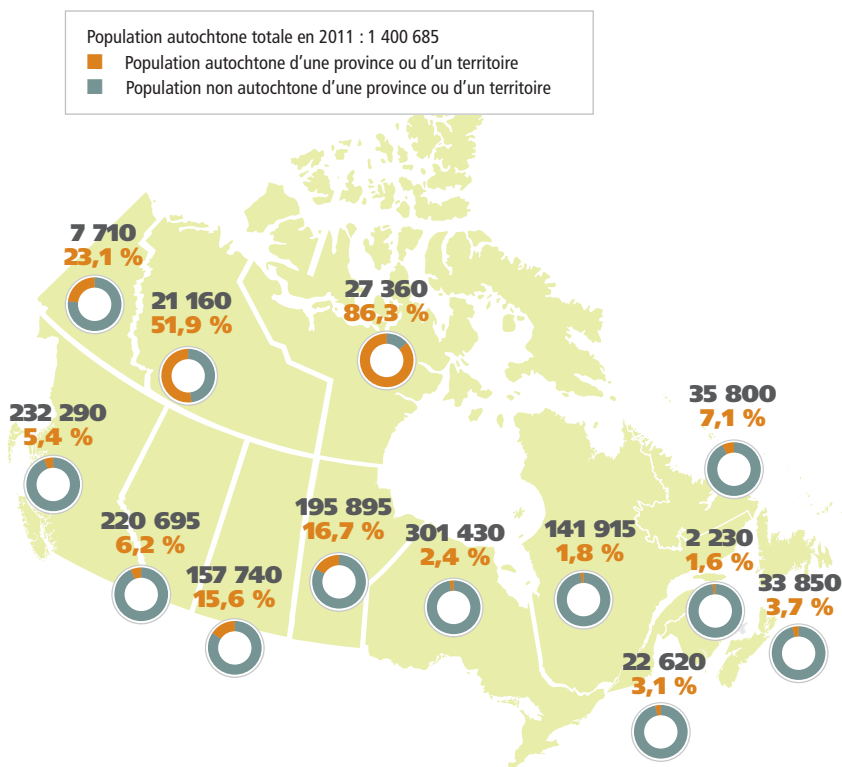
#### Population par identité autochtone au Canada, en 2011

Il est à noter que la somme des populations indiquées pour les Inuits, les Métis et les Premières Nations n'est pas égale à 1 400 685 (population autochtone totale). Les trois premières barres ne donnent que le nombre de personnes ayant une seule identité autochtone. Moins de 3 % des répondants à l'Enquête nationale auprès des ménages 2011 ont déclaré avoir plusieurs identités autochtones ou une identité autochtone non incluse ailleurs.

inuite est la plus jeune de tous les Autochtones, avec un âge médian de 23 ans (Statistique Canada, 2013d). Les taux de fécondité plus élevés et l'espérance de vie plus faible sont cités comme principales raisons de ces observations (Statistique Canada, 2011). Les enfants et les jeunes de moins de 24 ans forment presque la moitié (46,2 %) de la population autochtone totale, contre 29,5 % des non-Autochtones (Statistique Canada, 2013d).

## 4.2 SANTÉ ET BIEN-ÊTRE CHEZ LES AUTOCHTONES

Il y a des ressemblances et des différences dans la manière dont les peuples autochtones définissent la santé et sa signification. Parmi les points communs, la perspective holistique de la santé comprend généralement les dimensions mentale, physique, spirituelle, émotionnelle et sociale. La santé et le bien-être des individus et des collectivités sont interdépendants et d'une importance égale (ONSA, 2007). Comme Vukic *et al.* (2011) le proposent, le modèle autochtone du bien-être fait intervenir les composantes physique, émotionnelle, mentale et spirituelle d'une personne, de même que ses liens avec sa famille élargie, la collectivité et le territoire. Dans ce contexte, la santé ne se limite pas à la



Reproduit de AADNC, 2013a, avec les autorisations requises  
Source des données : ENM, 2011

Figure 4.2

### Pourcentages d'Autochtones et de non-Autochtones dans la population canadienne, en 2011

Cette figure donne la population des Autochtones partout au Canada. Les nombres et les pourcentages représentent respectivement, pour chaque province ou territoire, la population autochtone totale et le pourcentage de la population qu'elle représente.

santé individuelle ou à la santé physique (voir le chapitre 3); elle comprend les éléments relationnels de la vie au sein de la collectivité (Birch *et al.*, 2009). Le Centre de collaboration nationale de la santé autochtone de l'Université du Nord de la Colombie-Britannique (CCNSA, 2012) propose une définition qui tient compte de ces importantes considérations :

La santé indigène apparaît comme les fils interreliés d'une toile d'araignée dans laquelle des problèmes comme la pauvreté, les séquelles de la colonisation, l'emplacement géographique, le rapport à la terre, le sexe, la

sécurité alimentaire, l'éducation et les autres facteurs croisent le parcours des individus, des familles, des communautés, des nations et des peuples. Cette approche plus holistique de la santé tire ses racines du savoir et de la manière d'être indigènes, et constitue une étape importante au-delà du concept de la santé défini en opposition à la maladie découlant d'une cause et d'un effet biomédical donné ou encore d'un mode de vie.

Même s'il y a des points communs dans les caractéristiques holistiques et relationnelles de la santé et du bien-être, il est également important de reconnaître les différences et la diversité de ces concepts chez les Autochtones. Elles sont le reflet d'importantes différences historiques, sociales, culturelles et politiques entre les Métis, les Premières Nations et les Inuits (voir l'encadré 4.1 et les paragraphes qui suivent). Par exemple, des recherches menées par l'ancien Centre métis de l'ONSA ont relevé que les Métis ont une notion holistique large de la santé, selon laquelle le bien-être individuel inclut les dimensions spirituelle, mentale, émotionnelle et physique de la personne. Pour les Métis, la santé est en outre directement liée aux structures communautaires et familiales, sur les plans social et écologique (Chartrand, 2011). Dans le passé, lorsqu'ils en avaient les moyens, les Métis avaient recours à la médecine occidentale pour traiter la maladie, mais ils se fiaient aussi à leur héritage autochtone, dont les enseignements traditionnels de la médecine fondée sur le savoir autochtone (Chartrand, 2011). Selon le Centre métis, cela a pour conséquence que les Métis ont des notions de la santé communes avec les autres Autochtones, mais que leur histoire a résulté en une combinaison différente de pratiques traditionnelles et occidentales en matière de santé.

Selon le Centre des Premières Nations (CPN), qui était hébergé par l'ONSA<sup>25</sup>, la santé est une notion holistique dans la culture des Premières Nations : elle naît d'un équilibre entre les aspects physique, mental, émotionnel et spirituel de la vie (CPN, 2012). Dans la culture de certaines Premières Nations, la santé repose également sur les sept préceptes ancestraux de sagesse, amour, respect, bravoure, honnêteté, humilité et vérité (CPN, 2012). Pour beaucoup d'entre elles, la Roue de la médecine (qui englobe les dimensions mentale, émotionnelle, spirituelle et physique) est un symbole de guérison et d'interconnexion, et constitue un fondement holistique d'interactions pacifiques et de croissance personnelle (Lane *et al.*, 2002; Archibald *et al.*, 2012). Les nombreuses versions de la Roue de la médecine illustrent la diversité des peuples et des traditions des Premières Nations. Les interprétations de ce concept sont fondées sur des notions communautaires imprégnées de diverses significations issues de contextes culturels, pratiques et usages spécifiques.

---

25 Le gouvernement fédéral, par le truchement de Santé Canada, a mis fin à tout financement de l'ONSA en juin 2012.

Enfin, l'Inuit Tapiriit Kanatami, l'organisation nationale inuite qui représente quatre régions inuites du Canada, explique que les Inuits ont eux aussi une vision holistique de la santé et croient qu'une amélioration des conditions socio-économiques actuelles se traduirait par une amélioration de leur santé en général (ITK, 2007). Les spécialistes actuels de la santé des Inuits semblent beaucoup insister sur les répercussions sur les Inuits, leurs pratiques traditionnelles et leur mode de vie, des changements culturels rapides qui surviennent dans le Nord (Richmond, 2009; Kral *et al.*, 2011). Par exemple, Richmond (2009) fait remarquer que le changement de mode de vie des Inuits, en particulier le passage d'une économie traditionnelle à une économie de marché, a eu des conséquences considérables sur leur santé sociale, culturelle, économique et physique, même si les voies et processus qui relient cette transition et les déterminants sociaux de la santé des Inuits n'ont été explorés que de manière superficielle. Le lien entre le déclin de la participation aux activités traditionnelles et celui de la santé et du bien-être collectif des Inuits montre comment la santé a été et est encore enracinée dans les relations avec le territoire et les pratiques culturelles fondées sur la terre; ce thème est présent dans la plupart des travaux qui cherchent à définir la santé pour toutes les populations autochtones.

La plus grande partie de la littérature sur la santé des Autochtones est surtout de nature épidémiologique. Les déterminants sociaux de la santé des Autochtones, les contextes dans lesquels ils influent sur le bien-être, ainsi que les mécanismes en cause, y occupent une place limitée (Loppie Reading et Wien, 2009). Les recherches menées au Centre de collaboration nationale de la santé autochtone par Loppie Reading et Wien (2009) constituent un exemple de la manière dont les inégalités dans les déterminants sociaux de la santé peuvent empêcher d'aborder les disparités des populations autochtones en matière de santé. Les auteurs ont établi que les comportements en matière de santé, le milieu physique, l'emploi et le revenu, l'éducation et l'insécurité alimentaire sont des déterminants qui ont des répercussions directes sur le bien-être. Les systèmes de soins de santé, les systèmes d'éducation, les infrastructures communautaires, la gestion environnementale et la continuité culturelle sont à l'origine de beaucoup de ces déterminants. De plus, des facteurs socio-politiques et économiques comme les processus de colonisation, le racisme et l'autodétermination ont été mis en évidence à titre de déterminants ayant l'influence la plus « profonde » sur la santé de la population (Loppie Reading et Wien, 2009). Le comité convient que plus de recherches dans ce domaine constitueraient une étape importante sur la voie de l'amélioration de la santé et du bien-être chez les peuples autochtones.

#### Encadré 4.1

#### « Être en vie, bien » : un concept des Cris de Whapmagoostui

Même si la conceptualisation de la santé d'une collectivité donnée ne peut être généralisée à tous les Autochtones qui vivent au Canada, la notion de *miyupimaatsiun*, ou « être en vie, bien », des Cris de Whapmagoostui constitue un exemple précis et donne une définition plus générale de la « santé holistique » des Autochtones. Adelson (1998) explique que *miyupimaatsiun* intègre les notions de bien-être, santé, collectivité, territoire, savoir et pratiques traditionnels, ainsi que, fait à souligner, la consommation d'aliments traditionnels « sauvages » des Cris. Elle fait valoir que cette notion distinctive de santé des Cris est issue d'une perspective culturelle et historique particulière et que, tout comme la santé est toujours définie et réalisée dans le cadre de contraintes sociales et culturelles, il en va de même de *miyupimaatsiun* (Adelson, 1998).

Adelson montre que « être en vie, bien » va au-delà d'une définition différente de la santé (par rapport à celle du modèle biomédical de l'Occident). C'est un aspect de l'« identité crie » lié non seulement à la géographie et au territoire, mais intimement intégré à la santé de ce territoire, aux aliments qu'il procure et au droit d'y accéder. La définition holistique de la santé repose ici sur un lien avec le territoire qui imprègne le sens de l'identité crie et sur lequel repose la politique d'autonomie. Ce cadre théorique permet de mieux comprendre des notions de la santé intimement intégrées à l'identité, à la politique, à la géographie et à l'histoire, d'une manière qui correspond aux définitions, aux interprétations et aux actions relatives à la santé des Autochtones, à la santé et au bien-être intergénérationnels, ainsi qu'à la santé des collectivités.

### 4.3 CARACTÉRISTIQUES GÉOGRAPHIQUES DU NORD DU CANADA

« Les plantes et nous-mêmes sommes très semblables : nous grandissons tous sur la terre. » [traduction]

— Jimmy Memogana, d'Ulukhaktok, dans Bandringa *et al.* (2010)

Le littoral étendu, la glace de mer, le chapelet d'îles, de même que la toundra, la limite des arbres, la forêt boréale et le grand nombre de lacs distinguent le Nord du Canada du reste du pays. Le Nord du Canada est riche d'une diversité culturelle, écologique, géographique, topographique et climatique. Pour

comprendre bon nombre des réalités de la vie dans les collectivités nordiques du Canada, il est essentiel de tenir compte de leur isolement. Dans le Nord du Canada, les paysages, la faune et la flore, les coutumes et les moyens d'existence sont très variés. De l'intérieur du Bouclier canadien dans le Nord de l'Ontario aux régions côtières du Nunavik et du Labrador, des monts Selwyn et des Rocheuses au Yukon et dans les T. N.-O., à la pointe nord-est de l'Île glacée d'Ellesmere, les habitants ont élaboré des modes de vie adaptés à leur milieu. Lorsque l'on réfléchit à propos du Nord du Canada, il ne faut pas oublier les relations des peuples autochtones avec le territoire, ou la géographie, qui ont des liens explicites avec la santé, le bien-être et la sécurité alimentaire.

Pour les Autochtones du Canada, comme pour tous les peuples autochtones de la planète, le lien avec le territoire est un élément central de l'identité culturelle et du mode de vie (ONU, 2008), de même qu'un fondement de la santé et du bien-être (Richmond et Ross, 2009). Pour beaucoup d'entre eux, la santé et le bien-être des personnes et de la collectivité sont intimement liés à la santé du territoire lui-même (Parlee *et al.*, 2005). Comme le disait un aîné cri de Chissasibi : « Si la terre n'est pas en santé, comment pouvons-nous l'être? » (Adelson, 2000). Les membres de la Première Nation dénée Lutsel K'e (T. N.-O.) ont défini la terre comme une pierre angulaire de la culture dénée (Parlee *et al.*, 2007). Ils ont dit que la chasse, la visite de sites spirituels, et le seul fait d'être dans la nature revêtaient une « profonde importance » pour le sentiment de bien-être des gens. Comme l'expliquait le Déné de Lutsel K'e Maurice Lockhart :

Quand la solitude vous pèse, vous devez faire quelque chose. Peut-être aller marcher dans la forêt. Lorsque vous arrivez au sommet d'une colline et que vous voyez tout ce paysage magnifique autour de vous, les arbres, les montagnes, les lacs et leurs rivages, c'est tellement beau que vous vous demandez qui a fait tout cela pour vous. Et c'est alors que vous oubliez votre solitude. (traduit de Parlee *et al.*, 2007)

Fait important, la géographie détermine : quels types d'aliments traditionnels sont disponibles; quelles pratiques traditionnelles permettent de recueillir, piéger, chasser et pêcher ces aliments; quel savoir traditionnel émerge de l'environnement. Même si tout écosystème est dynamique, les changements qui surviennent dans les contrées nordiques à l'heure actuelle sont plus rapides que ceux indiqués par les tendances historiques récentes. Ces changements touchent à leur tour les activités traditionnelles et la culture des habitants du Nord. Cela a des répercussions sur leurs moyens d'existence, y compris le type et l'étendue des possibilités de récolte d'aliments locaux.

#### 4.4 LES CONSÉQUENCES DE LA DÉPOSSESSION ENVIRONNEMENTALE

La notion de dépossession environnementale a une grande pertinence en ce qui concerne la question de la sécurité alimentaire, car elle désigne le processus selon lequel l'accès des peuples autochtones aux ressources de leurs milieux et collectivités traditionnels est diminué par des pratiques approuvées ou du moins tolérées par l'État. Le comité est d'avis que les formes directes et indirectes de dépossession environnementale et les répercussions plus larges des processus de colonisation nuisent à la capacité des peuples autochtones de compter sur eux-mêmes. Le comité note également les conséquences négatives de ces facteurs sur la santé mentale et physique des collectivités touchées, conséquences qui ont des incidences sur la sécurité alimentaire (Richmond et Ross, 2009).

Les formes directes de dépossession environnementale font intervenir des processus, par exemple les activités industrielles et la montée de la contamination, qui empêchent physiquement l'utilisation du territoire et peuvent rompre les liens des populations avec les aliments traditionnels ou avec les ressources dont ils ont besoin pour poursuivre leurs activités quotidiennes. Un bon exemple de cette forme de dépossession est donné par le déménagement forcé des Inuits de Nutak et d'Hebron dans les années 1950, où les membres de la collectivité ont été forcés de déménager dans de nouveaux milieux sur lequel leur savoir écologique ou traditionnel était limité, tout en imposant une pression supplémentaire sur la collectivité d'accueil :

La présence soudaine de centaines de nouveaux résidents a accru la pression sur les ressources locales [...] ébranlant les capacités de ces milieux et affectant tous les aspects de l'économie locale [...]. Le fait de dépeupler la côte au nord de Nain a isolé les Inuits de la région biologiquement la plus riche du Labrador. Il leur fallait faire des trajets difficiles et coûteux pour retourner à leurs camps de chasse et de pêche traditionnels. (traduit de Evans, 2012)

Les formes indirectes de dépossession résultent de politiques, de règlements ou d'activités de développement qui visent à couper les liens des peuples autochtones avec leur territoire et avec les connaissances qu'il leur procure. Le meilleur exemple de ce type de dépossession est probablement l'expérience des pensionnats autochtones (Waldram *et al.*, 2006), qui remonte aux années 1870. Le dernier de ces 130 pensionnats a fermé ses portes en 1996 (CVRC, s.d.). Plus de 150 000 enfants des Premières Nations, métis et inuits ont été placés de force dans des écoles financées par le gouvernement et administrées par des communautés religieuses, conçues pour éliminer l'intervention des



parents dans le développement intellectuel, culturel et spirituel de ces enfants. En l'absence de savoir traditionnel, la capacité des générations successives de vivre de leur territoire a diminué ou a complètement disparu. La perte de transmission des connaissances et du savoir-faire d'une génération à l'autre a de nettes conséquences sur la sécurité alimentaire. De plus, les effets des pensionnats se sont fait sentir pendant des générations, contribuant à des problèmes sociaux permanents et envahissants (Waldram *et al.*, 2006).

Dans le contexte contemporain, les conséquences de la dépossession environnementale ont altéré de manière importante le tissu social et culturel constituant l'identité de nombreuses collectivités autochtones (Richmond et Ross, 2009; Borrows, 2010). Elles ont aujourd'hui des effets indéniables sur les connaissances environnementales locales et la transmission des connaissances d'une génération à l'autre dans les collectivités autochtones. Ceci est illustré par Big-Canoe et Richmond (2013), qui ont constaté que chez les jeunes Anichinabés, de forts liens sociaux et l'accès au territoire sont perçus comme également cruciaux pour le transfert de connaissances d'une génération à l'autre. Richmond et Ross (2009) font valoir que la dépossession environnementale est à l'origine des injustices vécues par les collectivités autochtones dans le contexte moderne sur le plan social et en matière de santé.

#### 4.5 IMPORTANCE CULTURELLE DU SAVOIR TRADITIONNEL

Comme on l'a mentionné au chapitre 2, le savoir traditionnel est une source précieuse de données pour cette évaluation. Il représente toutefois bien davantage qu'une mine d'information. McGregor (2004) explique pourquoi il est crucial de prendre en considération la composante culturelle du savoir traditionnel : « Les peuples autochtones définissent le savoir traditionnel (ou le savoir écologique traditionnel) comme beaucoup plus qu'un ensemble de connaissances. Ils en parlent comme d'un "mode de vie", ils le conçoivent comme quelque chose que l'on fait. » [traduction]. Étant vivant, le savoir traditionnel comprend les connaissances du passé récent et lointain, celles qui sont acquises aujourd'hui et celles qui seront acquises dans l'avenir (ITK, 2012) — autrement dit, un savoir qui s'est développé au cours des millénaires et qui se transmet de génération en génération. C'est une manière systématique de penser, appliquée aux phénomènes des systèmes biologiques, physiques, culturels et spirituels qui ont une importance vitale pour le maintien de la culture, des moyens d'existence et du bien-être.

On peut concevoir le savoir traditionnel comme un « ensemble intégré » comprenant des systèmes de classification des espèces végétales et animales sauvages, des systèmes traditionnels de gestion et les institutions sociales qui les régissent, ainsi que des conceptions du monde (Berkes, 2008). Le Centre

de collaboration nationale de la santé autochtone explique brièvement une partie de l'importance du savoir traditionnel pour les Inuits. Non seulement l'*Inuit Qaujimajatuqangit* (« ce que les Inuits ont toujours tenu pour être vrai ») englobe toutes les connaissances (et n'est donc pas facile à définir en un mot), mais l'enracinement dans le savoir traditionnel contribue au bien-être personnel tout en alimentant un sens collectif et culturel de la santé et du bien-être qui soutient les Inuits depuis des générations (Tagalik, 2010). Le savoir traditionnel peut en outre être conçu comme un élément majeur de la sécurité alimentaire en ce qui concerne les aliments traditionnels : connaissance des espèces végétales et animales sauvages; quand, où et quoi récolter; méthodes de conservation des aliments; règles morales et sociales ainsi qu'institutions de la société qui régissent la préparation, le partage et la consommation des aliments (voir l'encadré 4.2).

L'importance du savoir traditionnel a été soulignée par le jugement rendu par la Cour suprême en 1997 dans l'affaire *Delgamuukw c. Colombie-Britannique*, qui a confirmé les titres autochtones sur des terres de la Colombie-Britannique. Le jugement a de plus confirmé que les tribunaux doivent être prêts à utiliser la tradition orale, y compris des contes et chants traditionnels des Autochtones, comme données probantes pour déterminer et établir de tels titres (CSC, 1997).

Berkes (2008) attire l'attention sur le fait que dans le Nord du Canada, les peuples autochtones parlent souvent de leur « connaissance du territoire » plutôt que de « savoir écologique ». Cependant, pour les peuples autochtones du Nord, le territoire englobe davantage que le paysage physique; il comprend l'environnement vivant. Suivant en cela Legat *et al.* (1995), Berkes note que le terme déné tlichio (athapascan) *ndè* est généralement traduit par « territoire ». Mais sa signification se rapproche plutôt de celle d'« écosystème », à ceci près que la notion de *ndè* repose sur l'idée que tout ce qu'il y a dans l'environnement possède la vie et un esprit (Legat *et al.*, 1995).

Le savoir traditionnel à propos de l'environnement local, combiné au savoir-faire connexe concernant la récolte, les déplacements, ainsi que la transformation des aliments, peut être conçu comme un ensemble de pratiques culturelles nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire. Même si de nombreuses espèces ne sont disponibles qu'à certains moments de l'année et dans des régions précises, les peuples autochtones du Nord ont développé le savoir traditionnel, le savoir-faire et la souplesse voulus pour récolter des espèces végétales et animales indigènes (Nuttall *et al.*, 2005). Comme on l'indique dans l'ouvrage *Arctic Climate Impact Assessment*, de nombreuses recherches montrent que la récolte et les activités connexes, en plus d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, « réaffirment les valeurs et attitudes fondamentales à l'égard des animaux et de l'environnement, et fournissent une base morale de la continuité entre générations » (traduit de Nuttall *et al.*, 2005). En se servant de l'exemple de la chasse au phoque dans le Nord du Canada et au Groenland,

#### **Encadré 4.2**

#### **Savoir traditionnel, territoire et transmission du savoir intergénérationnel**

« Depuis des temps immémoriaux, nous avons été placés ici pour prendre soin de la terre. Nos grands-pères n'ont pas abusé de la terre, et c'est notre tour de transmettre notre savoir à la jeune génération. Ce que nos ancêtres ont conservé tout ce temps est très précieux, et nous l'avons maintenant entre nos mains. Notre Créateur nous a confié la responsabilité de prendre soin de ce que nous avons. Si nous ne le faisons pas, nous perdrons un jour notre propre culture. » [traduction]

— John Petagumskum, dans McDonald *et al.*, 1997

les auteurs attirent l'attention sur les règles locales à la fois complexes et précises qui régissent le partage et la répartition de chaque récolte, et sur le fait que presque toutes les parties de l'animal sont utilisées à diverses fins. Ils notent que même si une proportion croissante de la population ne participe pas directement à la récolte, les recherches montrent que celle-ci demeure importante non seulement pour ceux qui y participent directement, mais aussi pour la collectivité élargie.

Comme l'ont constaté des organismes autochtones et des chercheurs, la transmission de ce savoir d'une génération à l'autre est d'une importance vitale pour la santé et le bien-être des individus et des collectivités. Ainsi que le souligne le comité dans son cadre conceptuel (voir la figure 2.1), le bien-être intergénérationnel est *nécessaire* à la sécurité alimentaire, puisque la santé et le bien-être des collectivités et des individus leur permettent de « transmettre les valeurs nécessaires pour soutenir le groupe à travers le temps » (traduit de Blackstock, 2008); il est aussi un *résultat* de la sécurité alimentaire, parce que l'accès à des aliments traditionnels et commercialisés nutritifs favorise la santé et le bien-être. Le bien-être intergénérationnel favorise la santé de la collectivité, tout en renforçant l'identité culturelle, le lien avec le territoire, le sens d'objectifs communs et le sentiment d'appartenance (Barnhardt, 2005; Tagalik, 2010).

Pour donner des exemples de transmission des connaissances d'une génération à l'autre, Nuttall *et al.* (2005) montrent comment, à un jeune âge, les garçons des familles qui pratiquent la chasse au phoque au Canada et au Groenland partent à la chasse avec leur père, et commencent ainsi à acquérir le savoir-faire et les connaissances voulus pour devenir de bons chasseurs et pourvoyeurs.

Ohmagari et Berkes (1997) rapportent comment les méthodes traditionnelles d'éducation fondées sur l'observation et l'apprentissage dans la nature ont permis la transmission des connaissances traditionnelles des femmes dans deux collectivités criées moskégons, ou « gens du marais », de la baie James en Ontario — par exemple la préparation de pièges et de filets, le tannage de peaux d'animaux et le fumage des oies. On a fait des constatations semblables dans des régions inuites (Pearce *et al.*, 2011). Des jeunes chasseurs de sexe masculin de l'île Holman (T. N.-O.) ont rapporté en entrevue des souvenirs de voyages de chasse en traîneau à chiens ou en motoneige avec leur père (et parfois leur mère) (Condon *et al.*, 1995). Les souvenirs et les connaissances historiques de l'évolution du temps et du climat (et ses conséquences pour la faune et la flore) sont révélés et transmis aux jeunes générations par la tradition orale et des observations contemporaines (Nuttall *et al.*, 2005). Noongwook *et al.* (2007) décrivent comment le savoir concernant la chasse à la baleine boréale à un endroit de l'île Saint-Laurent, en Alaska, a été préservé avec succès par la tradition orale même si ce site n'avait pas été exploité depuis près d'un siècle. La qualité de ce savoir est démontrée par le succès de la reprise de cette chasse lorsque c'est nécessaire. Voir dans l'encadré 4.3 des citations qui illustrent l'importance de la transmission des connaissances d'une génération à l'autre pour la sécurité et la souveraineté alimentaires.

En plus d'enrichir la connaissance scientifique des événements climatiques du passé, ces histoires nous renseignent aussi sur les réponses qui ont aidé les collectivités à s'adapter au changement (Nuttall *et al.*, 2005) (voir l'encadré 4.4). Cependant, Condon *et al.* (1995), Ohmagari et Berkes (1997) et Pearce *et al.* (2011) insistent aussi sur le fait que les changements sociaux, économiques, politiques et climatiques ont des effets croissants et importants sur la transmission des connaissances d'une génération à l'autre. Même si la résilience des collectivités autochtones est facilitée par les pratiques d'adaptation dont les générations passées ont fait preuve, les jeunes générations semblent davantage vulnérables, à cause de leur manque d'expérience de la chasse, de leur plus grande expérience de l'éducation, de la culture et des technologies du Sud (Pearce *et al.*, 2006), ainsi que du nouveau contexte social qui leur donne moins de contacts avec des chasseurs expérimentés ayant le savoir traditionnel voulu (Ford *et al.*, 2006). Le chapitre 7 aborde plus en détail les effets de la transition d'une économie de subsistance à une économie fondée sur la rémunération dans le Nord du Canada, ainsi que ses conséquences sur les activités de récolte et la sécurité alimentaire.

La jeunesse, la croissance rapide et la dispersion géographique de la population du Nord du Canada ont de nombreuses incidences sur la santé, le bien-être et la sécurité alimentaire des peuples autochtones du Nord. L'accès de

### Encadré 4.3

#### Importance des activités de récolte et de la transmission des connaissances d'une génération à l'autre

« Pourquoi la chasse est-elle importante pour moi? La tradition, je suppose. Nous avons besoin d'aliments traditionnels, et les enfants doivent apprendre comment nous avons grandi. Ils aiment sortir aussi. C'est bon pour eux et pour moi d'aller à la chasse. C'est le meilleur loisir que l'on puisse imaginer. Il fait froid parfois, mais il faut y aller. » [traduction]

« Je me rappelle quand j'étais plus jeune, je voyageais avec mon père en traîneau à chiens. Nous passions beaucoup de temps au printemps à Kaoraokut. Mon père devait traverser des crevasses qui s'étaient formées dans la glace de mer. Pour cela il construisait des ponts avec des morceaux de glace. Je me souviens très bien de ces expéditions. » [traduction]

— Réponses de deux jeunes hommes inuits (de Holman), rapportées dans l'article de Condon *et al.* (1995) sur la chasse de subsistance

cette population en croissance aux ressources humaines et services voulus, à l'éducation et à l'acquisition du savoir-faire est un déterminant qu'il est important de prendre en considération (Statistique Canada, 2008). Le comité a noté les déterminants culturels de la santé qui peuvent aussi être affectés par ces changements démographiques et géographiques — transmission du savoir traditionnel d'une génération à l'autre, transmission de la langue, rôles sociaux, normes culturelles —, ainsi que les effets de ces déterminants culturels sur l'accès aux aliments et leur disponibilité.

Dans le contexte autochtone, la langue « n'est pas seulement un moyen de communication, mais également ce qui lie les gens à leur passé et jette les fondements de leur vitalité sociale, émotive et spirituelle » (Norris, 1998). Même si la question de la langue n'est pas un facteur central de la sécurité alimentaire, elle fait partie du contexte élargi dans lequel s'inscriront des solutions durables en matière de sécurité alimentaire. Selon l'ENM de 2011, 17,2 % des répondants d'identité autochtone ont déclaré être capables de soutenir une conversation dans une langue autochtone, dont 63,7 % des Inuits, 22,4 % des membres des Premières Nations et 2,5 % des Métis (Statistique Canada, 2013c). Il s'agit d'une baisse de 2 % par rapport à 2006, malgré une augmentation de 20,1 % de la population d'identité autochtone (Statistique Canada, 2013b). Parmi les conséquences indirectes de l'urbanisation et des

#### **Encadré 4.4**

#### **Territoire, culture et savoir traditionnel dans l'Arctique en évolution**

« Nous sommes capables de nous adapter. Il n'y a pas de doute à ce sujet. Nous avons dû le faire dans le passé. C'est comme cela que nous avons traversé les saisons pour chasser les animaux. Nous avons assez bien traversé la tempête de la modernisation — passant des traîneaux à chiens aux motoneiges, voyageant en avion, passant des igloos à des logements permanents, et aussi bien sûr de l'environnement, notre supermarché naturel, à des magasins installés dans nos villages —, tout cela en quelques décennies.

« Tout cela n'a pas été sans conséquences. Mais nous avons toujours eu notre territoire, notre milieu et notre climat très prévisibles, et la sagesse de nos chasseurs et de nos aînés, acquise au cours des millénaires — qui nous ont aidés à nous adapter à la situation. La culture de la chasse n'est pas bien comprise — il ne s'agit pas seulement de tuer ou de poursuivre des animaux. En fait, le vrai processus de la chasse est extrêmement puissant. L'alimentation et la chasse symbolisent ce que cela signifie pour nous d'être des Inuits. Ce savoir-faire et ces traditions sont transmis de génération en génération. » [traduction]

— Sheila Watt-Cloutier, ancienne présidente du Conseil circumpolaire inuit, citée dans White et Sheppard, 2011

changements démographiques, il faut mesurer les occasions d'échanges intergénérationnels, qui permettent l'apprentissage des langues autochtones. Par exemple, les résultats du Recensement de 2011 ont révélé que, dans les subdivisions de recensement où une proportion élevée (70 % ou plus) de la population disait avoir une langue autochtone comme langue maternelle, la plupart des gens (97 %) dont la langue maternelle était autochtone parlaient cette langue à la maison. Les gens étaient moins susceptibles (63 %) de parler leur langue maternelle autochtone à la maison dans les subdivisions de recensement où la proportion de la population disant avoir une langue autochtone comme langue maternelle était faible (moins de 30 %) (Statistique Canada, 2012a). Les personnes plus âgées font état d'une connaissance des langues autochtones dans une proportion plus élevée que les jeunes générations; en 2006, dans la population d'identité autochtone, 18 % des enfants âgés de 14 ans ou moins connaissaient une langue autochtone, contre 37 % des personnes âgées de 75 ans ou plus (Statistique Canada, 2010a). Ces statistiques montrent une tendance préoccupante qui a été mise en évidence lors du Symposium de

2013 sur la sécurité alimentaire au Nunavut : il y a un lien important entre la langue et la sécurité alimentaire, et l'on n'insistera jamais trop sur le rôle de la transmission des connaissances d'une génération à l'autre pour cultiver ce lien (SSAN, 2013).

#### 4.6 CONCLUSIONS

Le Nord du Canada, qui comprend les trois territoires, le Nunavik, le Nunatsiavut, ainsi qu'une partie de plusieurs provinces, possède une grande diversité géographique et culturelle. Des populations distinctes de Premières Nations, de Métis et d'Inuits disent être chez elles dans le Nord du Canada. Chaque culture et chaque collectivité ont leurs caractéristiques propres, mais il n'en reste pas moins que les définitions autochtones de la santé et du bien-être comprennent des dimensions mentale, physique, spirituelle, émotionnelle et sociale, de même que des liens étroits avec la terre, l'air et l'eau. La santé individuelle et le bien-être collectif sont interdépendants et ont la même importance. C'est pourquoi le présent rapport considère la santé et le bien-être d'un point de vue holistique, et accorde de l'importance au bien-être intergénérationnel, au bien-être culturel et au savoir traditionnel. Ces éléments ont des liens étroits avec la sécurité et la souveraineté alimentaires, mais ces liens sont mis à dure épreuve par les processus de colonisation et de dépossession environnementale, de même que par les changements sociaux, culturels et environnementaux contemporains. Les habitants du Nord continuent de mettre en œuvre des stratégies d'adaptation pour s'attaquer à ces problèmes difficiles.

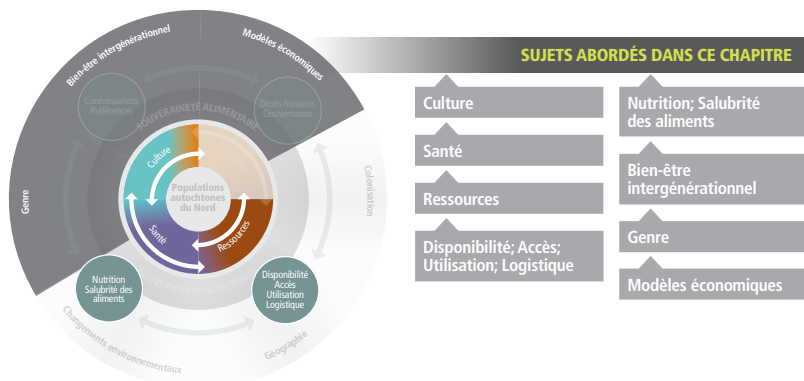
# 5

## **Le système relatif aux aliments traditionnels**

- Alimentation et culture
- Études sur les activités de récolte
- Études et enquêtes nutritionnelles
- Déterminants de la salubrité et de la qualité des aliments
- Marchandisation des aliments traditionnels
- Conclusions



## 5 Le système relatif aux aliments traditionnels



### Principales constatations

Les aliments traditionnels sont un facteur important de sécurité alimentaire et de santé dans le Nord du Canada. Malgré la présence d'aliments commercialisés dans la diète nordique contemporaine, les aliments traditionnels jouent un rôle central dans l'identité et le bien-être des Autochtones.

Le partage d'aliments demeure une pratique culturelle centrale chez les Autochtones dans le Nord et est crucial pour le bien-être collectif.

La récolte et la consommation d'aliments traditionnels sont liées à la sécurité alimentaire. Par contre, certaines données longitudinales montrent que la participation aux activités de récolte et la consommation d'aliments traditionnels sont en déclin depuis quelque temps dans les collectivités autochtones.

La participation aux activités de récolte varie beaucoup d'une collectivité autochtone à l'autre, de même qu'au sein des collectivités. Les droits fonciers des Autochtones jouent un rôle crucial dans l'accès aux ressources naturelles, par exemple l'accès à certaines espèces migratoires.

*suite à la page suivante*

Les taux de consommation d'aliments traditionnels varient dans le Nord du Canada selon l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, la taille de la collectivité et la région. Les études nutritionnelles aident à évaluer les habitudes de consommation d'aliments sur diverses périodes de temps.

Le savoir traditionnel, la prévention des facteurs de risque, le suivi et la surveillance, de même que l'éducation, représentent certaines des principales méthodes de diminution des risques liés à la consommation d'aliments traditionnels.

Même si beaucoup sont encore d'avis que les aliments traditionnels devraient être partagés et non vendus, alors que les modes de vie dans le Nord du Canada se transforment, les pratiques de partage d'aliments et les normes qui les régissent connaîtront elles aussi des transformations.

Ce chapitre se concentre sur le système alimentaire relatif aux aliments traditionnels, l'un des deux principaux systèmes alimentaires des peuples autochtones du Nord. L'autre système alimentaire, relatif aux aliments commercialisés, fait l'objet du chapitre 6. À l'aide de statistiques sur les activités de récolte et des études nutritionnelles, le présent chapitre donne un aperçu de la prévalence de la consommation d'aliments traditionnels dans le Nord du Canada et explore le rôle de ce système alimentaire crucial dans les collectivités, les régions et les populations. Enfin, il aborde la tendance croissante à la marchandisation des aliments traditionnels.

Le terme *système alimentaire relatif aux aliments traditionnels* est défini par Kuhnlein et Receveur (1996) comme « l'ensemble des aliments disponibles à partir des ressources naturelles locales et acceptés dans une culture donnée. Il comprend aussi la signification socioculturelle, l'acquisition, les techniques de transformation, l'utilisation, la composition et les conséquences nutritionnelles pour ceux qui consomment ces aliments. » [traduction]. Dans la présente version française du rapport, le terme *aliments traditionnels* englobe ce que l'on appelle en anglais *traditional food*, terme préférentiel chez les Premières Nations et les Métis, ou *country food* (« aliments prélevés dans la nature »), terme préférentiel chez les Inuits.

Les aliments traditionnels sont un facteur important de sécurité alimentaire et de santé dans le Nord. En plus de ce que l'on sait à propos de leur valeur spirituelle et nutritive, d'autres recherches montrent les liens entre, d'une part, les aliments traditionnels et, d'autre part, la disponibilité de la nourriture et l'accès à celle-ci. À titre d'exemple, Ford et Berrang-Ford (2009) ont constaté qu'à Igloolik, au Nunavut, les personnes dont la diète comprenait au moins 50 %

d'aliments traditionnels n'avaient jamais passé une journée sans manger au cours de l'année précédente. Par contre, 46 % des répondants dont la diète comprenait 49 % ou moins d'aliments traditionnels avait passé au moins une journée entière sans manger.

## 5.1 ALIMENTATION ET CULTURE

Pour les peuples autochtones, la récolte, la transformation et la consommation d'aliments traditionnels apportent de nombreux bienfaits nutritionnels et sont intimement liés à l'éthique collective et à leur identité (Kuhnlein *et al.*, 2006) (voir l'encadré 5.1). Le système alimentaire relatif aux aliments traditionnels constitue un atout culturel, qui s'inscrit non seulement dans la vie culturelle des individus et des collectivités, mais aussi dans leur vie sociale et économique (Berkes *et al.*, 2005). Comme l'expliquent Hansen *et al.* (2008), la nourriture fournit une occasion d'exprimer et de développer des relations entre les gens. Par exemple, Kral *et al.* (2011) ont constaté que le fait de passer du temps en famille pour les activités de récolte, de préparer et de partager les aliments, ainsi que l'expérience du temps passé dans la nature, constituent une part importante du bien-être des Autochtones. De plus, les facteurs sociaux et culturels associés à la sécurité alimentaire sont d'importants déterminants de la santé (Kuhnlein *et al.*, 2001, 2006).

### Encadré 5.1

#### L'importance culturelle des aliments traditionnels

« Le plus grave, c'est que le territoire change et que notre peuple change lui aussi, à cause de la relation que nous vivons avec nos terres depuis des milliers d'années. Comme cette relation change, nous perdons notre identité, nous ne sommes plus des Dénés. C'est la chose la plus grave et le défi le plus difficile que nous ayons à relever; lorsque nous cessons de chasser et de poser ces gestes traditionnels, nous ne sommes plus des Dénés. »

— Deh Gah Got'ie, membre de la Première Nation dénée, à propos des liens entre la sécurité alimentaire, les changements environnementaux et l'importance socio-culturelle des aliments traditionnels (Guyot *et al.*, 2006)

### 5.1.1 Partage d'aliments

Depuis des générations, les cultures et les collectivités autochtones ont des pratiques traditionnelles, dont le partage d'aliments, qui favorisent la sécurité alimentaire et la santé. Même si les pratiques de partage d'aliments diffèrent

selon les réseaux de la société (Collings, 2011) et les régions (Magdanz *et al.*, 2002), elles peuvent procurer la sécurité alimentaire chez les populations autochtones du Nord (Kishigami, 2000; Gombay, 2009; Myers *et al.*, 2005). Les pratiques et réseaux de partage d'aliments sont une composante pragmatique de l'existence dans le Nord. Avant de vivre de manière plus sédentaire dans des villages, par opposition à la vie dans la nature, les peuples autochtones du Nord devaient s'adapter aux variations de disponibilité des ressources dans le temps et dans l'espace (p. ex. les migrations annuelles des caribous ou des oiseaux aquatiques). Dans ces conditions, le partage d'aliments aidait à minimiser les impacts de la malchance d'une personne ou d'un ménage, et diminuait les conséquences des contraintes environnementales et économiques (Nelson *et al.*, 2008). En étudiant la question de la sécurité alimentaire au sein de 14 collectivités autochtones, Thompson *et al.* (2012) ont constaté que les programmes de partage d'aliments traditionnels jouaient un rôle plus important que toute autre variable dans la sécurité alimentaire collective.

Aujourd'hui, les Autochtones doivent toujours s'adapter aux fluctuations et aux migrations des populations d'espèces sauvages, ainsi qu'à un éventail de nouvelles influences. Mentionnons les changements dans la population, le développement industriel, le besoin de gagner un revenu et la réglementation sur la faune et la flore. Malgré ces changements, le partage d'aliments est demeuré un moyen de maximiser tous les aspects du bien-être au sein d'une collectivité. L'échange d'aliments et de matériel tisse des liens sociaux et crée l'unité entre familles, collectivités et régions (Whealersburg, 2008). C'est un aspect central de la culture et de l'identité des Autochtones du Nord (Collings *et al.*, 1998; Searles, 2002) et un impératif moral enraciné dans la notion de collectivité et de cadeau offert par la nature (Gombay, 2010). Ainsi, la réciprocité facilite-t-elle la distribution d'aliments à des fins économiques tout en renforçant les relations interpersonnelles et les réseaux de la société (Gombay, 2010).

Gombay (2010) note que même si les habitudes de partage varient dans les contrées arctiques, la priorité tend à être d'abord accordée aux aînés et aux membres de la famille, puis à la communauté élargie, l'idée étant de faire en sorte que « idéalement, personne qui en fait la demande ne se voit refuser de la nourriture ». Dans le cas des personnes vulnérables comme les aînés, les femmes (dans les ménages où il n'y a aucun chasseur) et les jeunes, le partage d'aliments assure dans une certaine mesure la sécurité alimentaire (voir l'encadré 5.2).

### Encadré 5.2 Le partage d'aliments

« Je suis contente que mon conjoint chasseur ait eu une machine [motoneige] de l'OCT [organisation de chasseurs et de trappeurs]. Il est allé à la chasse la semaine dernière. Il a partagé ses prises avec ceux qui n'ont pas de machine, ou avec des mères seules. Il partage d'abord avec ceux qui ne peuvent rien avoir. »

— Femme du Nunavut à propos du rôle du partage d'aliments (Chan *et al.*, 2006)

Beaucoup de données laissent entendre que le partage d'aliments est une pratique importante de nos jours. Selon les résultats de l'Enquête de l'API sur la santé des Inuits, la majorité (72 %) des Inuits interrogés au Nunavut, dans la RDI et au Nunatsiavut ont dit qu'ils avaient reçu des aliments traditionnels d'un membre de leur famille, alors que seulement 10 % des répondants avaient acheté leurs aliments traditionnels dans des magasins (Egeland, 2010a, 2010b, 2010c). L'Enquête de l'API sur la santé des Inuits a aussi révélé qu'en 2007–2008, de 66 % (RDI) à 80 % (Nunatsiavut) des ménages avaient partagé des aliments traditionnels avec d'autres membres de leur collectivité (Egeland, 2010a, 2010b, 2010c). Selon les résultats de l'Enquête auprès des peuples autochtones, en 2001, 96 % des ménages inuits ont partagé avec d'autres des aliments récoltés (Tait, 2001). Les résultats de l'enquête sur la santé des enfants inuits menée dans le cadre de l'API montrent que 82 % des ménages ayant des enfants âgés de trois à cinq ans partageaient leurs aliments traditionnels avec d'autres membres de leur collectivité (Egeland, 2009). Dans 16 collectivités et Premières Nations de la Nation dénée, 63 % des répondants ont souvent partagé des aliments, et 34 % l'ont fait de temps à autre (Nation dénée, 2012). Selon les données de l'enquête régionale de 2008–2010 sur la santé des collectivités des Premières Nations vivant dans des réserves et dans le Nord, 30 % des enfants avaient souvent bénéficié du partage d'aliments traditionnels avec leur ménage (dans les 12 mois précédant l'enquête), alors que cela était parfois (55,1 %) ou jamais (14,9 %) arrivé pour les autres enfants (CGIPN, 2011).

La transition à une économie fondée sur la rémunération s'accompagne de changements sociaux majeurs, comme la marchandisation de biens et services (y compris les aliments traditionnels) qui étaient autrefois partagés, afin de compenser les coûts de la chasse (Beaumier et Ford, 2010). Ces changements sociaux ont pour effet d'atténuer la distinction entre les aliments commercialisés et les aliments traditionnels, et leurs rôles respectifs dans la sécurité alimentaire. La marchandisation des biens et services est l'un des mécanismes de la transition

vers une économie fondée sur la rémunération (Gombay, 2005). Pour certains, cela améliore l'accès aux aliments traditionnels, mais d'autres s'inquiètent de ce que le remplacement d'importants réseaux de partage par des transactions en argent pourrait nuire au partage d'aliments traditionnels et limiter leur accès aux seules personnes ayant les moyens de payer pour en obtenir (Beaumier et Ford, 2010). Comme on l'explique au chapitre 8, les changements climatiques et les inquiétudes concernant la santé et la disponibilité d'espèces végétales et animales indigènes récoltées de manière traditionnelle ou dans un contexte commercial pourraient avoir des effets sur la capacité et la volonté des gens de partager des ressources rares (voir Statham et Ford, 2012).

Selon Richmond (2007), le partage est associé à une santé florissante, définie comme la « capacité de quelqu'un de s'épanouir face à l'adversité » [traduction], en plus de la notion générale de bien-être. Mais son analyse d'entrevues qualitatives avec 26 intervenants autochtones en santé communautaire de toutes les régions du Canada montre que le besoin d'argent était si grand dans certaines collectivités que les valeurs centrales de partage et de réciprocité n'étaient plus considérées comme importantes. Les conditions économiques médiocres de certaines collectivités entraînent une transformation importante de la nature et de la signification de l'aide : les pratiques fondées sur la réciprocité et les avantages mutuels laissent place à des pratiques fondées sur la rémunération, dont les bénéficiaires sont individuels (Richmond, 2007). De la même manière, dans leur étude longitudinale comparant les réseaux de partage des Inuits de Holman, dans les T. N.-O., Collings *et al.* (1998) ont constaté que le partage obligatoire du produit de la chasse au phoque, sans égard aux liens familiaux, (la forme de partage la plus souvent citée dans les études ethnographiques) est devenu beaucoup plus informel et moins fréquent, même si le partage volontaire avec de proches parents demeure un aspect important de l'économie et de l'identité contemporaines de l'île Holman.

Certains habitants du Nord semblent plus vulnérables que d'autres aux effets de la transformation des réseaux de partage d'aliments. Par exemple, comme les femmes chassent moins souvent que les hommes, elles peuvent dépendre davantage de sources d'aliments traditionnels extérieures à leur ménage. Le problème se pose en particulier pour les femmes célibataires qui vivent seules, ainsi que pour les mères monoparentales (Ford et Berrang-Ford, 2009). Ce fait est appuyé par les recherches de Beaumier et Ford (2010) : ceux-ci ont constaté que ce sont souvent les femmes qui sont les plus affectées par le déclin des pratiques traditionnelles de partage (voir au chapitre 3 les explications sur les liens entre indicateurs sociaux et insécurité alimentaire). En examinant les données disponibles, le comité a noté qu'une abondance d'aliments traditionnels dans une collectivité entraîne généralement le partage

### Encadré 5.3

#### Congélateurs communautaires, partage d'aliments et adaptation

Dans les années 1980, un programme gouvernemental de la RDI a été mis sur pied pour financer des congélateurs communautaires et des établissements de coupe des viandes dans les collectivités participantes. Des programmes semblables ont été institués dans d'autres régions nordiques. Cependant, les congélateurs communautaires ne fonctionnent que si des chasseurs sont prêts à les remplir d'aliments traditionnels, que ce soit en les donnant, en étant compensés pour leurs dépenses, en partageant les coûts, ou en les vendant directement. Le programme gouvernemental soutenait également la mise sur pied d'établissements commerciaux de coupe des viandes dans les T. N.-O. Cette commercialisation d'aliments traditionnels a été diversement accueillie par la population et a donc connu un succès mitigé.

Par exemple, Douglas et Chan (2012) ont conclu que les congélateurs communautaires n'ont pas d'effet réel sur la sécurité alimentaire physique dans la RDI (parce qu'ils peuvent être et sont effectivement remplacés par des congélateurs individuels). Ils ont néanmoins constaté que ces congélateurs peuvent jouer un rôle culturel important en formalisant et en normalisant le partage d'aliments et promouvant la consommation d'aliments traditionnels. De la même manière, Boulton (2004) a noté que les congélateurs communautaires jouent un « rôle crucial » au Nunavut et au Nunavik en procurant un espace d'entreposage pour le produit des chasses communautaires, surtout que les installations souterraines traditionnelles connaissent des problèmes avec la fonte du pergélisol (voir les photos ci-après). Les congélateurs communautaires peuvent être considérés comme un mécanisme d'adaptation culturellement approprié face aux défis physiques et économiques croissants de l'accès aux aliments traditionnels et en réponse aux changements d'habitudes de vie (Furgal *et al.*, 2012).

Le modèle, omniprésent dans l'Arctique, du Programme d'aide aux chasseurs en vigueur au Nunavik dans le cadre de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois* (CBJNQ), peut être source de certains enseignements en la matière (Furgal *et al.*, 2012). Les architectes White et Sheppard (2011), en collaboration avec des collectivités et des chercheurs du Nunavut, ainsi que le ministère de la Culture, de la Langue, des Aînés et de la Jeunesse du Nunavut, mettent sur pied un réseau régional de fermes arctiques, de congélateurs et de camps dans le Bassin de Foxe, au Nunavut. Des prototypes sont en cours de développement en vue d'être construits et mis à l'épreuve dans trois sites du réseau régional proposé, dont chacun offre

*suite à la page suivante*

une possibilité précise sur le plan écologique ou diététique. Il faudra examiner les conditions requises pour le succès des congélateurs communautaires, de même que leurs répercussions sur la sécurité alimentaire des ménages, avant de poursuivre le projet et d'y investir davantage (Furgal *et al.*, 2012).



Images d'une installation souterraine d'entreposage d'aliments de Tuktoyaktuk, dans les T. N.-O. Ces installations sont à risque, en raison de la fonte du pergélisol.

Gracieuseté de Kue Young, 2008

d'aliments et la sécurité alimentaire (voir Islam et Berkes, 2012). À l'inverse, une collectivité en état d'insécurité alimentaire connaîtra probablement des pénuries d'aliments traditionnels ou une rupture des mécanismes collectifs de partage. L'encadré 5.3 présente le rôle des congélateurs communautaires comme mécanisme de partage d'aliments.

## 5.2 ÉTUDES SUR LES ACTIVITÉS DE RÉCOLTE

Pour les peuples autochtones du Nord du Canada, les questions liées au droit à l'alimentation vont bien au-delà de l'accessibilité économique, nutritionnelle et physique. La chasse, la cueillette et le partage d'aliments traditionnels font partie intégrante de la cohésion sociale et de la continuité culturelle des collectivités autochtones nordiques. Malgré la présence d'aliments commercialisés dans la diète nordique contemporaine, les aliments traditionnels jouent un rôle central dans l'identité et le bien-être des Inuits et des autres peuples autochtones (ITK et CCI, 2012). Power (2008) propose la notion de sécurité alimentaire culturelle comme autre aspect de la sécurité alimentaire des Autochtones, distinct de la sécurité alimentaire individuelle, familiale ou communautaire, parce que les aliments obtenus de manière traditionnelle sous-tendent l'identité, la santé et la survie culturelles.

Les statistiques sur les activités de récolte et les études nutritionnelles (voir la section 5.3) sont deux des principales méthodes employées pour déterminer le degré d'accès aux aliments traditionnels et leur consommation. Dans



tout le Nord, la récolte d'espèces sauvages se fait dans un contexte socio-écologique largement défini par les conditions biophysiques, les changements démographiques, les préférences culturelles, les facteurs liés à la politique et aux marchés, les mandats d'agences gouvernementales, et l'intervention de divers acteurs et groupes d'intérêt externes (p. ex. organisations de défense des droits des animaux). Ces facteurs contextuels, de même que la dynamique interne des ménages, influent sur l'utilisation par ces derniers des ressources de la faune et de la flore (Natcher, 2009).

Dans l'*Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada* (MAINC et FTN, 1993), le terme *récolte* « s'entend des activités d'appropriation de ressources fauniques, notamment de la chasse, du piégeage, de la pêche [...] de la capture au filet, de la cueillette, du ramassage, notamment des œufs, du harponnage, de l'abattage, de la capture ou de la prise par quelque moyen que ce soit ». Les données sur les activités de récolte peuvent jeter un éclairage sur le taux de participation des gens à toutes les activités comprises dans la définition. Les chercheurs ont fait appel à diverses méthodes des sciences sociales pour recueillir de l'information auprès des participants à ces activités, afin d'établir des statistiques sur les diverses récoltes d'aliments traditionnels dans différentes populations autochtones du Canada (Berkes, 1990; Hopper et Power, 1991; Berkes *et al.*, 1994). La plupart de ces recherches donnent probablement de bonnes estimations de la récolte d'aliments traditionnels. Certaines sont toutefois plus précises en ce qui concerne les gros animaux que pour les plus petits, y compris les poissons et les oiseaux aquatiques; cela peut être dû à la quantité des prises, à la période et au caractère routinier de ces activités de récolte.

On a constaté que les participants autochtones aux activités de récolte se souviennent avec beaucoup de fiabilité des quantités de ressources récoltées et consommées sur une période de temps (Krech, 1978). Par exemple, Dosman *et al.* (2002) ont constaté que les chasseurs cris du Nord de la Saskatchewan pouvaient se rappeler en détail leur récolte pour des périodes allant jusqu'à cinq ans; pour de nombreux individus, cette période était encore plus longue. On a constaté que cette mémoire valait aussi pour d'autres types de récolte, par exemple les œufs d'oiseaux migrateurs (Natcher *et al.*, 2012a). Ces estimations ont été utiles pour les recherches, la définition de politiques et la planification de la gestion des ressources (Usher et Wenzel, 1987).

Les études contemporaines sur les activités de récolte remontent à l'adoption en 1971 de la *Alaska Native Claims Settlement Act*, suivie de la signature en 1980 de la *Alaska National Interest Lands Conservation Act* (Fall, 1990). Depuis lors, la Division de la subsistance mène des recherches sur divers aspects de la récolte

d'espèces sauvages — qui, quoi, quand, où, comment et quelle quantité — (Fall, 1990). L'information ainsi recueillie aide maintenant le Conseil des pêches et le Conseil de la chasse au gibier de l'Alaska à élaborer des règles de subsistance compatibles avec des politiques de gestion durable du rendement. Le comité a noté que l'approche adoptée par le ministère des Pêches et de la Chasse au gibier de l'Alaska a éclairé à plusieurs égards l'approche adoptée dans tout le Nord du Canada.

Le tableau 5.1 énumère les principales études menées au Canada sur l'utilisation du territoire et les activités de récolte. Le tableau 5.2 donne quelques résultats de l'étude intitulée *Gwich'in Harvest Study*, qui porte sur la période 1995–2001 (GRRB, 2009).

Tableau 5.1

**Exemples d'études menées au Canada sur l'utilisation du territoire et les activités de récolte, de 1975 à ce jour**

Étude	Description	Dates
Recherche pour établir les niveaux actuels de récolte par les autochtones du Nord québécois	Cette étude d'une durée de sept ans a été lancée en 1975 par l'Association des Inuits du Nord québécois pour déterminer l'ampleur des activités de récolte des Inuits (CRRABJNQ, 1988).	1975
The Inuit Land Use and Occupancy Project (ILUOP)	Cette étude a été menée dans les T. N.-O. et le Nord-Est du Yukon pour documenter toutes les activités de subsistance dans une région de plus de 2,8 millions de kilomètres carrés (Freeman, 1976).	1976
Our Footprints Are Everywhere	Cette étude a été effectuée pour déterminer l'utilisation et l'occupation du territoire; elle a servi aux négociations sur les revendications territoriales des Inuits du Nunatsiavut, au Labrador.	1977
Inuvialuit Harvest Study	Cette étude a été menée de 1988 à 1997 dans le but d'obtenir un relevé continu et sur une longue période des activités de récolte pour chacune des six collectivités régionales des Inuvialuits (Joint Secretariat, 2003).	1988–1997
Gwich'in Harvest Study (GHS)	Cette étude était une exigence de l' <i>Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in</i> . Elle visait à enregistrer le nombre d'animaux, de poissons et d'oiseaux récoltés par les Gwich'in dans la région désignée (GRRB, 2009).	1992
The Nunavut Wildlife Harvest Study (NWHHS)	Cette étude était une exigence de l' <i>Accord sur les revendications territoriales du Nunavut</i> , afin de déterminer les niveaux et habitudes de récolte d'espèces sauvages par les Inuits.	Juin 1996 et mai 2001

Étude	Description	Dates
The Sahtu Settlement Harvest Study	Cette étude était une exigence de l' <i>Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu</i> (1993). Elle visait à enregistrer le nombre total de poissons et d'animaux sauvages récoltés par les Dénés et les Métis du Sahtu.	1998 et 2003
Inuit Domestic Harvest Limits (IDHLs)	Depuis la conclusion de l' <i>Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Labrador</i> (2005), le gouvernement du Nunatsiavut a mis en place un programme communautaire d'étude des activités de récolte de 138 différentes espèces et ressources utilisées par les Inuits qui résident dans la région désignée du Nunatsiavut.	Suivi permanent

Ce tableau montre un ensemble d'études sur l'utilisation du territoire et les activités de récolte au Canada, afin d'illustrer quand, comment et où des études de divers types ont été demandées.

### Tableau 5.2

#### Résultats de l'étude sur les activités de récolte dans la région désignée des Gwich'in, de 1995 à 2001

Espèce	Nombre récolté au cours de la 1 <sup>ère</sup> année	Nombre récolté au cours de la 6 <sup>e</sup> année	Récolte moyenne des 6 années	Nombre de chasseurs ayant récolté chaque espèce au cours de la 1 <sup>ère</sup> année	Nombre de chasseurs ayant récolté chaque espèce au cours de la 6 <sup>e</sup> année
Caribou de la Porcupine	1 906	2 054	1 558	135	87
Cisco	24 937	30 551	26 533	74	75
Rat musqué	1 590	14	2 660	19	3
Lièvre d'Amérique	752	315	864	22	14
Canard noir	560	815	717	27	30

Source des données : GRRB, 2009

Les données ont été recueillies auprès de chasseurs des collectivités d'Aklavik, Fort McPherson, Inuvik et Tsiigehtchic. Le tableau donne le nombre d'animaux récoltés au cours de la 1<sup>ère</sup> année et de la 6<sup>e</sup> année de l'étude, ainsi que le nombre de chasseurs qui ont récolté chaque espèce au cours de ces mêmes années. Ce tableau comprend un exemple des espèces sauvages les plus communément récoltées de chacune des catégories définies par le Conseil Gwich'in des ressources renouvelables : gros gibier, poissons, animaux à fourrure, petit gibier et oiseaux aquatiques. Les exemples présentés ici ont été choisis parce qu'ils représentent les espèces qui ont été récoltées en moyenne le plus souvent au cours de la période de six ans. L'étude a été menée de 1995 à 2004 dans la région désignée des Gwich'in, conformément à l'*Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in* conclue en 1992.

Une grande partie de l'information contenue dans les études mentionnées ci-dessus est périmée, et nous ne disposons pas de données cohérentes pour examiner les tendances dans le temps. Ces données sur les activités de récolte ont été recueillies pour appuyer les négociations de revendications territoriales et ne visaient donc pas à faire un suivi sur de longues périodes. Les études intitulées *The Nunavut Wildlife Harvest Study* (Priest et Usher, 2004), *Gwich'in Harvest Study* (GRRB, 2009), *Resident Hunter Surveys, 1997–2009: Update and Review*, menées dans les T. N.-O. (Carrière, 2012), ainsi que les plans communautaires de conservation de la RDI (WMAC, 2009a, 2009b, 2009c), représentent certaines des études les plus actuelles et les plus complètes sur les activités de récolte menées conformément aux accords sur les revendications territoriales. Certaines données récentes sont disponibles à propos du Labrador, touché par les accords les plus récents concernant des revendications territoriales. Les taux de récolte sont également documentés dans la littérature spécialisée à propos du Canada (voir Berkes, 1979, 1990; Gamble, 1988; Berkes *et al.*, 1994; Bromley, 1996; Byers et Dickson, 2001; Usher, 2002) et d'autres régions circumpolaires comme l'Alaska (voir Andrews, 1989; Magdanz *et al.*, 2002, 2010; Wolfe, 2004; Ashjiam *et al.*, 2010; Braem, 2011; Suydam *et al.*, 2011).

Des données plus récentes — des 216 collectivités des Premières Nations qui ont participé à l'Enquête régionale sur la santé (2008–2010) — montrent que dans l'année précédant l'enquête, 32,2 % des adultes des Premières Nations sont allés à la pêche, 28,3 % ont cueilli des baies et d'autres aliments, et 22,1 % ont chassé ou fait du piégeage (CGIPN, 2011). Un nombre sensiblement plus élevé d'hommes que de femmes ont rapporté avoir pêché, chassé ou fait du piégeage, alors que c'est le contraire en ce qui concerne la cueillette (CGIPN, 2011). Les résultats de l'Enquête auprès des peuples autochtones (2001) montrent qu'environ 71 % des adultes inuits de l'Arctique canadien ont fait la récolte d'aliments traditionnels. C'est au Nunavik que cette proportion était la plus élevée (81 %), suivi du Labrador (76 %), du Nunavut (70 %) et de la RDI (55 %) (Tait, 2001).

De la même manière, l'Enquête sur les conditions de vie dans l'Arctique comportait des questions sur le pourcentage d'adultes autochtones ayant participé à des activités de récolte sur une période d'un an au Canada, au Groenland, dans le district autonome de Tchoukotka (Russie) et dans le Nord de l'Alaska. Sur près de 4000 répondants inuits au Canada, 69 % ont fait état d'activités de pêche, 73 % se sont préparés pour des excursions terrestres ou aquatiques, 59 % ont chassé des oiseaux aquatiques, et 11 % ont fait du piégeage (Poppel *et al.*, 2007). L'enquête a montré que les différences entre les pays pour ce qui est des activités de récolte étaient statistiquement significatives sans être grandes. Cela laisse entendre que la plupart des Inuits participent à une variété d'activités de récolte.

D'autres recherches font ressortir une différence importante entre les sexes en ce qui concerne les activités de récolte. Par exemple, Tait (2001) a constaté que, de tous les groupes d'âge étudiés, les jeunes femmes inuites (âgées de 15 à 24 ans) ont eu le taux le plus faible de participation à des activités de récolte (55 %). Par comparaison, 74 % des hommes du même groupe d'âge avaient participé à des activités de récolte au cours de l'année précédant l'enquête.

Le compte rendu des récoltes d'espèces sauvages est nécessaire à un suivi et une gestion efficaces de la faune et de la flore, ainsi qu'au calcul des seuils minimaux pour répondre aux besoins (GRRB, 2009; Giroux *et al.*, 2012). Dans certains cas cependant, des questions de compétences peuvent compliquer les décomptes, ce qui peut contribuer au manque de données sur la récolte de certaines espèces. Par exemple, le suivi de la harde de caribous de la Porcupine relève de la compétence de deux pays, ainsi que de trois administrations régionales et de plusieurs gouvernements autochtones (Gunn *et al.*, 2011). De plus, le recours à des études sur les récoltes afin d'établir les seuils minimaux pour répondre aux besoins peut se révéler désavantageux pour ceux qui s'adonnent à ces activités. À cause du manque de données longitudinales, ces seuils sont le plus souvent fondés sur des « instantanés » de récolte qui peuvent ne pas refléter la complexité et la variabilité de l'utilisation des ressources indigènes sur une période déterminée. Si l'on ne s'intéresse qu'au nombre d'individus d'une certaine espèce récoltés au cours d'une période précise, les données sur la récolte peuvent être suffisantes. Par contre, ces relevés ne disent pas comment les moyens d'existence des gens s'inscrivent dans leur culture et leur histoire, ainsi que dans leur organisation économique et politique (Cundill *et al.*, 2011). Cela constitue peut-être l'une des limites les plus importantes des études sur les activités de récolte, qui ont souvent échoué à reconnaître les obstacles et possibilités structurels qui influent sur la récolte d'espèces sauvages (Natcher *et al.*, 2012a), les options ou les obstacles qui se présentent à ceux qui s'adonnent à ces activités (Nelson *et al.*, 2005), ou les institutions officielles et informelles qui influent sur l'utilisation des ressources (Wenzel, 2005).

Il y a une longue histoire d'études sur les activités de récolte des collectivités autochtones au Canada. Ces études comprennent le calcul des quantités d'aliments potentiellement comestibles recueillies. Il y a eu par contre peu d'efforts visant à connaître les quantités effectivement consommées par les gens. Les études en question ne portaient visiblement pas sur les besoins locaux ni sur la sécurité alimentaire. Rien n'a été fait pour les compléter par des études nutritionnelles qui auraient permis d'aborder directement la sécurité alimentaire. Même si l'on peut convertir les quantités récoltées en équivalents nutritionnels (Berkes et Farkas, 1978), il n'y a aucun moyen de déterminer quelle proportion de la nourriture potentiellement destinée à la consommation humaine a été utilisée à d'autres fins (p. ex. donnée aux chiens ou utilisée comme appât).

Beaucoup de publications soulignent l'importance de la récolte d'espèces sauvages pour parvenir à la sécurité alimentaire et le bien-être dans les collectivités autochtones nordiques (Duhaime et Bernard, 2008; Gombay, 2010) (voir l'encadré 5.4). Ces mêmes recherches reconnaissent en outre le rôle crucial des droits fonciers des Autochtones pour garantir l'accès aux ressources naturelles, par exemple l'accès à certaines espèces migratoires (Usher, 1983; Scott et Feit, 1992; Usher *et al.*, 1992). Elles sont toutefois difficiles à comparer entre elles, à cause d'une grande diversité théorique et méthodologique, ainsi que de grandes variations dans les données rapportées. De plus, faute de tenir compte de la complexité et du contexte de la récolte d'espèces sauvages, les efforts visant à comprendre la relation entre les activités de récolte et la sécurité alimentaire demeurent spéculatifs. Même s'il y a une lente augmentation de la recherche quantitative sur la contribution des ressources de l'environnement aux moyens d'existence des collectivités, cette recherche doit encore être reconnue dans les cercles politiques. De plus, la pénurie générale d'études représentatives, combinée à leur qualité variable et à la diversité des méthodes employées, laisse d'importantes questions sans réponse — et pourtant les réponses à ces questions sont essentielles afin de concevoir des politiques plus efficaces pour l'avenir.

### 5.3 ÉTUDES ET ENQUÊTES NUTRITIONNELLES

En plus des études sur les activités de récolte, les études nutritionnelles constituent un important moyen de mesure de la consommation d'aliments. Des études nutritionnelles faisant appel à diverses méthodes, dont des questionnaires sur la fréquence de consommation d'aliments, permettent d'évaluer les habitudes de consommation d'aliments des répondants sur diverses périodes. L'examen des études publiées inclus dans la thèse de Guyot (2006) montre qu'aucune n'avait comparé les quantités d'aliments récoltées et celles déclarées dans les enquêtes nutritionnelles. Pour prédire l'apport des aliments traditionnels, il faut à la fois des données sur les récoltes d'aliments et sur leur consommation. D'autre part, les recherches menées par Guyot *et al.* (2006) laissent entendre que les changements climatiques affectent la récolte d'aliments traditionnels et que certaines collectivités adaptent leurs pratiques de récolte en conséquence.

Les taux de consommation d'aliments traditionnels varient selon de nombreux facteurs, dont l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, la taille de la collectivité et la région. À l'aide d'études nutritionnelles, Wein *et al.* (1990) ont constaté que les ménages des Métis et des Premières Nations près du parc national Wood Buffalo dans le Nord de l'Alberta avaient consommé des aliments traditionnels 319 fois par année en moyenne, et que la viande et le poisson provenant de l'environnement local constituaient une part particulièrement importante de l'alimentation. Morrison *et al.* (1995) ont conclu que les portions quotidiennes

### Encadré 5.4

#### Programme de soutien aux activités de récolte du Nunavut et programmes semblables

Le Programme de soutien aux activités de récolte du Nunavut est ouvert aux bénéficiaires inuits inscrits; il comprend un programme d'immobilisations, conçu pour fournir de l'aide sous forme de motoneiges, d'embarcations et de véhicules tout-terrain (NTI, s.d.). Il n'y a aucune exigence officielle concernant la distribution des aliments récoltés par les bénéficiaires du programme d'immobilisations (Glacken, 2008a). Une autre composante du programme permet aux collectivités d'organiser des chasses communautaires. Les aliments traditionnels récoltés lors de ces chasses sont distribués dans toute la collectivité à la discrétion des organisations de chasseurs et de trappeurs (OCT) locales (Glacken, 2008a). D'autres fournitures, comme des réchauds de camping, des sacs de couchage, des machines à coudre et des filets de pêche, peuvent être achetées à prix subventionnés grâce au Programme d'équipement léger (NTI, s.d.).

Il y a des programmes semblables dans les T. N.-O., par exemple les programmes intitulés *Community Harvester Assistance Program* et *Inuvialuit Harvesters Assistance Program*. Le Nunavik a deux initiatives semblables : le *Programme d'aide aux Inuits pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage*, de même que *Eeyou Istchee*, programme de soutien aux chasseurs et trappeurs criés. *Eeyou Istchee* se distingue par le fait qu'il fournit un revenu de base aux familles criées qui passent une partie significative de leur temps dans la nature. Les deux programmes ont été mis en place dans le cadre de la CBJNQ (Aarluk Consulting, s.d.)\*.

---

\* Pour de plus amples renseignements à propos de chacune de ces initiatives, voir le document d'Aarluk Consulting intitulé *A Consultation-Based Review of the Harvester Support Programs of the Government of Nunavut and Nunavut Tunngavik Inc.* (s.d.).

d'aliments traditionnels étaient substantielles chez les Dénés et les Métis adultes qui avaient participé à l'enquête dans deux collectivités du Sahtu, dans la partie nord-ouest des T. N.-O., avec toutefois d'importantes variations saisonnières.

Une enquête nutritionnelle menée auprès de 122 adultes des Premières Nations au Yukon a rapporté que 17 % de l'énergie alimentaire quotidienne totale provenait d'aliments traditionnels, ce qui montre leur importance dans la diète des Autochtones (Wein, 1995; Wein et Freeman, 1995). L'original, le saumon, les baies et le caribou sont fréquemment consommés. La consommation d'aliments traditionnels était plus élevée dans les petites collectivités isolées

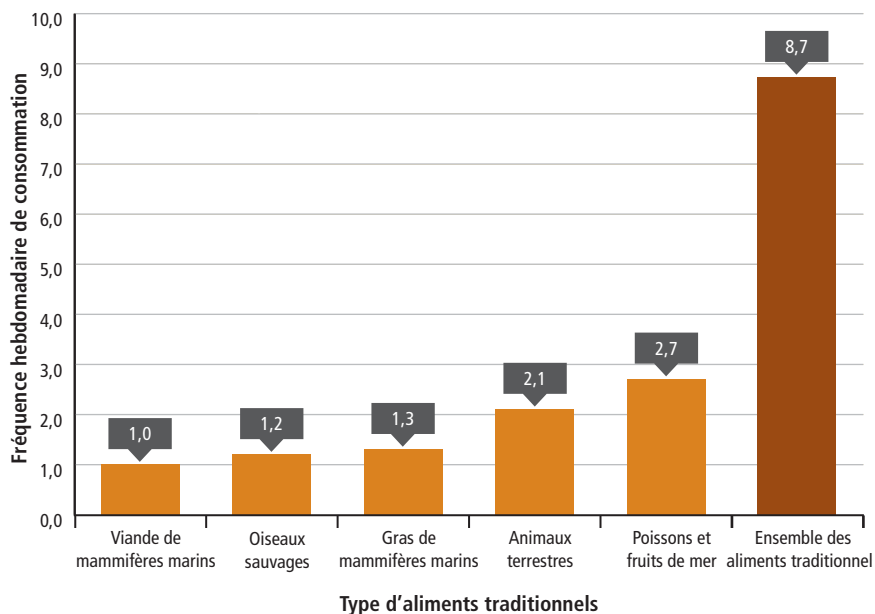
que dans les collectivités plus grandes. L'enquête a montré que la fréquence de consommation d'aliments traditionnels dépend d'une variété de facteurs, dont le prix des aliments dans les magasins locaux et la disponibilité d'aliments traditionnels à récolter dans la région (Guyot, 2006).

Dans le même ordre d'idées, les résultats d'enquêtes sur la consommation d'aliments au cours des 24 heures précédentes menées dans 18 collectivités des Premières Nations et de Métis du Denendeh (T. N.-O.) et du Yukon montrent que l'utilisation d'aliments traditionnels demeure courante dans ces régions (Batal *et al.*, 2004). Les aliments traditionnels, consommés en moyenne 400 fois par année dans chaque ménage, étaient jugés « extrêmement importants » dans la diète des membres des Premières Nations vivant au Yukon (Wein et Freeman, 1995). Une autre étude (Schuster *et al.*, 2011) compare des données plus récentes avec celles de Wein et Freeman en 1995. Schuster et ses collègues ont constaté que l'importance des aliments traditionnels dans la diète des Premières Nations au Yukon n'avait pas changé en 15 ans, mais qu'il y avait des différences dans la fréquence de consommation de certains types d'aliments, à cause de la variabilité environnementale. Les répondants ont également noté que la disponibilité limitée de certaines espèces, de matériel de récolte, ainsi que le manque de temps pour mener des activités de récolte, posaient des défis pour la sécurité alimentaire de leur ménage.

Il y a relativement peu de données concernant les membres des Premières Nations vivant dans les régions subarctiques du Manitoba, de l'Ontario et du Québec. Des recherches en cours, telles que l'étude FNFNES (*First Nations Food, Nutrition & Environment Study*), visent à mieux connaître la sécurité alimentaire, la sûreté de l'approvisionnement en eau, l'utilisation des aliments, la valeur nutritive des aliments traditionnels et les dangers chimiques pour l'environnement dans 100 collectivités des Premières Nations partout au Canada. En 2010, l'étude FNFNES a été menée dans neuf collectivités du Manitoba, dont deux de l'écozone du bouclier de la taïga ou subarctique. L'aliment traditionnel le plus important dans cette écozone était le caribou (consommé par 100 % des participants, en moyenne 113 jours par année). Pour ce qui est des pratiques traditionnelles de récolte d'aliments, un pourcentage sensiblement égal de participants (20 %) dans toutes les écozones du Manitoba a chassé ou posé des pièges pour se nourrir, mais plus de participants de l'écozone du bouclier de la taïga ou subarctique que des autres écozones ont dit avoir pêché (45 %) et cueilli des plantes sauvages (28 %) (Chan *et al.*, 2012).

Dans une enquête auprès de collectivités inuites, Tait (2001) a constaté que les taux de consommation d'aliments traditionnels varient dans le Nord du Canada, mais que, de manière générale, les aliments traditionnels comptent





Reproduit de Blanchet et Rochette, 2008, avec les autorisations requises  
 Source des données : Enquête de santé auprès des Inuits du Nunavik 2004

Figure 5.1

### Fréquence hebdomadaire de consommation de groupes d'aliments traditionnels chez les Inuits du Nunavik, en 2004

Cette figure montre la fréquence hebdomadaire moyenne de consommation de groupes d'aliments traditionnels. Voici une description plus détaillée des catégories d'aliments et leur proportion dans l'alimentation. *Viande de mammifères marins* comprend le phoque (59 % de la consommation annuelle totale de viande de mammifères marins), le béluga (35 %) et le morse (7 %). *Oiseaux sauvages* comprend les oies sauvages (64 % de la consommation annuelle totale d'oiseaux sauvages), les lagopèdes (32 %), les œufs (1,5 %) et d'autres oiseaux (2,5 %). *Gras de mammifères marins* comprend le béluga (72 % de la consommation annuelle totale de gras de mammifères marins) et le phoque (28 %). *Animaux terrestres* comprend le caribou (99 % de la consommation annuelle totale d'animaux terrestres), l'ours (0,8 %), ainsi que le lièvre et le renard (0,2 % en tout). *Poissons et fruits de mer* comprend l'omble chevalier (59 % de la consommation annuelle totale de poissons et fruits de mer), le cisco (13 %), la truite et le saumon (10 %), les moules et les palourdes (8 %), le poisson séché (5 %), les autres poissons (4 %), ainsi que les pétoncles et les algues (1 % en tout). Ces chiffres constituent les données les plus à jour d'une enquête de cette ampleur, mais les taux de consommation peuvent avoir évolué au cours des 10 dernières années.

pour au moins la moitié de la viande et du poisson consommés dans 71 % des ménages inuits. La figure 5.1 montre les résultats de l'Enquête sur la santé des Inuits du Nunavik (2004). Ceux-ci ont consommé des aliments traditionnels en moyenne plus d'une fois par jour. Ils ont en outre consommé des animaux terrestres, du poisson et des fruits de mer plus de deux fois par semaine.

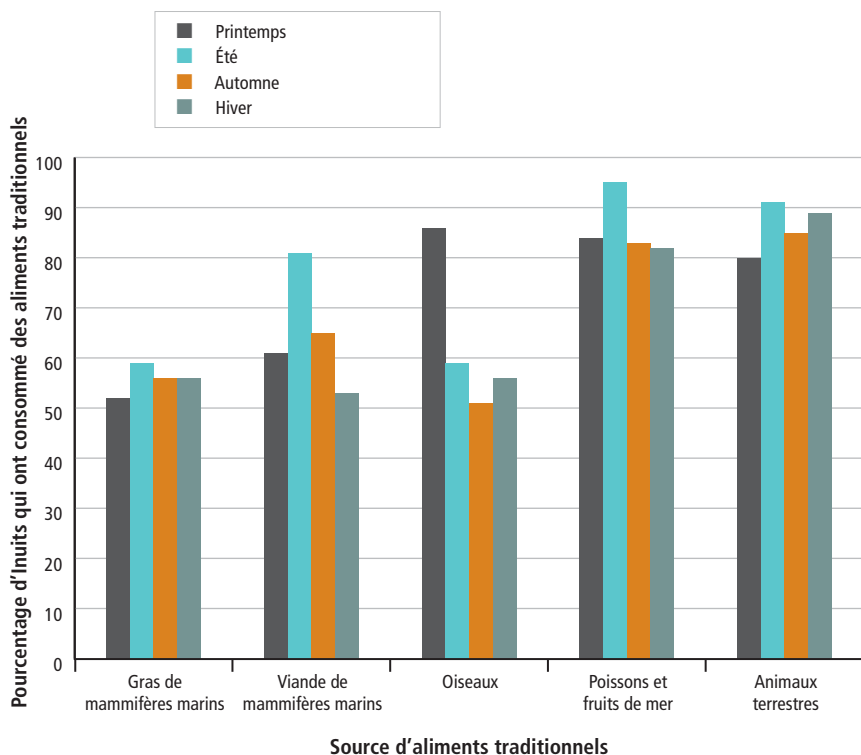
Comme le montrent les données disponibles, les Autochtones du Nord vivent des expériences diverses de la sécurité alimentaire. L'accès à une quantité suffisante d'aliments culturellement appropriés est étroitement lié à des facteurs démographiques et socio-économiques comme l'âge, le sexe et l'éducation. C'est donc un point important à prendre en considération pour les programmes et politiques qui visent à s'attaquer à l'insécurité alimentaire dans le Nord du Canada.

Par exemple, les données de l'Enquête sur la santé des Inuits du Nunavik (2004) montrent que ceux-ci consommaient environ neuf fois par semaine des aliments traditionnels (voir la figure 5.1). Mais la fréquence de consommation variait en fonction de caractéristiques socio-démographiques telles que : l'âge (la fréquence de consommation augmentait en général avec l'âge); le sexe (les fréquences de consommation étaient généralement semblables, mais le type des aliments consommés n'était pas le même); l'éducation (un niveau plus faible d'éducation était associé à une plus forte consommation de mammifères marins et de baies); la région (qui joue sur la disponibilité des types d'aliments traditionnels); la taille de la collectivité (la consommation de mammifères marins est plus élevée dans les petites collectivités, alors que la consommation d'animaux terrestres et de baies est plus importante dans les grandes collectivités); la saison (voir la figure 5.2) (Blanchet et Rochette, 2008). Selon les résultats de l'Enquête de l'API sur la santé des Inuits (2007–2008) et l'Enquête sur la santé des Inuits du Nunavik, les femmes ont tendance à consommer moins d'aliments traditionnels que les hommes (Blanchet et Rochette, 2008; Egeland, 2010a, 2010b, 2010c; voir aussi dans Kuhnlein *et al.* (1995a) un compte rendu de la diète des Inuits de l'île de Baffin et ainsi que des Dénés et Métis du Sahtu) et à ne pas consommer les mêmes types d'aliments traditionnels que les hommes (Blanchet et Rochette, 2008).

Il y a aussi des variations chez les jeunes. Les données de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2006 montrent que 18 % des enfants et adolescents métis âgés de 6 à 14 ans avaient consommé de la viande sauvage au cours de la semaine précédente (Statistique Canada, 2006b; Chartrand, 2011). Les résultats de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations<sup>26</sup> montrent que, dans les petites collectivités (moins de 300 habitants) des Premières Nations vivant dans des réserves ou dans le Nord, 44,2 % des enfants âgés de 11 ans et moins avaient souvent<sup>27</sup> mangé au moins un aliment traditionnel riche en protéines au cours de

26 L'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations est une enquête entièrement gérée et menée par les Premières Nations partout au Canada. C'est une enquête longitudinale qui recueille de l'information sur la santé, le bien-être, les déterminants de la santé, ainsi que les préoccupations et les problèmes des collectivités des Premières Nations au Canada.

27 Les réponses possibles étaient « pas du tout », « quelques fois » et « souvent ».



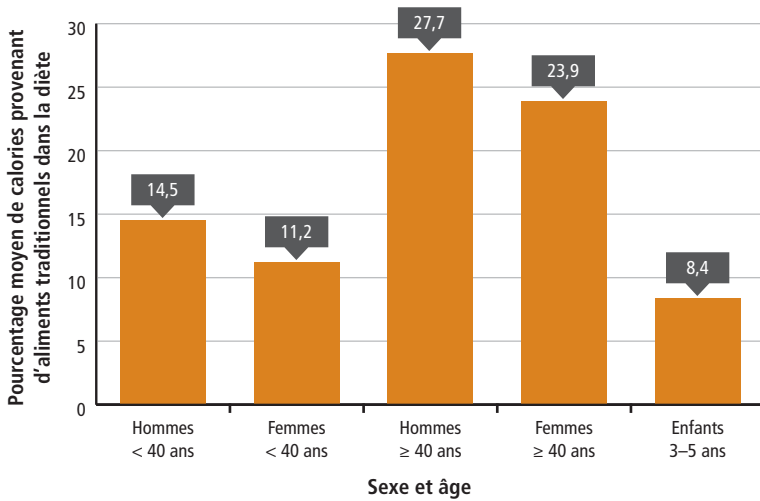
Adapté de Blanchet et Rochette, 2008, avec les autorisations requises  
 Source des données : Enquête de santé auprès des Inuits du Nunavik 2004

Figure 5.2

### Pourcentage d'Inuits du Nunavik qui ont consommé des aliments traditionnels, selon les saisons, en 2004

On a demandé aux participants de se rappeler leur consommation d'aliments traditionnels au cours de l'année précédant l'enquête. Il y a eu de nettes variations saisonnières dans la consommation d'aliments traditionnels, en fonction de leur disponibilité. Par exemple, les oiseaux étaient consommés principalement au printemps, alors que les poissons et les mammifères marins étaient consommés davantage au cours de l'été.

l'année précédente, contre 28,1 % des enfants des collectivités de taille moyenne (de 300 à 1500 habitants) et 19,8 % des enfants des grandes collectivités (plus de 1500 habitants) (CGIPN, 2011). Les enfants inuits mangent aussi des aliments traditionnels, même si seulement 8,4 % des calories ingérées par les enfants du Nunavut en 2007–2008 provenaient d'aliments traditionnels (voir la figure 5.3). Par contre, selon les résultats compilés par Egeland (2009) de l'Enquête de l'API sur la santé des enfants inuits, presque tous les enfants (99 %) avaient mangé des aliments traditionnels au cours du mois précédent l'enquête, et environ le tiers (33 %) avaient mangé des aliments traditionnels en moyenne 30 fois ou plus au



Source des données : Egeland, 2010c; Johnson-Down et Egeland, 2010

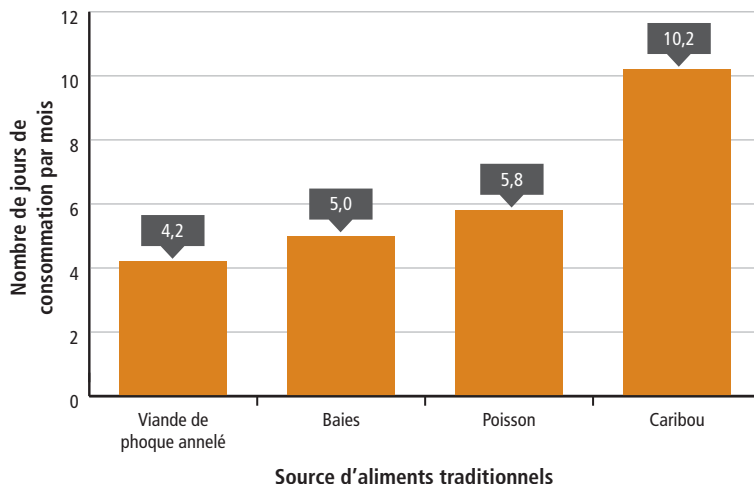
Figure 5.3

### Proportion des calories provenant d'aliments traditionnels chez les hommes, les femmes et les enfants inuits au Nunavut, en 2007–2008

Cette figure montre le pourcentage de calories provenant d'aliments traditionnels au Nunavut, en 2007–2008, selon les souvenirs rapportés pour une période de 24 heures dans l'Enquête sur la santé des Inuits menée au cours de l'API. L'apport en calories des aliments traditionnels a été plus élevé chez les adultes plus âgés que chez les jeunes adultes, et plus élevé chez les hommes que chez les femmes. C'est chez les enfants que cet apport a été le moindre.

cours de la même période. Parmi les ménages ayant fait l'objet de l'enquête, 72 % comptaient un chasseur actif. La figure 5.3 illustre le taux de consommation d'aliments traditionnels chez les hommes, les femmes et les enfants inuits au Nunavut.

En examinant les données disponibles, le comité a remarqué que les aliments traditionnels constituent encore une part importante de la diète des populations autochtones du Nord et qu'ils contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Même consommés en petite quantité, ils sont d'excellentes sources de vitamines et minéraux clés. Par contre, comme on le décrit au chapitre 6, on assiste à une transition vers des aliments commercialisés, dans les collectivités autochtones nordiques comme dans l'ensemble des collectivités autochtones. L'évolution des préférences et pratiques alimentaires, ainsi que les causes de changements dans le choix des aliments, sont abordées au chapitre 7.



Adapté de Egeland, 2009, avec les autorisations requises

Source des données : Étude sur la santé des enfants inuits du Nunavut, 2007–2008

Figure 5.4

#### Nombre moyen de jours par mois où les enfants inuits du Nunavut ont consommé des aliments traditionnels

On a demandé aux parents d'enfants âgés de 3 à 5 ans de dire combien de fois leurs enfants avaient consommé divers types d'aliments traditionnels dans le mois précédant l'Étude sur la santé des enfants inuits du Nunavut; 388 enfants de 16 collectivités ont participé à l'enquête.

## 5.4 DÉTERMINANTS DE LA SALUBRITÉ ET DE LA QUALITÉ DES ALIMENTS

Le réseau FSN (2009) souligne que, jusqu'à récemment, la plupart des préoccupations quant à la salubrité des aliments traditionnels étaient liées à la présence de contaminants environnementaux (la section 8.4 aborde la question des contaminants dans les aliments traditionnels). Il y a eu très peu de recherches sur les risques associés aux pratiques de préparation des aliments traditionnels, malgré le besoin de diminuer ces risques (FSN, 2009). En particulier, il y a des risques liés à la santé des animaux, à la consommation de viande crue, à la pratique de « fermentation » de la viande et du poisson, ainsi qu'aux méthodes de récolte et d'abattage. Le savoir traditionnel, la prévention de la croissance d'agents de risque, le suivi et la surveillance, ainsi que l'éducation, font partie des principales méthodes de réduction des risques associés à la consommation d'aliments traditionnels (FSN, 2009).

Au-delà des contaminants, de nombreux autres facteurs peuvent affecter la qualité, la salubrité et le goût des aliments traditionnels. Certains problèmes concernant la santé de la faune et de la flore dans le Nord du Canada ont des incidences sur l'utilisation et la consommation humaines. Même si tous ne sont pas particulièrement dangereux pour la santé humaine ou animale (WMAC et AHTC, 2009), les pathogènes — virus, bactéries et parasites — qui affectent la faune et la flore sont d'importants déterminants de la qualité des aliments traditionnels. Par contre, la surveillance des maladies des espèces sauvages au Canada est relativement récente. On peut donc connaître des tendances longitudinales pour certaines maladies, mais pas pour d'autres (Leighton, 2011).

L'état des animaux est un déterminant supplémentaire de la qualité et du goût des aliments. Les personnes qui chassent et préparent des aliments traditionnels notent que la quantité de gras corporel, ainsi que l'état des articulations, de la viande, du poil et du foie, peuvent témoigner de la santé de chaque animal. Par exemple, un poil luisant est considéré comme un signe de bonne santé, alors que des taches de poils blancs sur un orignal indiquent la présence de tiques (Samuel, 2004), et que chez le caribou, une robe inégale avec des bosses sur la peau ou des creux dans le cuir indiquent la présence d'hypodermes à l'état de larve (WMAC et AHTC, 2009). La santé des hardes peut également être évaluée par leurs déplacements, le nombre de têtes et la force du meneur (WMAC et AHTC, 2009).

Selon le savoir local et traditionnel des Autochtones d'Aklavik sur le caribou de la Porcupine, mis à part les influences saisonnières régulières, la viande de caribou a pris un goût différent depuis quelques années. Voici des raisons possibles mentionnées par les membres de la collectivité : effets de la pollution des routes de glace et de la circulation de véhicules; réaction des animaux au stress d'être chassés à l'aide de motoneiges; modifications de la diète du caribou; événements météorologiques comme la pluie verglaçante; plus grandes distances parcourues par les hardes (WMAC et AHTC, 2009). Cela rejoint les rapports d'ainés et de chasseurs de la Première Nation dénée Lutsel K'e, qui attribuent à divers facteurs la variation de la condition physique du caribou de la toundra dans les T. N.-O. : fréquence ou gravité des feux de forêt; disponibilité et qualité en déclin de la végétation; variables liées aux conditions météorologiques; perturbations humaines; distances migratoires (Lyver et Première Nation dénée Lutsel K'e, 2005). Ce genre de connaissances des aînés et chasseurs autochtones ainsi que les programmes communautaires de surveillance environnementale peuvent informer les gouvernements, les entreprises et les chercheurs sur diverses caractéristiques de l'écologie de la faune et de la flore, ainsi que leurs répercussions possibles sur l'environnement et les populations humaines (Lyver et Première Nation dénée Lutsel K'e, 2005).

Le savoir traditionnel peut être une importante source d'information sur la salubrité des aliments. Par exemple, les Inuits de collectivités du Nunavut et du Nunavik ont remarqué que, selon les époques de l'année, certaines personnes devraient éviter de manger le foie d'ours polaire, la cervelle de narval, les fruits de mer, la viande rassise et des aliments vieilliss, la viande d'ours noir et d'ours polaire, ainsi que le merle, à cause de problèmes de toxicité (Myers et Furgal, 2006). Certaines viandes (p. ex. la viande d'ours) tendent à être mangées cuites pour éviter l'infection par des parasites (Proulx *et al.*, 2002), et des chasseurs observent le comportement des animaux pour en évaluer la santé avant de les tuer (WMAC, 2009c). Comme l'expliquait un expert local d'Aklavik : « Si un caribou est malade, il ne se sauvera pas. Malade... ou trop vieux. On ne tue pas celui-là. » (WMAC, 2009c). Même si le réseau FSN (2009) note que les collectivités autochtones ont beaucoup de connaissances sur la salubrité des aliments et que les Autochtones ont survécu pendant des générations en utilisant leur savoir traditionnel pour éviter les maladies venant des aliments, tout cela est bien peu documenté. Le comité est d'avis que davantage de recherches sont nécessaires dans ce domaine.

## 5.5 MARCHANDISATION DES ALIMENTS TRADITIONNELS

Dans le Nord du Canada, des changements sociaux majeurs accompagnent une participation accrue à l'économie fondée sur la rémunération. C'est le cas de la marchandisation de biens et services qui étaient autrefois partagés. Même si, selon les résultats de l'Enquête de l'API sur la santé des Inuits (2007–2008), seulement 10 % des Inuits interrogés dans la RDI, le Nunatsiavut et le Nunavut achètent leurs aliments traditionnels dans des magasins (Egeland, 2010a, 2010b, 2010c), la commercialisation des aliments traditionnels doit être prise en considération dans la présente évaluation, car elle a potentiellement des effets positifs et négatifs complexes sur la sécurité alimentaire dans le Nord.

La commercialisation des ressources alimentaires locales fait l'objet de débats au sein des populations autochtones, mais elle constitue une occasion d'améliorer l'économie des collectivités tout en créant des emplois et des activités fondées sur le savoir-faire local (Duhaime *et al.*, 2002, 2005; Furgal *et al.*, 2012). Les ventes informelles chez les Inuits et les non-Inuits existent depuis longtemps. Mis sur pied en 1960, le Programme d'aliments de spécialité du gouvernement fédéral fut l'une des premières tentatives officielles de marchandisation d'aliments traditionnels (Gombay, 2005). Les gouvernements des territoires, notamment ceux des T. N.-O. et du Nunavut, ont subventionné des programmes de vente d'aliments traditionnels, comme ceux des pêches exploratoires du Nunavut et des projets pilotes portant sur des animaux terrestres lancés dans les années 1980. Le comité a toutefois noté qu'une grande partie des aliments traités ont été et sont encore exportés vers des marchés à l'extérieur du Nunavut. Il a

également remarqué que des programmes coordonnés dans tout le Nunavut ont fourni des installations de congélation pour la subsistance et à usage commercial dans presque toutes les collectivités, en plus de donner lieu à la construction d'installations de transformation dans certaines d'entre elles.

Gombay (2005) explique qu'à l'heure actuelle, la vente d'aliments traditionnels chez les Inuits au Canada tend à être le fait d'entrepreneurs individuels, de sociétés de développement inuites et de programmes d'aide aux chasseurs :

- **Entrepreneurs individuels** : Cette catégorie comprend des entreprises officielles ou informelles d'aliments traditionnels, ainsi que des individus qui vendent leurs prises aux magasins locaux et aux programmes d'aide aux chasseurs (Nunavik), ou aux programmes de soutien aux activités de récolte (Nunavut).
- **Sociétés de développement inuites** : Voici quelques exemples de sociétés de développement qui appartiennent à des Inuits et qui commanditent la production commerciale d'aliments traditionnels : Nunavik Arctic Foods, de la Société Makivik, Kitikmeot Foods Ltd., de la Société de développement du Nunavut (Cambridge Bay, Nt), Papiruiq Fisheries Limited (Whale Cove, Nt), Kivalliq Arctic Foods (Rankin Inlet, Nt) et Pangnirtung Fisheries (Nt). Toutes ces entreprises fournissent de la viande et du poisson ayant le sceau des autorités fédérales (Aarluk Consulting, 2005; Gombay, 2005). Le rapport annuel 2011–2012 de la Société de développement du Nunavut (NDC, 2012) a révélé que l'usine de transformation de l'omble chevalier et du flétan de Pangnirtung Fisheries avait fourni 35 emplois et avait été rentable, mais que c'était la seule usine de transformation d'aliments du territoire qui n'avait pas perdu d'argent en 2012. La coopérative des producteurs de poisson du Torngat, établie à Nain et à Makkovik, dans le Nunatsiavut, fait de la transformation du crabe des neiges et de l'omble chevalier.
- **Programmes d'aide aux chasseurs et programmes de soutien aux activités de récolte** : Ces programmes sont conçus pour soutenir des activités traditionnelles de récolte ainsi que la production et la consommation d'aliments traditionnels. Ils sont administrés par l'intermédiaire d'OCT ou d'associations de chasseurs, de pêcheurs et de trappeurs (ACPT) locales. Certains soutiennent les chasseurs en leur fournissant des ressources financières couvrant un salaire ou des indemnités journalières, ainsi que du carburant et des fournitures; d'autres peuvent fournir de l'équipement permettant de chasser pour la collectivité. À partir du cas du Nunavik, Gombay (2005) prétend que les programmes d'aide aux chasseurs (PAC) constituent la forme de marchandisation d'aliments traditionnels la plus acceptée et couronnée de succès : « Sur le plan éthique, un PAC est acceptable pour la population parce qu'il restreint la vente d'aliments traditionnels dans un simple intérêt égoïste et qu'il souligne l'aspect social en reproduisant la tradition inuite du partage d'aliments avec la collectivité. » [traduction]. Le comité est d'avis que cette analyse pourrait facilement s'appliquer à d'autres programmes semblables dans tout le Nord du Canada.



Les divers degrés de succès des efforts de marchandisation sont largement tributaires de leurs liens avec deux facteurs importants : en premier lieu, l'obligation morale et culturelle de partager certains types d'aliments; deuxièmement, les différences entre les lois et règlements qui ont des effets sur la marchandisation des aliments traditionnels. Ces deux facteurs varient d'une région à l'autre, selon le contenu des accords sur les revendications territoriales (Gombay, 2005).

En prenant l'exemple du Nunavut, Duhaime et Bernard (2008) remarquent que depuis les 20 dernières années, « des efforts importants et des millions de dollars » [traduction] ont été investis dans le secteur des aliments traditionnels, notamment en vue de développer des marchés et d'obtenir l'agrément de l'Union européenne (UE) pour certains produits. Quelques éléments donnent à penser que les attitudes à l'égard de la vente (informelle ou non) d'aliments traditionnels dans les collectivités du Nunavut sont en train de changer (voir Myers *et al.*, 2005).

### **Encadré 5.5**

#### **Réglementation et marchandisation des aliments traditionnels au Nunavik**

Dans un article sur la marchandisation des aliments traditionnels au Nunavik, la chercheuse canadienne Nicole Gombay (2005) explique que des règlements internationaux et intérieurs peuvent limiter la vente d'aliments traditionnels. Mentionnons par exemple : des conventions et traités internationaux tels que la *Convention concernant les oiseaux migrateurs* et la *Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction*; les restrictions sur la chasse commerciale à la baleine imposées par la Commission baleinière internationale; les mesures prises par l'UE telles que l'embargo sur les produits dérivés du phoque. Les conséquences négatives de ces politiques et mesures sur la capacité des populations autochtones du Nord de maintenir leurs pratiques de récolte de subsistance, et du même coup sur leur sécurité alimentaire, ne peuvent être exagérées.

Au Canada, le commerce des aliments traditionnels au Nunavik constitue un exemple intéressant. En vertu de la CBJNQ, la vente d'aliments traditionnels à l'extérieur du Nunavik, ou à des non-bénéficiaires à l'intérieur du Nunavik, est interdite, à moins que les produits portent des étiquettes commerciales et satisfassent aux normes provinciales, fédérales ou internationales d'abattage et de transformation. Par conséquent, les règlements d'inspection des aliments jouent un rôle important pour déterminer les conditions dans lesquelles des aliments traditionnels peuvent être vendus par les Inuits et les Cris qui vivent sur le territoire régi par la CBJNQ (Gombay, 2005).

Le marché d'aliments traditionnels d'Iqaluit donne un exemple actuel d'appui à ce type d'accès. La vente d'aliments traditionnels devient dans certains contextes une adaptation aux contraintes de coût des activités de récolte (Gombay, 2005, 2009).

Des aliments traditionnels sont également offerts en vente dans des magasins locaux de certaines régions, mais cette disponibilité varie selon le lieu et le moment. De fait, une enquête menée auprès des détaillants du Nunavut sur les obstacles à la vente d'aliments traditionnels transformés de manière commerciale a révélé que la disponibilité était de loin leur préoccupation principale (83,3 %), suivie du prix (47 %) et de la constance des produits (25 %) (Aarluk Consulting, 2005)<sup>28</sup>. Lors d'entrevues, les détaillants ont déclaré avec emphase être prêts à annoncer, montrer et vendre des aliments de l'Arctique, à condition d'avoir une source stable d'approvisionnement (Aarluk Consulting, 2005). Davantage de recherches sont nécessaires sur ce sujet, y compris une évaluation des questions entourant la commercialisation d'aliments traditionnels et les moyens d'équilibrer l'accès aux aliments commercialisés et aux aliments traditionnels (voir BDS, 2011).

Le comité a relevé l'exemple du programme d'alimentation communautaire de Nelson House, dans le Nord du Manitoba, qui procure à des collectivités un accès à des aliments sains tout en créant des emplois pour des gens qui chassent et pêchent toute l'année. Les aliments rapportés par ces travailleurs sont distribués gratuitement dans la collectivité, en priorité aux aînés, aux personnes malades et aux familles monoparentales à faible revenu, bénéficiant à 1500 personnes sur une population de 2500 (Kamal *et al.*, s.d.).

Alors que le développement de marchés locaux d'aliments traditionnels constitue une avenue prometteuse pour renforcer la sécurité et la souveraineté alimentaires, les projets qui mettent l'accent sur l'exportation de ces aliments font peu pour améliorer la sécurité alimentaire locale. La chasse commerciale au bœuf musqué faite par les Inuvialuits sur Banks Island, dans les T. N.-O. (la plus importante récolte commerciale de bœuf musqué au Canada) en est un exemple. Cette chasse est gérée par la Société régionale inuvialuite et l'OCT de Sachs Harbour. Les animaux sont amenés dans des abattoirs mobiles, où ils sont examinés par des inspecteurs et des vétérinaires d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. La présence d'abattoirs mobiles répond à certaines difficultés décrites par Gombay (2005) (voir l'encadré 5.5). Par contre, une grande partie de la viande est expédiée vers les marchés du Sud, sauf pour certains

---

28 Ces résultats reposent sur l'opinion de 12 répondants. Il faut extrapoler avec précaution ces résultats limités.

échanges intercommunautaires et ventes locales; par exemple, Tuktoyaktuk, dans les T. N.-O., échange du béluga et du caribou contre du bœuf musqué (Aarluk Consulting, 2005). Ainsi, mis à part quelques revenus limités provenant des ventes, les habitants du Nord ne semblent pas bénéficier directement de ce qui pourrait ressembler à une augmentation de l'approvisionnement local en aliments. Pour donner un autre exemple similaire, Nunavik Arctic Foods fabrique des produits de spécialité du caribou, comme du caribou fumé, du caribou bourguignon, des pâtés et des saucisses; par contre, ces aliments sont expédiés vers le Sud, où se fait la plus grande partie de la transformation et de la mise en marché (Aarluk Consulting, 2005), ce qui apporte peu de bénéfices aux collectivités locales.

La littérature présente plusieurs stratégies visant à augmenter la sécurité et la souveraineté alimentaires grâce à une amélioration de la production locale d'aliments. Ces stratégies visent les objectifs suivants : créer davantage d'occasions d'emploi et faire de la chasse une carrière plus attrayante pour les jeunes générations; fournir une source de gain économique à l'échelle individuelle et collective; protéger et promouvoir la continuité du savoir-faire culturel et du mode de vie; ultimement, augmenter la quantité d'aliments sains et riches en nutriments disponibles et consommés dans les collectivités (Pearce *et al.*, 2006; BDS, 2011; RRPR, 2011). Le comité a également pris connaissance des stratégies suivantes :

- conviction que les ressources naturelles et humaines existantes ont la capacité de permettre aux populations nordiques de devenir beaucoup plus autosuffisantes ou souveraines en ce qui concerne leur alimentation, avec des mécanismes et une technologie soutenant une action plus formelle en ce sens (Duhaimé *et al.*, 2005);
- soutien financier accru aux chasseurs : PAC; meilleures possibilités de formation à la manipulation et à la transformation d'aliments; mise sur pied d'un soutien continu aux magasins d'alimentation communautaires; système à deux volets où les installations communautaires sont liées à une infrastructure régionale existante de transformation et de distribution (Myers *et al.*, 2004, 2005; Gombay, 2005);
- récolte commerciale de produits locaux, couplée à un soutien étatique à l'économie de l'alimentation, afin d'appuyer des réseaux alimentaires (là où l'écosystème a la capacité de soutenir cette exploitation accrue, comme c'est le cas au Groenland) (Duhaimé *et al.*, 2002);
- davantage de réflexion sur des infrastructures de transport et d'entreposage dans les régions nordiques, afin de soutenir l'obtention et la distribution d'aliments récoltés localement et importés de la région. Cela s'ajoute à l'amélioration des liaisons maritimes, à des subventions visant à compenser l'indice des prix

à la consommation, à un accent sur la commercialisation locale et régionale, ainsi qu'à une plus grande intégration de la chasse dans l'économie monétaire officielle des collectivités (Duhaime *et al.*, 2005).

Avec le développement de systèmes de transformation et de distribution d'aliments traditionnels, la séparation entre aliments traditionnels et commercialisés devient moins nette, et les facteurs qui affectent la sécurité alimentaire ne sont plus spécifiques à l'une ou l'autre source d'aliments (Gombay, 2005). Par exemple, la possibilité d'acheter des aliments traditionnels dans des magasins signifie que les prix des aliments affecteraient l'accès aux aliments traditionnels, et les risques et avantages associés aux aliments traditionnels s'appliqueraient aussi à certains aliments commercialisés. On peut donc concevoir que la marchandisation des aliments traditionnels puisse avoir des effets positifs et négatifs sur la sécurité alimentaire dans le Nord.

Pour des raisons de disponibilité, d'accessibilité et de coût, davantage de populations autochtones du Nord passent d'un système relatif aux aliments traditionnels à un système relatif aux aliments commercialisés. Le système alimentaire du Nord du Canada est une combinaison de ces deux systèmes. Le chapitre 6 porte sur le système relatif aux aliments commercialisés, et le chapitre 7 aborde la transition nutritionnelle, qui va dans le sens d'une consommation accrue d'aliments commercialisés.

## 5.6 CONCLUSIONS

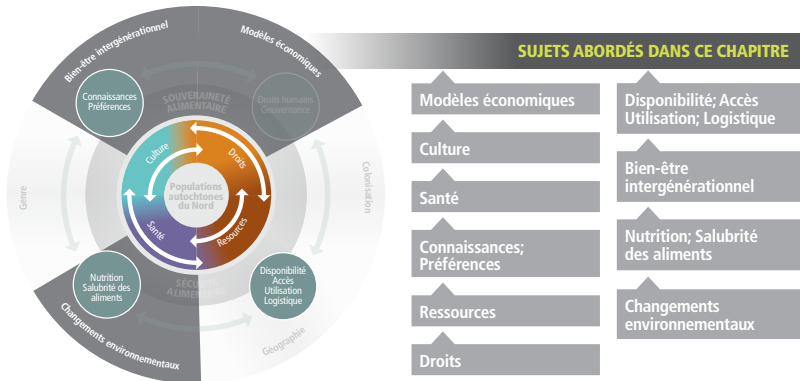
Les aliments traditionnels favorisent la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la souveraineté alimentaire, de même que la santé et le bien-être dans le Nord du Canada. Même consommés en petite quantité, ils sont d'excellentes sources de vitamines et minéraux clés. Même si la consommation d'aliments traditionnels varie dans le Nord du Canada (en fonction de paramètres comme l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, la taille de la collectivité et la région), les données montrent que la participation aux activités de récolte et la consommation d'aliments traditionnels sont en déclin dans les collectivités autochtones. De plus, même si ces aliments continuent d'être partagés, des transitions sociales, environnementales, culturelles et économiques majeures ont un impact sur cette pratique traditionnelle.

# 6

## **Le système relatif aux aliments commercialisés**

- **Prix des aliments commercialisés**
- **Consommation d'aliments commercialisés dans le Nord**
- **Questions logistiques concernant les aliments commercialisés et leur coût**
- **Logistique dans l'avenir : changements climatiques, développement et transports**
- **Conclusions**

## 6 Le système relatif aux aliments commercialisés



### Principales constatations

Les aliments commercialisés coûtent beaucoup plus cher dans les collectivités nordiques que dans le Sud du pays.

Les aliments commercialisés les plus souvent consommés ont une valeur nutritive relativement faible par rapport aux aliments traditionnels riches en nutriments. Même une seule portion de viande ou de poisson d'origine locale apporte davantage d'énergie alimentaire et de protéines, ainsi que beaucoup de vitamines et minéraux essentiels.

Les coûts élevés de transport, d'entreposage et de distribution des aliments dans le Nord du Canada sont des facteurs importants qui affectent la sécurité alimentaire de différentes façons, en particulier la disponibilité des aliments commercialisés importés et l'accès à ceux-ci.

L'activité économique accrue et les modifications importantes des processus climatiques entraînent une augmentation de l'utilisation et des possibilités d'exploitation de l'environnement marin et côtier de l'Arctique, ainsi que des menaces qui pèsent sur cet environnement. Le développement industriel peut bénéficier aux collectivités, mais il peut aussi avoir des effets néfastes sur les terres, la faune et la flore, l'eau et la santé des populations.

Ce chapitre présente l'autre important système alimentaire du Nord canadien : le système relatif aux aliments commercialisés importés. Le comité a convenu de la définition ci-dessous des aliments commercialisés, en l'adaptant de l'ouvrage *Nunavut Food Guide Educator's Handbook* (GN, 2012) : Les *aliments commercialisés* sont des aliments que l'on ne peut pas en général se procurer localement dans la nature. Ces aliments peuvent être sains (fruits, légumes, céréales, etc.) ou nocifs pour la santé (aliments riches en sodium, en gras et en sucres). De plus, alors que tous les aliments traditionnels (tirés de la terre, de la mer et du ciel) sont nutritifs, ce n'est pas le cas de tous les aliments commercialisés.

L'importance nutritionnelle et sociale du système relatif aux aliments traditionnels dans le Nord du Canada, de même que ses bienfaits pour la santé, sont de plus en plus reconnus. Cependant, avec la hausse des coûts de récolte des aliments traditionnels et la perte des pratiques traditionnelles de récolte, les collectivités autochtones doivent composer avec une pression croissante pour se procurer suffisamment d'aliments (Boult, 2004). La disponibilité des aliments traditionnels dépend également du temps et de l'énergie humaine disponibles pour les récolter et les préparer (Kuhnlein et Receveur, 1996). Tous ces coûts financiers et humains sont trop élevés pour de nombreuses familles dont le revenu est insuffisant au regard du coût de la vie dans le Nord, ou pour celles qui bénéficient de l'aide sociale; les efforts visant à diminuer ces coûts peuvent favoriser une dépendance accrue envers des aliments commercialisés qui sont au moins autant sinon plus coûteux (Boult, 2004).

## 6.1 PRIX DES ALIMENTS COMMERCIALISÉS

Le coût élevé des aliments dans le Nord doit être pris en considération dans toute discussion sur la sécurité alimentaire. En regroupant des données de l'Enquête de l'API sur la santé des Inuits pour le Nunavut, la RDI et le Nunatsiavut, Rosol *et al.* (2011) ont constaté que le prix moyen du panier d'épicerie dans ces régions était de 380 \$ par semaine en 2007–2008, soit 19 760 \$ par année. Par comparaison, 49,6 % des adultes inuits avaient eu un revenu inférieur à 20 000 \$ au cours de l'année précédente (Rosol *et al.*, 2011). Dans la RDI, le ménage moyen a dépensé 1317 \$ par mois pour la nourriture en 2007–2008, alors que le ménage canadien moyen avait dépensé 609 \$ à ce chapitre en 2007 (Egeland, 2010a).

L'*Indice comparatif des prix du Nunavik* (Duhaime et Caron, 2012) montre que des paniers d'épicerie identiques coûtent 81 % de plus au Nunavik qu'à Québec. Même si la différence de prix est moindre pour les aliments périssables (45 %) que pour les aliments non périssables (86 %) ou congelés (100 %), Duhaime et Caron (2012) notent que les produits périssables représentent une faible

portion de tous les produits disponibles dans les épiceries et qu'ils ont tendance à ne pas être facilement disponibles au Nunavik. En Saskatchewan, le coût d'un « Panier de provisions nutritif » pour une famille de quatre personnes était de 205,02 \$ par semaine en 2008, mais il était de 252,27 \$ par semaine dans le Nord de la province<sup>29</sup> (PHNSWG, 2010). De la même manière, le coût d'un panier de provisions nutritif à Terre-Neuve (en excluant le Labrador) était en moyenne de 178,84 \$, alors qu'il était de 229,37 \$ dans les régions rurales du Labrador (FSNNL, 2012).

Pour illustrer davantage la question du coût des aliments, le « Panier de provisions nordique révisé » donne une estimation du coût hebdomadaire moyen d'aliments nutritifs pour une famille de quatre personnes dans plusieurs régions nordiques en 2010 (AADNC, 2010a). Les différences de prix entre des centres majeurs d'approvisionnement alimentaire dans le Sud et des collectivités nordiques sont illustrées à la figure 6.1.

Les perceptions sur le coût aliments traditionnels par rapport aux aliments commercialisés varient d'une région à l'autre du Nord. Les résultats de l'Enquête de l'API sur la santé des Inuits (2007–2008) montrent que la majorité des répondants inuits de la RDI (60,7 %) et du Nunavut (76,1 %) croyaient que les aliments traditionnels étaient moins chers que les aliments commercialisés, contre moins de la moitié (43,3 %) des répondants du Nunatsiavut.

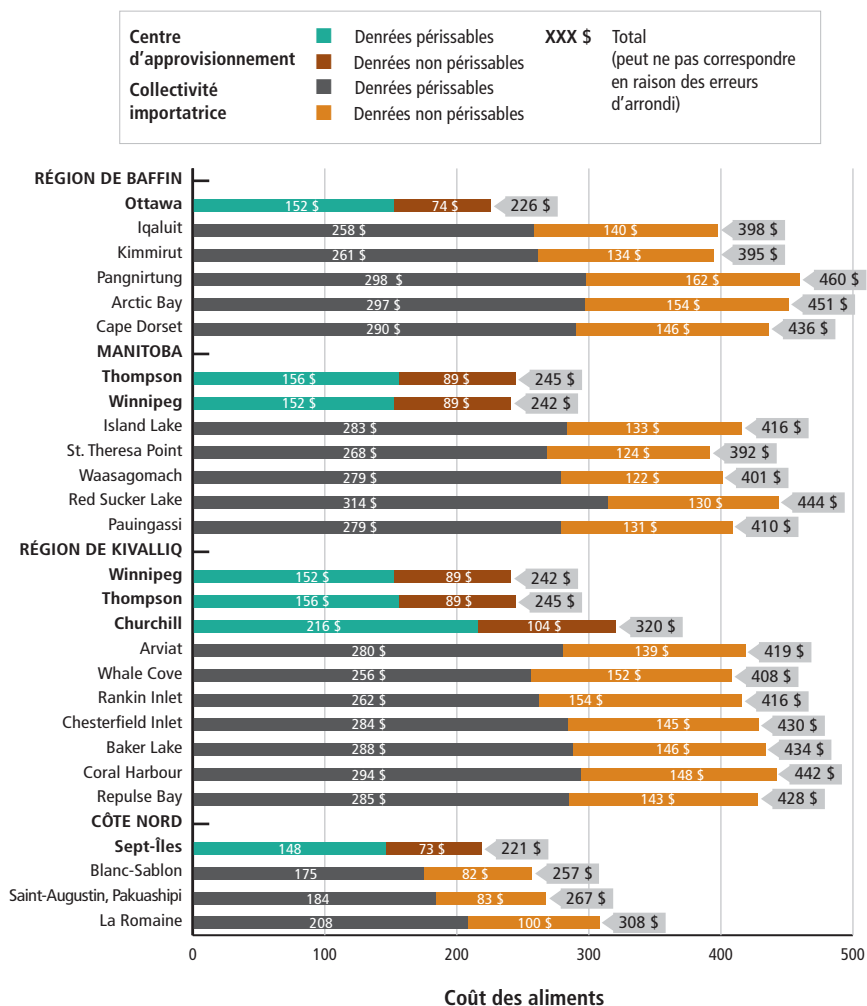
## 6.2 CONSOMMATION D'ALIMENTS COMMERCIALISÉS DANS LE NORD

Les pourcentages d'apport énergétique total des aliments commercialisés et des aliments traditionnels, pourcentages rapportés par les adultes, hommes et femmes, des trois populations autochtones, varient selon le groupe d'aliments. Kuhnlein et Receveur (2007) font état d'études nutritionnelles menées pendant deux saisons auprès d'adultes au Yukon, dans la Nation dénée, chez des Métis et des Inuits — hommes, de même que femmes qui n'étaient pas enceintes et qui n'allaitaient pas —, ainsi qu'auprès d'enfants du Yukon et de la Nation dénée. Les résultats ont été normalisés en fonction de la saison, du jour de la semaine et du groupe culturel. Les auteurs ont constaté que, dans les groupes d'aliments commercialisés, les céréales, les sucres et les gras (aliments dont les principaux ingrédients étaient des sucres ou des gras) ainsi que la viande comptaient pour plus de 15 % chacun de l'apport total quotidien en énergie alimentaire. Même si le pourcentage d'énergie provenant d'aliments traditionnels variait (de 17 à 28 %) selon le groupe culturel, ce pourcentage était toujours plus élevé

---

29 Régions d'administration de la santé d'Athabasca, Keewatin Yatthé et Mamawetan Churchill River.





Reproduit de AADNC, 2010d, avec les autorisations requises

Figure 6.1

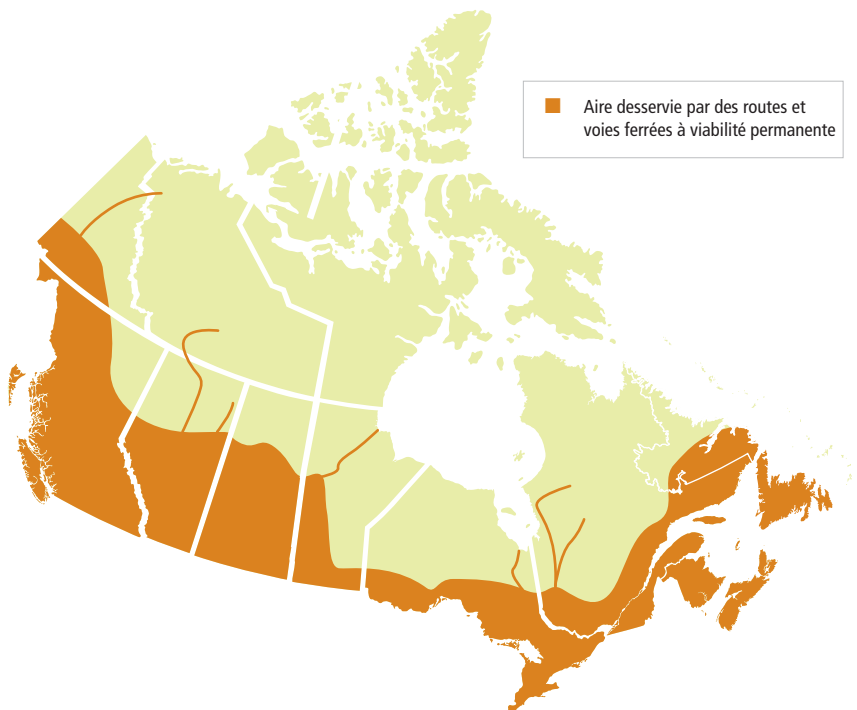
**Coût hebdomadaire du panier de provisions nordique révisé pour une famille de quatre personnes, en 2010 : Comparaison de centres d'approvisionnement et de collectivités nordiques choisies**

Cette figure compare le coût des aliments dans des collectivités isolées et dans les centres d'approvisionnement correspondants. Le comité a remarqué que l'emplacement des collectivités a peu d'incidence sur le coût des aliments. Par exemple, le coût des aliments à Iqaluit, au Nunavut, est plus bas qu'à Red Sucker Lake, au Manitoba, parce les pistes d'atterrissage de petites collectivités comme Red Sucker Lake sont courtes et ne peuvent recevoir que des avions dont la charge ne dépasse pas cinq à sept tonnes. Par contre, Iqaluit et Rankin Inlet ont des pistes qui permettent l'atterrissage d'avions à réaction. Par conséquent, même si les distances peuvent être beaucoup plus grandes, le coût par tonne transportée peut être semblable.

dans le cas des aliments commercialisés. C'était particulièrement le cas chez les enfants, où la part des aliments traditionnels était beaucoup moindre que chez les adultes.

À partir de ces études nutritionnelles sur la diète de 24 heures, Kuhnlein et Receveur ont également constaté que le thé, le sucre, le pain blanc, les biscuits, le lard, les préparations de boisson en poudre, le café instantané, le lait en poudre, les flocons de maïs, les eaux gazeuses, le beurre et les œufs faisaient partie des aliments commercialisés les plus consommés. Les aliments commercialisés les moins consommés étaient les shortenings, les mélanges à soupe en poudre, le riz, les produits de viande, le macaroni et le fromage, de même que les saucisses fumées. Les produits de viande disponibles se présentaient de diverses manières, souvent prétransformés, précuits ou congelés. Les autres types d'aliments, par exemple les fruits et légumes, n'étaient pas toujours accessibles dans les collectivités nordiques (Ford et Beaumier, 2011), avaient dépassé leur date limite de fraîcheur ou étaient de moindre qualité à cause des délais de transport sur de longues distances (Boult, 2004). Les collectivités nordiques manquaient en outre d'information sur la manière de préparer sainement des aliments commercialisés (Ford et Beaumier, 2011).

Les aliments commercialisés les plus souvent consommés ont une valeur nutritive relativement faible par rapport aux aliments traditionnels riches en nutriments. Une analyse de la diète de plus de 3800 personnes (Kuhnlein et Receveur, 2007), effectuée en distinguant les jours avec ou sans une ou plusieurs portions d'aliments traditionnels, a montré que la diète était beaucoup plus riche en énergie, protéines, ainsi que 11 vitamines et minéraux, les jours où elle comprenait des aliments traditionnels. Même une petite portion d'aliments traditionnels peut procurer des quantités importantes d'énergie, de protéines, de vitamines essentielles comme les vitamines B2, D, E et B6, ainsi que les minéraux suivants : fer, zinc, cuivre, magnésium, manganèse, phosphore et potassium (Kuhnlein et Receveur, 2007; Gagné *et al.*, 2012). La viande et le poisson traditionnels sont pauvres en gras saturés, et les tissus des mammifères marins contiennent des quantités surprenantes de vitamine C (Fediuk *et al.*, 2002; Kuhnlein et Receveur, 2007). Les sources d'aliments traditionnels contribuent d'une manière extrêmement importante à la qualité de la diète des enfants et adultes autochtones du Nord (Kuhnlein et Receveur, 2007; Chan *et al.*, 2006).



Adapté de Prentice et Russell, 2009, avec les autorisations requises

*Figure 6.2*

### **Limite nordique approximative des routes et voies ferrées à viabilité permanente**

Une grande partie du Canada n'est pas desservie par des routes et voies ferrées à viabilité permanente. C'est le cas de ce qui est en vert sur la carte. Quelques routes comme celles du Québec qui vont à la Baie James, ou la route de Yellowknife, sont des routes uniques, par opposition aux territoires où toutes les routes sont à viabilité permanente. Les collectivités situées dans les régions en vert dépendent principalement du transport aérien et océanique pour les trajets de longue distance.

## **6.3 QUESTIONS LOGISTIQUES CONCERNANT LES ALIMENTS COMMERCIALISÉS ET LEUR COÛT**

Une grande partie de la surface terrestre du Canada se situe au nord de routes ou chemins de fer à viabilité permanente (voir la figure 6.2) (Prentice et Russell, 2009). La notion d'« isolement » n'est pas seulement une question d'éloignement. Les conditions économiques, et non la distance seule, déterminent l'isolement. Sans accès par des moyens de transport, « tout endroit devient isolé » [traduction] (Prentice, 2012). Par exemple, Anchorage, en Alaska, est loin des autres régions peuplées des États-Unis et du Canada, mais elle n'est

pas nécessairement isolée, parce qu'elle est reliée aux 48 États du Sud par un aéroport moderne, un port et une route à viabilité permanente (Prentice, 2012). À l'inverse, des collectivités comme Pauingassi, au Manitoba (à environ 280 kilomètres au nord-est de Winnipeg), ou celles de la Basse-Côte-Nord au Québec, par exemple Harrington Harbour (à moins de 200 kilomètres de Corner Brook, à Terre-Neuve), peuvent être considérées comme isolées parce qu'elles ne disposent pas de moyens de transport toute l'année.

La logistique de la vente d'aliments dans le Nord du Canada introduit d'importants facteurs qui affectent la sécurité alimentaire de diverses manières, en particulier l'accès et la disponibilité d'aliments commercialisés importés. Les grandes distances, les populations clairsemées et les conditions météorologiques difficiles qui deviennent moins prévisibles en raison des changements climatiques, font du Nord du Canada une région où il est difficile de faire du commerce. Les facteurs logistiques qui peuvent rendre les collectivités vulnérables à l'insécurité alimentaire comprennent des infrastructures inadéquates de production et de transformation d'aliments, ou d'approvisionnement en eau potable, ainsi que le manque de routes et de quais fédéraux (Thompson *et al.*, 2011).

### 6.3.1 Transports

L'isolement a des conséquences importantes pour les 4 % de membres des Premières Nations au Canada qui ne disposent pas d'un accès routier (Thompson *et al.*, 2011). Par exemple, au Manitoba, 23 Premières Nations (qui totalisent la moitié de la population des Premières Nations de la province) ne sont pas accessibles par une route à viabilité permanente (AADNC, 2012c). Cela ne changera pas avant au moins 25 ans, même avec un projet majeur visant à créer un accès routier permanent à 13 collectivités isolées à l'est du lac Manitoba (ESRA, 2011). D'autre part, aucune route ne relie les collectivités du Nunavut. Certaines sont accessibles en motoneige l'hiver, mais les transports se font surtout par voie aérienne ou maritime; en été, les 25 collectivités du Nunavut dépendent toutes d'un accès par les eaux libres (GN, 2003). Dans tout le Nord du Canada, les fermetures saisonnières, le gel incertain des routes d'hiver, la faible fréquence des services de transport et la faible densité du trafic contribuent à une logistique coûteuse (Prentice et Russell, 2009).

Voici les moyens de transport les plus communément employés pour rejoindre les collectivités du Nord du Canada, ainsi que les difficultés qui leur sont associées :

- **Transport maritime** : La forme de transport la moins coûteuse disponible pour les collectivités qui bénéficient d'un accès en eau libre est la livraison par navire et par barge. Ces livraisons dépendent toutefois du climat, des conditions météorologiques et du mouvement des glaces. Elles sont typiquement limitées à deux ou trois livraisons par année (Prentice et Russell, 2009; Prentice, 2012; Flood, 2012).
- **Transport aérien** : Le Nord du Canada peut également être desservi par hélicoptère et par avion, mais ces moyens de transport ont de sérieuses limites. Le transport par hélicoptère est coûteux et le volume de fret limité. L'avion exige des pistes suffisamment longues et dont le revêtement permet les décollages et atterrissages. Le coût du fret aérien diminue avec l'augmentation de la taille des avions, mais il faut alors des pistes plus longues et plus coûteuses, ou une glace plus épaisse sur les lacs, ce qui représente des difficultés en soi (Prentice et Russell, 2009; Prentice, 2012).
- **Routes de glace** : Des camions ou des convois de traîneaux (séries de traîneaux tirés par un tracteur, à chenilles ou non) permettent d'expédier du fret lourd vers des collectivités isolées sur des routes de glace temporaires. Celles-ci franchissent souvent des terrains difficiles, sont assujetties à des limites de poids et soumises aux risques des changements climatiques. Le coût d'aménagement d'une route de glace sur un trajet éprouvé qui ne requiert aucun défrichage peut aller de 3500 \$ à 6000 \$ du kilomètre. Une route nouvelle exige des permis d'utilisation du terrain et est beaucoup plus coûteuse. Plus de 5000 kilomètres de routes de glace sont aménagés au Manitoba et en Ontario chaque année, et ces routes sont généralement ouvertes de la fin janvier au début mars. La saison d'utilisation de ces routes semble raccourcir en raison des changements climatiques (Prentice et Russell, 2009; Prentice, 2012).

En plus du coût du carburant, le prix du transport vers des collectivités isolées est plus élevé pour plusieurs raisons (Vodden, 2013). Très peu d'endroits ont des charges à transporter au retour. Par conséquent, les expéditeurs vers le Nord doivent payer le plein prix d'un aller-retour. Plusieurs collectivités isolées ne vendent pas de carburant. Certaines compagnies aériennes stockent à l'avance du carburant amené par barge ou sur des routes de glace. Sinon, chaque aéronef doit transporter assez de carburant pour faire l'aller-retour, ce qui diminue d'autant la charge utile en fret ou en passagers. Là où il faut franchir des voies d'eau, la débâcle du printemps et le début du gel à l'automne interrompent tout transport (entre autres par traversier) et peuvent entraîner la perte d'utilisation d'équipement (voir CBC/Radio-Canada, 2012; Flood, 2012). Enfin, les routes de glace sont dures et peuvent endommager les pneus, la suspension et la direction des véhicules. La

durée des trajets et les risques encourus contribuent aux coûts de transport. Les tarifs de transport sur les routes de glace peuvent être le double de ce qu'ils sont sur des routes normales (ESRA, 2011).

Une nouvelle génération de dirigeables ajoute une option de transport vers les régions isolées accessibles de manière saisonnière (Prentice et Russell, 2009; Prentice, 2012; Adaman, 2013). Un dirigeable est un véhicule plus léger que l'air, qui semble offrir une solution de remplacement moins coûteuse pour l'expédition de fret dans des régions isolées (CPTRAN, 2013) (voir la figure 6.3). Par rapport à un avion conventionnel, il a l'avantage de pouvoir transporter des charges volumineuses et de forme irrégulière dans sa nacelle. Il peut aussi transporter des charges inhabituelles sous élingue. Les infrastructures nécessaires se limitent à des hangars communs pour l'entretien, et la quantité de carburant par kilo de charge utile devrait être bien moindre que dans le cas d'un avion (CPTRAN, 2013). Il n'y a pas besoin de piste pour le décollage et l'atterrissage. La compétitivité du dirigeable par rapport à l'avion pour le transport de fret reste à établir, parce que l'on n'a pas encore utilisé de dirigeables modernes pour des opérations commerciales de transport de fret (CPTRAN, 2013). Cependant, aux États-Unis, des investissements militaires encouragent depuis six ans le développement de la technologie des aéronefs plus légers que l'air. Il est peu probable que les forts vents et le froid extrême limitent le fonctionnement des dirigeables dans le Nord du Canada davantage que celui des autres aéronefs. Une thèse de maîtrise sur la distribution d'aliments dans le Nord du Manitoba et de l'Ontario, et ainsi que dans la région de Kilvalliq au Nunavut, montre que ce mode de transport pourrait réduire de 18 à 55 % le coût du transport d'aliments vers les collectivités nordiques (Adaman, 2013).



Reproduit de HAV (2012) et Varialift (2012), avec les autorisations requises

**Figure 6.3**

### **Exemples de dirigeables**

De gauche à droite : On envisage l'utilisation de dirigeables, par exemple : Hybrid Air Vehicles (Royaume-Uni, prototype militaire) et Varialift Airships (Royaume-Uni, validation de concept). Chacun devrait avoir une charge utile de plus de 20 tonnes.

### 6.3.2 Autres frais logistiques

Comme on l'a mentionné plus haut, le prix de détail des aliments dans un centre de distribution du Sud peut être moins de la moitié de ce qu'il est dans le Nord. Le coût direct du transport peut toutefois ne représenter que 10 à 20 % de cette différence (Sorobey, 2013). Le reste est constitué de tous les autres frais logistiques, comme la gestion des stocks, les pertes, la main-d'œuvre, les bâtiments et l'énergie. Ces coûts comportent toutefois une composante liée aux coûts élevés de transport. Par exemple, le coût élevé de l'énergie est dû en partie aux coûts de transport et de stockage du carburant et des génératrices.

La logistique des magasins d'aliments dans les collectivités nordiques isolées est bien différente de ce qu'elle est dans le Sud du Canada. Deux grandes entreprises exploitent la majorité des magasins d'alimentation dans le Nord du Canada : Nord West Company (NWC) et Arctic Co-operatives Limited (ACL). NWC exploite 122 magasins Northern et 7 établissements North Mart (NWC, 2013b). Northern vend des aliments et d'autres marchandises dans des collectivités du Grand Nord canadien, dans les provinces et territoires suivants : Yukon, Nunavut, T. N.-O., Saskatchewan, Québec, Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador, Manitoba, Colombie-Britannique et Alberta. Certains établissements offrent des services de restauration comme KFC, Pizza Hut, Burger King et A&W (NWC, 2013a). North Mart cible des marchés plus importants, « en s'efforçant d'offrir un choix plus grand d'aliments frais » [traduction] et vend aussi diverses marchandises, des vêtements, ainsi que des produits et services de santé (NWC, 2013b). Certains établissements North Mart ont des comptoirs Quickstop, Fun 2 Go ou de « charcuterie chaude », qui proposent diverses marques de services d'alimentation de même que des boissons chaudes et froides comme du café, des boissons glacées et des boissons dans des distributeurs.

ACL est une fédération de services détenue et gérée par 31 coopératives établies dans des collectivités des T. N.-O. et du Nunavut (ACL, 2012). Incorporée en 1972, ACL emploie plus de 900 personnes. En plus des magasins de détail, ces organisations indépendantes, de propriété dénée ou inuite, offrent des services d'hôtellerie et de tourisme, de câblodiffusion, de commercialisation d'objets d'art et d'artisanat, de distribution de carburant, de construction, d'équipement lourd, de location d'immeubles, ainsi que divers services assurés par des agences (ACL, 2012).

Les coûts d'entreposage des aliments commercialisés pour une saison complète comprennent les coûts liés à de grands entrepôts et à de grands réservoirs de carburant (Prentice et Russell, 2009), de même que le coût du carburant lui-même. Les distances rendent en outre plus difficile le transport de biens périssables sans qu'ils ne se dégradent, ce qui augmente le prix des aliments

frais nutritifs et en réduit l'acceptabilité pour les consommateurs. Les pertes de nourriture ont un double effet. Non seulement on perd la valeur des aliments eux-mêmes, mais aussi tous les coûts de leur transport et de leur entreposage. Le comité a discuté de l'importance de la « date limite de conservation » des aliments non périssables. Les aliments peuvent être encore propres à la consommation après cette date, mais les consommateurs peuvent ne pas vouloir les acheter.

Les coûts élevés de transport se reflètent également dans tous les biens et matériaux utilisés dans la logistique de la vente au détail dans le Nord. Par exemple, le bois des palettes d'expédition est précieux, en particulier au-delà de la limite des arbres, et il retourne rarement dans le Sud (Sorobey, 2013). Un magasin qui pourrait être construit en six mois dans le Sud du Canada peut demander trois ans dans une collectivité isolée. De plus, son coût d'exploitation peut être trois fois plus élevé, à cause des coûts d'importation de main-d'œuvre qualifiée et des dépenses accrues de construction et d'entretien sur le pergélisol (Sorobey, 2013). Ces frais généraux doivent être inclus dans les prix de détail des aliments.

L'énergie est une autre composante du prix des aliments. En 2011, les prix moyens de l'énergie au Nunavut étaient de 74,9 ¢/kWh, allant de 52,39 ¢/kWh à Iqaluit à 102,71 ¢/kWh à Kugaaruk (CBC/Radio-Canada, 2011). Par comparaison, le tarif résidentiel moyen de l'électricité était de 11,84 ¢/kWh dans 12 importantes villes canadiennes (Hydro-Québec, 2012). Le prix élevé de l'électricité a une incidence directe sur le coût de la distribution d'aliments dans le Nord. Il faut de l'électricité pour le chauffage, l'éclairage, les étalages à température contrôlée, et le prix des aliments doit couvrir les coûts de l'électricité.

Le comité note que peu d'autres recherches ont été effectuées sur les défis logistiques du transport, de l'entreposage et de la distribution d'aliments commercialisés dans le Nord du Canada, même si ces facteurs interviennent indéniablement dans les prix des aliments. Étant donné le rôle crucial de la logistique dans les processus d'approvisionnement en aliments commerciaux (aliments commercialisés importés et, le cas échéant, aliments traditionnels transformés) dans le Nord du Canada, ces lacunes de nos connaissances appellent à davantage de recherches.



#### 6.4 LOGISTIQUE DANS L'AVENIR : CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DÉVELOPPEMENT ET TRANSPORTS

Les conditions logistiques dans le Nord évoluent elles aussi rapidement. Les changements climatiques constituent un moteur important du développement industriel accru dans le Nord du Canada (PSEA, 2007; CCI, 2011; NSIDC, 2012), et l'on prévoit que les activités minières, l'extraction de pétrole et de gaz, la navigation et le tourisme y connaîtront une croissance au cours des prochaines décennies. Ces activités ont des répercussions sur la santé écologique de la région. Le Conseil de l'Arctique a abordé certaines de ces questions, notamment en ce qui concerne les lignes directrices à suivre en cas de déversement pétrolier, de même que la navigation. La présidence canadienne du Conseil de l'Arctique (2013–2015) a donné la priorité aux éléments suivants : « l'exploitation responsable des ressources de l'Arctique, la navigation sécuritaire dans l'Arctique et le développement de communautés circumpolaires durables » (GC, 2013).

L'activité économique accrue et les modifications importantes des processus climatiques entraînent une augmentation de l'utilisation et des possibilités d'exploitation de l'environnement marin et côtier de l'Arctique, ainsi que des menaces qui pèsent sur cet environnement. Les installations terrestres qui affectent les zones marines de l'Arctique comprennent les installations d'extraction de pétrole et de gaz, les mines, les complexes industriels, les ports et les établissements humains. À quelques exceptions près, la pollution marine qu'ils entraînent est surtout locale (Conseil de l'Arctique, 2013). Selon le Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique (PSEA), les activités d'extraction de pétrole et de gaz font l'objet de plus de restrictions dans la partie marine de l'Arctique que sur la partie terrestre (PSEA, 2007). Le développement industriel peut amener des bénéfices économiques locaux pour les populations autochtones du Nord, mais aussi avoir des effets néfastes sur les terres, la faune et la flore, l'eau et la santé de la population (PSEA, 2009a; GRID-Arendal, 2009). D'autre part, l'accroissement du trafic maritime et des installations portuaires peut ouvrir la voie à une diminution des coûts de transport des aliments commercialisés (PSEA, 2009b). La construction de nouvelles pistes d'atterrissage et de nouvelles routes peut également accroître la disponibilité des aliments commercialisés. Le comité conclut que davantage de recherches sont nécessaires sur les effets de l'exploitation des ressources naturelles et d'autres aspects du développement économique sur la sécurité alimentaire et la santé des populations autochtones du Nord.

La modification des infrastructures cruciales de transport dans tout le Nord du Canada pourrait avoir des effets sur le transport des aliments commercialisés et donc sur leur accessibilité physique et financière dans les petites collectivités isolées où le coût de nombreux articles est prohibitif (GRID-Arendal, 2009). Il faut aussi davantage de recherches sur la manière dont les changements climatiques pourraient affecter les infrastructures existantes comme les routes et les pistes d'atterrissage. Certains auteurs, par exemple Butler Walker *et al.* (2009), ont fait état de plusieurs facteurs susceptibles de toucher d'ici peu les collectivités et la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada. Beaucoup de ces facteurs ont trait à la logistique des aliments commercialisés : coûts accru d'acquisition et de transport d'aliments importés; incertitudes croissantes en matière de transport; effets des changements climatiques sur les conditions météorologiques et les infrastructures de transport; difficultés d'entreposage de la nourriture. À un atelier de Transports Canada sur les changements climatiques et les transports, des représentants régionaux ont rapporté qu'il y avait déjà en 2003 des impacts significatifs sur les infrastructures de transport (Transports Canada, 2003).

Les impacts des changements climatiques sur les transports varient selon la latitude et la géographie : les régions desservies par transport maritime (p. ex. Churchill, au Manitoba) bénéficient généralement d'une plus longue saison de navigation; de nouveaux ports sont construits (p. ex. Nanisivik, Pangnirtung); des routes peuvent également subir des transformations. Par contre, des experts de l'industrie rapportent que l'équipement lourd servant à décharger les barges connaît des difficultés sur le sol rendu plus mou par la fonte du pergélisol au bord de la mer (Gaudreau, 2013). On s'attend à ce que l'allongement de la saison de navigation en eau libre et la diminution du couvert de glace facilitent l'accès par bateau aux collectivités côtières pendant toute l'année et rendent plus viable le transport par navire et par barge. Les compagnies aériennes signalent que les pistes en gravier deviennent trop mouillées à certains moments au printemps et à l'automne (Vodden, 2013). Au Nunavik, qui n'a pas de réseau routier, Allard et Lemay (2012) rapportent que les pistes d'atterrissage sont instables à cause du réchauffement actuel du pergélisol. Ces nouvelles conditions n'avaient pas été prévues auparavant.

Dans les régions de pergélisol, les routes à viabilité permanente connaissent de dangereux affaissements. Les collectivités qui dépendent de routes de glace sont plus à risque en ce qui concerne le réapprovisionnement annuel en denrées. Par exemple, les 2200 kilomètres de routes d'hiver qui relient les collectivités nordiques et isolées du Manitoba au Sud de la province sont généralement ouverts environ huit semaines par année. En 2010 cependant, ces routes ont été ouvertes pendant

### **Encadré 6.1**

#### **L'initiative East Side Transportation, au Manitoba**

Lancé récemment, ce projet de construction de route vise à procurer un accès permanent à 13 collectivités isolées à l'est du lac Manitoba. On prévoit qu'il :

- diminuera de 50 % le coût du transport des denrées essentielles et de 40 % le coût du transport médical;
- réduira de 30 %, soit quelque 16 700 tonnes par an, les émissions de gaz à effet de serre;
- permettra d'économiser 6,1 millions de litres de carburant par année, à cause du remplacement du transport aérien et sur route de glace par un système routier à viabilité permanente;
- créera 22 000 années-personne d'emplois directs et quelque 15 000 années-personne d'emplois indirects;
- portera sur 872 kilomètres de route, pour un coût approximatif de 2,7 milliards de dollars

Le plan d'affaires de l'East Side Road Authority demande un investissement d'environ 1,125 milliard de dollars sur les 15 prochaines années. Au moment de la rédaction du rapport, aucun financement n'a été annoncé pour le reste du réseau.

(ESRA, 2011)

moins d'un mois (CBC/Radio-Canada, 2010). On s'attend à ce que la nouvelle initiative East Side Transportation (voir l'encadré 6.1), en plus d'améliorer la sécurité routière et de fournir un accès permanent à 13 collectivités, diminue de 50 % le coût du transport des denrées et des services essentiels, et de 40 % le coût du transport médical, si elle est effectivement réalisée (ESRA, 2011).

## **6.5 CONCLUSIONS**

S'ajoutant aux aliments traditionnels, les aliments commercialisés représentent l'autre source principale d'alimentation dans le Nord du Canada. En raison de leurs coûts élevés de transport, d'entreposage et de distribution, les aliments commercialisés sont beaucoup plus chers dans les collectivités nordiques que dans le Sud du pays. Les conséquences de ces prix élevés sont particulièrement graves si l'on considère la proportion de ménages à faible revenu dans le Nord du Canada, de même que les coûts croissants des aliments traditionnels. De plus, les aliments commercialisés les plus souvent consommés ont une valeur

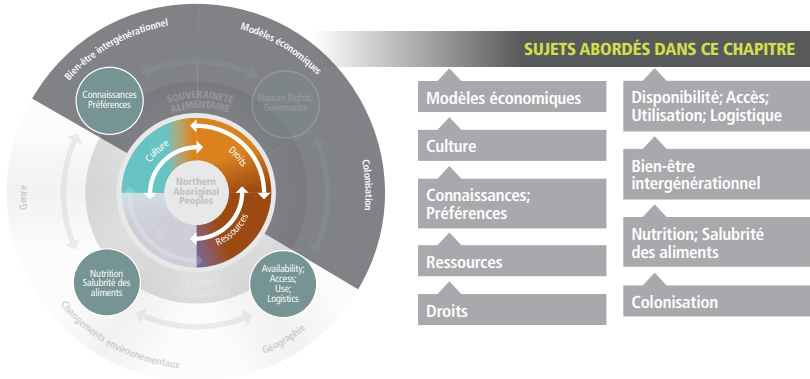
nutritive relativement faible par comparaison avec les aliments traditionnels riches en nutriments. L'activité économique accrue et les modifications importantes des processus climatiques entraînent une augmentation de l'utilisation et des possibilités d'exploitation de l'environnement marin et côtier de l'Arctique, ainsi que des menaces qui pèsent sur cet environnement. Cette évolution est à la fois source de défis et de nouvelles possibilités pour parvenir à la souveraineté alimentaire ainsi qu'à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

# 7

## La transition nutritionnelle dans un système d'économie mixte

- Économies mixtes dans le Nord
- Pauvreté, coût des aliments et insécurité alimentaire
- Déclin de la consommation d'aliments traditionnels
- Conclusions

## 7 La transition nutritionnelle dans un système d'économie mixte



### Principales constatations

Le Nord du Canada a une économie mixte combinant, dans des proportions diverses, économie de subsistance et économie fondée sur la rémunération. Les réseaux de partage d'aliments occupent encore une place importante dans les cultures et les modèles économiques nordiques. Ils contribuent à l'intégration des activités de subsistance et des activités rémunérées dans un réseau sociétal.

De manière générale, on observe aujourd'hui dans les collectivités autochtones nordiques une coexistence de systèmes alimentaires relatifs aux aliments traditionnels et aux aliments commercialisés. Le passage aux aliments commercialisés est particulièrement manifeste chez les jeunes générations, les femmes, de même que les collectivités qui ont davantage accès aux aliments commercialisés.

Les changements sociaux, économiques, culturels, technologiques, politiques et environnementaux ont introduit une transition nutritionnelle, qui consiste à remplacer des aliments traditionnels riches en nutriments par des aliments commercialisés. Il s'ensuit une progression des maladies chroniques.

Le coût élevé des aliments commercialisés, de même que les connaissances nécessaires pour choisir et préparer ces aliments introduits il y a relativement peu de temps dans le Nord, sont des obstacles à l'accès à des aliments commercialisés sains dans les collectivités autochtones nordiques.

*suite à la page suivante*

De plus, la pauvreté nuit de manière importante à une nutrition adéquate, tant à partir d'aliments traditionnels que commercialisés.

Le coût élevé du carburant et des fournitures de chasse et de pêche (il faut avoir un emploi rémunéré pour pouvoir se les procurer) est aussi un obstacle à la sécurité et à la souveraineté alimentaires.

Des données laissent entendre que les interventions en nutrition doivent mettre l'accent sur des activités conçues pour que les gens aient davantage l'intention de manger des aliments sains. Pour être couronnées de succès, l'éducation à la nutrition et les interventions en nutrition doivent englober les choix et croyances alimentaires ainsi que des comportements sains.

Dans le contexte de l'économie mixte qui prévaut dans de nombreuses collectivités nordiques, et à partir des données des chapitres 5 et 6, on présente ici les constatations du comité sur le remplacement en cours des aliments traditionnels par des aliments commercialisés. Des déterminants des choix alimentaires comme la pauvreté et le coût des aliments, l'évolution des pratiques de récolte, les préférences alimentaires et les différences entre générations sont autant d'éléments qui contribuent à cette transition.

Même si les animaux et les plantes indigènes tirés de la terre, de l'eau, de la glace et du ciel jouent depuis des millénaires un rôle important dans le système alimentaire relatif aux aliments traditionnels des peuples autochtones du Nord, les moyens d'existence évoluent rapidement dans le Nord depuis les années 1950 (Gombay, 2005). L'industrialisation et la mondialisation ont accéléré l'abandon des modèles économiques de subsistance. Cela s'ajoute aux effets des processus de colonisation et de leur héritage, notamment les pensionnats autochtones, dont les conséquences portent sur plusieurs générations et affectent encore les collectivités. Les contacts plus nombreux avec l'économie mondiale se sont traduits par : des modifications de la gouvernance et des réglementations locales; une transition d'une économie de subsistance à une économie fondée sur la rémunération; l'introduction de systèmes officiels d'éducation; la croissance de la population; l'influence des médias et de la publicité; de nouvelles technologies de transport. Ces forces sociales transforment les moyens d'existence des collectivités et contribuent en partie à une diminution du recours aux aliments traditionnels et à une augmentation de la consommation d'aliments achetés dans les magasins (Kuhnlein *et al.*, 2001; Usher, 2002; Nuttall *et al.*, 2005; RRSA, 2009; Furgal, *et al.*, 2012). Dans bien des collectivités autochtones, cette transition nutritionnelle s'accompagne

d'effets documentés sur la santé, où les maladies contagieuses (infectieuses) ont perdu leur position dominante au profit de maladies non contagieuses (non infectieuses) comme celles liées à l'obésité, les maladies cardiovasculaires et d'autres graves problèmes de santé (voir le chapitre 3) (Kuhnlein et Receveur, 1996; Damman *et al.*, 2008).

## 7.1 ÉCONOMIES MIXTES DANS LE NORD

Aujourd'hui, dans les collectivités autochtones nordiques, on observe généralement une combinaison d'achat d'aliments commercialisés et de système alimentaire de subsistance (Kuhnlein, 1992; Ferguson, 2011). Appelé *transition nutritionnelle* (Kuhnlein *et al.*, 2004; Sharma, 2010; Egeland *et al.*, 2011a; Sheikh *et al.*, 2011) à cause de ses effets sur la diète, l'apport de nutriments et la santé, cette évolution est manifeste dans le Nord du Canada, même si elle varie selon les groupes culturels (Kuhnlein *et al.*, 2004) et les régions (Tait, 2001; Blanchet *et al.*, 2002). Cette transition est particulièrement évidente dans le cas des jeunes générations (Wein *et al.*, 1990; Morrison *et al.*, 1995; Samson et Pretty, 2006; Natcher *et al.*, 2012a), des femmes (Delormier et Kuhnlein, 1999; Chan *et al.*, 2006; Sheikh *et al.*, 2011) et des collectivités qui ont plus facilement accès à des aliments commercialisés (Receveur *et al.*, 1997). Winona LaDuke explique que « les économies autochtones du Nord étaient des mélanges diversifiés de chasse, de récolte et de jardinage, faisant appel à un dosage équilibré d'interventions ou de soins de la part du genre humain, en accord avec le fait que ces systèmes religieux et culturels comptent sur la richesse et la générosité de la nature » [traduction] (LaDuke, 2002).

Comme les pratiques traditionnelles de nombreux peuples autochtones du Nord consistaient à vivre de la nature, il n'y avait pas de système monétaire (Mary Simon, en 2010, dans le film *Qapirangajuj: Inuit Knowledge and Climate Change*). Par exemple, les Gwich'in des T. N.-O. étaient nomades. Ils chassaient, pêchaient et cueillaient entre 75 et 100 espèces végétales et animales sauvages (Kuhnlein *et al.*, 2013b). De petites collectivités firent leur apparition après l'établissement d'un poste de traite au milieu du XIXe siècle, et la population Gwich'in s'établit à demeure dans les années 1960 (Kuhnlein *et al.*, 2013b). De la même manière, la plupart des collectivités du Nord du Manitoba étaient relativement autosuffisantes jusque dans les années 1950 (NFPPSC, 2003).

Même si certaines collectivités conservent à des degrés variables leur autosuffisance alimentaire (NFPPSC, 2003), les processus de colonisation, en entraînant la perte du territoire et des ressources, ont amené la pauvreté matérielle dans de nombreuses collectivités autochtones partout au Canada (LaDuke, 2002, cité dans Thompson *et al.*, 2011). Les politiques du gouvernement canadien dans les années 1950, qui ont entraîné le déménagement des Inuits de peits



hameaux de familles élargies dans quelques grands villages créés de toutes pièces, ne constituent qu'un exemple de la manière dont les peuples autochtones du Nord ont été de plus en plus et résolument plongés dans l'économie de marché (Wenzel, 2009).

Le modèle économique de la plupart des ménages autochtones est hétérogène (Natcher, 2009). Certains membres du ménage peuvent participer à des activités de récolte de subsistance; d'autres peuvent produire et vendre des biens à valeur ajoutée tirés du territoire (p. ex. fourrures, sculptures); certains peuvent recevoir des paiements de transfert du gouvernement (p. ex. assurance-emploi, aide sociale, pensions); d'autres peuvent avoir des emplois permanents ou saisonniers rémunérés. Plutôt que de participer à une seule activité, la plupart des ménages tentent de trouver un équilibre et d'avoir des revenus de sources multiples. Selon diverses circonstances, les membres d'une collectivité se déplacent le long de ce continuum, la plupart des ménages participant simultanément à plusieurs activités (Natcher, 2009; Natcher *et al.*, 2012b).

Les réseaux de partage d'aliments forment une composante importante des cultures et des économies nordiques (voir le chapitre 5). Ces réseaux contribuent à intégrer les activités de subsistance et les activités rémunérées dans un réseau sociétal (Chen, 2006). Le travail rémunéré peut donner un meilleur accès à des aliments traditionnels, que ce soit par récolte directe ou par l'intermédiaire de réseaux d'échange. Par exemple, un père peut recevoir de l'argent de sa fille qui est employée par la garderie locale. Avec cet argent, il achète du carburant et des fournitures pour pêcher de l'omble chevalier. Sur les 500 livres de poisson qu'il pêche, il en vend 100 à 1,75 \$ la livre. Il remet ces 175 \$ à sa fille pour la rembourser et distribue les 400 livres restantes d'omble chevalier — dont la valeur d'échange à la coopérative ou au magasin Northern local est de 2000 \$ — à des parents et amis (scénario adapté de Simpson, s.d.; Natcher, 2009).

Nuttall *et al.* (2005) qualifient d'« optimal » (dans un sens normatif plutôt que technique) le modèle combinant économie de subsistance et économie fondée sur la rémunération. À l'heure actuelle, dans le Nord, une société sans argent n'est ni possible ni souhaitable, mais la situation actuelle constitue la nouvelle réponse à la réalité des changements économiques.

## **7.2 PAUVRETÉ, COÛT DES ALIMENTS ET INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

Le degré de dépendance des populations autochtones à l'égard des aliments commercialisés varie considérablement selon la région et d'autres facteurs socio-démographiques (Earle, 2011). Cependant, la littérature laisse entendre que,

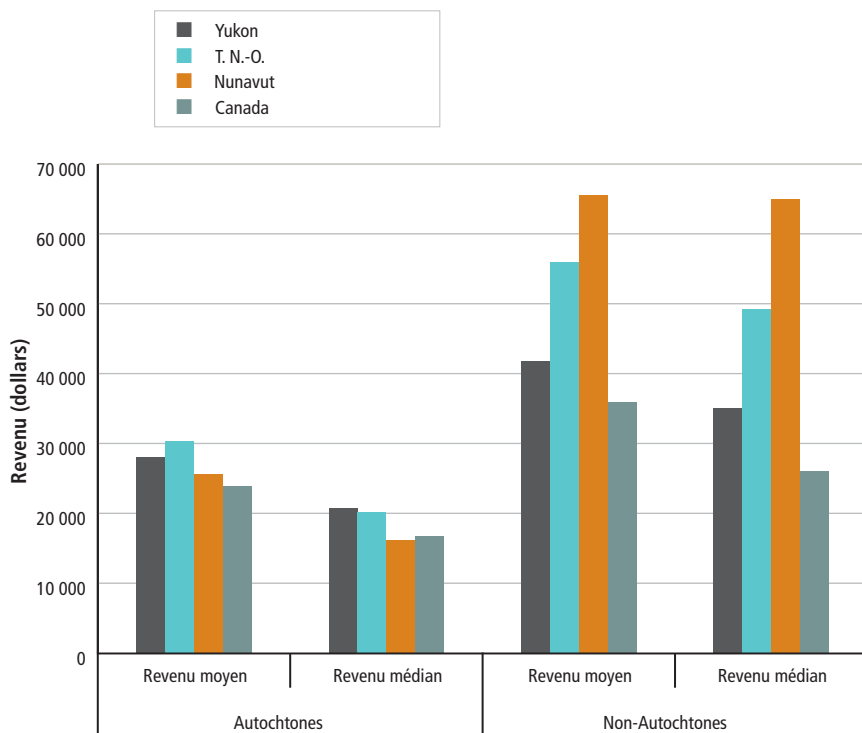
tout comme pour les aliments traditionnels, la capacité d'obtenir et de choisir des aliments commercialisés nutritifs dépend de plus en plus de la capacité de payer (Kuhnlein et Receveur, 1996; Chan *et al.*, 2006; Chabot, 2008; Loring et Gerlach, 2009). Un rapport paru en 2011, qui portait sur les facteurs favorables et les obstacles à la fourniture d'aliments nutritifs et culturellement appropriés dans le cadre de programmes et services communautaires au Nunavut, faisait état de plusieurs difficultés liées de près ou de loin aux coûts : prix élevé des aliments commercialisés; manque d'accès aux aliments traditionnels; manque de connaissances sur la manière de choisir les meilleurs aliments en fonction d'un budget; pénurie d'infrastructures d'entreposage, de préparation et de services concernant l'alimentation (Hamilton *et al.*, 2011). Le comité constate donc que la pauvreté nuit de manière importante à une nutrition adéquate, tant à partir d'aliments traditionnels que commercialisés.

Il y a une forte corrélation entre insécurité alimentaire et faible revenu (BAC, 2012). Pour de nombreuses populations autochtones vivant dans le Nord du Canada, les effets du prix élevé des aliments, et du coût élevé de la vie en général, sont intensifiés par le chômage et la faiblesse des revenus. Même si les revenus moyen et médian ont tendance à être plus élevés dans les territoires que dans l'ensemble du pays, l'écart de revenu entre les autochtones et les non-autochtones est plus marqué dans les territoires (voir la figure 7.1).

Les données de l'ERSPN 2008–2010 sur les répondants de 16 collectivités de la Nation dénée (T. N.-O.) sont instructives quant aux niveaux de revenu. Quelque 67 % des ménages rapportaient un revenu annuel de moins de 50 000 \$, et 46 % un revenu annuel de moins de 30 000 \$ (Nation dénée, 2012). Par comparaison, en 2010, le revenu après impôt d'une famille économique<sup>30</sup> moyenne au Canada était de 78 800 \$, et le revenu médian avant impôt des familles de recensement<sup>31</sup> était de 69 860 \$ (Statistique Canada, 2013e; Statistique Canada, 2012b). Les taux d'emploi au sein de la Nation dénée variaient selon les groupes d'âge : environ 30 % des répondants adultes de la Nation dénée âgés de moins de 30 ans étaient salariés ou travaillaient à leur compte, contre environ les deux tiers des adultes âgés de 40 à 49 ans. D'autres données sur l'emploi sont fournies par le Bureau de la statistique des T. N.-O. Selon une moyenne calculée sur six mois en 2009–2010, 83,2 % de la population non autochtone avait un emploi, contre 44,8 % de la population autochtone (GTNO, 2010a).

30 Une famille économique est un groupe de personnes qui partagent le même logement et qui sont apparentées par le sang, par alliance (y compris les unions libres) ou par adoption.

31 Les familles de recensement comprennent les couples, avec ou sans enfant à la maison, ainsi que les familles monoparentales dont au moins un enfant vit à la maison.



Adapté de Collin et Jensen, 2009, avec les autorisations requises

Figure 7.1

### Différences entre les revenus des Autochtones et ceux des non-Autochtones, au Canada et dans les territoires, en 2005

En 2007–2008, dans le Nord du Canada, un pourcentage élevé des ménages comptait une personne bénéficiant d'un soutien du revenu<sup>32</sup>. Ce pourcentage allait de 20 % dans la RDI à 50 % au Nunavut (Egeland, 2010a, 2010b, 2010c). Pour l'ensemble du Canada, dans le cas des membres des Premières Nations vivant dans des réserves, le taux de dépendance envers les programmes de soutien du revenu était d'environ 34 % en 2010–2011, contre environ 5 % dans le reste de la population canadienne (AADNC, 2012f).

32 Il s'agit de programmes publics visant à maintenir et à protéger le niveau de vie — notamment en palliant les pertes de revenus dues à la grossesse, à la maladie, à un accident, à la mort ou à l'absence d'un soutien de famille, au chômage, au grand âge, etc.

Les circonstances liées aux faibles revenus — p. ex. surpopulation du logement, résidence dans un logement social, logement exigeant des réparations majeures, famille monoparentale — sont des variables associées à l'insécurité alimentaire des ménages (Huet *et al.*, 2012). Pour mettre ce fait en perspective, les données de l'ERSPN concernant la Nation dénée montrent que moins de la moitié des répondants étaient propriétaires de leur logement, 26 % des logements avaient besoin de réparations majeures, 31 % avaient besoin de réparations mineures, et 23 % de tous les logements contenaient des moisissures (Nation dénée, 2012). Entre 20 et 40 % de tous les répondants à l'ERSPN ont rapporté avoir de la difficulté à satisfaire à leurs besoins de base (nourriture, logement, services publics, vêtements, transports, soin des enfants), et ce quelques fois par année, chaque mois ou plus d'une fois par mois (Nation dénée, 2012). Les variations dans les montants et les conditions d'admissibilité des programmes d'aide peuvent accentuer les disparités de revenus. Par exemple, les jeunes chasseurs peuvent être désavantagés du fait qu'ils doivent payer leur loyer, alors que les chasseurs âgés bénéficient d'un logement subventionné (Collings, 2005).

La pauvreté a des incidences indéniables sur la sécurité alimentaire. Elle détermine en partie quels types d'aliments sont disponibles, ce que les gens peuvent se permettre d'acheter (Loppie Reading et Wien, 2009) et s'ils ont les moyens d'avoir accès à des aliments traditionnels. Cela est mis en évidence dans le rapport de 2011 commandé par le gouvernement du Nunavut et intitulé *Poverty in Nunavut*. Ce rapport laisse entendre que deux facteurs principaux sont liés à l'insécurité alimentaire dans ce territoire : la pauvreté et le déclin de l'accès aux aliments traditionnels (Impact Economics, 2011). Même si ces deux problèmes peuvent sembler en apparence distincts, les auteurs notent qu'ils ont des liens avec plusieurs autres facteurs. Par exemple, de nombreux Nunavois connaissent des difficultés financières, mais les effets de ces difficultés peuvent être exacerbés par le manque d'éducation sur le choix d'aliments commercialisés nutritifs, par diverses dépendances ou par l'exclusion sociale. Au bout d'une recherche menée au moyen d'entrevues sur le rôle des ressources financières en tant que déterminant de l'insécurité alimentaire des femmes inuites, Beaumier et Ford (2010) en sont arrivés à des conclusions semblables, notant en outre que même si le revenu joue effectivement un rôle important, il s'inscrit aussi dans un contexte socio-culturel et historique plus large.

Plusieurs études montrent qu'en plus de limiter l'accès des individus et des familles aux aliments commercialisés, la pauvreté rend inabordable pour beaucoup de gens les coûts associés aux pratiques contemporaines de chasse (Chan *et al.*, 2006; Loppie Reading et Wien, 2009). Lambden *et al.* (2006) ont montré que jusqu'à 50 % des femmes des Premières Nations au Yukon, ainsi que des femmes dénées, métisses et inuites, n'avaient pas un accès adéquat à de l'équipement de chasse et de pêche, et jusqu'à 46 % des femmes n'avaient

pas les moyens d'aller à la chasse ou à la pêche. Kuhnlein *et al.* (2013b) ont aussi constaté que seulement 40 à 45 % des ménages dirigés par une femme avaient accès à de l'équipement de chasse et de pêche à Tetlit Zheh, collectivité de la Première Nation Gwich'in dans les T. N.-O. Les hommes et les femmes de toute la Nation dénée ont rapporté qu'en plus des coûts croissants associés à la chasse et à la pêche, la hausse des prix du chauffage des logements avait pour effet de diminuer les sommes disponibles pour aller dans la nature (Kuhnlein *et al.*, 2013b). Autrement dit, les activités traditionnelles comme la chasse, la pêche, la cueillette et le piégeage coûtent de plus en plus cher, et ces coûts élevés continuent de limiter la capacité de nombreux Autochtones de poursuivre leurs activités de récolte. Boulton (2004) note que le Programme de soutien aux activités de récolte du Nunavut estime à plus de 200 \$ les coûts variables (carburant, munitions, nourriture, etc.) d'une fin de semaine de chasse. Les prix croissants du carburant rendent les adaptations aux changements climatiques hors de portée pour certains ménages; dans bien des cas, les conditions de glace changeantes obligent à développer des réseaux de pistes nouveaux et plus longs (Beaumier et Ford, 2010).

### 7.3 DÉCLIN DE LA CONSOMMATION D'ALIMENTS TRADITIONNELS

La transition nutritionnelle se traduit par un apport accru en glucides et en gras saturés, par exemple dans les nouilles instantanées et le pain, et l'on s'attend à ce que cela modifie dans l'avenir l'incidence de maladies chroniques chez les populations autochtones du Nord (p. ex. augmentation de l'obésité, du diabète et des maladies cardiaques) (Egeland *et al.*, 2011a). Les données montrent que la consommation d'aliments traditionnels décline progressivement — voir aussi le chapitre 5 (Blanchet et Rochette, 2008).

À titre d'exemple, Sheikh *et al.* (2011) ont comparé les résultats d'enquêtes nutritionnelles sur la diète de 24 heures dans 18 collectivités inuites en 1998–1999 et en 2007–2008. Au cours de cette période de 10 ans, la part des aliments traditionnels dans l'énergie alimentaire a diminué de manière significative (de 23,4 % en 1999 à 16,1 % en 2008,  $p \leq 0,05$ ), et la part des aliments commercialisés dans l'apport quotidien en énergie a nécessairement augmenté de manière importante. Les résultats de l'enquête de 2007–2008 montrent que la part de l'énergie fournie par les aliments traditionnels avait diminué davantage chez les femmes (11,3 %) que chez les hommes (2,9 %), et que l'apport en énergie des aliments traditionnels était beaucoup moins important chez les femmes que chez les hommes.

Schuster *et al.* (2011) ont étudié les habitudes de consommation d'aliments dans le contexte de la sécurité alimentaire au sein de deux collectivités des Premières Nations au Yukon en 2007–2008, en utilisant les mêmes questionnaires sur la fréquence de consommation des aliments qu'au début des années 1990, afin de détecter d'éventuelles tendances. Les résultats ont montré que la fréquence générale de consommation d'aliments traditionnels n'avait pas changé dans ces deux collectivités, mais qu'il y avait une évolution de la fréquence de consommation de certains types d'aliments traditionnels (p. ex. diminution dans le cas du lapin, mais augmentation dans le cas du poisson). La disponibilité limitée de certaines espèces, l'accès au matériel de récolte et la diminution du temps disponible pour aller dans la nature posent des défis à un plus grand nombre de ménages en ce qui concerne leur sécurité alimentaire.

Les caractéristiques démographiques ont des effets importants sur les choix alimentaires. Dans les deux périodes d'enquête de Sheikh *et al.* (2011), les adultes plus âgés ont eu un apport d'énergie alimentaire provenant d'aliments traditionnels plus important que les jeunes adultes. Le pourcentage de l'énergie alimentaire totale venant d'aliments traditionnels a diminué de manière significative chez les femmes, de 39,7 % en 1999 à 28,4 % en 2008 (Sheikh *et al.*, 2011), ce qui illustre la plus grande vulnérabilité des femmes à l'insécurité alimentaire.

Même si les jeunes générations (moins de 40 ans) consomment encore à divers degrés des aliments traditionnels, les recherches montrent une nette tendance à la baisse de la consommation d'aliments traditionnels chez les jeunes, de même qu'une consommation plus importante d'aliments commercialisés par rapport aux populations plus âgées (Wein *et al.*, 1990; Kuhnlein *et al.*, 2004). La transition vers les aliments commercialisés est particulièrement évidente dans les résultats d'une enquête menée en 2000–2001 sur la diète de 24 heures des enfants dénés et métis et des enfants du Yukon, dans cinq collectivités et pendant deux saisons (Nakano *et al.*, 2005). Les chercheurs ont constaté que, en raison des préférences alimentaires et de la disponibilité des aliments, les aliments traditionnels représentaient moins de 5 % de l'apport total en énergie alimentaire chez les enfants âgés de 10 à 12 ans, même si les enfants des collectivités les plus nordiques consommaient sensiblement plus d'aliments traditionnels.

### 7.3.1 Influences des préférences alimentaires et des pratiques de récolte

Malgré la transition nutritionnelle en cours, de nombreux peuples autochtones du Nord continuent de choisir des aliments traditionnels lorsqu'ils sont disponibles. L'Enquête de l'API sur la santé des Inuits (2007–2008) a révélé que de 20 à

25 % des ménages préféreraient consommer des aliments traditionnels, alors que les autres préféreraient un mélange d'aliments traditionnels et d'aliments commercialisés (Egeland, 2010a, 2010b, 2010c). Au Nunavut, au Nunatsiavut et dans la RDI, le caribou et l'omble chevalier étaient les aliments traditionnels consommés le plus souvent et en plus grande quantité (Egeland, 2010a, 2010b, 2010c). D'autre part, plus de 75 % des ménages de ces régions auraient préféré manger plus d'aliments traditionnels que ce qui leur était disponible. Les Inuits de Nain, au Nunatsiavut, ont exprimé sans difficulté de nombreuses raisons pour lesquelles ils aiment les aliments traditionnels : aspect physique (goût, fraîcheur, variété et salubrité); avantages pour la santé et le bien-être; liens avec l'identité (p. ex. « c'est ce qui fait ce que je suis »); liens avec la collectivité, le territoire et l'histoire (Pufall *et al.*, 2011). Par comparaison, ils ont cité très peu de raisons de ne pas aimer les aliments traditionnels.

Nakano *et al.* (2004) ont constaté que 79% des femmes dénées et métisses et des femmes du Yukon préféreraient la viande traditionnelle à la viande achetée dans les magasins. Dans le hameau de Sanikiluaq, au Nunavut, Wein *et al.* (1996) ont observé que les adultes et les adolescents<sup>33</sup> aimaient bien la plupart des types d'aliments traditionnels. Par contre, par rapport aux adolescents, les adultes disaient avoir une plus forte préférence pour 25 types d'aliments traditionnels sur 32, alors que, par rapport aux adultes, les adolescents disaient avoir une plus forte préférence pour 2 des 9 types d'aliments commercialisés. Les résultats de l'Enquête sur la santé des Inuits du Nunavik (2004) (Blanchet et Rochette, 2008) décrivent l'avis des personnes interrogées à propos des aliments traditionnels : elles en aimaient le goût (51 %); les percevaient comme sains (42 %); les considéraient comme faisant partie des traditions inuites (30 %); et croyaient qu'ils leur apportaient force et chaleur (21 %).

Au Nunavut, les répondants qui limitaient la consommation d'aliments traditionnels en donnaient comme causes principales : l'absence d'un chasseur actif au foyer; le manque d'accès à un moyen de transport; la perte de revenu d'emploi lorsque les animaux sont à proximité des collectivités et pendant la saison de la chasse; le coût élevé du carburant ainsi que des fournitures de chasse et de pêche (Egeland, 2010a, 2010b, 2010c). Les données d'une enquête menée auprès de femmes des Premières Nations au Yukon, de femmes dénées ou métisses, ainsi que de femmes inuites, montrent qu'elles aiment manger des aliments traditionnels et croient qu'ils apportent la santé (Lambden *et al.*, 2007). Par contre, un accès insuffisant au matériel de chasse et de pêche ainsi que le coût de ces activités sont cités comme obstacles majeurs à la sécurité alimentaire (Lambden *et al.*, 2006).

---

33 De la 6<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> année de scolarité.

La culture et l'évolution du mode de vie ont aussi pour effet de façonner ou de renforcer les choix et préférences alimentaires. Les préférences sont fondées sur l'exposition à divers types d'aliments. À Sanikiluaq, au Nunavut, Wein *et al.* (1996) ont observé que davantage de jeunes que d'adultes n'avaient jamais goûté à certains types d'aliments traditionnels. Les chercheurs ont conclu que cela résultait : du mode de vie dans les collectivités établies par rapport à celui des camps saisonniers; de la diminution du piégeage d'animaux à fourrure qui procurent aussi des aliments; de la diminution du temps passé à voyager et à camper dans la nature. Dans un autre cas, Bernier *et al.* (2003) ont examiné les facteurs motivant les choix d'aliments traditionnels chez les populations inuites du Nunavik. Selon leurs constatations, les principaux facteurs étaient la facilité d'accès, les sentiments associés aux choix alimentaires (aliments qu'on aime ou qu'on n'aime pas), les croyances liées aux valeurs, les habitudes ainsi que les attitudes culturelles (saines ou malsaines). Des facteurs semblables expliquaient les motivations à consommer des aliments commercialisés, en plus du « goût » pour les aliments commercialisés, des obstacles externes ou des conditions favorables (p. ex. coût, disponibilité). Des préoccupations quant à la salubrité des aliments traditionnels (voir Chan *et al.*, 1995) sont également citées comme un facteur lié aux préférences alimentaires (Pufall *et al.*, 2011) (ce sujet est abordé plus en détail au chapitre 8).

L'évolution des préférences alimentaires peut se traduire par un changement des taux de récolte. Des données montrent que la participation aux activités de récolte est en déclin (Parlee et Furgal, 2012; Dinero, 2013). Il n'y a pas de chasseur actif dans tous les ménages. Les activités de récolte ne sont pas également réparties entre tous les ménages : on croit que 30 % des ménages récoltent 70 % de tous les aliments récoltés et que ces « super récolteurs » jouent un rôle important dans les collectivités nordiques. La population nordique a une démographie plus jeune, et les jeunes ménages ont moins de temps à consacrer aux activités de récolte. Comme l'expliquent Condon *et al.* (1995), une diminution générale de la participation à la chasse de subsistance est caractéristique des jeunes générations. Les changements sociaux, économiques et politiques qui surviennent dans le Nord du Canada ont une influence « profonde » sur les jeunes cohortes d'adultes autochtones, dont la plupart appartiennent aux premières générations à avoir grandi exclusivement dans le contexte de collectivités centralisées. Islam et Berkes (2012) illustrent ces tendances en utilisant des données de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, au Québec. La population des Cris de l'Est de la Baie James a plus que doublé entre 1976–1981 et 2004–2008. Pourtant, le nombre de participants au programme de sécurité du revenu des chasseurs (qui doivent passer au moins quatre mois dans la nature pour être admissibles au programme) a baissé de 3200 à 2300 au cours de la même période. Cette baisse



est spectaculaire par rapport à la population totale : la proportion de personnes vivant quatre mois dans la nature est passée de 45,7 % (près de la moitié de la population) en 1976–1981 à 15,3 % en 2004–2008 (voir le tableau 7.1). Dans le même ordre d'idées, des données des T. N.-O. montrent que de 1999 à 2009, la proportion de personnes âgées d'au moins 15 ans qui avaient chassé ou pêché au cours de l'année précédente avait diminué de 42,0 à 39,4 %, et la proportion de celles qui avaient fait du piégeage était passée de 8,0 à 6,2 % (GTNO, 2010b).

**Tableau 7.1**

**Participation des Cris de la baie James au programme de sécurité du revenu des chasseurs**

	1976–1981	1989–1994	2004–2008
Population totale	7 000	11 000	15 300
Nombre de participants	3 200	3 000	2 300
Participants, en pourcentage de la population	45,7	27,3	15,3

Traduit et adapté de Islam et Berkes, 2012, avec les autorisations requises  
 Source des données : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, au Québec

Condon *et al.* (1995) laissent entendre que, même si l'on reconnaît encore l'importance des activités de récolte de subsistance, il y a un désintérêt croissant chez les jeunes Inuits envers la chasse et la pêche de subsistance. On peut en donner les raisons suivantes : formation inadéquate aux techniques traditionnelles de chasse et de pêche; manque d'accès aux fonds pour acheter le matériel nécessaire; modification des préférences alimentaires; faible désir de participer à des activités économiques de moins en moins viables sur le plan commercial (p. ex. chasse au phoque, piégeage); dépendance accrue à l'égard d'emplois rémunérés qui limitent le temps disponible pour aller dans la nature; intérêt accru pour les sports organisés. La complexité des activités de récolte peut être illustrée par l'exemple de la récolte d'œufs d'oiseaux par les Inuvialuits. Au Nunatsiavut, en 2007, Natcher *et al.* (2012a) ont constaté que le principal facteur limitant la récolte des œufs d'oiseaux migrateurs était le manque d'intérêt chez les Inuits. D'autres facteurs étaient : les contraintes financières, dont le coût prohibitif du carburant pour rejoindre les sites de ponte; la baisse perçue du nombre d'œufs disponibles cette année-là; le manque de temps libre après l'école ou le travail; la difficulté physique et les problèmes de santé limitant la capacité de s'adonner à des activités de récolte. Le manque d'intérêt pour la récolte des œufs d'oiseaux migrateurs était plus ou moins constant dans tous les groupes d'âge, mais c'est chez les 20–29 ans qu'il était le plus marqué.

D'autres paramètres socio-démographiques avaient des effets sur la récolte d'œufs. Par exemple, parmi tous les ménages du Nunatsiavut récoltant des œufs ( $n=221$ ), ceux que l'on peut qualifier de matures ( $n=148$ , soit 67 %) — dirigés par une personne âgée de 40 à 59 ans et où vivaient des enfants parvenus à l'âge adulte — totalisaient 63 % (5888 œufs) de la récolte totale. En plus d'avoir les besoins les plus importants à cause du nombre de personnes par ménage, ces ménages avaient aussi les ressources humaines et financières nécessaires pour récolter des œufs avec efficacité (voir Natcher, 2009). Le deuxième groupe de ménages en importance était celui des aînés actifs ( $n=31$ ), dirigés par une personne âgée d'au moins 60 ans participant encore à des activités de récolte. Ce groupe représentait 14 % de tous les ménages récoltant des œufs et 19 % (1776 œufs) de la récolte totale. Ayant tendance à conserver la tradition de la récolte d'œufs et à avoir une préférence alimentaire pour les œufs d'oiseaux migrateurs, ces ménages ont continué d'accorder une place importante à la récolte d'œufs dans leur succession saisonnière d'activités de subsistance (Natcher *et al.*, 2012a).

Dans un article instructif, Usher (2002) passe en revue les enquêtes sur l'utilisation de la mer de Beaufort et de ses ressources par les Inuvialuits des années 1960 jusqu'à l'an 2000. Il a constaté que l'étendue géographique des récoltes est demeurée relativement stable, mais que la quantité annuelle moyenne d'aliments traditionnels récoltée par chasseur a diminué de 2083 à 707 kilos par année. Le nombre total de participants aux activités de récolte a augmenté, mais moins rapidement que la population inuvialuite. Usher a également noté une transition des sources marines d'aliments traditionnels vers des sources terrestres. L'auteur a attribué une grande partie de ces changements à la diminution du nombre de chiens de traîneau (les animaux marins étaient une source importante de nourriture pour les chiens) et du commerce des fourrures. D'autres données sont fournies par Berkes *et al.* (1995), qui ont conclu que les habitudes de vie et les activités de récolte des membres des Premières Nations de la région de Mushkegowuk, dans le Nord de l'Ontario, avaient beaucoup changé au cours des dernières décennies, avec entre autres des voyages moins longs dans la nature. Selon les données de la Commission royale sur les peuples autochtones (CRPA, 1996), ces tendances peuvent être généralisées à une grande partie du Nord canadien.

L'évolution de l'utilisation des ressources est complexe et ne peut s'expliquer uniquement par l'acculturation, l'âge, l'évolution des ménages ou les préférences alimentaires. D'abord fondée sur le territoire, l'économie du Nord a depuis un siècle subi des politiques gouvernementales changeantes, qui parfois encouragent les Autochtones à être autosuffisants grâce à la récolte d'espèces sauvages, et parfois les encourageant (ou les forcent) à abandonner toute récolte

de subsistance (Procter, 2012). Même s'ils ont un effet réel sur les habitudes de récolte, les facteurs ci-dessus ne tiennent pas compte des influences sociales, économiques et écologiques complexes qui jouent d'année en année sur la récolte d'espèces sauvages, par exemple l'abondance et la répartition des espèces dans le temps et dans l'espace (Natcher *et al.*, 2012a). Ces derniers facteurs sont à leur tour liés aux variations régionales de l'habitat, à la prédation non humaine, aux modifications de l'environnement biophysique, aux perturbations anthropiques et à la poursuite de pratiques adaptatives de conservation.

### 7.3.2 Déterminants des choix alimentaires

La transition nutritionnelle est bien engagée dans le Nord du Canada. Elle varie selon l'âge, le sexe et la région, mais ses effets sur la nutrition et la santé, ses liens avec la pauvreté ainsi que ses incidences sur la transmission des connaissances d'une génération à l'autre demeurent relativement constants.

La transition vers la consommation d'aliments commercialisés, en particulier chez les jeunes générations, rend d'autant plus importantes les connaissances et l'éducation sur le choix d'aliments commercialisés meilleurs pour la santé. Les connaissances limitées en matière de choix et de préparation des aliments commercialisés, d'apparition relativement récente, ainsi qu'en matière de budget alimentaire, sont souvent citées dans les rapports sur le point de vue des membres des collectivités concernant les facteurs qui influent sur leurs choix alimentaires (Chan *et al.*, 2006; Lawn et Harvey, 2009; Mead *et al.*, 2010a; Ford et Beaumier, 2011). Le manque de disponibilité d'aliments sains et leur coût élevé peuvent également nuire au choix d'aliments commercialisés qui soient bons pour la santé, par les membres des Premières Nations, les Métis et les Inuits (Chan *et al.*, 2006; Lambden *et al.*, 2006; Skinner *et al.*, 2006).

Mead *et al.* (2010a, 2010b) ont étudié les déterminants du choix d'aliments sains chez les adultes inuits des T. N.-O. et du Nunavut, à partir d'entrevues qualitatives menées auprès de groupes d'intervenants communautaires ainsi que de questionnaires remplis par des membres des collectivités. Leur analyse des résultats de cette étude révèle que l'un des facteurs les plus importants dans le choix d'aliments sains est la connaissance de ses propres capacités et l'intention d'avoir une alimentation plus saine. Fait intéressant, ils ont constaté qu'une connaissance des aliments sains n'entraînait pas nécessairement une plus grande confiance dans sa propre capacité à adopter des choix alimentaires sains. Les ressources financières ont certainement eu des effets sur les choix et comportements alimentaires. L'étude a conclu que les interventions en nutrition visant à susciter des choix plus sains devraient se concentrer sur des activités conçues pour accroître l'intention des individus de manger plus

sainement. Des exemples de telles activités comprennent la formation sur les lieux des achats, par exemple des cours de cuisine et l'achat en fonction d'un budget (Mead *et al.*, 2010a, 2010b).

D'autres résultats sur les intentions de manger sainement, obtenus à partir d'entrevues et d'enquêtes auprès de jeunes et d'adultes des Premières Nations de Fort Albany, dans le Nord de l'Ontario, ont mis en évidence l'importance de meilleurs revenus et de l'abordabilité des aliments, mais ont attiré une attention particulière sur l'amélioration des capacités de la collectivité et la mise sur pied d'initiatives collectives comme les programmes de collations à l'école et de serres communautaires (Skinner *et al.*, 2006, 2012). Toutes ces études montrent l'importance de faire appel à diverses stratégies afin de promouvoir une culture de « vie plus saine », essentielle pour susciter des pratiques favorisant de saines habitudes de vie. Le comité fait remarquer que ces conclusions sont semblables à celles de plus grandes enquêtes sur les déterminants des choix alimentaires.

Pour que les initiatives d'éducation et d'intervention en nutrition soient couronnées de succès, elles doivent intégrer les choix et croyances ainsi que des comportements sains en matière alimentaire. Willows (2005) a constaté que c'est un domaine où nos connaissances sur les déterminants d'une alimentation saine dans les collectivités autochtones présentent des lacunes. Cette perspective sociale concerne les habitudes alimentaires adoptées par des groupes d'individus tels que des familles ou des collectivités nordiques entières, habitudes renforcées par des facteurs d'ordre social comme l'emploi, l'éducation et les sources de revenu des ménages et des collectivités (Delormier *et al.*, 2009). Comme Raine (2005) le fait remarquer, la recherche doit encore déterminer comment les facteurs collectifs — politiques, tendances économiques, contextes administratifs et normes culturelles — renforcent certaines habitudes alimentaires qui ne sont pas nécessairement saines. Même si les atouts, les talents et les capacités des collectivités peuvent être des sources clés de résilience, il est important d'aller au-delà des décisions individuelles concernant l'alimentation et d'examiner comment la société, y compris le contexte historique propre aux Autochtones au Canada, façonne les possibilités de telle sorte que certains ont plus de choix que d'autres (Delormier *et al.*, 2009). Le comité espère que des recherches futures permettront de combler cette importante lacune de nos connaissances.

## 7.4 CONCLUSIONS

Étant donné les contacts plus étroits avec l'économie mondiale, des forces sociales comme la transition d'une économie de subsistance à une économie fondée sur la rémunération, l'évolution de la gouvernance locale, l'augmentation de la population, l'influence des médias et les nouvelles technologies transforment les moyens d'existence dans le Nord du Canada. Ces forces sociales contribuent

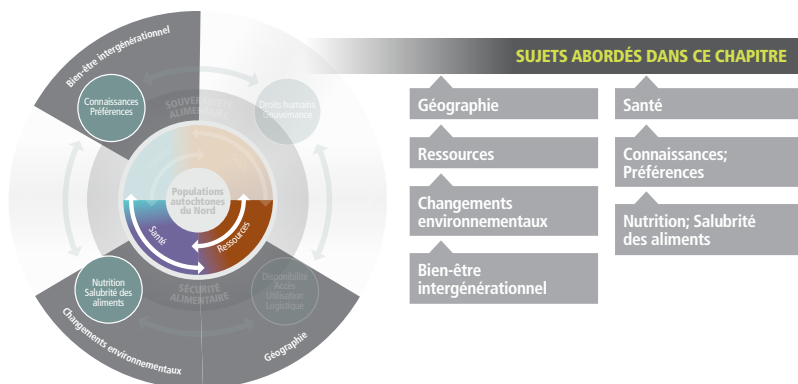
en partie à un déclin des pratiques relatives aux aliments traditionnels et à une augmentation de la consommation d'aliments commercialisés. Même si la transition nutritionnelle varie selon les groupes culturels, elle est particulièrement manifeste chez les jeunes générations de même que parmi les collectivités qui ont davantage accès aux aliments commercialisés. Phénomène mondial dans les collectivités autochtones, la transition nutritionnelle a des effets documentés sur la santé. Mentionnons l'émergence et la progression de maladies contagieuses et non contagieuses, ainsi que d'autres graves problèmes de santé. Les processus de colonisation ont notamment créé au sein de nombreuses collectivités autochtones, partout au Canada, une pauvreté matérielle qui nuit de manière importante à la capacité des gens de se nourrir de manière adéquate. Une étape importante à franchir en vue de diminuer l'insécurité alimentaire consiste à s'attaquer à la pauvreté et au chômage dans les collectivités autochtones nordiques, afin que les individus et les collectivités puissent avoir des moyens durables d'existence. La transition nutritionnelle rend d'autant plus importantes les connaissances et l'éducation sur le choix d'aliments commercialisés meilleurs pour la santé, mais pour que les initiatives en ce sens soient couronnées de succès, elles doivent intégrer les choix et croyances ainsi que des comportements sains en matière alimentaire.

# 8

## Les changements environnementaux

- Changements climatiques dans le Nord du Canada
- Conséquences du développement des ressources naturelles
- Abondance et disponibilité des espèces sauvages
- Contaminants et aliments traditionnels
- Nouvelles maladies qui affectent les espèces sauvages
- Adaptation aux changements environnementaux
- Conclusions

## 8 Les changements environnementaux



### Principales constatations

À cause des changements environnementaux, sociaux, économiques et culturels, les jeunes générations ont moins d'occasions d'acquérir et de transmettre le savoir traditionnel sur le territoire, la faune et la flore, et les activités de récolte.

D'importantes populations d'espèces servant d'aliments traditionnels dans le Nord du Canada évoluent en quantité et en qualité sous l'action de forces environnementales et anthropiques. Les modifications des voies migratoires, l'évolution de la taille des populations et l'apparition de nouvelles maladies affectent la santé d'espèces alimentaires nordiques (p. ex. mammifères terrestres et marins, poissons et baies).

Les activités d'exploration et de développement, notamment les activités industrielles d'extraction, modifient l'utilisation du territoire. Elles ont des conséquences sur les aliments traditionnels des populations autochtones nordiques et affectent donc leur sécurité alimentaire, leur santé et leur bien-être. Cette question doit être explorée plus en profondeur.

La diminution de la disponibilité d'aliments de subsistance et de l'accès à ces aliments nuit à la sécurité alimentaire et à l'état nutritionnel des Autochtones du Nord, et accélère la transition nutritionnelle vers la consommation d'aliments commercialisés.

Même si la concentration de nombreux contaminants environnementaux diminue sous l'effet de règlements et d'accords internationaux, on trouve encore un vaste éventail de contaminants dans les écosystèmes nordiques. Cela soulève des inquiétudes pour la

*suite à la page suivante*

santé des Inuits, qui sont les plus exposés, et d'autres habitants du Nord qui dépendent de certaines espèces pour leur alimentation. Par contre, les bienfaits d'une diète saine et nutritive à base d'aliments traditionnels demeurent supérieurs aux risques dus à l'exposition à des contaminants dans la chaîne alimentaire du Nord.

Ce chapitre met l'accent sur trois des facteurs contextuels du cadre conceptuel du comité : les changements environnementaux, la géographie et le bien-être intergénérationnel. Il montre les liens entre ces facteurs et les ressources naturelles, de manière à faire ressortir les interactions complexes entre la sécurité et la souveraineté alimentaires, les espèces végétales et animales nordiques de subsistance, et la réalité des contaminants et des changements climatiques, sans oublier les nouvelles maladies qui affectent la faune et la flore, ainsi que les stratégies d'adaptation nécessaires. Certaines de ces interactions sont plus directes que d'autres, et les changements climatiques en cours ont des effets que l'on ne comprend pas encore pleinement. Il est néanmoins important d'en tenir compte dans cette analyse holistique de la sécurité alimentaire et de la santé des Autochtones du Nord.

## **8.1 CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE NORD DU CANADA**

Selon les résultats du plus récent rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la perte de la glace de mer dans l'océan Arctique augmente de décennie en décennie, quelle que soit la saison, depuis 1979. Selon les scientifiques, la tendance laisse nettement prévoir un océan Arctique libre de glace en été dans un proche avenir (GIEC, 2013). Les données scientifiques et les observations locales montrent que des changements climatiques rapides, imprévisibles et parfois irréversibles surviennent dans l'Arctique (GIEC, 2007; 2013), et que ces changements pourraient avoir des effets profonds sur la santé des écosystèmes et la vie des habitants (Anisimov *et al.*, 2007; CAFF, 2010; PNUE, 2013). Il est généralement admis que les changements liés au climat affectent les collectivités autochtones nordiques et leur environnement (Nickels *et al.*, 2005; Guyot *et al.*, 2006; Nancarrow et Chan, 2010), et que les changements climatiques qui surviennent dans l'Arctique sont plus nets et manifestes que partout ailleurs dans le monde (ACIA, 2005; OTAN, 2011). Les chercheurs ont déterminé que les peuples autochtones du Nord sont particulièrement affectés par ces changements, en raison de leur dépendance envers des ressources sensibles au climat pour leur subsistance et leur survie culturelle, qui s'ajoute à la sensibilité des écosystèmes de l'Arctique aux changements climatiques (ACIA, 2005; Furgal et Prowse, 2008).



Comme cela est documenté dans une ébauche du cinquième Rapport d'évaluation du GIEC (2013), la région de l'Arctique connaîtra un réchauffement plus rapide que la moyenne mondiale, et ce réchauffement sera plus important sur les terres que sur l'océan. De nombreuses données confirment un réchauffement substantiel de l'Arctique depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle. La température de l'air au-dessus de vastes zones terrestres de l'Arctique continue de monter (GIEC, 2013) (voir l'encadré 8.1).

### **Encadré 8.1**

#### **Scénarios climatiques et sécurité alimentaire**

Plusieurs études internationales exhaustives, examinées par des pairs, affirment que les activités anthropiques constituent une cause importante des changements climatiques. Toutes ces études concluent que l'Arctique est particulièrement vulnérable et établissent des liens entre les changements climatiques et les répercussions sur la santé humaine et environnementale dans l'Arctique (GIEC 2007; 2013; ACIA, 2004; Prowse et Furgal, 2009; Carmack *et al.*, 2012; PNUE, 2013). Même si les estimations varient, les recherches récentes indiquent une tendance à un réchauffement dans l'Arctique. Par exemple, par rapport à la période 1981–2000, les modèles composites de l'ACIA prédisent que les températures moyennes augmenteront de 3 à 4 °C d'ici la fin du XXI<sup>e</sup> siècle (et de plus de 7 °C en hiver) dans l'Ouest de l'Arctique canadien. Pendant la même période, la température de l'air devrait monter de 3 à 9 °C en hiver dans la partie sud de l'île de Baffin et dans la région de la baie d'Hudson, avec toutefois une hausse moins marquée pendant les autres saisons (Weller *et al.*, 2005). Même si les effets de ces changements seront particulièrement prononcés dans les régions polaires, de plus en plus reconnues comme « extrêmement vulnérables » aux changements climatiques actuels et prévus, leurs conséquences se feront sentir sur toute la planète (ACIA, 2005; Anisimov *et al.*, 2007). On peut prévoir de graves répercussions sur la sécurité alimentaire liées par exemple à l'évolution de la diversité, du territoire et de la répartition des espèces animales, aux changements des zones de végétation, ainsi qu'aux perturbations du transport et des infrastructures consécutives à la fonte du pergélisol (ACIA, 2004). Ces changements affecteront la disponibilité des aliments traditionnels comme des aliments commercialisés et l'accès à ces aliments.

## 8.2 CONSÉQUENCES DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES NATURELLES

L'Enquête sur le pipeline de la vallée du Mackenzie, dirigée par le juge Thomas Berger (1977), a documenté les conséquences sociales, environnementales et économiques d'un projet de gazoduc dans le Yukon et les T. N.-O. À partir des données recueillies pendant 3 ans lors d'audiences menées dans 35 collectivités nordiques, le juge Berger a estimé que les conséquences négatives potentielles de la construction du gazoduc étaient à l'époque supérieures à ses avantages. Il a recommandé de ne construire aucun pipeline dans le Nord du Yukon et d'imposer un moratoire de 10 ans sur le projet, afin d'aborder certains des effets potentiellement « dévastateurs » du gazoduc, notamment sur le mode de vie, la conservation et les questions de revendications territoriales. Depuis la parution de ce rapport, l'exploitation des ressources naturelles dans le Nord a connu une explosion. Des recherches sociales et scientifiques, ainsi que des connaissances issues du milieu, ont fourni de nouvelles données. Par exemple, une table ronde organisée en 2008, à laquelle ont participé des représentants de collectivités et d'organisations des Premières Nations, des Inuits et des Métis, a porté sur les possibilités et les défis de l'exploitation des ressources dans le Nord du Canada (ONSA, 2008b). La sécurité alimentaire, notamment l'accès à la nature et aux aliments traditionnels, est ressortie comme une préoccupation centrale liée aux activités d'extraction (ONSA, 2008b). Une bibliographie produite par l'ONSA (2008b) montre qu'il y a beaucoup de littérature sur les impacts environnementaux de l'extraction de ressources naturelles, mais qu'il y en a beaucoup moins sur les autres effets de l'exploitation des ressources (p. ex. aspects sociaux, culturels, économiques, politiques et liés au genre). Dans les T. N.-O., les données de suivi des collectivités montrent que les activités minières sont associées à un déclin de la participation des habitants des grands centres (p. ex. Yellowknife) aux activités de chasse et de pêche, mais à une augmentation de cette participation dans les collectivités plus petites (p. ex. Behchoko) (GTNO, 2012). Cela s'explique peut-être par les effets positifs de cette exploitation sur le revenu annuel moyen des ménages et par le besoin de ressources financières pour acheter et entretenir l'équipement nécessaire pour la chasse et la pêche. Le comité conclut qu'il faudra probablement d'autres recherches pour étudier les liens entre la souveraineté alimentaire, la sécurité alimentaire et les effets de l'exploitation des ressources naturelles, notamment les activités minières.

### 8.3 ABONDANCE ET DISPONIBILITÉ DES ESPÈCES SAUVAGES

Les tendances et indicateurs en matière de biodiversité aident à comprendre la santé d'un écosystème, de sa faune et de sa flore. Par exemple, l'indice ASTI (*Arctic Species Trend Index* — McRae *et al.*, 2010) porte sur 965 populations de 306 espèces, soit 35 % des espèces connues de vertébrés vivant dans l'Arctique. De 1970 à 2004, l'abondance des vertébrés a diminué de 26 % dans le haut Arctique. Elle a augmenté dans le bas Arctique, alors qu'elle diminue dans la zone subarctique depuis le milieu des années 1980 (McRae *et al.*, 2010). Il y a actuellement des embargos sur la récolte de caribous au Nunatsiavut et dans certaines régions des T. N.-O., à cause du faible nombre d'individus dans ces régions.

Comme le fait remarquer GRID-Arendal (2009), les changements climatiques constituent une menace précise à la sécurité alimentaire liée aux aliments traditionnels dans le Nord, parce qu'ils affectent l'abondance et la disponibilité des espèces sauvages, l'accès des populations humaines à ces aliments, de même que la salubrité et la qualité des aliments traditionnels. Par exemple, les membres de la Première Nation Deh Gah Got'ie (T. N.-O.) et la population de Beaver Creek (Yukon) ont noté des changements touchant les espèces, le niveau des eaux, les conditions météorologiques et l'état des glaces (Guyot *et al.*, 2006); les Dénés de Lutsel K'e (T. N.-O.) ont rapporté une diminution récente des populations de canards et d'oies, et un rétrécissement des nappes aquifères (Berkes *et al.*, 2005); des collectivités du Labrador ont rapporté que la baisse du niveau des eaux de rivières et d'étangs ont des effets négatifs sur la santé des poissons et l'accès à ces espèces (Furgal *et al.*, 2002; Nickels *et al.*, 2005); des populations de caribous en déclin sont enregistrées dans les T. N.-O. (Fisher *et al.*, 2009). À titre d'exemple, le caribou de Peary figure depuis 2011 sur la liste des espèces « en voie de disparition » en vertu de la *Loi sur les espèces en péril* (loi fédérale) (Giroux *et al.*, 2012). Il figure aussi sur la liste des espèces en voie de disparition du Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC) depuis 2004 (COSEPAC, 2011a). Le COSEPAC a rapporté que la population de caribous de Peary a diminué « d'environ 72 % au cours des trois dernières générations, principalement à cause de la mortalité catastrophique attribuable aux périodes de verglas intense. La glace couvre la végétation et les caribous meurent de faim [...] En raison de son déclin continu et des changements prévus des conditions atmosphériques à long terme, cette sous-espèce risque de disparaître de la planète de façon imminente. » (COSEPAC, 2011b).

Selon les résultats d'une enquête du gouvernement du Nunavut, la harde de caribous du Sud de l'île de Baffin a décliné de 95 % au cours des 20 dernières années (Jenkins *et al.*, 2013). Des aînés et des chasseurs appartenant à des collectivités du Sud de l'île de Baffin ont rapporté qu'il est plus difficile de trouver du caribou et se sont dits préoccupés par les effets négatifs de l'exploitation du territoire et d'autres facteurs sur le caribou et son habitat. L'enquête cite les changements climatiques, la maladie, les activités anthropiques, dont l'exploitation des minéraux et des récoltes excessives, comme menaces possibles pesant sur la harde (Jenkins *et al.*, 2013). Des études récentes sur le caribou de Beverly, dont l'aire de répartition couvre des parties des T. N.-O., le Nord de la Saskatchewan, le Nord du Manitoba et le Nunavut, montrent que sa population a elle aussi décliné (de près de 50 %) de 1994 à 2011 (Campbell *et al.*, 2012).

D'autres chercheurs ont également documenté les effets des changements et de la variabilité climatiques sur la population, l'aire de répartition et l'accessibilité d'espèces sauvages dans le Nord du Canada (Ford *et al.*, 2006, Ford et Pearce, 2010; Ford et Beaumier, 2011). Conséquence de ces observations, la diminution de la disponibilité d'espèces alimentaires de subsistance et de l'accès à ces espèces entraînera probablement une dégradation de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel des populations autochtones du Nord — ainsi qu'une accélération de la transition nutritionnelle (Egeland *et al.*, 2013). L'expansion de l'aire de répartition d'espèces méridionales dans les régions nordiques y a amené de nouvelles espèces. L'hybridation d'espèces, comme celle que l'on observe entre l'ours polaire et le grizzly dans la RDI (Derocher, 2010), peut avoir des répercussions sur des espèces ayant une importance alimentaire et sur la chasse de subsistance (Humphries *et al.*, 2004). Les conséquences des changements climatiques ne sont toutefois pas toujours uniformes et négatives. Par exemple, une étude effectuée à Naujaat et à Kugaaruk, au Nunavut, a montré que les changements climatiques observés étaient spécifiques à ces deux collectivités et inégaux, et qu'ils avaient des effets à la fois positifs et négatifs sur la récolte d'aliments traditionnels (Nancarrow et Chan, 2010).

Les répercussions directes des changements climatiques sur l'abondance et l'aire de répartition des espèces sauvages ne sont pas les seuls effets des changements environnementaux sur la sécurité alimentaire dans le Nord. Diverses collectivités et des chercheurs ont constaté que les changements climatiques ont rendu plus dangereuses certaines pratiques traditionnelles, à cause par exemple de la débâcle imprévisible et hâtive de la glace de mer et de l'incapacité qui en résulte de chasser à certains moments de l'année (Nickels *et al.*, 2005; GIEC, 2007; Furgal, 2008; Furgal et Prowse, 2008; Pearce *et al.*, 2009). Des chasseurs interviewés pour le rapport du Conseil circumpolaire inuit (Canada) intitulé

*The Sea Ice Is Our Highway* (2008)<sup>34</sup> ont déclaré qu'ils devaient parcourir de plus grandes distances pour accéder à la faune et que des trajets auparavant sûrs étaient devenus incertains à cause du réchauffement du climat et de la fonte de la glace. De forts vents et des conditions de déplacement dangereuses autour de collectivités du Nunavut et du Nunavik limitent en outre les possibilités de chasse au phoque et à la baleine en eau libre (Ford *et al.*, 2006; Nickels *et al.*, 2005). Dans la RDI, au Nunavut et au Nunavik, on a observé que l'épaisseur de la glace diminue et que la saison sans glace s'allonge en raison des températures plus élevées l'hiver. Cela rend la chasse plus risquée et réduit l'accès des chasseurs à des espèces vivant sur la glace, comme le phoque annelé, le narval et l'ours polaire (Ford *et al.*, 2006; Nickels *et al.*, 2005). Le lien entre la perte de glace de mer et la chasse n'est pas toujours simple. Par exemple, Gearheard *et al.* (2006) ont constaté que même si les chasseurs arrivent à s'adapter de plusieurs manières, ils peuvent trouver étrange de chasser en bateau à des époques de l'année où ils le feraient normalement sur la glace en motoneige ou en traîneau à chiens.

Les conditions dans lesquelles les jeunes générations acquièrent et transmettent le savoir traditionnel sur le territoire, la faune et la flore, et sur les activités de récolte se transforment également, avec des effets négatifs sur la sécurité alimentaire actuelle et future. Pour que les expéditions de récolte soient viables, il faut bien connaître les conditions de glace, les situations météorologiques et les voies migratoires des animaux (Dowsley et Wenzel, 2008; Beaumier et Ford, 2010; Wong *et al.*, 2011). La transmission des connaissances environnementales traditionnelles subit les effets de situations météorologiques nouvelles et non fiables, ainsi que des conditions changeantes du milieu, ce qui réduit encore davantage la participation des jeunes à la chasse. Elle est également affectée par la diminution du nombre de chasseurs à plein temps expérimentés dans les collectivités nordiques (Beaumier et Ford, 2010). L'encadré 8.2 présente quelques projets de recherche qui visent à faciliter l'échange d'information à ce sujet.

---

34 *The Sea Ice Is Our Highway: An Inuit perspective on transportation in the Arctic*, contribution du Conseil circumpolaire inuit à l'évaluation du Conseil de l'Arctique sur le transport maritime dans l'Arctique.

### Encadré 8.2

#### Changements climatiques et savoir traditionnel

Plusieurs importants projets nationaux, étrangers et menés en collaboration portent sur les relations entre les changements climatiques, le savoir traditionnel et l'utilisation du territoire. Mentionnons des projets de l'API 2008–2009 comme le projet SIKU (*Sea Ice Knowledge and Use*), le projet ISIUOP (*Inuit Sea Ice Use and Occupancy Project*), l'étude du chenal de séparation circumpolaire ainsi que le programme permanent de biodiversité circumpolaire du Conseil de l'Arctique. Le projet SIKU-INUIT-HILA, projet de collaboration entre les collectivités de Qaanaaq (Groenland), de Clyde River (Nunavut) et de Barrow (Alaska), ainsi que l'Université du Colorado et le Conseil circumpolaire inuit (Groenland), a rendu compte des changements remarquables par les habitants des localités ainsi que des liens étroits entre, d'une part, les conditions environnementales et, d'autre part, la disponibilité des animaux et la capacité de chasser et de pêcher (Kielsen-Holm, 2010). Ce type de recherche peut faciliter les échanges de connaissances entre les experts locaux et les scientifiques. Il permet aussi de cerner les stratégies d'adaptation élaborées et mises à profit par les populations nordiques dans les périodes de changement.

## 8.4 CONTAMINANTS ET ALIMENTS TRADITIONNELS

La présence de contaminants dans les sources d'aliments traditionnels inquiète directement les Autochtones, pour qui la récolte et la consommation de ces aliments sont essentielles à plusieurs points de vue : identité culturelle, nutrition, santé et bien-être, moyen économique d'existence (Donaldson *et al.*, 2010). Les populations autochtones du Nord et les scientifiques surveillent depuis plus de 30 ans la présence de contaminants dans la chaîne alimentaire de l'Arctique, et les dangers que ces contaminants représentent pour le bien-être humain et environnemental. Les contaminants environnementaux sont des substances accidentellement ou délibérément introduites dans l'environnement et qui risquent d'être nocives pour les populations humaines ainsi que la faune et la flore. On a constaté la présence d'un large éventail de substances — polluants organiques persistants (POP), dont des composés organochlorés comme le lindane, le chlordane, le toxaphène, le dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT) et les biphényles polychlorés (BPC), des métaux lourds (p. ex. le mercure et le plomb) et des radionucléides — en quantités étonnamment élevées dans les écosystèmes de l'Arctique (Muir *et al.*, 1992; Lockhart *et al.*, 1992).

Beaucoup d'études financées dans le cadre du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord d'AADNC rapportent que de nombreuses espèces de plantes, de poissons, d'oiseaux et de mammifères contiennent des taux élevés de POP, ce qui soulève des inquiétudes pour la santé des Inuits, qui sont les plus à risque, et les autres habitants de l'Arctique qui dépendent de ces espèces pour leur alimentation (Thomas *et al.*, 1992; Chan *et al.*, 1995; Van Oostdam *et al.*, 2005). Les taux élevés de contaminants présents dans les espèces nordiques servant d'aliments traditionnels sont liés aux caractéristiques biophysiques des écosystèmes du Nord et aux propriétés physiques et chimiques des contaminants. La plupart de ces contaminants atteignent le Nord par des courants atmosphériques de grande étendue et par des systèmes aquatiques. Les contaminants atmosphériques se déposent sur la masse continentale de l'Arctique puis se répandent dans la colonne d'eau, le sol et les sédiments. Ils sont absorbés (bioconcentrés) par les organismes des niveaux trophiques inférieurs présents dans les écosystèmes de l'Arctique (p. ex. algues et plancton), puis bioaccumulés dans les animaux qui se nourrissent de ces organismes. À chaque niveau de la chaîne alimentaire, les contaminants atteignent des concentrations de plus en plus élevées dans les tissus des organismes, par un processus dit de bioamplification (Van Oostdam *et al.*, 2005). Ils aboutissent dans les tissus adipeux de grandes espèces situées au sommet de la chaîne alimentaire comme la baleine, le phoque, l'ours polaire et le morse (PSEA, 2003a), où leur concentration peut être plus d'un million de fois supérieure à ce qu'elle est en milieu aqueux. Lorsque des humains consomment ces animaux situés au sommet de la chaîne alimentaire, ils sont exposés aux concentrations accumulées de tous les contaminants contenus dans les tissus de ces animaux (Van Oostdam *et al.*, 2005).

L'exposition d'une femme aux contaminants présents dans son alimentation peut avoir des effets nocifs subtils sur la santé de son fœtus et de son enfant, parce que certains contaminants présents dans des aliments traditionnels traversent la barrière placentaire. Par exemple, l'exposition prénatale aux BPC ou au mercure peut avoir des effets négatifs sur le développement du nourrisson, affectant notamment les fonctions cognitives et le fonctionnement du système immunitaire. L'exposition à des taux élevés de mercure constitue en outre un facteur de risque potentiel de maladies cardiovasculaires chez les adultes (PSEA, 2003a; Després *et al.*, 2005; Van Oostdam *et al.*, 2009). L'exposition des enfants aux contaminants présents dans le lait maternel a fait l'objet de nombreuses études sur la diète nordique et d'études de cohorte sur la santé humaine, dans le but de mieux situer les risques et les avantages de la consommation d'aliments traditionnels pour les mères et leurs nourrissons. Pour le moment, il est clair que les avantages d'une diète d'aliments traditionnels sains et nutritifs dépassent les risques de l'exposition à des contaminants (Van Oostdam *et al.*, 2005).

Les espèces fournissant des aliments traditionnels, plus précisément le gras et les organes des mammifères marins, sont cités comme sources les plus importantes d'exposition des habitants du Nord à des contaminants environnementaux comme

les biphényles polychlorés, le mercure et le plomb (Van Oostdam *et al.*, 2005; Laird *et al.*, 2013a). Les niveaux d'exposition au mercure et à d'autres contaminants de certains segments de la population du Nunavik et du Nunavut dépassent les seuils indiqués dans les lignes directrices et avis canadiens et internationaux (Van Oostdam *et al.*, 2005; Chan *et al.*, 1995; Kuhnlein *et al.*, 1995b; Tian *et al.*, 2011). Le taux sanguin de mercure des Inuits qui consomment des mammifères marins est de 3 à 10 fois supérieur à celui des populations qui consomment des aliments importés et dépasse souvent les seuils recommandés (PSEA, 2003a, 2009a). L'Enquête sur la santé des enfants inuits du Nunavut a révélé que près de 25 % des enfants âgés de trois à cinq ans avaient dans leurs cheveux des concentrations de mercure égales ou supérieures au taux de référence de l'OMSD de 2 µg/g (Tian *et al.*, 2011). Une évaluation complète des risques et avantages portant sur le mercure, les acides gras omégas et le sélénium a amené le gouvernement du Nunavut à émettre un avis recommandant aux femmes en âge d'enfanter de limiter leur consommation de foie de phoque annelé, afin de diminuer leur exposition au mercure (Laird *et al.*, 2013b).

Les auteurs du troisième *Rapport de l'évaluation des contaminants dans l'Arctique canadien* (RÉCAC)<sup>35</sup> ont constaté que parmi les Inuits, les Dénés, les Métis et les non-Autochtones, les Inuits (qui vivent le plus au nord et consomment le plus de mammifères marins) avaient les taux les plus élevés de presque tous les POP et métaux (Van Oostdam *et al.*, 2009).

Donaldson *et al.* (2010) ont noté une tendance positive : la proportion de mères dépassant les seuils de contaminants recommandés par Santé Canada a diminué depuis le RÉCAC de 2003. De plus, un rapport du PSEA publié en 2009 montre que les taux de POP « hérités »<sup>36</sup> (p. ex. BPC, dichlorodiphényldichloroéthylène (DDE) et oxychlorodane) dans les tissus humains sont en baisse dans plusieurs régions de la zone circumpolaire (PSEA, 2009b).

Comme le montre un rapport du PSEA publié en 2011 sur les effets des polluants et des changements climatiques dans l'Arctique, il y a un lien indéniable entre les contaminants et les changements climatiques (PSEA, 2011). La température, les précipitations, la configuration des vents, les systèmes aquatiques, ainsi que la couverture de neige et de glace, influent sur les voies de transport des contaminants comme les POP, les métaux et les radionucléides. Ces facteurs sont eux-mêmes

---

35 Cette évaluation a été menée dans le cadre du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord d'AADNC, ainsi que du Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique, sous les auspices du Conseil de l'Arctique.

36 Les POP « hérités » sont couverts par les accords qui portent sur les nouvelles émissions. La pollution environnementale par ces substances est en grande partie un héritage de pratiques antérieures (PSEA, 2002).



influencés par les variations climatiques et les changements à l'échelle planétaire (PSEA, 2011). Dans le cas de métaux comme le plomb, le cadmium et le zinc, l'Arctique est susceptible de les accumuler davantage, parce que les précipitations vont probablement augmenter (Macdonald *et al.*, 2000, 2003; PSEA, 2003b; Wrona *et al.*, dans ACIA, 2005). Selon les projections de changements climatiques pour l'Atlantique Nord au cours du siècle actuel, on s'attend à ce que la température de l'air monte de 0,4°C à 1,0°C, ce qui se traduira par un taux accru de méthylation du mercure, et donc une hausse possible des taux de mercure dans des espèces assurant une alimentation de subsistance (Booth et Zeller, 2005; Stern *et al.*, 2012; Krabbenhoft et Sunderland, 2013). Les prédateurs aquatiques situés au sommet de la chaîne alimentaire, les espèces migratrices et les espèces qui dépendent de la glace sont particulièrement à risque d'être davantage exposés à des contaminants. Cela pourrait se traduire par une exposition humaine accrue, en raison de la consommation de certains poissons et mammifères marins dans ces régions (Kraemer *et al.*, 2005).

Les changements environnementaux peuvent avoir des effets sur l'ampleur des dépôts et l'exposition à des contaminants dans les écosystèmes de l'Arctique. En mesurant les niveaux de contaminants environnementaux dans des populations sur une certaine période, on peut évaluer l'évolution à long terme de l'exposition à ces contaminants (Donaldson *et al.*, 2010). Il est plus difficile de reconnaître les interactions entre les contaminants, la nutrition et le mode de vie, ainsi que leurs effets cumulatifs sur la santé et le bien-être culturel, et d'agir sur ces interactions (Furgal, 2008). La majorité des contaminants environnementaux qui affectent la qualité des aliments sont liés à des mécanismes de transport atmosphérique et de dépôt qui agissent du sud vers le nord sur de longues distances. Cependant, il y a aussi des sources locales de contaminants : extraction de minéraux, barrages hydroélectriques, sites militaires et industriels à l'abandon. Comme on l'a mentionné brièvement à la section 8.2 (ONSA, 2008c), les relations entre l'exploitation minière et l'accès aux aliments traditionnels sont complexes. Reprenant les conclusions des RÉCAC, le comité estime également que la poursuite de la surveillance et des recherches est nécessaire, afin d'évaluer les tendances relatives à l'évolution de la diète et aux nouveaux contaminants dans le Nord du Canada, ainsi que leurs effets sur la santé. L'encadré 8.3 montre l'importance d'une approche planétaire de la réduction des contaminants.

### Encadré 8.3

#### Approche planétaire de la réduction des contaminants

Trois accords internationaux abordent la question des contaminants aux latitudes nordiques : la *Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants* (POP); la *Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance*, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe; la *Convention de Minamata sur le mercure*, du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Ces instruments internationaux reflètent : les connaissances scientifiques sur l'Arctique; les préoccupations socio-politiques exprimées par les habitants du Nord (p. ex. les Inuits sont représentés par le Conseil circumpolaire inuit aux réunions annuelles tenues dans le cadre de la Convention de Stockholm); les efforts collectifs et individuels des huit États de l'Arctique, dont le Canada\*. Sous l'impulsion de Sheila Watt-Cloutier, alors présidente du CCI, et de l'organisme CAIPAP (*Canadian Arctic Indigenous Peoples Against POPs*), les conséquences humaines des POP ont été introduites dans les négociations, à titre de puissant rappel moral des coûts humains des contaminants environnementaux (Downie et Fenge, 2003). Cependant, avec l'apparition de nouveaux POP, il est de plus en plus difficile de suivre l'évolution des menaces de contamination. Plusieurs milliers de produits chimiques différents sont constamment libérés dans l'environnement, et il n'est pas facile de déterminer lesquels sont plus préoccupants et doivent faire l'objet d'une surveillance. Parmi les défis à relever, il y a la mise au point de procédés de détection et de mesure des nouveaux produits chimiques. Étant donné les longues distances sur lesquelles les POP sont transportés, les efforts visant à protéger les citoyens et l'environnement doivent être menés à l'échelle planétaire.

---

\* Voir la page *Plan national de mise en oeuvre au titre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) – Mai 2006*, à l'adresse <https://www.ec.gc.ca/lcpe-cepa/default.asp?lang=Fr&n=769b77f9-1> (dernière consultation : mars 2014).

## 8.5 NOUVELLES MALADIES QUI AFFECTENT LES ESPÈCES SAUVAGES

Davidson *et al.* (2011) font remarquer que, à cause de la faible diversité de la faune, de la flore et des parasites dans les régions nordiques, les changements environnementaux dans ce milieu vulnérable peuvent entraîner une modification des mouvements migratoires, une compétition accrue pour la nourriture, et parfois l'introduction de nouveaux pathogènes. Kutz *et al.* (2004) décrivent le rôle joué par une combinaison de réchauffement climatique, rétrécissement des habitats et modifications d'autres facteurs écologiques dans l'apparition de trois espèces de nématodes (vers ronds parasites) chez le bœuf musqué dans les

parties centrale et occidentale de l'Arctique. Une augmentation des parasites du caribou a été rapportée dans les parties centrale et orientale de l'Arctique au cours des dernières années, et les chasseurs locaux se sont dits préoccupés par la salubrité de cette viande (Nickels *et al.*, 2005). De la même manière, le réchauffement des températures permet à certaines espèces d'insectes de survivre davantage à l'hiver et d'accroître leur aire de répartition, ce qui peut permettre l'arrivée de nouvelles maladies dans des régions arctiques ou une augmentation des risques liés à des pathogènes endémiques (Parkinson et Butler, 2005).

Au moins 14 des 27 pathogènes connus qui causent des maladies chez les vertébrés sauvages du Canada correspondent à la définition de « maladies émergentes » (Leighton, 2011). À cause des changements environnementaux, la présence et la fréquence de maladies affectant les espèces sauvages, y compris de zoonoses, vont probablement continuer d'évoluer et potentiellement de s'intensifier dans l'avenir (Leighton, 2011).

Une zoonose est une maladie infectieuse qui peut se transmettre à partir d'animaux à l'être humain. Les zoonoses sont particulièrement pertinentes ici, étant donné la relation étroite entre les populations nordiques du Canada et les espèces sauvages (Owens *et al.*, 2012), et les conséquences que cela peut avoir sur la sécurité alimentaire. Certaines régions nordiques ont fait état de cas importants de zoonoses ayant touché des humains dans le passé (Proulx *et al.*, 2002), ainsi que de zoonoses chez des espèces nordiques hôtes : tularémie chez les rats musqués, les castors et les lapins; rage chez les renards (Dietrich, 1981); brucellose chez les ongulés, les renards et les ours; échinococcose chez les rongeurs et les canidés (Chin, 2000); trichinose chez les morses et les ours polaires, ainsi que cryptosporidiose chez des mammifères marins (phoque annelé) et terrestres (Proulx *et al.*, 2002). Dans les T. N.-O., deux des agents pathogènes les plus répandus de maladies alimentaires sont *Salmonella* et *Campylobacter*, communément présents dans les aliments non pasteurisés ou pas assez cuits (Furgal, 2008). Le nombre d'incidences rapportées a diminué au cours des dernières années (Pradhan-Ali *et al.*, 2012) (voir l'encadré 8.4). Davantage de données de base sur les zoonoses et les autres maladies des espèces sauvages sont nécessaires (Owens *et al.*, 2012).

### **Encadré 8.4**

#### **Une pratique prometteuse : le programme de test des morses au Centre de recherche du Nunavik**

Le morse est généralement chassé pour sa viande dans les collectivités côtières nordiques, dont environ la moitié des collectivités du Nunavik (Larrat *et al.*, 2012). La viande de morse est souvent consommée crue ou fermentée (Proulx *et al.*, 2002), mais la consommation de viande pas assez cuite constitue un risque de contracter une zoonose (Larrat *et al.*, 2012). Pendant les années 1980 et 1990, des éclosions de trichinose, maladie potentiellement mortelle due à la consommation de viande de morse infectée par la trichine, a amené des collectivités inuites du Nunavik à mettre au point un programme qui consiste à tester la présence du parasite responsable de la zoonose dans la viande de morse (Proulx *et al.*, 2002). Le Programme de prévention de la trichinose au Nunavik (PPTN) est un programme régional de dépistage qui a débuté en 1992 à Salluit, avant d'être étendu en 1996 à d'autres collectivités faisant la récolte de morses (Larrat *et al.*, 2012). Avec l'aide d'ACT ou de centres de santé locaux, les chasseurs qui participent volontairement au programme, envoient des échantillons de leurs prises au Centre de recherche du Nunavik (CNR), à Kuujuaq, au Québec (GN, 2011; Larrat *et al.*, 2012). En général, le CNR traite les échantillons reçus et communique les résultats dans les 24 heures (Larrat *et al.*, 2012).

Étant donné l'absence de cas récents de trichinose dus à la viande de morse, la viabilité économique du programme et ses effets positifs démontrés sur la poursuite de la chasse, Larrat *et al.* (2012) concluent que le PPTN pourrait servir de « modèle de réussite d'un programme de prévention lié à la santé dans l'Arctique » [traduction]. Deux nouveaux laboratoires, l'un à Nain, au Nunatsiavut, l'autre à Yellowknife, dans les T. N.-O., ont également été mis sur pied et dotés de matériel de base pour effectuer des tests (Owens *et al.*, 2012). Larrat *et al.* (2012) attribuent le succès du PPTN à la nature et à l'origine de la maladie, à l'existence d'une méthode efficace d'analyse, à un partenariat intersectoriel, à la participation locale et à une approche combinant science et action.

## **8.6 ADAPTATION AUX CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX**

Même si plusieurs effets nocifs des changements environnementaux sont déjà documentés et continuent de se faire sentir, il ne faut pas en conclure que tous les changements seront négatifs. Par exemple, le déplacement d'espèces qui font leur apparition plus au nord à cause du réchauffement climatique pourrait représenter de nouvelles possibilités de subsistance, comme on l'a vu

**Encadré 8.5****Résilience et adaptabilité en réponse aux changements climatiques**

« Le changement est si graduel que nous nous adaptons sans même nous en rendre compte. Notre capacité d'adaptation nous facilite en quelque sorte la vie. Nous changeons à notre propre insu, nous faisons ce que nous avons à faire. »

— Deh Gah Got'ie, membre de la Première Nation dénée, à propos de l'adaptation aux changements environnementaux et de l'accès aux aliments traditionnels (Guyot *et al.*, 2006)

tout récemment avec l'original au Labrador et au Nunatsiavut. Il ne faut pas non plus négliger l'agencement (au sens du glossaire) des populations nordiques. Comme l'explique Duerden (2004), « les populations autochtones du nord ne sont certainement pas des néophytes pour ce qui est de composer avec le stress d'origine climatique » [traduction] (voir l'encadré 8.5).

D'autres travaux sont nécessaires pour étudier les mécanismes complexes par lesquels les variables pertinentes (p. ex. histoire culturelle, conditions locales, attitudes, liens économiques) interagissent et conditionnent les réactions collectives aux changements climatiques (Duerden, 2004). D'autre part, des données montrent que, dans certains cas, les changements climatiques pourraient ouvrir la voie à des occasions autrefois hors de portée, dont de nouvelles possibilités de chasse. À titre d'exemple, le gel tardif a permis à des chasseurs de l'île Saint-Laurent, en Alaska, d'attraper des baleines boréales tard à l'automne, ce qui les a aidés à compenser certaines difficultés liées au climat lors de la chasse printanière plus traditionnelle (Noongwook *et al.*, 2007). La hausse des températures peut aussi augmenter les possibilités de production locale d'aliments dans certaines régions, atténuant le stress potentiel lié au transport venant du Sud. La hausse des températures estivales et l'allongement de la saison de croissance dans des régions comme l'Arctique de l'Ouest peuvent améliorer les possibilités d'une agriculture nordique à petite échelle; cela pourrait ajouter des sources locales d'aliments, peut-être à meilleur coût. Par exemple, Mills (2001) a établi l'existence de grandes surfaces (de 39 à 57 millions d'hectares) de terres qui pourraient se prêter à une agriculture nordique en Arctique de l'Ouest dans le contexte de futurs scénarios climatiques. De la même manière, comme on le reconnaît dans le *Plan Nord* du Québec (appelé plus récemment *Le Nord pour tous*), le Nord du Québec compte 1,5 million d'hectares de terres arables. Le plan d'action 2011–2016 du Québec comporte plusieurs initiatives prioritaires dans le secteur bioalimentaire, dont la mise sur pied d'un réseau

de recherches bioalimentaires<sup>37</sup> au nord du 49<sup>e</sup> parallèle, la construction de serres dans le Nord, l'intensification d'une stratégie de développement de produits forestiers autres que le bois, une stratégie de développement durable concernant les petits fruits nordiques, et l'élaboration d'une stratégie conjointe de promotion de projets locaux à l'extérieur des régions concernées (GQ, 2011). D'autre part, le *Plan Nunavik* énumère des projets pilotes bioalimentaires, dont des serres communautaires et la domestication du caribou, du bœuf musqué et du lagopède (ARK, 2012). Le Programme d'adaptation aux changements climatiques d'AADNC soutient les collectivités autochtones et nordiques dans leurs efforts « pour répondre aux risques et aux défis posés par les impacts des changements climatiques et pour devenir plus résilient (*sic*) », au moyen de partenariats permettant aux collectivités de planifier et de s'adapter en fonction des changements climatiques (AADNC, 2012e).

## 8.7 CONCLUSIONS

La salubrité des aliments, la continuité culturelle, la mobilité et la capacité de chasser en toute sécurité, l'accès à des aliments nutritifs et les échanges de savoir traditionnel sont quelques-uns des aspects sous lesquels les changements environnementaux ont des incidences sur la sécurité alimentaire. Les modifications des conditions environnementales affectent l'habitat et la viabilité des espèces; d'importantes populations d'espèces servant d'aliments traditionnels dans le Nord du Canada évoluent en quantité et en qualité sous l'action de forces environnementales et anthropiques. Les conditions environnementales ont également transformé les lieux et les pratiques à propos desquels le savoir traditionnel sur les aliments, le territoire, la faune et la flore a été acquis et transmis. Les activités d'exploration et de développement, notamment les activités industrielles d'extraction, modifient l'utilisation du territoire. Elles ont des conséquences sur les aliments traditionnels des populations autochtones nordiques et affectent donc leur sécurité alimentaire, leur santé et leur bien-être. Cette question doit être explorée plus en profondeur. On trouve encore des contaminants dans les écosystèmes nordiques, mais les bienfaits d'une diète saine et nutritive à base d'aliments traditionnels demeurent supérieurs aux risques d'exposition à des contaminants. Tous ces changements ont leur importance en ce qui concerne la culture et la santé des populations autochtones du Nord.

---

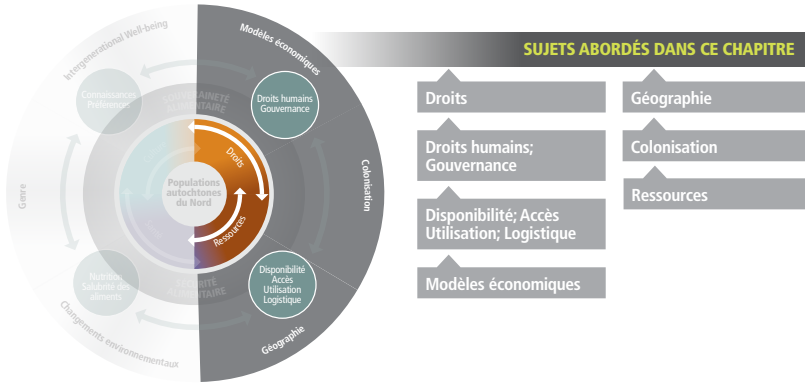
37 Ce réseau facilite les échanges d'information sur les technologies bioalimentaires et leur mise en œuvre entre la municipalité de la Baie James, l'Autorité régionale crie et l'Administration régionale Kativik (ARK, 2012).

# 9

## **La gouvernance nordique et la sécurité alimentaire**

- **Droit à l'alimentation et souveraineté alimentaire**
- **Gouvernance circumpolaire arctique**
- **Gouvernance dans le Nord du Canada**
- **Conclusions**

## 9 La gouvernance nordique et la sécurité alimentaire



### Principales constatations

L'accès des Autochtones au territoire et aux ressources est une composante cruciale des stratégies de souveraineté et de sécurité alimentaires dans le Nord du Canada. Sur le plan institutionnel, le contrôle ou l'influence des Autochtones en ces matières résulte actuellement le plus souvent de droits de récolte protégés par la Constitution ainsi que de revendications globales (aussi appelées traités modernes ou revendications territoriales), qui peuvent porter entre autres sur des quotas de récolte et des stratégies de cogestion de la faune et de la flore.

La souveraineté alimentaire contribue à illustrer comment les droits et responsabilités ont évolué avec le temps dans le Nord. Divers droits et avantages qui ont des effets sur l'accès aux aliments et la sécurité alimentaire sont inclus dans les accords sur les revendications territoriales, depuis la représentation au sein d'organismes qui s'occupent des questions liées aux terres, à l'eau, à la faune et à la flore ou évaluent les effets du développement, jusqu'à des responsabilités de gestion des infrastructures publiques.

Le savoir traditionnel et la surveillance communautaire des aliments, du territoire, de la faune et de la flore jouent un rôle crucial pour informer les gouvernements, les entreprises et les chercheurs à propos des impacts environnementaux et humains sur la faune et la flore.

Le gouvernement fédéral utilise des programmes de soutien du revenu et de subventions à l'alimentation pour compenser le coût élevé de la vie dans le Nord. En libérant des ressources financières, ces programmes peuvent avoir des incidences sur la sécurité alimentaire des individus et des ménages.



Les chapitres précédents ont abordé des facteurs qui ont des liens directs avec la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada. Le présent chapitre ajoute d'autres facteurs qui ont des relations plus complexes avec la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire et les peuples autochtones du Nord. La sécurité alimentaire liés aux aliments traditionnels dépend de droits protégés d'accès au territoire, de droits de récolte et de liens intacts entre la collectivité, le territoire et les activités de récolte. Ces droits et ces liens sont façonnés et régis par la gouvernance antérieure et actuelle. Le présent chapitre explore les effets de l'évolution des systèmes de gouvernance et de ses conséquences sur la capacité des peuples autochtones du Nord de parvenir à la sécurité et à la souveraineté alimentaires. Il met l'accent sur les droits humains et la gouvernance à plusieurs niveaux de compétence, et examine comment ces facteurs interagissent avec l'accès aux aliments et leur utilisation.

### 9.1 DROIT À L'ALIMENTATION ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

En examinant les réalités croisées de l'héritage des processus de colonisation, de la dépossession environnementale et du bien-être des Autochtones, MacIntosh (2012) montre comment les lois et politiques ont touché et touchent encore la vie de tous les peuples autochtones. Diverses structures institutionnelles, dont les régimes de gouvernance, façonnent la vie des peuples autochtones du Nord d'une manière qui a des répercussions sur leur autonomie et leur capacité de créer les conditions d'une meilleure santé. L'accès à leur territoire ancestral, à des sources d'aliments traditionnels et aux systèmes relatifs à ces aliments fait partie de ces conditions (MacIntosh, 2012). On peut citer comme exemple l'embargo de l'Union européenne sur les produits dérivés du phoque, dont beaucoup disent qu'il a des répercussions négatives sur les moyens d'existence de peuples autochtones, en privant ceux qui dépendaient de la vente de ces produits de leur capacité de financer des activités traditionnelles de chasse.

Des instruments comme la DNUDPA (ONU, 2008) définissent des normes juridiques internationales qui touchent certains aspects de la sécurité alimentaire. Selon ces normes, les peuples autochtones ont des droits de propriété et d'exploitation des territoires qu'ils ont traditionnellement occupés et des ressources contenues dans ces territoires, du fait qu'ils les ont traditionnellement possédés ou utilisés. Les États doivent reconnaître ces territoires et ressources. Ils devraient consulter les peuples autochtones et collaborer avec eux de bonne foi, afin d'obtenir leur consentement libre, préalable et éclairé avant d'adopter et de mettre en œuvre des mesures législatives ou administratives qui

pourraient les affecter<sup>38</sup>. Ce contexte plus large met en évidence la pertinence de la recherche sur la souveraineté alimentaire comme instrument de sécurité alimentaire dans le Nord du Canada.

La souveraineté alimentaire contribue à illustrer comment les droits et responsabilités ont évolué avec le temps dans le Nord. Elle aide à mieux comprendre la sécurité alimentaire en mettant l'accent sur les relations de pouvoir et les aspects politiques souvent absents des définitions de la sécurité alimentaire (Wittman *et al.*, 2010). Comme on le verra plus loin dans ce chapitre, des éléments tels que les stratégies de cogestion de la faune et de la flore, les droits de récolte, le commerce transfrontalier de produits d'origine animale, ainsi que la marchandisation des aliments traditionnels abordée au chapitre 5, semblent jouer un rôle important dans la promotion de la souveraineté et de la sécurité alimentaires (voir en particulier la sous-section 9.3.1, à propos des effets des accords concernant les revendications territoriales sur la souveraineté alimentaire).

## 9.2 GOUVERNANCE CIRCUMPOLAIRE ARCTIQUE

Dans le contexte planétaire, des forces de grande ampleur (comme le transport de contaminants sur de grandes distances et les tendances économiques mondiales) ont des effets sur l'environnement et les populations de l'Arctique. De plus, l'Arctique a de l'importance de par la place de ses écosystèmes dans le monde, sa richesse culturelle et biologique, ainsi que l'existence — et donc le potentiel d'exploitation — d'un vaste éventail de ressources naturelles. Tous ces éléments agissent sur la sécurité alimentaire et sur les moyens d'existence des peuples autochtones. On peut concevoir la sécurité alimentaire comme un aspect de la sécurité humaine. La sécurité humaine, tout en étant liée à l'absence de menace militaire, englobe aussi le développement économique, les droits humains, les lois, la bonne gouvernance, le développement durable et l'équité sociale comme moyens d'atteindre une stabilité durable. Exner-Pirot (2012) explique que la sécurité humaine est un catalyseur des décisions politiques dans la région circumpolaire, notamment en ce qui concerne la sécurité environnementale et culturelle.

En plus des accords internationaux entre États-nations, la collaboration entre les peuples autochtones du Canada et leurs homologues d'autres pays concourt à la gouvernance. Par exemple, un accord de gestion de l'ours polaire dans le sud de la mer de Beaufort (*Polar Bear Management Agreement in the Southern Beaufort*

---

38 L'accès des Autochtones au territoire et aux ressources est un aspect crucial des stratégies de sécurité alimentaire, des activités culturelles et du développement durable. Cependant, les chercheurs notent que même si une reconnaissance officielle est importante, « la sécurité qu'elle procure demeure relative » [traduction] (Duhaime et Bernard, 2008).

*Sea*) a été signé en 1988 par des représentants de l’Inuvialuit Game Council, des T. N.-O., et du North Slope Fish and Game Management Committee, du Nord de l’Alaska (Huntington, 1992). Les signataires de cet accord avaient des préoccupations communes concernant l’ours polaire et croyaient qu’elles seraient mieux prises en considération par des groupes de chasseurs que par des gouvernements nationaux. Le succès de cet accord a entraîné une collaboration accrue dans des activités de recherche et de gestion sur le béluga et d’autres espèces qui traversent la frontière canado-américaine dans la mer de Beaufort.

Mis sur pied en 1996, le Conseil de l’Arctique « se veut un lieu de débats de haut niveau visant [...] à favoriser la coopération, la coordination et l’interaction entre les États de l’Arctique » (Conseil de l’Arctique, 2011)<sup>39</sup>. Les huit États de l’Arctique (Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, Islande, Norvège, Russie et Suède) constituent le noyau de ce forum de haut niveau. Six organisations autochtones — Aleut International Association, Arctic Athabaskan Council, Association russe des populations autochtones du Nord, Conseil circumpolaire inuit, Gwich’in Council International, Saami Council — ont le statut de participants permanents, et plusieurs États non arctiques et organisations internationales ont le statut d’observateur (Conseil de l’Arctique, 2011). Des collectivités autochtones et autres habitants de l’Arctique participent à la prise de décisions sur des questions d’intérêt commun comme l’embargo de l’UE sur les produits dérivés du phoque, le développement durable et la protection de l’environnement (Conseil de l’Arctique, 1996).

L’évolution rapide de l’environnement de l’Arctique et les possibilités accrues d’exploitation des ressources de la région imposent des décisions difficiles aux États eux-mêmes, aux organismes de collaboration comme le Conseil de l’Arctique et à la communauté internationale élargie qui, selon les moments, cherche à exploiter ces ressources et les occasions qui se présentent sur le plan économique, ou tient à protéger l’environnement de la région.

### 9.3 GOUVERNANCE DANS LE NORD DU CANADA

Les rôles et responsabilités des acteurs de diverses sphères de compétence ont une importance capitale pour la sécurité alimentaire et la santé dans les collectivités nordiques canadiennes. Les questions juridiques et liées à la gouvernance sont de compétence fédérale, provinciale, territoriale, municipale et autochtone. Les pouvoirs des Autochtones peuvent être issus de droits enchâssés dans la Constitution canadienne. Ils peuvent aussi être reconnus dans le cadre d’accords sur des revendications territoriales et d’ententes sur

---

39 Une note de l’article 1a de la *Déclaration d’Ottawa*, précise : « Le Conseil de l’Arctique n’est pas saisi des questions intéressant la sécurité militaire. »

l'autonomie gouvernementale. Ces derniers instruments peuvent sanctionner des régimes de cogestion entre plusieurs paliers de gouvernement et lier ainsi des gouvernements autochtones avec des gouvernements territoriaux ou fédéral. Le statut des accords sur les revendications territoriales et des ententes sur l'autonomie gouvernementale varie à l'intérieur du Canada, et des dizaines de négociations restent encore à conclure au sud du 60<sup>e</sup> parallèle. Des accords et organismes internationaux peuvent également avoir une portée en matière de droit et de gouvernance dans le Nord du Canada.

L'autonomie gouvernementale autochtone peut être définie au sens large de manière à inclure « les structures et organismes qui accroissent l'influence des peuples autochtones dans les décisions portant sur des questions qui touchent leur vie » [traduction] (Peters, 2002). Le droit à l'autodétermination englobe le droit pour tous les peuples de déterminer leur propre développement économique, social et culturel. Ainsi, l'autodétermination a été définie par la Cour internationale de justice (dans la cause du Sahara occidental en 1975) comme « le besoin de tenir compte de la volonté librement exprimée des peuples » [traduction] (CIJ, 2013). Cela peut aller de la participation à des conseils consultatifs régionaux jusqu'à des accords juridiques reconnaissant officiellement les pouvoirs des collectivités autochtones dans des domaines qui leur sont propres (Peters, 2002).

Il y a au Canada des traités historiques et modernes. Des traités historiques numérotés concernent l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, ainsi que des parties du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et de la Colombie-Britannique (AADNC, 2010c). Ces instruments peuvent aborder des questions de gouvernance autochtone, de territoire et de droits sur les ressources. Ils doivent cependant toujours être interprétés de manière à avoir un sens dans le contexte moderne où les peuples autochtones jouissent d'une protection constitutionnelle, et tout conflit potentiel avec une législation provinciale ou fédérale existante doit faire l'objet de discussions et être résolu. Le premier traité moderne, la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois*, a été conclu en 1975 et visait explicitement les questions de gouvernance et de gestion des ressources (GQ, 1998). Depuis 1973, 26 ententes sur l'autonomie gouvernementale et accords sur des revendications territoriales globales, de même que 2 ententes sectorielles sur l'autonomie gouvernementale, ont été conclus (AADNC, 2013d). Ces traités modernes ont grandement clarifié les questions de gouvernance dans certains domaines, mais des contentieux demeurent sur des questions d'interprétation. De plus, la gouvernance de vastes territoires, en particulier en Colombie-Britannique, au Québec et dans les provinces de l'Atlantique, n'est pas réglée et fait l'objet de contestations. Des accords sur des revendications

territoriales globales, qui visent à permettre aux peuples autochtones de gérer et de cogérer leur territoire et leurs ressources, sont actuellement en vigueur dans une grande partie du Nord du Canada :

- la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois*, conclue en 1975 avec les Cris et les Inuits du Nord du Québec;
- la *Convention définitive des Inuvialuit*, signée en 1984, premier accord sur des revendications territoriales globales conclu dans les T. N.-O.;
- l'*Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in*, signée en 1992;
- l'*Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu*, ratifiée en 1993;
- l'*Accord-cadre définitif entre le gouvernement du Canada, le conseil des Indiens du Yukon et le gouvernement du Yukon*, signé en 1993;
- l'*Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada*, qui a mené à la création du Nunavut en 1999 et représente l'accord sur les revendications territoriales autochtones portant sur le plus vaste territoire de l'histoire du Canada;
- l'*Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Labrador* de 2005, premier accord du genre conclu dans le Canada atlantique, qui confère aux Inuits du Nunatsiavut une autonomie gouvernementale, des droits et un territoire définis;
- l'*Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Nunavik*, au Québec, signé en 2006, et l'*Accord de principe conclu avec les Inuits du Nunavik*, signé en 2007, qui consolident en un nouveau gouvernement régional du Nunavik les trois institutions mises sur pied dans le cadre de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois*.

Un aspect essentiel de ces nouveaux traités réside dans la manière dont ils précisent la gestion de la faune (y compris les pêches) et de la flore. De plus, ces accords définissent la relation entre le gouvernement du Canada et les peuples autochtones, en décrivant clairement des droits comme ceux de gestion du territoire et des ressources ainsi que les règlements d'utilisation du territoire, qui ont tous des répercussions sur la sécurité et la souveraineté alimentaires (Berkes *et al.*, 2005).

### 9.3.1 Droit de récolte et stratégies de cogestion de la faune et de la flore : traités et régimes de cogestion dans le cadre des accords sur les revendications territoriales

Pour réaliser une forme d'autonomie gouvernementale, les collectivités et organisations autochtones (à l'échelle mondiale comme au Canada) cherchent à obtenir des droits de gestion d'accès et de propriété sur les ressources naturelles de leurs territoires traditionnels. L'accès aux ressources animales et végétales joue un rôle particulièrement important pour la souveraineté et la sécurité alimentaires dans le Nord du Canada. Sur le plan institutionnel, le contrôle ou

l'influence des Autochtones en ces matières résulte actuellement le plus souvent de droits de récolte protégés par la Constitution ainsi que de revendications globales (aussi appelées *traités modernes* ou *revendications territoriales*), qui peuvent porter entre autres sur des quotas de récolte et des stratégies de cogestion de la faune et de la flore. Ces droits de récolte sont étroitement gérés et contrôlés. Ils ne sont pas illimités, et une gestion durable des ressources animales et végétales, éclairée par la science et le savoir traditionnel, permet d'établir au besoin des quotas et des plans de gestion (voir l'encadré 9.1).

### **Encadré 9.1** **Les Cris et la forêt**

Au Canada, les populations autochtones constituent un cas particulier de participation citoyenne à la gouvernance de la forêt, avec des droits et un statut qui vont au-delà de ceux des autres intervenants (organismes et individus). C'est pourquoi des processus visant spécifiquement une augmentation de la représentation des Autochtones encouragent dans une certaine mesure la collaboration en matière de gestion forestière. Il y a eu de nombreux succès, mais des conflits peuvent aussi survenir (Wyatt, 2008).

Selon les Cris, il est impératif de préserver l'intégrité de l'écosystème de la forêt boréale, non seulement pour satisfaire les besoins économiques de leur population, mais aussi pour la survie de leur culture. Ce n'est pas seulement une question de droits excessifs de coupe accordés à l'industrie forestière, mais plutôt une question de survie culturelle et de droits humains fondamentaux. Depuis le milieu des années 1970, les coupes forestières ont augmenté de manière spectaculaire sur le territoire cri d'*Eeyou Astchee*. Les pratiques forestières actuelles ont un impact sur les territoires de chasse des Cris. La CBJNQ reconnaît le droit des Cris de chasser, pêcher et faire du piégeage sur leur territoire traditionnel. Selon cette convention, tout développement futur sur le territoire d'*Eeyou Astchee* doit se faire de manière à protéger la capacité des Cris de continuer de vivre de leur territoire. La convention promet de préserver le système de territoire familial de chasse. Par contre, les pratiques forestières en vigueur dans le cadre de la CBJNQ autorisent les entreprises à planifier l'exploitation forestière par un système d'unités de gestion qui ne tient pas compte de l'utilisation du territoire par les Cris. Dans certains cas, cela a permis aux entreprises forestières d'éliminer jusqu'à 80 % d'un territoire de chasse en aussi peu de temps que 20 ans, tout en respectant les droits de coupe fixés par la Province pour l'unité de gestion concernée (GCC, s.d.).

L'autonomie gouvernementale autochtone peut comprendre des stratégies de cogestion qui doivent laisser une place au savoir traditionnel comme source d'information. À titre d'exemple, cela est exigé par la CBJNQ (1975), par

l'Accord-cadre définitif entre le gouvernement du Canada, le conseil des Indiens du Yukon et le gouvernement du Yukon (ACDY) (1993), et par l'Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada (AIRN) (1993)<sup>40</sup>. Des questions ont été soulevées sur le fait de savoir si l'État a rempli ou non ses obligations en vertu de ces accords, en particulier dans le cas de la CBJNQ (Dalton, 2006; Mainville, 2007), et plus précisément si le régime de cogestion mis sur pied correspond aux attentes des Cris et leur donne des droits réels de participation (MacIntosh, 2010).

Il y a de nombreux exemples d'efforts à l'échelle locale, nationale et internationale visant à promouvoir une gestion adaptative et commune des ressources naturelles. Par exemple, guidé par l'*Inuit Qaujimajatuqangit* et par des connaissances scientifiques, le Nunavut Wildlife Management Board a été mis sur pied en 1994 pour « préserver les espèces sauvages (et leur habitat naturel) pour le bénéfice à long terme de tous les Nunavos, tout en respectant entièrement les droits et priorités de récolte des Inuits » [traduction] (NWMB, s.d.). Le document *Métis Laws of the Harvest* (FMM, 2012) de la Fédération Métis du Manitoba clarifie les règles de récolte propre aux Métis et favorise le dialogue à ce sujet. La *Stratégie nationale de la biodiversité*, la *Stratégie nationale de l'industrie forestière*, la *Loi sur les parcs nationaux du Canada* et l'*Entente-cadre sur les répercussions et les avantages pour les Inuits visant les parcs territoriaux* sont d'autres outils nationaux de cogestion documentés par l'ONSA. La *Commission mixte internationale en application du traité des eaux limitrophes*, l'*Accord sur la conservation des ours blancs* et l'*Initiative de conservation des oiseaux de l'Amérique du Nord* sont des exemples de stratégies internationales qui reconnaissent l'importance du savoir traditionnel pour ce qui est de la gestion et de la conservation de la faune et de la flore (Crowshoe, 2005).

Le lien entre la souveraineté alimentaire, la sécurité alimentaire et les stratégies de cogestion concerne non seulement la santé de la faune, de la flore et de leurs habitats, mais aussi la capacité des populations nordiques d'accéder à ces ressources et d'être des partenaires dans les initiatives de conservation. Des données montrent qu'il est essentiel d'élaborer de manière itérative des stratégies de cogestion des ressources pour permettre un dialogue constructif entre les populations nordiques, les scientifiques ainsi que les gestionnaires de la faune et de la flore, afin de promouvoir la conservation et de mettre sur pied un système de gouvernance qui favorise la confiance et permet aux participants de résoudre les problèmes (Carlsson et Berkes, 2005; Natcher *et al.*, 2005; Dowsley et Wenzel, 2008).

---

40 Même si tous les accords prévoient la mise sur pied d'organismes de planification de l'utilisation du territoire (l'ACDY et l'AIRN prévoient aussi des conseils consultatifs distincts sur l'eau), ainsi que des processus de dépistage environnemental et d'examen des impacts, seuls la CBJNQ et l'AIRN prévoient des programmes de soutien aux activités de récolte, et aucun des accords n'aborde la production commerciale et la mise en marché d'aliments traditionnels (Peters, 2002).

### 9.3.2 Droits spécifiques de récolte

Dans les territoires canadiens, la majorité des chasseurs sont des Autochtones dont les droits de chasse sont protégés en vertu de la Constitution canadienne ou définis dans des accords sur les revendications territoriales (c.-à-d. des traités modernes). Les deux autres principaux groupes de chasseurs dans le Nord du Canada sont des résidents non autochtones et des chasseurs commerciaux (non résidents). Chacun de ces trois groupes a des droits différents (Gunn *et al.*, 2011). Par exemple, au Nunavut, le chapitre 5 de l'*Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada* conclu en 1993 (MAINC et FTN, 1993) définit un système de droits de récolte fondé sur les principes suivants : les Inuits sont des utilisateurs traditionnels et actuels des ressources fauniques; leurs droits reconnus par la loi en matière de récolte de ressources fauniques découlent de leur utilisation et leur exploitation traditionnelles et actuelles de ces ressources. Ce chapitre reconnaît également qu'il est nécessaire d'établir un système efficace de gestion des ressources fauniques qui : complète les droits et priorités des Inuits en matière de récolte; fasse une place aux mécanismes de gestion des ressources fauniques établis par les Inuits et contribuant à la conservation de ces ressources et à la protection de leur habitat (voir l'encadré 9.2).

#### *Encadré 9.2*

#### **Quotas de prise de bélugas dans la baie d'Hudson**

Les Inuits chassent le béluga dans la baie d'Ungava et le détroit d'Hudson. Le béluga est une espèce cruciale pour leur subsistance. Il y a des quotas de récolte depuis 1986 et ceux-ci sont révisés périodiquement. En 2013, la saison de la chasse au béluga dans le détroit d'Hudson s'étendait du 20 mars au 31 août, ou jusqu'à ce que le quota de 190 têtes soit atteint. Dans son *Avis sur le prélèvement de bélugas* (SCCA, 2013), Pêches et Océans Canada laisse entendre que le stock de l'est de la baie d'Hudson « chevauche les limites du Nunavut et du Nunavik » et que des changements aux pratiques de capture pourraient avoir « des effets importants » sur le stock de bélugas dans ce secteur. Un tel changement est survenu à l'hiver 2012–2013, lorsque 70 bélugas pris dans les glaces près de Sanikiluaq ont été abattus. Pêches et Océans Canada estimait qu'un prélèvement de 49 bélugas du stock de l'est de la baie d'Hudson entraînerait avec une probabilité de 50 % un déclin du stock, que le COSEPAC considère comme menacé d'extinction. Une étude menée en 2008 avait déterminé que le nombre de bélugas dans l'est de la baie d'Hudson avait déjà chuté de 4300 en 1985 à 3000 en 2008. Selon Pêches et Océans Canada, le stock était encore d'environ 3000 bélugas en 2011, contre une moyenne de 4200 de 1983 à 2008.



L'accord cherche à définir un système de gestion des ressources fauniques régi par des principes de conservation, tout en reconnaissant et en intégrant le rôle des Inuits dans la récolte de ces ressources (MAINC et FTN, 1993).

Avec la conclusion de l'*Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Labrador* (LIA *et al.*, 2005), les Inuits du Nunatsiavut ont obtenu des droits clairement définis sur une zone terrestre de 72 500 kilomètres carrés et une zone côtière de 48 690 kilomètres carrés. À l'intérieur de la région désignée dans l'accord, les résidents inuits ont le droit de récolter des ressources fauniques afin de répondre à leurs propres besoins. Le niveau de « récolte domestique des Inuits » est défini comme la quantité de ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins alimentaires, sociaux et cérémoniaux, mais non commerciaux. Les niveaux de récolte domestique des Inuits sont établis à partir des données historiques disponibles (études de récolte). L'utilisation des niveaux de récolte domestique comme base d'une politique de récolte des espèces sauvages est encouragée par les gouvernements fédéral et provincial, parce qu'elle permet de définir clairement les limites de récolte et de faciliter leur surveillance et leur application. Depuis la conclusion de cet accord, le gouvernement du Nunatsiavut a mis en œuvre une étude permanente communautaire des récoltes, qui définit les niveaux de récolte domestique des Inuits pour 138 espèces et ressources utilisées par les Inuits résidant dans la région désignée du Nunatsiavut.

Un examen des droits de chasse des Autochtones dans le contexte du Versant nord du Yukon (le bassin versant de la mer de Beaufort) est également instructif à cet égard. La *Convention définitive des Inuvialuit* expose les modalités de gestion visant à protéger et conserver les populations d'espèces sauvages, l'environnement et l'utilisation traditionnelle du territoire par les Inuvialuits (WMAC, 2008). Dans le cadre de cette convention, le grizzly, l'ours polaire et la baleine boréale sont actuellement régis par un système de quotas, qui détermine la répartition de la récolte selon les groupes de chasseurs (Inuvialuits et non-Inuvialuits), les utilisations, les collectivités, les régions et les saisons. Dans certains cas, les Inuvialuits ont des droits de chasse exclusifs, et dans d'autres cas des droits préférentiels<sup>41</sup>. Les chasseurs doivent signaler leurs prises des espèces régies par ces quotas. Des données sur les récoltes sont également recueillies au moyen d'enquêtes auprès des chasseurs (WMAC, 2008).

---

41 En vertu des droits préférentiels, les Inuvialuits peuvent récolter en premier lieu ce dont ils ont besoin pour l'alimentation, l'habillement et d'autres utilisations personnelles. Les non-Inuvialuits peuvent ensuite avoir le droit de récolter, une fois que les besoins personnels et familiaux des Inuvialuits sont satisfaits.

### 9.3.3 Programmes sociaux canadiens et sécurité alimentaire

L'État, à divers paliers, offre des programmes sociaux qui visent à soutenir le bien-être des populations autochtones du Nord. Les programmes de soutien du revenu constituent le principal moyen par lequel le gouvernement fédéral aide à faire face au coût de la vie partout au Canada, y compris dans le Nord. En libérant des ressources financières, ces programmes peuvent avoir des effets indirects sur la sécurité alimentaire des personnes et des ménages. Mentionnons par exemple : l'assurance-emploi; la pension de la Sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti; la prestation fiscale canadienne pour enfants; les avantages fiscaux consentis aux habitants du Nord; le Programme d'aide au revenu (pour les Autochtones vivant dans les réserves); les programmes d'aide au logement. D'autres programmes sociaux, dont ceux qui concernent les garderies et les soins aux enfants, peuvent améliorer la sécurité alimentaire. Gagné *et al.* (2012) ont rapporté que, selon les études nutritionnelles, les enfants qui fréquentaient des centres de la petite enfance au Nunavik entre 2006 et 2010 avaient un apport sensiblement plus élevé des nutriments suivants : acides gras oméga-3, calcium, fer total, fer biodisponible, phosphore, bêta-carotène, folate, acide pantothénique, riboflavine et vitamine K. Selon ces mêmes études nutritionnelles, la proportion d'enfants qui prenaient le nombre recommandé de portions de fruits et légumes, céréales, produits laitiers et substituts, était significativement plus élevée chez les enfants qui fréquentaient un centre de la petite enfance.

Il faut également tenir compte des coûts économiques associés aux maladies chroniques dues en partie aux changements d'habitudes alimentaires. Il est important de prendre en considération la progression de ces maladies, leurs répercussions sur la santé et le bien-être des individus, des familles et des collectivités, ainsi que les coûts économiques des soins de santé nécessaires pour traiter ces maladies. Des programmes comme l'Initiative sur le diabète chez les Autochtones (IDA) ont été créés pour aider à réduire le « diabète de type 2 chez les Autochtones en supportant des activités et des services de promotion de la santé et de prévention primaire offerts par des travailleurs communautaires en prévention du diabète et des intervenants en matière de santé ayant été formés. Le renouvellement du financement [a permis] à plus de 600 communautés des Premières nations et des Inuits à travers le Canada de continuer à bâtir sur les succès passés [...] En utilisant les connaissances locales, les communautés des Premières nations et des Inuits sont encouragées à développer des approches innovatrices et culturellement appropriées visant à accroître le bien-être de la communauté et ultimement, à réduire le fléau du diabète de type 2. Les activités communautaires financées par l'IDA varient d'une communauté à une autre et peuvent inclure des clubs de marche, des groupes de motivation de perte de poids, des ateliers sur le diabète, des classes de

conditionnement physique, des cuisines collectives, des jardins communautaires et des politiques favorisant une saine alimentation dans les écoles. » (Santé Canada, 2013). L'IDA soutient en outre des activités traditionnelles comme la récolte et la préparation d'aliments, le canotage, la musique (percussions), la danse et les jeux traditionnels (Santé Canada, 2013).

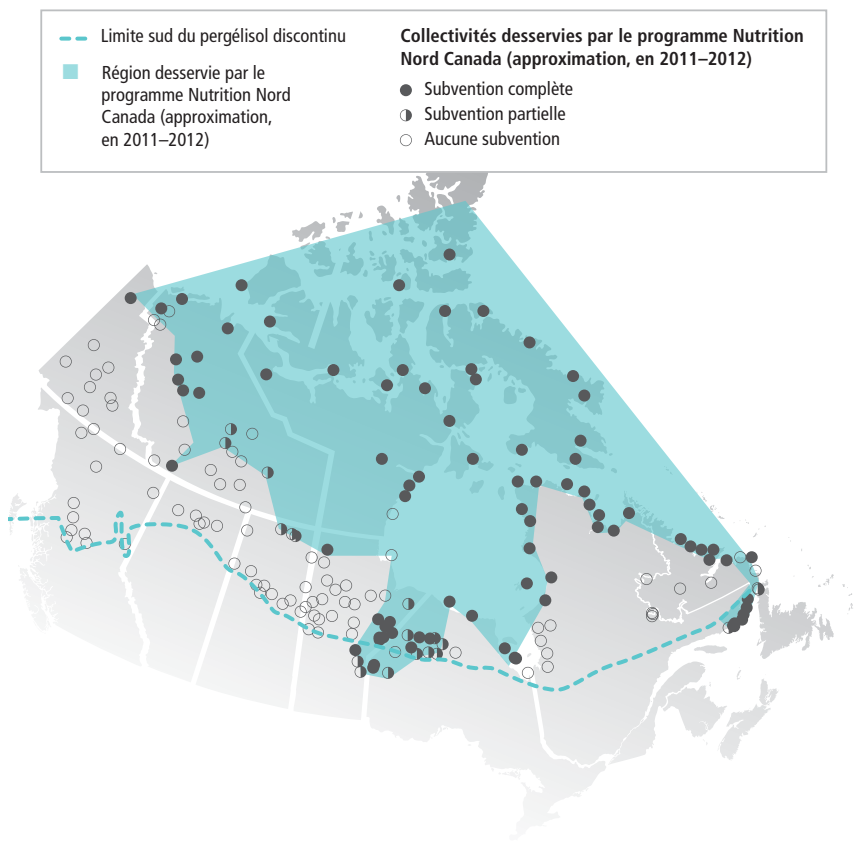
Étant donné le prix élevé des aliments commercialisés, les programmes de subventions à l'alimentation jouent un rôle important dans les collectivités nordiques depuis les années 1960 (CPAANO, 2011). Dans le cas du gouvernement fédéral, il s'agit notamment du Programme du Service aérien omnibus du Nord (assuré par la Société canadienne des postes), du Programme Aliments-poste (PAP) (administré par AADNC, de 1999 à 2011) et de Nutrition Nord Canada (depuis 2011). Ces deux derniers programmes sont décrits dans les paragraphes qui suivent.

Le PAP visait à promouvoir une alimentation saine en subventionnant une partie des coûts de transport d'aliments périssables nutritifs, afin de les rendre plus abordables et accessibles (AADNC, 2009). De 2006 à 2009, une évaluation fédérale majeure du PAP, dont les coûts augmentaient constamment, a montré que le programme parvenait en partie à procurer une diète globalement saine aux populations autochtones du Nord. Les aliments nutritifs devenaient plus disponibles et abordables dans les collectivités isolées, et le PAP réduisait d'environ 15 à 20 % le prix des aliments périssables les plus nutritifs par rapport à leur prix non subventionné (CPAANO, 2011). AADNC estimait que les consommateurs des collectivités nordiques isolées admissibles au programme bénéficiaient d'environ 62 % de la subvention (CPAANO, 2011). Le comité admet que le prix des aliments ne dépend pas seulement des coûts de transport, mais qu'il comprend aussi les coûts élevés d'entreposage et de distribution dans les collectivités.

Par contre, des études nutritionnelles ont montré que la proportion des calories quotidiennes moyennes provenant d'aliments de faible valeur nutritive et d'aliments prêts à servir avait généralement augmenté avec le temps (AADNC, 2009; voir aussi Lawn et Harvey, 2003, 2009). D'autre part, la nécessité d'avoir une carte de crédit pour faire des achats par commande directe limitait l'accessibilité du programme pour de nombreux Autochtones habitant dans le Nord. Les lacunes du PAP étaient en grande partie attribuées aux causes suivantes : connaissance limitée du programme; transparence limitée du programme; portée et admissibilité limitées du programme; problèmes de qualité des aliments; processus de réclamation; logistique; prix continuellement élevé des aliments; évolution de la diète des populations autochtones du Nord; programme peu approprié sur le plan culturel (AADNC, 2009; CPAANO 2011).

Les recommandations concernant des programmes futurs ont porté sur les points suivants : incorporation d'aliments traditionnels; subvention de remplacement pour la production d'aliments traditionnels; élimination des contraintes sur le mode de transport des aliments subventionnés; établissement de subventions au transport maritime et à l'entreposage; abaissement de la subvention au transport aérien, afin de donner plus de souplesse et de soutenir l'accès à des modes d'expédition moins coûteux; réapprovisionnement communautaire. À l'heure actuelle, il y a un soutien au transport entre collectivités du Nunavut (BDS, 2011; Ford et Beaumier, 2011). On reconnaît aussi que, pour de nombreux membres des Premières Nations, Métis et Inuits, le manque de possibilités de crédit peut diminuer l'accès à certains aliments moins coûteux (p. ex. achats en grande quantité d'aliments livrés par bateau dans les collectivités côtières de l'Arctique).

Le programme Nutrition Nord Canada (voir la figure 9.1) a été mis sur pied pour répondre aux problèmes du PAP, et aussi parce que des aliments à la valeur nutritive douteuse s'étaient ajoutés à la liste des aliments admissibles. Ce programme fait appel à un modèle centré sur les fournisseurs et axé sur le marché. Il finance directement les détaillants, les fournisseurs, ainsi que les transformateurs d'aliments traditionnels qui ont posé leur candidature, répondent aux exigences du programme et signent des ententes de financement avec AADNC (AADNC, 2012a). Les fournisseurs participants ont ensuite la responsabilité de faire profiter les consommateurs des contributions reçues (AADNC, 2013c). Nutrition Nord Canada définit deux niveaux de subventions qui s'appliquent aux aliments admissibles et aux produits non alimentaires expédiés par voie aérienne vers une collectivité admissible. Avec un budget annuel plafonné à 60 millions de dollars (CPAANO, 2011), les taux de subvention sont censés refléter le caractère périssable et la valeur nutritive des aliments (AADNC, 2012d). Les aliments non périssables et les produits non alimentaires sont normalement expédiés par des routes d'hiver, par navire ou par barge (AADNC, 2013b). Par exemple, des taux de subvention plus élevés s'appliquent aux aliments périssables reconnus comme les plus nutritifs. Des taux plus bas s'appliquent aux autres aliments périssables, aux aliments non périssables et aux produits non alimentaires. Les taux de subvention diffèrent d'une collectivité à l'autre, compte tenu des frais d'expédition assumés par les détaillants, des quantités estimatives de produits admissibles expédiés par voie aérienne vers les collectivités admissibles, ainsi que du nombre de collectivités admissibles (AADNC, 2013b). Ces quantités estimatives sont révisées périodiquement par les détaillants et fournisseurs d'aliments, en fonction de l'évolution de la demande des habitants du Nord pour des produits admissibles. Les taux de subvention peuvent devoir être ajustés lorsque les quantités estimatives sont révisées (CPAANO, 2011; AADNC, 2012a, 2013c).



Carte créée par Glenda Smith en octobre 2013  
 Hydrologie et frontières : GéoGratis (données vectorielles de l'Atlas du Canada)  
 Limite sud du pergélisol discontinu : Affaires autochtones et Développement du Nord Canada –  
 Programme de formation scientifique dans le Nord (PFSN)  
 Données de Nutrition Nord Canada : Affaires indiennes et du Nord Canada, communiqué de presse, 2011  
 Données : D\_North\_American\_1983; Projection : Canada\_Albers\_Equal\_Area\_Conic

**Figure 9.1**

**Carte des collectivités financées par le programme Nutrition Nord Canada (2011–2012)**

La figure illustre la diversité des collectivités nordiques isolées, telles qu'elles sont énumérées dans la base de données de l'Atlas du Canada. Seulement certaines de ces collectivités (celles qui sont dans la zone ombrée) sont desservies par le programme Nutrition Nord Canada. Quelques-unes reçoivent une subvention complète, alors que d'autres sont admissibles à une subvention partielle. Les données sont celles de 2011–2012, ce qui correspond au début de l'évaluation. Le programme peut influencer sur le degré de sécurité alimentaire dans ces collectivités, mais un examen externe de ce programme est en cours.

Des suggestions sur diverses manières d'intégrer des aliments traditionnels dans le nouveau régime du programme Nutrition Nord Canada (voir Myers *et al.*, 2004) ont été adoptées jusqu'à un certain point (AADNC, 2012d). Le comité a réfléchi sur l'efficacité de ces modifications et s'est demandé jusqu'à quel point elles peuvent répondre aux problèmes concernant l'accès aux aliments et les comportements des consommateurs. Cela n'est évidemment pas certain, et le comité estime qu'un suivi et une évaluation à ce sujet seront nécessaires pour répondre à cette question. Nutrition Nord Canada fait par ailleurs l'objet de beaucoup de controverse. Les principales préoccupations portent sur les critères d'admissibilité aux subventions des collectivités et des aliments, sur le fait de savoir si les consommateurs profitent effectivement des subventions, et sur le degré d'accessibilité et de disponibilité d'aliments nutritifs (De Schutter, 2012). Ces préoccupations sont directement liées à la sécurité alimentaire. Le Bureau du vérificateur général du Canada procède actuellement à un audit de gestion complet du programme et devrait publier ses conclusions en 2014 (Weber, 2013). Pour le moment cependant, le comité reconnaît les lacunes dans les effets et l'efficacité du programme actuel, et attire l'attention sur les facteurs importants indiqués dans le cadre conceptuel (figure 2.1), dont les droits inscrits dans les accords sur les revendications territoriales (p. ex. droits de récolte), dont il faudrait idéalement tenir compte dans l'élaboration de tout nouveau programme de subventions à l'alimentation. De plus, avec la poursuite du processus de dévolution dans les T. N.-O. et au Nunavut, il est de plus en plus impératif de renforcer les capacités locales en matière de sécurité et souveraineté alimentaires.

## 9.4 CONCLUSIONS

La sécurité alimentaire liée aux aliments traditionnels et la souveraineté alimentaire dépendent des droits protégés d'accès au territoire, des droits de récolte et des relations holistiques entre la collectivité, le territoire et les activités de récolte. Ces droits et relations sont façonnés et régis par la gouvernance passée et présente. Sur le plan institutionnel, les Autochtones peuvent exercer un contrôle ou une influence en ces matières au moyen de droits de récolte protégés par la Constitution ainsi que de revendications globales, qui peuvent porter entre autres sur des quotas de récolte et des stratégies de cogestion de la faune et de la flore. La souveraineté alimentaire contribue à illustrer comment les droits et responsabilités ont évolué avec le temps dans le Nord. De nombreux droits et avantages qui ont des effets sur la sécurité et la souveraineté alimentaires sont inclus dans les accords sur les revendications territoriales, comme la représentation au sein d'organismes qui s'occupent des questions liées aux terres, à l'eau, à la faune et à la flore ou évaluent les effets du développement, ou encore des responsabilités de gestion des infrastructures publiques. Le savoir traditionnel et la surveillance

communautaire des aliments, du territoire, de la faune et de la flore sont des sources essentielles d'information à jour sur la santé environnementale. De plus, des programmes fédéraux de soutien du revenu et de subventions à l'alimentation peuvent avoir des incidences sur la sécurité alimentaire des individus et des ménages, en libérant des ressources financières.

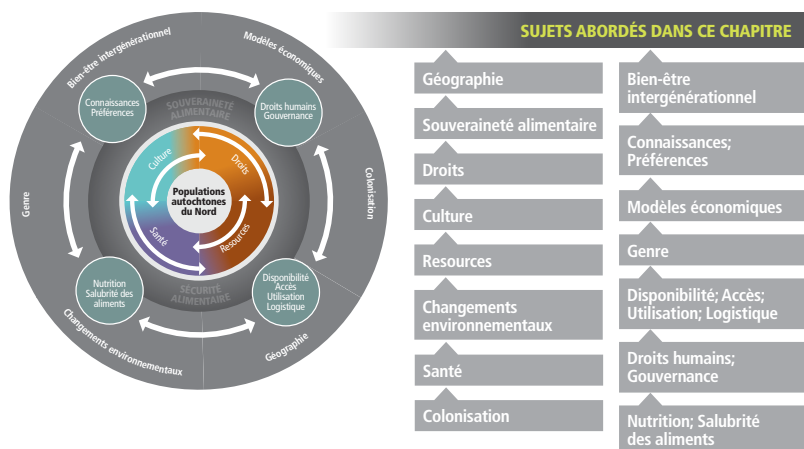
# 10

## **Les programmes et pratiques en matière de sécurité et de souveraineté alimentaires dans le Nord, au Canada et à l'étranger**

- Efforts mis en œuvre au Canada
- Approches adoptées à l'étranger et à l'échelle internationales
- Conclusions



## 10 Les programmes et pratiques en matière de sécurité et de souveraineté alimentaires dans le Nord, au Canada et à l'étranger



### Principales constatations

Étant donné que l'insécurité alimentaire est vécue différemment à l'échelle individuelle, familiale, locale et régionale, les stratégies de diminution de l'insécurité alimentaire doivent également être diversifiées.

Les aspects culturels sont importants dans l'élaboration de toute stratégie de diminution de l'insécurité alimentaire. Il est néanmoins instructif d'examiner les mesures adoptées afin de diminuer l'insécurité alimentaire dans d'autres régions circumpolaires.

Pour pouvoir diminuer à long terme l'insécurité alimentaire, il faut mettre à profit les atouts, les talents et les capacités des collectivités nordiques. Ces collectivités vivent avec les conséquences de l'insécurité alimentaire et les changements environnementaux, économiques et sociaux connexes dans le Nord du Canada, et elles élaborent des solutions efficaces.

Un éventail d'approches à plusieurs niveaux reposant sur la collaboration intersectorielle entre collectivités, agences locales, gouvernements, entreprises et institutions est un ingrédient important d'initiatives durables.

La mise au point de lignes directrices locales appropriées ainsi que d'une réglementation portant sur la vente locale d'aliments traditionnels, comme c'est le cas au Groenland, pourrait constituer un autre mécanisme favorisant la production et la distribution d'aliments locaux.

Ce chapitre fait la synthèse de tous les facteurs du cadre conceptuel en examinant des pratiques prometteuses en matière de sécurité alimentaire. Pour répondre aux sous-questions n<sup>os</sup> 3, 4 et 5, il expose des efforts déployés au Canada et des approches adoptées à l'étranger afin de mettre au point des systèmes de données et de connaissances en vue d'appuyer des stratégies de diminution de l'insécurité alimentaire. Il présente aussi plusieurs exemples d'interventions visant la sécurité et la souveraineté alimentaires, en mettant l'accent sur la contribution des réseaux et ressources de savoir traditionnel pour la promotion de la sécurité et de la souveraineté alimentaires à de multiples paliers décisionnels.

Le comité souligne l'importance de distinguer : les programmes qui atténuent à court terme l'insécurité alimentaire (p. ex. banques alimentaires, soupes populaires); les programmes qui proposent des solutions à moyen terme, comme les efforts d'éducation (non seulement pour ceux qui vivent dans le Nord, mais aussi pour ceux qui travaillent dans les nombreux secteurs du gouvernement touchant la sécurité alimentaire), les programmes d'aide à la chasse, etc.; les solutions à long terme, comme les efforts durables visant à réduire la pauvreté ainsi que la mise sur pied de réseaux de production et de distribution d'aliments contrôlés par les collectivités concernées.

## 10.1 EFFORTS MIS EN ŒUVRE AU CANADA

Comme on l'explique au chapitre 4, le savoir traditionnel à propos de l'environnement local, combiné au savoir-faire connexe concernant la récolte, les déplacements sur la terre et sur l'eau, ainsi que la transformation des aliments, peut être conçu comme un ensemble de pratiques culturelles nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire. Le degré de transmission de ces connaissances aux générations futures est un déterminant important de la santé et du bien-être des individus et des collectivités. Le savoir traditionnel a toujours guidé la vie des peuples autochtones du Nord (Tagalik, 2010), et un nombre croissant de projets de recherche participative et de programmes communautaires canadiens et étrangers apportent une contribution précieuse à la recherche sur la sécurité alimentaire. Les résultats de ces initiatives ont été cités comme données probantes tout au long de ce rapport. Ils contribuent indéniablement à un partage des connaissances qui peut mener à une compréhension plus globale des questions de sécurité alimentaire dans le Nord.

Le tableau 10.1 présente quelques instituts, organismes et réseaux canadiens qui promeuvent activement l'intégration du savoir traditionnel et d'approches participatives à la recherche sur la sécurité alimentaire dans le Nord. Le comité fait remarquer que ce sont là d'importantes ressources pour les recherches

à venir et pour l'élaboration de politiques futures concernant la sécurité alimentaire et les populations autochtones du Nord. Ce sont aussi des modèles que d'autres organisations peuvent mettre à profit.

En plus de ceux qui sont énumérés dans le tableau, il y a partout au Canada de multiples réseaux et organismes qui œuvrent dans le domaine de la sécurité alimentaire à l'échelle locale, municipale, provinciale, territoriale ou nationale. Le savoir traditionnel est intégré dans certains des projets qu'ils appuient (p. ex. le réseau *Food Security Network* de Terre-Neuve-et-Labrador et le projet *NiKigijavut Hopedalimi*).

Tableau 10.1

**Sécurité alimentaire dans le Nord : quelques ressources canadiennes**

Organisme	Approche
<b>Connaissances autochtones et sécurité alimentaire : réseaux et programmes</b>	
Réseau alimentaire pour les communautés nordiques (RACN)	Par le truchement du Réseau pour une alimentation durable, le RACN soutient et rassemble ceux qui travaillent en vue de la sécurité ou de la souveraineté alimentaires dans les collectivités isolées ou au nord du 60 <sup>e</sup> parallèle. Page Web : <a href="http://foodsecurecanada.org/fr/communaute-et-reseaux/reseau-communaut-es-eloignees-et-nordiques">http://foodsecurecanada.org/fr/communaute-et-reseaux/reseau-communaut-es-eloignees-et-nordiques</a>
Northern Healthy Foods Initiative (NHFI)	Avec ses partenaires — organismes des Premières Nations, gouvernements, ministères et agences fédéraux, provinciaux et locaux, secteur privé et ONG —, la NHFI soutient une variété d'actions visant la sécurité et la souveraineté alimentaires dans plus de 70 collectivités rurales et isolées du Nord du Manitoba. Parmi ses activités, mentionnons : programme renouvelable de prêt et d'achat de congélateurs; programmes de nutrition à l'école; sensibilisation à la nutrition; ateliers sur le compostage et la conservation d'aliments; construction de serres; programmes d'activités traditionnelles de récolte; élevage d'animaux. Par le truchement de la NHFI, l'organisme Manitoba Parlons alimentation collabore, avec 13 collectivités isolées des Premières Nations, à l'élaboration de plans d'alimentation communautaires. Ces plans ont donné lieu à la mise sur pied de plus de 50 jardins communautaires qui ont produit quelque 9000 kilos de légumes en un an. Pages Web : <a href="http://www.gov.mb.ca/ana/nhfi.html">http://www.gov.mb.ca/ana/nhfi.html</a> ; <a href="http://foodmattersmanitoba.ca/content/fmm-northern-healthy-foods-initiative">http://foodmattersmanitoba.ca/content/fmm-northern-healthy-foods-initiative</a>
NWT Territorial Farmers Association (TFA)	Dirigée par un conseil d'administration représentant plusieurs collectivités des T. N.-O., la TFA a été mise sur pied en 1974 par des agriculteurs de South Slave et Deh Cho. Elle constitue une plaque tournante d'échange d'information sur le jardinage et l'agriculture nordiques. Page Web : <a href="http://www.farmnwt.com/producing-food">http://www.farmnwt.com/producing-food</a>

*suite à la page suivante*

Organisme	Approche
Cercle autochtone du Réseau pour une alimentation durable (CARAD)	Le CARAD soutient l'échange d'information et les actions visant à accroître la souveraineté alimentaire des peuples autochtones. Page Web : <a href="http://foodsecurecanada.org/fr/communaute-et-reseaux/cercle-autochtone">http://foodsecurecanada.org/fr/communaute-et-reseaux/cercle-autochtone</a>
Indigenous Food Systems Network (IFSN)	Ce réseau situé en Colombie-Britannique encourage le partage de ressources et l'échange d'information entre ceux qui travaillent dans le domaine de la recherche, des politiques ou de l'action en matière d'alimentation des Autochtones. Il a été mis sur pied par le Groupe de travail sur la souveraineté alimentaire des Autochtones, qui vise à ce que l'opinion des Autochtones soit incluse dans les discussions sur la sécurité alimentaire. Il comprend des Autochtones, notamment ceux qui poursuivent des activités de récolte traditionnelle, des chercheurs et des ONG. Site Web : <a href="http://www.indigenousfoodsystems.org">http://www.indigenousfoodsystems.org</a>
Centres de recherche communautaires	
Arctic Institute of Community-Based Research (AICBR)	L'AICBR vise à faciliter et à promouvoir des activités communautaires de recherche sur la santé dirigées par des personnes et des groupes du Nord et qui cherchent à améliorer la santé des habitants autochtones et non autochtones du Yukon. La sécurité alimentaire est l'un de ses domaines prioritaires. L'AICBR a organisé six conférences et ateliers, et participé à sept projets liés à la sécurité alimentaire au Yukon. Page Web : <a href="http://www.aicbr.ca/ourPriorities/foodSecurity/home">http://www.aicbr.ca/ourPriorities/foodSecurity/home</a>
Recherche partenariale du Canada (RPC)	RPC est un réseau de personnes et d'organismes engagés dans la recherche communautaire afin de répondre aux besoins des gens et des collectivités. Les travaux du RPC dans le domaine de la mise en commun de pratiques, de résultats et de conclusions de recherches communautaires sont particulièrement intéressants dans le contexte de la présente évaluation. Page Web : <a href="http://communityresearchcanada.ca/who_are_we">http://communityresearchcanada.ca/who_are_we</a>
Initiatives locales	
Feeding My Family	Le groupe Facebook <i>Feeding My Family</i> (Nourrir ma famille) constitue un exemple de mobilisation de la collectivité, à l'aide de médias sociaux, autour du problème de l'insécurité alimentaire. Créé sur pied en 2012, ce groupe met l'accent sur la sensibilisation à propos du prix élevé des aliments et de ses effets, mais il procure aussi à ses membres un lieu de mobilisation en vue du changement. Il fait appel à une combinaison de savoir traditionnel et de conseils pratiques sur la préparation d'aliments commercialisés. Il fait la promotion de solutions communautaires à l'insécurité alimentaire (p. ex. la mise sur pied de banques alimentaires) ainsi que d'une plus grande collaboration avec les autorités locales et les gouvernements territoriaux. Site Web : <a href="http://www.feedingmyfamily.org">http://www.feedingmyfamily.org</a>

suite à la page suivante

Organisme	Approche
Qaujigiartiit Health Research Centre	Ce centre a pour but de permettre la réalisation de recherches locales sur la santé, par des habitants du Nord et avec les collectivités, dans un milieu favorable, sûr, éthique et culturellement sensible. Il vise également à promouvoir l'inclusion des épistémologies et méthodologies (manières de connaître et de faire) occidentales et inuites en matière de santé, la création d'environnements sains et l'amélioration de la santé des Nunavois. Site Web : <a href="http://www.qhrc.ca">http://www.qhrc.ca</a>
Réseau FSN de Terre-Neuve-et-Labrador	Le réseau FSN a été formé en 1998 lorsque des diététistes se sont réunis pour s'attaquer à la faim, à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire à Terre-Neuve-et-Labrador par la promotion de solutions venant des collectivités. Page Web : <a href="http://www.foodsecuritynews.com/about-food-security.htm">http://www.foodsecuritynews.com/about-food-security.htm</a>
<b>Centres de recherches autochtones et nordiques</b>	
Centre for Indigenous Peoples' Nutrition and Environment (CINE)	Le CINE de l'Université McGill a été fondé en 1992 pour répondre au besoin d'étudier les préoccupations des peuples autochtones à propos de l'intégrité des systèmes alimentaires relatifs aux aliments traditionnels. Le CINE a pour objectifs de promouvoir le savoir traditionnel en matière de nutrition et d'environnement, ainsi que de répondre aux préoccupations des collectivités locales concernant leur alimentation, l'utilisation des aliments et l'environnement. Le CINE est une ressource pluridisciplinaire en recherche et éducation communautaires sur les systèmes alimentaires relatifs aux aliments traditionnels. Page Web : <a href="http://www.mcgill.ca/cine/about">http://www.mcgill.ca/cine/about</a>
Nasivvik – Centre pour la santé des Inuits et les changements environnementaux	Mis sur pied en 2003 à l'Université Laval et à l'Université Trent grâce à un financement des Instituts de recherche en santé du Canada, Nasivvik est l'un des neuf centres de l'Environnement réseau pour la recherche sur la santé des Autochtones (ERRSA). Avec l'aide de conseillers en recherche inuite dans chaque région inuite du Canada, ce centre pluridisciplinaire vise à renforcer les capacités des collectivités nordiques par la formation, la recherche et l'éducation. Site Web : <a href="http://www.nasivvik.ca">http://www.nasivvik.ca</a>
Institute for Circumpolar Health Research (ICHR)	Situé à Yellowknife, dans les T. N.-O., l'ICHR est un organisme indépendant de recherche qui se consacre aux recherches sur la santé dans les régions circumpolaires. Des médecins, des membres de la collectivité, des experts culturels, de même que des experts en santé et en environnement, collaborent pour mettre au point des méthodes de recherche centrées sur les jeunes et les collectivités, comprendre les déterminants socio-économiques de la santé et évaluer les répercussions de la recherche en santé. L'ICHR participe à des projets de recherche sur la sécurité alimentaire. Page Web : <a href="http://ichr.ca/about/overview">http://ichr.ca/about/overview</a>

*suite à la page suivante*

Organisme	Approche
Nunavut Research Institute (NRI)	<p>Le NRI a pour mandat de développer, de faciliter et de promouvoir la recherche scientifique en vue du bien-être de la population du Nunavut. En plus d'accorder des autorisations de recherche, le NRI vise principalement à soutenir la participation des Nunavos à la recherche scientifique, à intégrer l'<i>Inuit Qaujimajatuqangit</i> dans la conception de la recherche, à promouvoir la formation et la diffusion des connaissances pour renforcer les capacités locales de recherche, ainsi qu'à susciter des projets et partenariats de recherche qui répondent aux besoins des habitants.</p> <p>Page Web : <a href="http://www.nri.nu.ca/apps/authoring/dspPage.aspx?page=about">http://www.nri.nu.ca/apps/authoring/dspPage.aspx?page=about</a></p>
Aurora Research Institute (ARI)	<p>L'objectif de l'ARI est d'améliorer la qualité de vie des résidents des T. N.-O., en utilisant les connaissances scientifiques et le savoir traditionnel pour aborder des problèmes nordiques et atteindre des objectifs sociaux et économiques. En plus d'accorder des autorisations de recherche, l'ARI encourage la communication entre chercheurs et membres de la collectivité, soutient une communauté scientifique des T. N.-O. qui reconnaît et utilise le savoir traditionnel, et appuie la recherche qui contribue au bien-être des habitants des T. N.-O.</p> <p>Page Web : <a href="http://www.nwtresearch.com/about-us">http://www.nwtresearch.com/about-us</a></p>
Centre de recherche du Nunavik (CRN)	<p>Situé à Kuujuaq, au Québec, ce centre communautaire effectue des recherches sur la gestion de la faune et de la flore, de même que sur la qualité des aliments traditionnels. Le CRN fait aussi diverses études dans le domaine de l'environnement.</p> <p>Page Web : <a href="http://www.polarknowledge.ca/index.php?page=northern-research-facilities&amp;hl=en_US&amp;facil=45">http://www.polarknowledge.ca/index.php?page=northern-research-facilities&amp;hl=en_US&amp;facil=45</a></p>
ArcticNet (Réseau de centres d'excellence du Canada)	<p>À l'Université Laval, le réseau interdisciplinaire ArcticNet rassemble des scientifiques, des décideurs, des organisations inuites, des collectivités nordiques, des agences gouvernementales, des partenaires du secteur privé et des équipes internationales de recherche pour étudier les effets des changements climatiques sur la côte arctique canadienne. Afin de combler les lacunes de nos connaissances et relever des défis de recherche, son programme comprend 36 projets de recherche regroupés dans quatre études intégrées d'impacts régionaux. L'un de ses objectifs principaux est de traduire en politiques ses conclusions scientifiques.</p> <p>Page Web : <a href="http://www.arcticnet.ulaval.ca">http://www.arcticnet.ulaval.ca</a></p>
Nain Research Centre	<p>Fondé en avril 2011, ce centre vise à répondre aux besoins de connaissances d'un Nunatsiavut sain et prospère. Géré par la Division de l'environnement du gouvernement du Nunatsiavut, il se consacre à la recherche orientée vers l'action et est mû par le désir de renforcer les capacités locales, notamment dans le domaine de la recherche. Ce centre et la Division de l'environnement du gouvernement du Nunatsiavut codirigent actuellement plusieurs programmes importants de recherche dans la région, dont certains sont liés à la sécurité alimentaire, grâce à des partenariats stratégiques avec des gouvernements, des universités et d'autres intervenants.</p> <p>Site Web : <a href="http://nainresearchcentre.com">http://nainresearchcentre.com</a></p>

### 10.1.1 Pratiques prometteuses

En plus d'indiquer comment les systèmes de connaissances contribuent à la recherche sur la sécurité alimentaire, le comité souligne l'importance de mettre l'accent sur les données qui éclairent les stratégies de diminution de l'insécurité alimentaire dans les populations autochtones du Nord. Étant donné que l'insécurité alimentaire est vécue différemment à l'échelle individuelle, familiale, locale et régionale, les stratégies de diminution de l'insécurité alimentaire doivent également être diversifiées. Glacken (2010) regroupe ces stratégies en trois catégories : mesures à court terme, temporaire (p. ex. banques alimentaires et programmes d'alimentation destinés aux enfants); renforcement des capacités et développement des compétences (p. ex. jardins communautaires et groupements d'achat coopératifs); changements organisationnels et politiques à long terme (p. ex. interventions portant sur les systèmes alimentaires, réseaux de politiques alimentaires, approche participative concernant le coût des aliments).

Un important rapport de l'agence de la santé publique de Toronto, intitulé *Food Security Implications for the Early Years* (McKeown, 2006), observait qu'en 2006 les deux associations provinciales de santé publique qui promouvaient le plus fortement la sécurité alimentaire étaient celles de l'Ontario (OPHA) et de la Colombie-Britannique (PHABC). Même si elles ne visent pas spécifiquement les populations autochtones du Nord, l'OPHA et la PHABC font des suggestions aux autres organismes de santé désireux d'améliorer l'efficacité et l'ampleur des actions communautaires en vue de la sécurité alimentaire : meilleure coordination entre responsables de la santé publique et organismes de santé pour la mise en place de programmes d'alimentation; affectation de personnel et formation au sein des organismes de santé en vue de faciliter la recherche et le développement en matière de systèmes alimentaires intégrés; soutien des réseaux communautaires; partenariats entre les secteurs environnemental, économique et social du système alimentaire (OPHA, 2002, cité dans McKeown, 2006); mise sur pied d'une équipe de sécurité alimentaire travaillant avec les décideurs; évaluation des besoins collectifs en matière de sécurité alimentaire; liaison avec les groupes communautaires intéressés par la sécurité alimentaire et soutien de ces groupes; élaboration d'un plan d'action en vue de la sécurité alimentaire; attribution de ressources humaines et financières à des projets de sécurité alimentaire; mise en œuvre et évaluation d'initiatives; élaboration de politiques de sécurité alimentaire (PHABC, 2004, cité dans McKeown, 2006).

Dans l'ensemble du Canada, Epp (2011) a trouvé 125 politiques, programmes et rapports relatifs à l'action gouvernementale en matière de sécurité (ou d'insécurité) alimentaire dans les provinces et territoires. En Colombie-Britannique, la sécurité alimentaire est un programme central des autorités de la santé. L'achat de produits de la province est encouragé, et il y a des programmes de promotion d'une

alimentation saine. Les programmes mis sur pied comprennent la Community Food Action Initiative, le Farmers' Market Nutrition and Coupon Project, le programme Farm to School Salad Bar et l'initiative Produce Availability in Remote Collectivities. L'Ontario est un chef de file de la promotion des produits alimentaires locaux, comme le montre le fonds d'investissement du secteur public de l'Ontario pour la promotion des produits alimentaires locaux de l'Ontario, qui finance des projets en ce sens dans des institutions ontariennes. De plus, le Fonds d'investissement dans le marché ontarien sensibilise les consommateurs aux aliments produits en Ontario et encourage les Ontariens à acheter des produits locaux (Epp, 2011). Au Québec, une loi innovatrice intitulée *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (2002) et les 250 projets qui en ont résulté sur une période de 3 ans ont fait de la province un chef de file canadien de la sécurité alimentaire pour les personnes à faible revenu (Epp, 2009). En Nouvelle-Écosse, le ministère de la Promotion et de la Protection de la santé donne la priorité depuis 2005 à la sécurité alimentaire, avec son plan stratégique *Healthy Eating Nova Scotia*. Terre-Neuve-et-Labrador semble avoir été la première province à créer un programme de subventions visant à réduire le coût des aliments sains dans les régions nordiques (le programme Air Foodlift Subsidy, mis sur pied en 1997) (Epp, 2009). Au Nunavut, l'ancienne Première ministre Eva Aariak, et Cathy Towtongie, présidente de Nunavut Tunngavik Inc., ont récemment signé un accord intitulé *Memorandum of Understanding on the Nunavut Roundtable for Poverty Reduction* et ont annoncé l'élaboration d'une stratégie sur la sécurité alimentaire au Nunavut (voir l'encadré 10.2). Beaucoup des initiatives nationales visant à combattre la faim et à assurer la sécurité alimentaire n'ont pas la durabilité requise pour que l'on puisse pleinement évaluer leur efficacité (Epp, 2009)<sup>42</sup>.

Même s'il faut davantage évaluer les programmes, on a beaucoup fait pour identifier des pratiques prometteuses de promotion de la sécurité alimentaire dans les collectivités autochtones nordiques. Le tableau 10.2 présente quelques pratiques prometteuses et leurs principales caractéristiques. Même s'il y a différentes méthodes d'identification et d'évaluation de pratiques prometteuses en matière de sécurité alimentaire dans le Nord, elles font toutes ressortir l'importance de la consultation et de la participation communautaires, ainsi que la nécessité d'accéder à une quantité suffisante d'aliments nutritifs pour avoir une diète saine. Le comité espère que ce tableau sera utile aux intervenants qui réfléchissent à des manières de soutenir et d'améliorer la sécurité alimentaire chez les Premières Nations, les Inuits et les Métis.

---

42 La pertinence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité sont les critères traditionnellement utilisés en gestion de projets pour évaluer des programmes (Cacace, 2009).



Tableau 10.2

Liste et caractéristiques de pratiques prometteuses

Projet	Caractéristiques
<p><b>Profiles of Food Security Activities in Inuit Communities</b> (Carry, 2012)</p> <p>Contenu : Critères de sélection de pratiques prometteuses en matière de sécurité alimentaire dans les collectivités inuites</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Potentiel de reproduction</li> <li>• Caractère unique et innovateur</li> <li>• Soutien des valeurs et aliments culturels</li> <li>• Promotion de la capacité des systèmes (autosuffisance et réseaux)</li> <li>• Renforcement des capacités des Inuits (savoir-faire inuit traditionnel)</li> <li>• Mise sur pied d'infrastructures communautaires</li> <li>• Préservation et transfert des connaissances culturelles</li> <li>• Appel au public</li> <li>• Insistance sur l'engagement des jeunes</li> </ul>
<p><b>Promising Practices for Food Security</b> (Glacken, 2008a)</p> <p>Contenu : Caractéristiques des pratiques prometteuses en matière de sécurité alimentaire dans les collectivités des Premières Nations et des Inuits</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disponibilité accrue d'aliments nutritifs</li> <li>• Renforcement des capacités</li> <li>• Partenariats solides</li> <li>• Nets avantages</li> <li>• Approches créatives</li> <li>• Financement sûr et adéquat</li> </ul>
<p><b>Priority Areas for Action in a Nunavut Food Security Strategy</b> (NFSS, 2013)</p> <p>Contenu : Approches et priorités visant à accroître la sécurité alimentaire au Nunavut</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès aux aliments traditionnels</li> <li>• Accès aux aliments commercialisés</li> <li>• Politiques et législation</li> <li>• Aptitudes à la vie quotidienne</li> <li>• Production locale d'aliments</li> <li>• Programmes et initiatives communautaires</li> </ul>
<p><b>The NWT Food Security Project</b> (Glacken, 2008b)</p> <p>Contenu : Solutions possibles pour diminuer l'insécurité alimentaire dans les T. N.-O.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Éducation en matière de nutrition</li> <li>• Engagement communautaire accru</li> <li>• Conseils en matière de dépendances</li> <li>• Accès accru aux aliments traditionnels et à des aliments commercialisés nutritifs</li> <li>• Amélioration des programmes existants</li> <li>• Amélioration du niveau de vie grâce au soutien du revenu</li> </ul>
<p><b>Circumpolar Inuit Health Priorities: Best Health Practices and Research</b> (ICC, 2012)</p> <p>Contenu : Points communs des pratiques exemplaires visant à améliorer la sécurité alimentaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsabilisation par la transmission de connaissances concernant une diète saine</li> <li>• Accès accru à des aliments sains et à des diètes saines</li> </ul>

suite à la page suivante

Projet	Caractéristiques
<p><b>What food system intervention strategies and evaluation indicators are successful with Indigenous Peoples?</b> (Kuhnlein, 2013)</p> <p><b>Contenu :</b> Stratégies générales d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la santé au sein des collectivités autochtones économiquement défavorisées dans le monde</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration des connaissances sur les bienfaits des aliments traditionnels et de la culture locale sur la santé</li> <li>• Accent sur la santé des femmes, des enfants et des adolescents</li> <li>• Prise de décisions à l'échelle locale quant à des stratégies pertinentes</li> <li>• Stratégies de renforcement des capacités locales et de l'autodétermination</li> <li>• Accent sur les activités dans les écoles et auprès des aînés</li> <li>• Amélioration du réseautage entre collectivités engagées sur les problèmes d'insécurité alimentaire et les stratégies de résolution correspondantes</li> <li>• Amélioration de la qualité des aliments commercialisés : mécanismes coercitifs de réduction des prix des aliments sains; augmentation des prix des aliments et boissons pauvres en nutriments et riches en calories; augmentation de l'éducation et de la demande relatives aux aliments sains et nutritifs, et information sur les effets d'une diète médiocre sur la santé</li> </ul>

### 10.1.2 Stratégies de sécurité et de souveraineté alimentaires

Le comité ajoute aux ressources énumérées ci-dessus en identifiant les initiatives qui semblent particulièrement importantes pour améliorer la sécurité et la souveraineté alimentaires des populations autochtones du Nord. Son examen n'est pas exhaustif, mais il vise à illustrer la diversité des programmes et initiatives qui peuvent aider à promouvoir la sécurité alimentaire dans les collectivités nordiques des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Même si chacune des interventions décrites dans ce chapitre est jugée importante pour diminuer l'insécurité alimentaire, le comité constate qu'il n'y a pas de solution unique aux problèmes d'insécurité alimentaire dans le Nord. À titre d'exemple, les programmes d'éducation en matière de nutrition sont valables, mais ils ne peuvent pallier le manque d'accès aux aliments (Kuhnlein, 2013). Un éventail d'approches à plusieurs niveaux reposant sur la collaboration intersectorielle entre collectivités, agences locales, gouvernements et institutions est un ingrédient important d'initiatives durables (Sharma *et al.*, 2010; Kuhnlein, 2013; Wakegijig et Osborne, 2012; Wakegijig *et al.*, 2013). Le comité fait remarquer que, peu importe l'initiative, un financement stable est un facteur clé qui contribue à sa durabilité.

Il est important de bien évaluer les besoins et les atouts des collectivités avant de mettre en œuvre des initiatives (Glacken, 2008b). Les évaluations de la situation alimentaire des collectivités se sont révélées utiles à cet égard (BCPHSA, 2008; NFPPSC, 2003; Flowers *et al.*, 2010). Alors que les effets majeurs de l'insécurité alimentaire et des changements que connaît le Nord du Canada sont ressentis par ses habitants, les principales solutions sont également créées par ces mêmes habitants. Cela est particulièrement important si l'on considère que, mis à part le programme Nutrition Nord Canada, les politiques sociales canadiennes ne

portent pas explicitement sur la faim et ne sont pas non plus évaluées sur leur capacité à favoriser la sécurité alimentaire (PROOF, 2012). Comme elles sont une source clé de résilience et d'idées innovatrices, les collectivités doivent participer à l'élaboration des solutions qui mèneront à la sécurité alimentaire (voir l'encadré 10.1). Le comité a remarqué que, pour diminuer à long terme l'insécurité alimentaire, il est nécessaire d'exploiter les atouts et les capacités des collectivités nordiques, tout en s'attaquant aux nombreux facteurs d'inégalité qui sous-tendent l'insécurité alimentaire (voir p. ex. Kuhnlein *et al.*, 2013a).

Le comité réitère donc l'importance de la souveraineté alimentaire comme moyen d'atteindre la sécurité alimentaire (Patel, 2012) (voir le chapitre 1). Le terme *souveraineté alimentaire* souligne l'importance pour les individus et les collectivités de pouvoir contrôler la production, la préparation et la consommation de leurs aliments, ainsi que d'acquérir l'éducation, les connaissances et le savoir-faire voulus pour atteindre la sécurité alimentaire. De plus, la souveraineté alimentaire favorise la souveraineté économique, politique et culturelle des peuples (FMSA, 2001). Comme l'expliquent Thompson *et al.* (2011), l'accès aux ressources et leur contrôle sont influencés par les structures, programmes et politiques institutionnels, qui agissent à plusieurs niveaux. Pour que les populations autochtones aient la capacité de prendre des décisions concernant leurs propres systèmes alimentaires, cela exige de promouvoir des pratiques qui favorisent la réalisation des aspirations énoncées dans la DNUOPA (ONU, 2008), comme les droits sur le territoire et les ressources, l'amélioration des conditions économiques et sociales, ainsi que l'accès aux normes les plus élevées en matière de santé. Le comité note que les partenariats de cogestion de la faune et de la flore, les programmes de soutien aux activités de récolte et la participation des membres de la collectivité à la gouvernance des magasins locaux d'alimentation sont des pratiques prometteuses à cet égard. Étant donné les liens étroits entre la sécurité et la souveraineté alimentaires, la suite de ce chapitre présente des stratégies visant ces deux objectifs de manière intégrée.

La suite de cette section donne quelques exemples des nombreuses stratégies différentes mises en œuvre dans le Nord du Canada. Même si, comme on l'a déjà noté, les données d'évaluation et l'information sur les « pratiques exemplaires » en matière de sécurité alimentaire sont très limitées (Glacken, 2008a), cette section donne des exemples d'actions visant à accroître la souveraineté et la sécurité alimentaires dans les collectivités autochtones nordiques. Pour plus de commodité, ces actions sont classées dans les catégories suivantes : (a) programmes visant à accroître l'abordabilité et la disponibilité d'aliments sains; (b) programmes de santé et d'éducation; (c) bien-être collectif et transfert intergénérationnel de connaissances; (d) soutien aux activités de récolte et gestion durable de la faune

### Encadré 10.1

#### Mise en œuvre de stratégies couronnées de succès

« **L'engagement** et les **capacités** des chefs de projet sont essentiels au succès des interventions auprès des collectivités autochtones. Les acteurs et les modalités de ces activités sont d'une importance cruciale, et la collectivité doit vraiment les prendre en mains, avec entre autres la participation des organisations de femmes et des dirigeants. **Les personnes ne sont pas que les bénéficiaires des programmes, elles en sont les artisans.** La prise en main par les collectivités se réalise grâce à l'engagement des partenaires communautaires aux étapes de planification, mise en route, organisation et mise en œuvre. Les responsables locaux savent ce qui semble **raisonnable et réalisable** pour la collectivité. »

— Harriet Kuhnlein, Ph.D., à propos de la mise sur pied d'interventions couronnées de succès en matière de systèmes alimentaires, pour le bénéfice des populations autochtones  
(Kuhnlein, 2013)

et de la flore; (e) réduction de la pauvreté et développement économique de la collectivité, (f) innovation en matière d'infrastructures, de transport et de production locale d'aliments; (g) engagement des jeunes.

#### a) Programmes visant à accroître l'abordabilité et la disponibilité d'aliments sains

Même si les aliments traditionnels constituent encore une partie importante de la diète des populations autochtones du Nord, on assiste à une transition nutritionnelle dans tout le Nord du Canada (Egeland *et al.*, 2011a), en particulier chez les jeunes générations (Wein *et al.*, 1990; Kuhnlein *et al.*, 2004). Étant donné le prix élevé des aliments commercialisés dans le Nord du Canada par comparaison avec le Sud du pays (voir AADNC, 2010d), des aliments commercialisés sains et de qualité doivent être abordables et disponibles en quantité suffisante. Comme on l'a mentionné au chapitre 9, les subventions à l'alimentation jouent un rôle important pour ces piliers de la sécurité alimentaire (Lambden *et al.*, 2006). Le comité est d'avis que les programmes de subventions à l'alimentation demeureront une composante importante d'une stratégie de diminution de l'insécurité alimentaire dans le Nord du Canada, à moins que l'on puisse réduire les prix élevés des aliments commercialisés importés et que l'on mette sur pied une infrastructure adéquate et appropriée soutenant la production locale d'aliments et la souveraineté alimentaire. Des programmes ciblés visant à procurer aux collectivités les outils voulus pour produire localement des aliments sont également importants.

**Exemples :**

- **Nutrition Nord Canada :** Programme de subventions au transport mis sur pied par le gouvernement du Canada pour diminuer le prix des aliments sains périssables dans les collectivités nordiques isolées.
- **Programme Air Foodlift Subsidy (AFS) (T.-N.-L.) :** Programme mis sur pied en 1997 par le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador pour faire en sorte que des aliments périssables nutritifs comme les fruits, les légumes et les produits laitiers soient disponibles dans les collectivités côtières du Labrador. Dans le cadre du programme AFS, une subvention est versée aux détaillants pour compenser le coût élevé du transport aérien de ces denrées dans les collectivités concernées. Les détaillants doivent faire profiter les consommateurs des économies ainsi réalisées (LAO, 2013).
- **Programme Healthy Foods North (Nt, T. N.-O.) :** Programme d'intervention visant à améliorer la diète et réduire les risques de maladie chronique chez les populations autochtones. Ce programme vise à améliorer l'accès à des aliments sains et à fournir une éducation et un savoir-faire en nutrition, avec la collaboration des détaillants, des milieux de travail et des partenaires communautaires (Sharma *et al.*, 2010).
- **Northern Healthy Foods Initiative (NHFI) (Man.) :** Initiative qui met principalement l'accent sur l'autosuffisance alimentaire locale dans les collectivités isolées et nordiques du Manitoba. La NHFI offre des ressources sur les notions de base de jardinage, les sols et le jardinage dans le Nord, de l'information sur les congélateurs et la congélation d'aliments, de même que sur les zoonoses. En 2011–2012, la NHFI touchait plus de 80 collectivités. En 2011, 800 jardins et 59 serres ou dômes géodésiques étaient en exploitation, et en 2010–2011, 13 collectivités et 29 familles ont fait l'élevage de petits animaux (GM, 2012).
- **Cultivons l'avenir (T. N.-O.) :** Initiative qui met l'accent sur des programmes simples et efficaces adaptés aux besoins de la communauté agricole des T. N.-O. Cette initiative comprend un programme alimentaire à petite échelle, un programme agroalimentaire nordique, un programme de récolte commerciale, un programme de commerce entre collectivités, un programme d'agriculture dans l'environnement et une stratégie de gestion du bison (GTNO et GC, 2011).

**b) Programmes de santé et d'éducation**

Même si la disponibilité d'aliments sains et l'accès à ces aliments sont importants, ces composantes seules ne garantissent pas nécessairement une diète adéquate sur le plan nutritionnel et une amélioration de la santé. La sécurité nutritionnelle n'est atteinte que lorsque les personnes choisissent, préparent et consomment les aliments dont ils ont besoin en fonction de connaissances sur leur valeur nutritionnelle et leurs effets (CSA, 2012). Les programmes éducatifs visant à



Gracieuseté de Gene Hachey

Figure 10.1

**Enfant récoltant des aliments dans un jardin des T. N. O., dans le cadre du programme Cultivons l'avenir**

promouvoir les connaissances en alimentation, la santé et le bien-être sont donc reconnus comme éléments valables d'une stratégie de sécurité alimentaire. Ces initiatives visent généralement à augmenter les connaissances sur les aliments commercialisés introduits récemment, ainsi qu'à donner de l'information sur les bienfaits et les risques des aliments traditionnels pour la santé. Ils comprennent : des programmes d'éducation à la nutrition (Kuhnlein *et al.*, 2001; Paci *et al.*, 2005; Chan *et al.*, 2006; Carry, 2012); des programmes de collations à l'école (Skinner *et al.*, 2012); des programmes qui mettent l'accent sur des approches de responsabilisation et d'auto-efficacité, comme ceux qui portent sur les manières d'acheter et de préparer des aliments (Mead *et al.*, 2010a, 2010b; Mercille *et al.*, 2012); des activités éducatives en matière de gestion financière (Gundersen et Garasky, 2012); des initiatives en matière de salubrité des aliments traditionnels (Proulx *et al.*, 2002). Les interventions fondées si possible sur l'amélioration générale de la diète plutôt que sur le simple apport de nutriments sous forme de suppléments sont jugées importantes pour la sécurité nutritionnelle (Berti *et al.*, 2008; Kuhnlein *et al.*, 2001). Ces initiatives ont l'avantage d'être potentiellement durables, de toucher plusieurs générations et de répondre au besoin d'améliorer la diète dans son ensemble (Verrall et Gray-Donald, 2005).

### Exemples:

- **Programme canadien de nutrition prénatale** : Programme conçu pour améliorer la santé nutritionnelle de la mère et du nourrisson. Ce programme est financé par Santé Canada et géré par les gouvernements provinciaux et territoriaux.
- **Guide alimentaire du Nunavut** : Programme auquel collaborent les fournisseurs d'aliments des collectivités pour mettre en valeur les ingrédients des recettes, faire goûter des aliments et diminuer le coût des ingrédients de la recette mise en vedette chaque mois.
- **Guide alimentaire du Nunavik** : Guide élaboré en 2012 par la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik. Ce guide est illustré d'un igloo et d'images qui font la promotion de saines habitudes de vie. L'igloo montre quatre couches de types d'aliments et met en valeur des aliments traditionnels riches en nutriments.
- **Guide alimentaire canadien – Premières Nations, Inuit et Métis** : Guide fondé sur le Guide alimentaire canadien mais adapté pour refléter les valeurs, les traditions et les choix alimentaires des collectivités ciblées. Il propose des choix d'aliments traditionnels et commercialisés.

### c) *Bien-être collectif et transfert intergénérationnel de connaissances*

Plusieurs initiatives qui favorisent le bien-être de la collectivité et le bien-être intergénérationnel sont reconnues pour améliorer la sécurité alimentaire : pratiques qui encouragent les repas en famille et les pratiques de partage (Duhaimé *et al.*, 2002; Sharma *et al.*, 2010); initiatives qui favorisent la transmission de connaissances et de savoir-faire d'une génération à l'autre (Ilisaqsvik, 2013; Carry, 2012), y compris la connaissance du territoire (Allard et Lemay, 2012); évaluation par la collectivité de la situation alimentaire (BCPHSA, 2008; Flowers *et al.*, 2010); cartographie des actifs (NFPPSC, 2003). D'autres programmes jouent également un rôle important, notamment ceux qui portent sur les problèmes de sécurité alimentaire au sein de certains groupes ou qui ciblent des catégories plus à risque de connaître l'insécurité alimentaire, dont les femmes en général (Kafarowski, 2006; Beaumier et Ford, 2010), les femmes enceintes et les mères (Verrall et Gray-Donald, 2005; Willows *et al.*, 2005; Berti *et al.*, 2008), les adolescentes et les enfants (Egeland *et al.*, 2010), de même que les personnes défavorisées sur le plan socio-économique (Lardeau *et al.*, 2011). Egeland (2011) suggère que l'on pourrait diminuer l'insécurité alimentaire en renforçant les systèmes de soutien aux familles inuites avec enfants (Egeland, 2010b), ainsi qu'au moyen d'interventions en santé publique contre les logements inadéquats, la pauvreté et la transition nutritionnelle vers des aliments commercialisés coûteux.

### Exemples :

- **NiKigjavit Hopedalimi** : Projet d'évaluation par la collectivité de la situation alimentaire à Hopedale, au Labrador, mis sur pied pour élaborer des réponses communautaires aux préoccupations locales en matière de sécurité alimentaire. En partenariat avec le réseau FSN de Terre-Neuve-et-Labrador, un comité d'orientation communautaire et un comité consultatif formé de représentants provinciaux et nationaux, ce projet a permis d'élaborer, à partir des priorités définies par la collectivité, un plan d'action communautaire visant à accroître la sécurité alimentaire (Flowers *et al.*, 2010).
- **Ilisaqsivik** : Organisme communautaire à but non lucratif, situé à Clyde River (Nt), qui a pour but de promouvoir le bien-être de la collectivité. Parmi les nombreux programmes culturels qu'il offre, plusieurs se déroulent dans la nature : retraites estivales de guérison et d'activités culturelles; programmes de formation à la conduite de traîneaux à chiens (*Qimmivut* – « nos chiens »); expéditions de récolte; voyages de camping réunissant aînés et jeunes; retraites d'hommes et de femmes; programme père-fils; activités de guérison dans la nature; programme communautaire de justice et de guérison. Dans beaucoup de ces programmes, comme le programme père-fils et *Qimmivut*, des jeunes vont dans la nature avec des chasseurs expérimentés, des *qimuksiqtiiit* (meneurs de chiens) et des aînés. Les programmes d'Ilisaqsivik favorisent le bien-être mental, spirituel et physique, et les participants acquièrent des connaissances, un savoir-faire et des valeurs importantes concernant les déplacements, la récolte et l'obtention d'aliments, ainsi que la subsistance dans la nature. La société Ilisaqsivik, dont les bailleurs de fonds, les dirigeants et les employés sont des habitants de Clyde River, a obtenu plusieurs prix et constitue un exemple prometteur de la manière dont des organismes communautaires peuvent tirer parti des atouts existants et mettre sur pied des partenariats multisectoriels, afin de créer des programmes innovateurs répondant à leurs besoins (Gearheard et Gearheard, communication personnelle, 2013; Ilisaqsivik, 2013).

### d) Soutien aux activités de récolte et gestion durable de la faune et de la flore

Comme on l'a décrit au chapitre 5, les programmes d'aide aux chasseurs et aux activités de récolte sont conçus pour soutenir des pratiques traditionnelles de récolte ainsi que la production et la consommation d'aliments traditionnels. Certains font valoir qu'ils constituent la forme la mieux acceptée et la plus réussie de marchandisation des aliments traditionnels, parce qu'ils encouragent le partage d'aliments (Gombay, 2005). En plus de ces programmes, (Kishigami, 2000; Gombay, 2009), les initiatives qui améliorent l'accessibilité au matériel de chasse et de pêche (Lambden *et al.*, 2006), qui encouragent les chasses communautaires (Glacken, 2008b) et qui donnent accès à des congélateurs communautaires (Duhaimé *et al.*, 2002; Douglas et Chan, 2012) jouent un rôle important dans la sécurité



et la souveraineté alimentaires. La restauration de terres perturbées et la réintroduction d'espèces sauvages qui en ont été délogées ne représentent pas une composante importante de la gestion de la faune et de la flore nordiques. Il y a cependant quelques exceptions, comme la restauration de sites miniers et l'introduction de caribous, de bisons et de bœufs musqués. Ces méthodes de gestion plus intensives pourraient prendre de l'importance avec l'augmentation de l'exploitation des ressources nordiques et l'intensification de la gestion des espèces sauvages (Le Hénaff et Crête, 1989; Ouellet *et al.*, 1993; Larter *et al.*, 2000).

Les habitants des diverses régions de l'Arctique passent beaucoup de temps dans la nature, que ce soit sur terre ou sur mer. Grâce à leur expérience personnelle, à l'information échangée avec d'autres et au savoir accumulé au cours des générations, ils sont capables de reconnaître de subtils changements environnementaux et peuvent donner une idée de leurs causes (CCI, 2008). Allard et Lemay (2012) notent qu'il faudrait encourager la surveillance de la glace, le marquage des pistes et l'accès à du matériel de survie pour assurer la sécurité de la récolte d'aliments traditionnels. Bien que les institutions de cogestion dans l'Arctique canadien aient connu des succès divers (Berkes et Armitage, 2010), des approches de la gestion de la faune et de la flore qui combinent activités de récolte durables et principes de conservation devraient jouer à long terme un rôle important dans la sécurité et la souveraineté alimentaires (Allard et Lemay, 2012; SSAN, 2013). De plus, la surveillance aide à évaluer la population et l'état de santé des espèces sauvages, qui permettent de déterminer des limites de récolte durables. Cette surveillance et cette gestion adaptative se font en grande partie de manière informelle entre individus et collectivités, mais elles pourraient aussi être officialisées sous forme de programmes communautaires de surveillance. Le groupe de travail Protection de la faune et de la flore arctiques du Conseil de l'Arctique a mis sur pied un vaste éventail d'activités afin de faciliter et de promouvoir la surveillance communautaire, notamment dans le cadre du Programme de surveillance de la biodiversité circumpolaire.

### Exemples :

- **Programmes d'aide aux chasseurs :** Ces programmes comprennent : le Programme de soutien aux activités de récolte du Nunavut; le Community Harvester Assistance Program (T. N.-O.); l'Inuvialuit Harvesters Assistance Program (T. N.-O.); le Programme d'aide aux Inuits pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage (Nunavik); de même que *Eeyou Astchee*<sup>43</sup>, programme d'aide aux activités de chasse et de piégeage des Cris (baie James).

---

43 On voit aussi la graphie *Eeyou Istchee*.

- **Programmes de surveillance communautaire :** Ces programmes comprennent le Community Moose Monitoring Project et le Community Ecological Monitoring Project (Yukon) (Gofman, 2010).

### *Encadré 10.2*

#### **Stratégie sur la sécurité alimentaire au Nunavut**

Pour répondre aux préoccupations croissantes concernant la disponibilité, l'accessibilité, l'acceptabilité et la qualité des aliments dans les collectivités du Nunavut, l'élaboration de la stratégie sur la sécurité alimentaire au Nunavut a commencé à l'automne 2012 par une série de tables rondes. Un symposium sur la sécurité alimentaire au Nunavut a eu lieu à Iqaluit en janvier 2013, et une stratégie sur la sécurité alimentaire au Nunavut devrait voir le jour en 2014.

Ce processus a réuni des membres de la Coalition sur la sécurité alimentaire du Nunavut et des représentants d'organismes qui interviennent en production, distribution et consommation d'aliments dans le territoire, dont des récolteurs, des producteurs, des détaillants, des organisations inuites, des ministères gouvernementaux, des collectivités et des ONG. La Coalition sur la sécurité alimentaire du Nunavut se compose de représentants de sept ministères du gouvernement du Nunavut, de la Nunavut Tunngavik Incorporated (NTI) et de chacune des trois associations inuites régionales. Elle est coprésidée par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Nunavut et par le Département du développement social et culturel de NTI (GN et NTI, 2012).

Même s'il n'existe pas de solution unique pour diminuer l'insécurité alimentaire dans le Nord du Canada, les possibilités de changement sont nombreuses. Le travail de la Coalition montre que les collectivités sont une source clé de résilience et d'idées innovatrices, contribuant à l'élaboration des solutions qui mèneront à la sécurité et à la souveraineté alimentaires.

#### ***e) Réduction de la pauvreté et développement économique de la collectivité***

Comme le montre le cadre conceptuel du comité et ainsi qu'on l'explique au chapitre 7, l'économie mixte du Nord du Canada peut avoir des effets à la fois positifs et négatifs sur la sécurité alimentaire. Par comparaison avec une grande partie du reste du Canada, les Canadiens des régions nordiques ont en général des taux de chômage plus élevés, des indicateurs de santé et d'éducation moins

favorables et une plus forte dépendance à l'égard du logement social (voir des données pour le Nunavut dans Impact Economics, 2011). La pauvreté est un problème complexe, mais deux aspects de la réduction de la pauvreté ont un lien évident avec la sécurité alimentaire. Le premier est celui des interventions directes de lutte à la pauvreté (Egeland, 2011), par exemple les programmes d'aide sociale, les systèmes de soutien aux familles inuites avec enfants (Egeland *et al.*, 2010d) et les programmes visant à diminuer le surpeuplement des logements (Egeland, 2009). Le second aspect comprend des initiatives qui favorisent l'autosuffisance à long terme, comme le développement économique de la collectivité en matière d'alimentation (GN et NTI, 2011), qui renforce les capacités locales de lutte contre la pauvreté, la faim et les inégalités (Thompson *et al.*, 2012). Ces initiatives procurent des emplois et des services essentiels à l'échelle de la collectivité.

Des entreprises d'économie sociale peuvent constituer un moyen efficace de développement pour le bénéfice de la société (Islam et Berkes, 2012). Par exemple, des coopératives d'alimentation peuvent aider ceux qui font de la récolte commerciale à accéder aux marchés et obtenir de bons prix; elles peuvent aussi permettre d'écouler pour consommation locale des prises accidentelles et des espèces ayant peu de valeur (Islam et Berkes, 2012). Depuis l'incorporation en 1972 d'Arctic Co-operatives Limited (ACL), 31 coopératives se sont établies sous cette bannière dans des collectivités du Nunavut et des T. N.-O. (ACL, 2012). Ces coopératives sont la propriété de leurs membres, qui en assurent la gestion. Elles reposent sur les principes suivants : aucune obligation d'être membre; gouvernance démocratique par les membres; participation économique des membres; autonomie et indépendance; éducation, formation et information; coopération; intérêt envers la collectivité. Un exemple particulièrement réussi de coopérative est présenté ci-après; il ne peut toutefois pas nécessairement être généralisé à tout le Nord. D'autres recherches sont nécessaires pour confirmer l'efficacité des coopératives d'alimentation par rapport à d'autres modèles dans le Nord du Canada.

### **Exemples :**

- **Neechi Foods Co-op Ltd. et son groupement d'achat de poissons :** Neechi Foods Co-op Ltd. est une entreprise autosuffisante et rentable de Winnipeg, reconnue depuis plus de 21 ans comme un exemple idéal d'initiative de développement communautaire autochtone (Islam et Thompson, 2011). Neechi Foods Co-op vend des aliments commercialisés, mais aussi des aliments cultivés, récoltés et produits localement (p. ex. banique, riz sauvage et poissons d'eau douce). Un groupement d'achat de poissons a été récemment mis sur pied, grâce à la coordination avec des pêcheurs du Nord, afin de procurer à ceux-ci un marché et une source de revenu stables.

- **Bayline Northern Food Security Partnership** : Partenariat formé en 2001 par des dirigeants de petites collectivités autochtones situées le long de la ligne de chemin de fer de la baie d'Hudson, dans le Nord du Manitoba. La Bayline Regional Roundtable procure des fournitures de jardinage, construit des serres, fournit des poulets et des dindes, achète des congélateurs et offre des ateliers dans huit collectivités nordiques. Les projets sont financés par l'Agence de la santé publique du Canada, la NHFI, et les Manitoba Agriculture Food and Rural Initiatives (BRR, 2009).
- **Le plan Makimaniq** : Plan de réduction de la pauvreté mis sur pied par le gouvernement du Nunavut et NTI. Cette initiative a été mise de l'avant dans un processus d'engagement public. Six thèmes y sont abordés, dont celui de la sécurité alimentaire.
- **Projet Nunavut** : Entreprise d'économie sociale établie à Iqaluit. Elle met l'accent sur des projets à fort impact qui apportent une contribution positive à l'économie locale, par exemple le marché en plein air d'aliments traditionnels et Project Sealift, service de transport maritime annuel de denrées. Les projets futurs proposés portent sur le développement des pêches, une coopérative de travailleurs indépendants et la production d'énergie éolienne.

#### *f) Innovation en matière d'infrastructures, de transport et de production locale d'aliments*

Le comité est d'avis que la logistique du transport, de l'entreposage et de la vente d'aliments dans le Nord du Canada, présentée au chapitre 6, constitue un obstacle majeur à la sécurité alimentaire. Les initiatives d'innovation dans l'infrastructure, le transport et la souveraineté alimentaire représentent des pratiques prometteuses à cet égard : recherche de moyens durables et abordables d'accroître la disponibilité des aliments traditionnels dans les collectivités par la vente et la distribution commerciales (Allard et Lemay, 2012; SSAN, 2013), y compris dans des marchés d'aliments traditionnels (Projet Nunavut, 2013); marchés fermiers (Francoeur, 2013); jardins communautaires et serres qui allongent la saison de croissance (UAF, 2010; Université de la Saskatchewan, 2012; Exner-Pirot, 2013); initiatives communautaires de compostage (SSAN, 2013); jardinage intérieur ou extérieur à petite échelle dans des contenants (MPA, s.d.); réseaux régionaux d'alimentation (White et Sheppard, 2011); agriculture nordique durable, comme de nouvelles possibilités d'agriculture et d'élevage (MAFRI, s.d.); innovations dans le domaine des transports, par exemple les dirigeables (Prentice, 2012); production d'énergie solaire et éolienne (White et Sheppard, 2011; Projet Nunavut, 2013).

### Exemples :

- **Northern Farm Training Institute (NFTI)** : Programme établi à Hay River, dans les T. N.-O., conçu et dirigé par des habitants du Nord pour les habitants du Nord. Le programme NFTI offre des occasions de formation pratique à la production durable d'aliments dans le Nord (NFTI, 2013).
- **Serre communautaire d'Inuvik** : Organisation de bénévoles qui exploite une serre en collaboration avec des partenaires locaux, territoriaux et fédéraux. Cette serre offre des jardins communautaires et des parcelles commerciales. Il s'agit de la serre la plus nordique en exploitation en Amérique du Nord (ASPC, 2009), mais elle ne constitue qu'un exemple parmi d'autres dans le Nord du Canada.
- **Compostage à Whitehorse** : Projet pilote de compostage local d'une durée de deux ans, mené par Boreal Compost Enterprises en partenariat avec le Centre for Systems Innovation, l'Alliance de la qualité du compost, le Conseil canadien du compost et la Ville de Whitehorse. Le Territoire et la Ville visent à diminuer de 50 % la quantité de déchets organiques enfouis. Des sacs de terreau sont ensuite vendus à des fins lucratives (Kerr, 2012). De plus petites initiatives de compostage fonctionnent dans d'autres régions du Nord canadien (p. ex. Compost Iqaluit, mené par la Bill Mackenzie Humanitarian Society).

### g) Engagement des jeunes

Les pratiques qui favorisent la transmission des connaissances d'une génération à l'autre semblent cruciales pour l'engagement des jeunes. Comme l'explique Norma Kassi, ancienne chef des Vuntut Gwitch'in et cofondatrice de l'Arctic Institute of Community-Based Research : « En cette période de changements qui menacent notre existence même en tant que peuples, il est impératif que nous donnions aux jeunes une éducation complète sur nos moyens de survie culturelle et nos stratégies d'adaptation, de sorte que lorsqu'ils seront adultes, ils auront les outils les plus importants pour aller de l'avant. » [traduction] (dans Butler Walker *et al.*, 2011).

Voici des exemples de pratiques prometteuses destinées aux jeunes<sup>44</sup> : utilisation de nouvelles technologies (Photovoice, histoires racontées par des aînés et enregistrées sur DVD, dramatiques radio pour les jeunes) pour faire comprendre les questions de sécurité alimentaire (Lardeau *et al.*, 2011; Kuhnlein, 2013); programmes d'éducation à la nutrition (Hamilton *et al.*, 2011); programmes dispensés dans la nature (Carry, 2012; Gearheard et Gearheard, communication personnelle, 2013; Sheldon, communication personnelle, 2013); programmes de renforcement des capacités et de responsabilisation des jeunes, avec transmission de connaissances sur la sécurité alimentaire, les changements climatiques et les méthodes de recherche (p. ex. Vuntut Gwich'in Climate Change and Health Research in Northern

---

44 Ces pratiques n'ont pas toutes fait l'objet d'une évaluation de leur efficacité.

### *Encadré 10.3*

## **Exemples de pratiques prometteuses visant à promouvoir la consommation d'aliments locaux et traditionnels chez les jeunes**

### *Exemple n° 1 : Northern Grow Program (Man.)*

Mis en œuvre par l'intermédiaire du conseil scolaire Frontier Schools du Manitoba, ce programme consiste en une stratégie centrée sur les écoles, qui cherche à encourager une alimentation saine dans les collectivités nordiques et isolées. Il est financé par l'initiative NHFI (Northern Healthy Foods Initiative) du gouvernement du Manitoba, et 240 jardins en ont bénéficié en 2011. Il fournit des articles comme des dômes géodésiques, des semis, des lampes de serre et des pots. Une pépinière de plantes à baies a été mise sur pied à Leaf Rapids, qui possède également deux serres, une installation hydroponique utilisée par des élèves et un programme de mentorat qui vise à intéresser les jeunes et à les former comme techniciens en jardinage.

Le programme donne aux élèves la possibilité de faire de l'activité physique et de manger sainement, en plus de leur procurer des occasions d'apprentissage. Ses bénéficiaires peuvent s'étendre aux familles de ces élèves et aux collectivités dans leur ensemble, grâce à l'acquisition d'un savoir-faire en jardinage et en gestion de serres, et à la mise sur pied d'infrastructures favorisant la souveraineté alimentaire (GM, 2012).

Il y a de nombreux autres exemples de projets de serres dans le Nord, comme celui de la serre communautaire d'Inuvik.



Serre communautaire d'Inuvik  
Gracieuseté de Kue Young

*suite à la page suivante*

*Exemple n° 2 : Le programme Take a Kid Trapping and Harvesting (T. N.-O.)*

Ce programme vise à initier les jeunes des T. N.-O. aux pratiques traditionnelles de chasse, de pêche, de piégeage et de survie dans la nature. Mis sur pied en 2002, ce programme à frais partagés répond aux préoccupations concernant la diminution de transmission intergénérationnelle des connaissances et du savoir-faire. Le gouvernement des T. N.-O. finance les écoles du territoire pour qu'elles organisent dans la nature des séances de formation qui peuvent durer jusqu'à deux semaines. En plus de chasser, de pêcher et de cueillir des aliments, les participants sont souvent formés à la préparation des aliments traditionnels, au pistage, au respect de l'environnement, à la réparation du matériel, ainsi qu'à la bonne préparation d'expéditions dans la nature (Carry, 2012). Carry note que depuis le lancement de ce programme, davantage de jeunes ont participé à des activités de piégeage.

En 2009–2010, le programme a appuyé 39 projets totalisant 1726 participants, au coût total de 305 000 \$, soit environ 177 \$ par personne (GTNO, 2011). À ses débuts en 2002, le programme comptait 386 jeunes participants. En 2011, il y avait 2274 participants de 49 écoles (Carry, 2012).

*Exemple n° 3 : Aullak, sangilivallianginnatuk, Going Off, Growing Strong, à Nain, au Nunatsiavut (T.-N.-L.)*

Ce projet pilote de diffusion des connaissances chez les jeunes est le premier au Canada à réunir des jeunes et des chasseurs pour alimenter un programme de congélateur communautaire. Il a été mis sur pied à la demande de la collectivité, qui souhaitait un transfert intergénérationnel de connaissances entre les chasseurs et les jeunes. Dix jeunes âgés de 14 à 21 ans et 16 chasseurs ont participé à ce projet pilote. À la fin du programme, les jeunes participants obtiennent le titre de « jeune chasseur ». Les activités du programme comprennent des expéditions en grand et en petit groupes, de même que des activités communautaires où les jeunes partagent leur récolte avec les aînés.

Le programme vise à procurer aux jeunes le savoir-faire voulu afin de pouvoir aux besoins de leur famille et de la collectivité, à transmettre leurs connaissances à d'autres et à préserver le mode de vie traditionnel. Ce partenariat multisectoriel est dirigé par le ministère des Terres et des Ressources naturelles du gouvernement du Nunatsiavut et par le gouvernement communautaire inuit de Nain, situé au Centre de recherches de Nain, en partenariat avec des membres de la collectivité, des ministères du gouvernement du Nunatsiavut, les autorités locales de la santé, des écoles, etc.

*Exemple n° 4 : Club de cuisine de l'école secondaire de Kugluktuk (Nt)*

Pour s'attaquer au problème de la nutrition inadéquate des élèves, les enseignants et le personnel de l'école secondaire de Kugluktuk ont formé un club de cuisine à l'école. Ce programme a commencé vers 2007 sous forme de petits déjeuners santé et d'un repas de midi pilote tous les vendredis. Depuis lors, le programme a pris de l'expansion, et les élèves (âgés de 11 à 18 ans) peuvent participer aux achats, à des activités de pêche et de récolte, de même qu'à la préparation et au service de repas pour 70 à 80 élèves chaque jour. Avec l'aide de bénévoles, la salubrité et la préparation des aliments, le savoir-faire dans la nature, les connaissances sur les aliments traditionnels et des cours de nutrition sont intégrés aux activités du club de cuisine. En plus de ces avantages, Carry (2012) note que les participants au programme ont une meilleure capacité de concentration sur leurs travaux scolaires, acquièrent un savoir-faire en matière coopérative et font preuve d'un plus grand respect mutuel.

Yukon — Butler Walker *et al.*, 2011). Étant donné que la sécurité alimentaire est étroitement liée à l'éducation, il est important d'avoir des programmes d'éducation culturellement pertinents, correspondant à la réalité et aux valeurs autochtones (Paci *et al.*, 2005). Voir l'encadré 10.3 pour plus de détails à ce sujet.

Les programmes de collations à l'école menés dans les collectivités des Premières Nations de Fort Albany, de Kashechewan et d'Attawapiskat, dans le Nord de l'Ontario, sont reconnus comme des exemples prometteurs de méthodes qui permettent aux enfants de consommer davantage d'aliments commercialisés nutritifs (Skinner *et al.*, 2012; Gates *et al.*, 2013). L'encadré 10.3 décrit quelques initiatives qui visent l'engagement des jeunes.



## 10.2 APPROCHES ADOPTÉES À L'ÉTRANGER ET À L'ÉCHELLE INTERNATIONALES

La vaste région circumpolaire est caractérisée par des contextes sociaux, culturels, géographiques, politiques et économiques variés. Les nombreuses dimensions de la sécurité alimentaire exigent en outre des approches pluridisciplinaires, très structurées et centrées sur les collectivités. Tout cela pose bien des défis. Mais la curiosité scientifique, le désir de mener des recherches de qualité sur des questions urgentes et socialement pertinentes, de même qu'un certain nombre de points communs à toute la région circumpolaire, ont permis la mise sur pied de plusieurs initiatives internationales pour explorer différentes dimensions de la sécurité alimentaire (Duhaime et Bernard, 2008).

La sécurité alimentaire a capté l'attention d'intervenants importants qui s'intéressent à l'Arctique, en particulier des organisations autochtones et internationales (Duhaime et Bernard, 2008). Les huit États membres du Conseil de l'Arctique, de même que les six participants permanents — Aleut International Association, Arctic Athabaskan Council, Association russe des populations autochtones du Nord, Conseil circumpolaire inuit, Gwich'in Council International, Saami Council — jouent un rôle important dans la quête de réseaux de savoir traditionnel qui contribuent à la recherche sur la sécurité alimentaire, ainsi que dans les efforts internationaux pour obtenir des données scientifiques et des systèmes de connaissances en vue de soutenir des interventions pour diminuer l'insécurité alimentaire. En général, les approches internationales comprennent le recours à des réseaux de recherche qui recouvrent plusieurs États circumpolaires, ainsi que des partenariats entre chercheurs universitaires, agences et ministères gouvernementaux, groupes d'Autochtones, collectivités nordiques et entreprises. Les chercheurs et décideurs canadiens peuvent apprendre beaucoup de ces organisations et y contribuer de manière importante. Le tableau 10.3 énumère certains réseaux et institutions nordiques majeurs qui abordent la sécurité alimentaire dans le Nord et des questions connexes.

Tableau 10.3

### Exemples de recherches sur la sécurité alimentaire dans le Nord : ressources étrangères et internationales

Organisation	Approche
Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations Unies	Le Canada est membre du CSA, forum intergouvernemental qui examine les politiques en matière de sécurité alimentaire et surveille l'efficacité des actions visant à combattre la faim. Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) donne des conseils en matière d'élaboration de politiques de sécurité alimentaire. Le CSA et l'HLPE fournissent des données que les gouvernements membres peuvent utiliser dans leurs stratégies et politiques nationales.

*suite à la page suivante*

Organisation	Approche
Conseil de l'Arctique	Le Groupe de travail sur le développement durable (GTDD) du Conseil de l'Arctique effectue des recherches et produit des documents liés à la nutrition et aux interventions visant à diminuer l'insécurité alimentaire dans le Nord, par exemple : un guide circumpolaire de nutrition, (Jeppesen <i>et al.</i> , 2011); <i>EALAT: Reindeer Herding, Traditional Knowledge, Adaptation to Climate Change and Loss of Grazing Land</i> (Magga <i>et al.</i> , s.d.); <i>Survey of Living Conditions in the Arctic</i> (SLICA) (Andersen <i>et al.</i> , 2002). Le groupe d'experts sur la santé humaine du GTDD donne aussi la priorité à la sécurité alimentaire dans le Nord. De plus, des recherches menées dans le cadre du Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique du Conseil de l'Arctique explorent les liens entre les produits chimiques présents dans l'environnement, les aliments traditionnels, la santé humaine et la sécurité alimentaire.
Comité international des sciences arctiques (IASC)	Cet organisme scientifique international non gouvernemental a pour mission de faciliter la coopération dans tous les domaines de la recherche sur l'Arctique, dans tous les pays qui font de telles recherches et dans toutes les régions de l'Arctique. L'IASC lance et coordonne des activités scientifiques circumpolaires, fournit des avis scientifiques indépendants et communique de l'information au public. Il favorise la collaboration ainsi qu'un échange ouvert de données et de connaissances.
Alaska Food Policy Council (AFPC)	L'AFPC fournit des recommandations et de l'information sur des politiques globales visant à améliorer les systèmes alimentaires de l'Alaska, en mettant l'accent sur la santé, l'autosuffisance et la prospérité (AFPC, 2012). Il agit comme plaque tournante dans plusieurs secteurs : recherche et politiques en matière de sécurité alimentaire; ressources en alimentation et en santé; producteurs et distributeurs locaux d'aliments; information sur les aliments traditionnels; éducation et organismes agricoles; ressources en jardinage.
Alaska Food Coalition (AFC)	En partenariat avec le Département de la santé et des services sociaux des États-Unis, les 81 agences de l'AFC visent à renforcer et à coordonner les programmes publics et privés d'aide à l'alimentation et à la nutrition en Alaska par divers moyens : minisubventions, recherches, échanges sur des pratiques exemplaires, collaboration, diffusion des connaissances. Ses livres blancs sur des questions de sécurité alimentaire, par exemple <i>Community Gardens, Teaching Nutrition and Budgeting Skills</i> , et <i>Wild Game Food Donation and Recovery</i> , constituent des ressources utiles (AFC, 2013).
Réseau thématique de l'Université de l'Arctique (UARctic) sur la sécurité alimentaire nordique	Avec plus de 130 institutions membres des huit États de l'Arctique et d'autres pays, UARctic est l'un des plus grands réseaux d'enseignement et de recherche au monde. Son réseau thématique sur la sécurité alimentaire nordique fait appel à une approche holistique pour promouvoir la sécurité et l'autosuffisance alimentaires dans les collectivités nordiques. Ce réseau met l'accent sur la diffusion des connaissances et l'engagement ainsi que sur la programmation universitaire.

Organisation	Approche
Instituts de recherche	Plusieurs importants instituts de recherche circumpolaire incorporent le savoir traditionnel et des méthodes participatives de recherche dans la sécurité alimentaire et leurs travaux sur des questions autochtones. Mentionnons : l'Alaska Native Knowledge Network, de l'Université de l'Alaska à Fairbanks, aux États-Unis; le bureau des peuples autochtones arctiques et de recherches sames, du Centre arctique de l'Université de Lapland, en Finlande; le Centre de recherches sames, ou <i>Vaartoe</i> , de l'Université d'Umeå, en Suède; le Centre d'études sames, de l'Université de Tromsø, en Norvège.
Association agricole circumpolaire (CAA)	Fondée en 1995, l'Association agricole circumpolaire est une ONG qui met l'accent sur la science et les politiques agricoles nordiques. Elle a pour objectifs d'organiser des conférences annuelles et de diffuser les recherches et la technologie liées à l'agriculture et au développement rural nordiques.

Le Conseil circumpolaire inuit (2012) laisse entendre qu'un organisme centralisé chargé d'organiser et de diffuser les recherches et évaluations existantes est une composante essentielle de travaux futurs visant à améliorer la santé des Inuits et des autres peuples autochtones de l'Arctique.

Sur la scène internationale, le CSA des Nations Unies a mené des recherches sur la façon dont les mécanismes de protection sociale<sup>45</sup> protègent et favorisent la sécurité alimentaire (HLPE, 2012). Selon le CSA, des filets de protection sociale efficaces, dont l'assurance sociale, l'aide sociale et les mécanismes d'inclusion sociale, ont fait la preuve de leur capacité à diminuer la vulnérabilité à la pauvreté, à la faim et à l'insécurité alimentaire. La sécurité alimentaire et la protection sociale sont toutes deux essentielles à l'atteinte des objectifs de croissance économique et de développement humain (HLPE, 2012). L'OMS (2001) souligne la nécessité pour les pays « d'élaborer des politiques alimentaires et nutritionnelles qui protègent et favorisent la santé et réduisent le fardeau des maladies alimentaires tout en favorisant le développement socioéconomique et un environnement durable ». Elle présente trois stratégies liées entre elles que les États doivent envisager : une stratégie en matière de sécurité sanitaire des aliments, une stratégie nutritionnelle et une stratégie de sécurité alimentaire. Une coordination et une collaboration étroites entre les intervenants dans une politique globale en matière d'alimentation et de nutrition sont essentielles à l'obtention de résultats optimaux (OMS, 2001). Par exemple, dans l'élaboration de sa stratégie d'éradication de la faim, le

45 Les mécanismes de protection sociale consistent en des politiques et programmes conçus pour réduire la pauvreté et la vulnérabilité, en favorisant un marché du travail efficace, en diminuant l'exposition des populations aux risques et en améliorant leur capacité de gérer les risques économiques et sociaux tels que le chômage, l'exclusion, la maladie, l'incapacité physique et le grand âge (HLPE, 2012).

Brésil a introduit des approches intersectorielles innovatrices visant à accroître la sécurité alimentaire (Rocha, 2009; Arnold, 2011; HLPE, 2012). Le comité a estimé que deux des programmes de cette stratégie, le programme d'acquisition d'aliments et le programme de repas à l'école, pourraient avoir une certaine pertinence dans le Nord du Canada.

Le programme d'acquisition d'aliments a été mis au point pour soutenir la production locale et la commercialisation des aliments produits par de petits agriculteurs. Il fournit un financement public pour l'achat d'aliments produits par des fermes familiales locales. Ces aliments sont par ailleurs remis à des programmes gouvernementaux tels que des repas à l'école, des restaurants subventionnés, des cuisines communautaires et des banques alimentaires, ainsi qu'à des organismes de charité (centres communautaires de la petite enfance, centres d'hébergement, hôpitaux, refuges pour sans-abri, etc.).

Le programme de repas à l'école exige que toutes les écoles publiques du pays offrent des repas couvrant au moins 15 % de l'apport en calories requis pour les enfants. En 2009 a été votée une loi exigeant qu'au moins 30 % des fonds du programme national de repas à l'école servent à l'achat d'aliments produits par des fermes familiales.

Ensemble, ces programmes innovent en créant de nouveaux marchés institutionnels pour des aliments produits dans de petites exploitations, ainsi qu'en faisant partie d'une stratégie gouvernementale combinant politique alimentaire, lutte contre la pauvreté, sécurité alimentaire et promotion de la santé. Favorisant la fourniture de fruits et légumes frais provenant de fermes familiales, l'initiative fédérale du Brésil vise à accroître la disponibilité d'aliments pour les enfants qui fréquentent les écoles publiques, à soutenir les économies locales et la consommation d'aliments produits à proximité, ainsi qu'à réduire la pauvreté chez les petits producteurs agricoles. Ces programmes nécessitent une collaboration entre les autorités fédérales, régionales et municipales, par le truchement d'une interaction entre de nombreux secteurs, dont ceux du développement agricole, de la santé, de l'éducation et du développement social.

Même si la géographie et les conditions socio-économiques des deux pays sont très différentes, le comité est d'avis que l'expérience brésilienne pourrait inspirer la mise sur pied d'initiatives intersectorielles dans le Nord du Canada. Le comité envisage un soutien à la production d'aliments traditionnels et locaux qui seraient ensuite disponibles dans les écoles du Nord du Canada. En plus de contribuer à une diète saine pour les enfants du Nord du Canada, une telle initiative profiterait probablement aux économies locales et aiderait à préserver les habitudes et traditions alimentaires nordiques.

Pour donner un autre exemple, un programme faisant appel à une approche multisectorielle couronnée de succès pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition a été mis en œuvre à Pohnpei, dans les États fédérés de Micronésie. L'IFCP (Island Food Community of Pohnpei) a fait la liaison entre des représentants des ministères de la Santé, de l'Éducation, ainsi que des Terres et des Ressources naturelles de l'État de Pohnpei, des bureaux des affaires économiques et des affaires sociales, du Collège de la Micronésie et des services coopératifs, du Service de conservation des ressources naturelles du Département américain de l'Agriculture, de la Société de Conservation de Pohnpei, et du Corps de la Paix (*Peace Corps*) de la Micronésie. Des experts en agriculture de la région ont participé aux discussions et aux programmes, qui comptait comme partenaires la radio, la télévision par câble, ainsi que la presse et des entreprises locales. Par le truchement de l'IFCP, les dirigeants locaux ont contribué à la planification d'une intervention visant à améliorer la production locale d'aliments traditionnels et la sécurité alimentaire. De nombreuses présentations ont été diffusées par les médias. Des documents et du matériel promotionnels ont été préparés et distribués, notamment dans les écoles et auprès des groupes de femmes. Englberger *et al.* (2013) présentent en détail les activités et le matériel de ce programme.

Une évaluation de projet effectuée dans la collectivité de Mand, dans l'État de Pohnpei, a révélé une augmentation sensible de la consommation de denrées locales traditionnelles de première nécessité, une diminution de la consommation de riz, et une consommation accrue de variétés locales de bananes et de légumes. L'alimentation était plus variée et on a noté un apport accru en caroténoïdes provitaminiques A. Fait important, des entrevues ont montré que la population avait une attitude plus positive à l'égard des aliments locaux. Ce projet a en outre suscité un intérêt et des demandes de formation, en vue de mettre en œuvre des activités semblables dans d'autres États insulaires de la région du Pacifique (Englberger *et al.*, 2013).

Les données internationales montrent que l'on peut améliorer avec succès l'état nutritionnel d'une population lorsque plusieurs secteurs gouvernementaux s'engagent envers des programmes liés à la nutrition. À partir des données examinées dans le cadre de cette évaluation, le comité a observé que l'insécurité alimentaire est nettement un problème multisectoriel, qui exige également des solutions multisectorielles. Même si les causes immédiates et sous-jacentes d'une nutrition et d'une santé médiocres résultent généralement de facteurs liés au ménage et à la collectivité locale, elles sont exacerbées par des forces externes telles que les changements climatiques, l'accès déficient aux aliments dans la collectivité, le manque de services de base en matière d'hygiène publique et de santé, le manque de protection sociale efficace et le manque de

formation — particulièrement chez les femmes — à une alimentation et une diète familiales saines. Les causes profondes de l'insécurité alimentaire sont toutefois enracinées dans la gouvernance et la gestion politiques, économiques et institutionnelles, ce qui comprend la protection de l'environnement, les questions commerciales et la place du secteur privé dans l'approvisionnement alimentaire. Il est donc important que tous les secteurs considèrent le point de vue de la sécurité alimentaire lorsqu'ils mettent sur pied de nouveaux programmes et politiques (BM, 2013).

### 10.2.1 Pratiques prometteuses dans la région circumpolaire

Un examen des initiatives circumpolaires dans le domaine de la santé, effectué par le Conseil circumpolaire inuit (Canada), révèle que 19 % des 284 pratiques exemplaires visant l'amélioration de la santé des Inuits au Canada, au Groenland, en Alaska et dans le district autonome de Tchoukotka (Russie) sont liées à la sécurité alimentaire, ce qui montre l'importance du sujet (CCI, 2012). Même si certaines de ces initiatives sont instructives pour le Canada, il est essentiel de tenir compte des facteurs contextuels définis dans le cadre conceptuel lorsque l'on compare diverses situations. Par exemple, en plus du contexte économique, environnemental et juridique qui la distingue, chaque collectivité et chaque culture possèdent leur propre base de connaissances sur la santé holistique ainsi que sur la valeur symbolique et culturelle des aliments (Kuhnlein, 2013). Tout en ayant cela à l'esprit, il est quand même instructif d'examiner des pratiques de diminution de l'insécurité alimentaire adoptées dans d'autres régions circumpolaires.

Certaines pratiques recouvrent plusieurs pays circumpolaires. Quelque 70 000 Sames vivent dans la région qu'ils appellent *Sápmi*, (terre des Sames), qui comprend la péninsule de Kola, en Russie, ainsi que les régions nordiques de la Finlande, de la Suède et de la Norvège. Près de 10 000 Sames font l'élevage du renne, qui occupe encore une place importante dans les moyens de subsistance de ce peuple (PS et GS, 2005). Dans un effort pour soutenir les modes de vie traditionnels, les économies locales et la transmission des connaissances aux jeunes générations, le projet EALLIN (Jeunes éleveurs de rennes) du Conseil de l'Arctique rassemble de jeunes éleveurs autochtones de Russie, de Scandinavie et de Mongolie pour qu'ils mettent en commun leurs expériences (ICRH, 2013). Ce projet insiste sur le renforcement des capacités locales, l'utilisation de nouvelles technologies et d'initiatives multimédias, le réseautage, ainsi que sur le dialogue entre les éleveurs et l'industrie (ICRH, 2013).

Des programmes nationaux constituent également des pratiques prometteuses. À titre d'exemple, la Finlande a été le premier pays au monde à servir gratuitement des repas dans les écoles (CNEF, 2008). Dans le but de promouvoir

la formation à la nutrition et d'augmenter la consommation d'aliments sains à un jeune âge, la loi finlandaise sur la formation de base stipule que tous les élèves doivent recevoir tous les jours sous surveillance des repas équilibrés et gratuits. Les repas, qui représentent 8 % du coût total de l'éducation, sont financés par le Conseil national de l'éducation finlandais (CNEF, 2008). Au Canada, l'éducation est de compétence provinciale, mais cette initiative nationale constitue un exemple dont les Canadiens pourraient examiner les résultats et en tirer des leçons.

Le Wild Game Salvage Program de Food Bank of Alaska (FBA) fournit à ses clients des milliers de kilos de protéines. Les chasseurs remplissent un formulaire de cession et laissent leurs prises à l'un des partenaires de fret aérien de FBA ou à l'une des usines de transformation sélectionnées. La viande transformée est ensuite distribuée par le truchement du réseau d'organismes à but non lucratif de FBA (FBA, s.d.). Pour donner un autre exemple, l'Alaska Native Fund remet des subventions annuelles à des Autochtones ou à des organismes autochtones à but non lucratif de l'Alaska qui visent à perpétuer les modes de vie traditionnels et qui se qualifient pour le programme. Il s'agit d'une initiative de l'Alaska Conservation Foundation et de l'Alaska Native Steering Committee. Neuf subventions ont été accordées en 2013 pour des projets portant sur les priorités environnementales autochtones cruciales en matière de sécurité alimentaire en Alaska. Voici les titres de certains de ces projets : *How to Access Food Security from an Inuit Perspective: Building a Framework for Food Security in the Alaskan Arctic* (Conseil circumpolaire inuit); *Northern Bering Sea Initiative* (groupe d'ainés de la mer de Behring); *Tribal Food Security and Economic Development Capacity Building Project* (association coopérative de Wrangell); *Tribal Diplomacy for Food Security* (tribu Nulato) (ACF, 2013). Thornton (2001) aborde les leçons en matière de subsistance que l'Alaska peut apporter aux collectivités autochtones nordiques, notamment la nécessité de reconnaître que les activités de subsistance font partie intégrante de la vie des collectivités autochtones et le rôle prépondérant que les collectivités autochtones doivent jouer dans la définition de leurs propres besoins.

Dans son examen des pratiques et des recherches en matière de santé au Canada, au Groenland, en Alaska et dans le district autonome de Tchoukotka (Russie), le Conseil circumpolaire inuit a exprimé en ces termes la difficulté de déterminer quelles pratiques devraient être mises en œuvre : « Sans des données solides et précises sur les difficultés spécifiques de santé auxquelles les Inuits sont confrontés dans l'Arctique, il y aura toujours un hiatus entre, d'une part, les programmes et pratiques mis en place et, d'autre part, les problèmes de santé actuels et à venir des Inuits et plus généralement des peuples autochtones de l'Arctique. » (CCI, 2012). Même si de nombreux modèles et programmes favorisent déjà la sécurité

alimentaire, et même s'il y a des possibilités d'innovation dans des initiatives à venir, davantage de recherches et d'évaluations sont nécessaires pour susciter les réponses appropriées à l'insécurité alimentaire dans le Nord du Canada.

### 10.2.2 Leçons tirées de la commercialisation des aliments au Groenland

Les *Kalaaliminerniarfiit*, ou marchés d'alimentation en plein air, fonctionnent au Groenland depuis 150 ans (Minogue, 2005) (voir la figure 10.2). Il y en a dans la plupart des collectivités, où ils sont tenus par les autorités locales, les prix étant fixés par l'association des chasseurs et pêcheurs. En 2011, environ 2100 personnes faisaient de la récolte à titre professionnel et à plein temps au Groenland, soit environ 7 % de la main-d'œuvre totale (GG, 2012). Les professionnels licenciés peuvent vendre leur récolte aux institutions locales, aux marchés d'aliments traditionnels et à l'une des quatre usines de transformation contrôlées par le gouvernement. Pour ce qui est des 5500 chasseurs « à temps perdu », qui chassent et pêchent surtout pour leur famille et leurs amis, il y a des restrictions sur les moments et les modalités de vente de leur récolte (GG, 2012).

Le Groenland possède un important secteur de transformation des aliments (qui repose en grande partie sur l'industrie de la pêche). Ce secteur bénéficie des politiques gouvernementales, qui imposent la création d'emplois dans les collectivités locales par certaines industries de transformation (Rasmussen *et al.*, 2008). La société publique *Neqi*, par exemple, abat chaque année environ 25 000 animaux de production locale (surtout des moutons), et la commercialisation des produits alimentaires régionaux bénéficie d'un système officiel de vente.

Une fois transformés, les aliments traditionnels sont expédiés à Nuuk pour être distribués dans tout le Groenland. De 60 à 65 % de tous les produits sont vendus à des magasins de détail qui appartiennent au gouvernement du Groenland, et le reste est vendu à d'autres détaillants privés. On rapporte que les prix des aliments traditionnels sont inférieurs à ceux des aliments importés. Par exemple, dans les années 1990, la viande de baleine coûtait 6 \$ le kilo, contre 10 \$ le kilo de steak haché (Marquardt et Caulfield, 1996). Le système groenlandais de production, de distribution et d'échange d'aliments traditionnels dans les marchés locaux vise à faciliter le développement durable des collectivités. En soutenant ce système, le gouvernement du Groenland réduit les besoins d'importation, favorise les pratiques de chasse des Autochtones (particulièrement dans les collectivités isolées), diminue le besoin de subventions gouvernementales dans les petites collectivités, et encourage la consommation d'aliments nutritifs et ayant une valeur culturelle (Marquardt et Caulfield, 1996).





Gracieuseté de Kue Young

*Figure 10.2*

### **Marché d'aliments traditionnels au Groenland**

Rasmussen *et al.* (2008) ont observé que ces activités économiques sont importantes dans tous les types de collectivités. Mais comme les chasseurs et pêcheurs ont tendance à exporter leurs produits dans les plus grands centres groenlandais, les marchés locaux sont particulièrement importants pour maintenir la sécurité alimentaire dans les collectivités de taille moyenne. L'histoire du système groenlandais de commercialisation des aliments traditionnels met en lumière certains aspects qui peuvent influencer sur la contribution des aliments traditionnels au développement durable des collectivités dans l'Arctique (Marquardt et Caulfield, 1996).

Plusieurs aspects du système groenlandais sont pertinents pour le Canada. L'accès commercial aux aliments traditionnels produits de façon durable était l'un des sujets prioritaires au Symposium de 2013 sur la sécurité alimentaire au Nunavut. En particulier, des partenaires de tout le territoire souhaitaient : clarifier les exigences d'inspection à satisfaire pour que les aliments traditionnels soient disponibles à prix raisonnable dans les magasins; améliorer les infrastructures communautaires, afin de fournir aux chasseurs des lieux pour entreposer, préparer, partager et commercialiser leurs prises; explorer des manières de faire en sorte que les chasseurs soient compensés pour leur contribution à l'alimentation de la collectivité, réorientant du même coup vers les marchés locaux des aliments qui seraient autrement exportés; faire en sorte que le partage traditionnel soit également soutenu (SSAN, 2013). Ces questions ne concernent pas que le Nunavut. Le comité a noté qu'une première étape de l'application de l'expérience groenlandaise au Canada pourrait comprendre la révision des exigences de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, qui régit l'inspection par les autorités fédérales des produits de viande. Certaines conditions concernant la transformation, le transport et la vente

des produits de poisson et de viande ont été identifiées comme des obstacles à la souveraineté et à la sécurité alimentaires dans les collectivités isolées et nordiques (SSAN, 2013), avec pour résultat que certains aliments « disponibles » ne sont pas « accessibles » aux consommateurs (voir Islam *et al.*, 2011). Au Canada, le marché d'aliments traditionnels d'Iqaluit (Projet Nunavut, 2013) et le marché fermier de Yellowknife (Francoeur, 2013) sont deux exemples d'initiatives qui permettent aux consommateurs de la collectivité d'avoir accès à des aliments récoltés localement. Des magasins d'aliments traditionnels sont également tenus par des OCT et des ACPT.

### 10.3 CONCLUSIONS

Même s'il y a de nombreuses ressemblances entre le Nord du Canada et l'ensemble de la région circumpolaire, la diversité géographique, culturelle, environnementale et économique de la région impose des programmes et des politiques correspondant aux besoins locaux et inspirés par le savoir traditionnel. Les collectivités sont une source clé de résilience et d'idées innovatrices, et doivent participer à l'élaboration des solutions qui amélioreront la sécurité alimentaire. Chacune des interventions décrites dans ce chapitre joue un rôle important dans la lutte contre l'insécurité alimentaire; cependant, il n'y a pas de solution unique des problèmes d'insécurité alimentaire dans le Nord. Il faut plutôt un éventail d'approches holistiques, y compris le soutien de systèmes alimentaires locaux et des stratégies de développement économique. La coopération intersectorielle entre collectivités, agences locales, gouvernements, entreprises et institutions est un élément important du succès de toute stratégie. L'insécurité alimentaire dans le Nord est un problème complexe qui concerne la gouvernance et la souveraineté alimentaire, la pauvreté et le développement économique, l'autodétermination et l'éducation. Plusieurs avenues de solution existent déjà dans différents domaines. Elles constituent de précieuses ressources pour des recherches actuelles et futures ainsi que l'élaboration de politiques touchant la sécurité alimentaire et les populations autochtones du Nord. La santé et le bien-être peuvent être améliorés si tous travaillent ensemble à mettre sur pied des programmes et politiques bien adaptés. Un financement adéquat et une évaluation appropriée sont des éléments clés de ces efforts.

# 11

## Conclusions

- Réponse à la question principale
- Réponses aux sous-questions
- Observations finales

## 11 Conclusions

Le comité avait pour mandat d'examiner l'état des connaissances à propos des facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada. Ce dernier chapitre fait la synthèse des réponses du comité à la question principale et aux cinq sous-questions qui définissent son mandat. Ces réponses découlent des délibérations du comité et de l'examen d'une quantité considérable de données probantes, y compris des connaissances traditionnelles. Les membres du comité ont également tenu compte de leur longue expérience de collaboration avec les populations autochtones du Nord.

### 11.1 RÉPONSE À LA QUESTION PRINCIPALE

Alors que les premières définitions du terme *sécurité alimentaire* se concentraient sur la notion d'approvisionnement en nourriture, la définition contemporaine englobe la notion de *nutrition*, ainsi que d'*accès*, de *disponibilité*, d'*utilisation* et de *stabilité*, de même que l'*acceptabilité*, la *qualité* et l'*adéquation* des aliments. Ces termes sont particulièrement importants dans le contexte des collectivités autochtones, dont la diète traditionnelle est guidée dans une grande mesure par des facteurs culturels enracinés dans leur mode de vie traditionnel. Dans ses travaux et délibérations, le comité a cherché à répondre aux questions de son mandat de la manière la plus appropriée possible, tout en tenant compte des concepts de sécurité alimentaire, de souveraineté alimentaire, de sécurité nutritionnelle et de droit à l'alimentation.

#### Question principale :

Quel est l'état des connaissances à propos des facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada, ainsi que des incidences de l'insécurité alimentaire sur la santé des populations autochtones du Nord?

Le comité a constaté l'existence de connaissances variées et pluridisciplinaires sur la sécurité alimentaire et la santé des Autochtones du Nord. Ces connaissances découlent de la compréhension du fait que les causes et les conséquences de la sécurité alimentaire sont liées à un vaste éventail de facteurs et qu'elles doivent être examinées à l'échelle individuelle, locale, régionale, nationale et internationale. D'autre part, cette base de connaissances reflète le caractère multidimensionnel des éléments qui ont des effets positifs ou négatifs sur la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada.

Les recherches du comité ont mis en lumière l'attention accordée à l'heure actuelle par de nombreux organismes gouvernementaux et non gouvernementaux aux questions de droit à l'alimentation, de souveraineté alimentaire, et de sécurité alimentaire. Elles ont également souligné l'importance accordée par les agences des Nations Unies aux chartes, politiques et cadres qui soulignent le droit de tous à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et dont la plupart sont très pertinents à la situation des populations autochtones dans le Nord du Canada.

Le vaste corpus examiné par le comité pour cette évaluation comprenait des publications savantes, des documents gouvernementaux, des données et rapports d'organisations autochtones, d'ONG et d'organismes à but non lucratif, ainsi que des documents d'organisations internationales. Même si ces recherches et ces connaissances ont aidé à répondre aux questions du mandat sur les facteurs qui façonnent la sécurité alimentaire et sur les conséquences de l'insécurité alimentaire, il y a encore bien des lacunes à combler.

Après un examen attentif et réfléchi de ces sources, le comité conclut à l'existence d'une crise de la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada. Cette crise, plus manifeste chez les populations autochtones, a des conséquences à long terme sur la santé et le bien-être de ces collectivités. Les Autochtones du Nord du Canada ont des taux d'insécurité alimentaire bien plus élevés que la population canadienne en général. Les enfants et les femmes sont davantage vulnérables à l'insécurité alimentaire.

### 11.1.1 Conséquences de l'insécurité alimentaire sur la santé

Le comité conclut que l'un des problèmes clés quant à la sécurité alimentaire dans le Nord du Canada est la poursuite, et peut-être l'accélération, de la tendance actuelle vers une consommation moindre d'aliments traditionnels et une augmentation de la consommation d'aliments commercialisés importés. La proportion de glucides et de gras transformés consommés augmente par rapport à celle des protéines. La santé et le bien-être sont affectés par cette transition nutritionnelle. Une diète d'aliments importés est associée à une augmentation des taux d'affections chroniques comme le diabète de type 2, une hygiène buccale médiocre, l'obésité et, plus récemment, à une progression des maladies cardiovasculaires.

Le comité constate également que l'état de santé et de bien-être collectif peut avoir des effets positifs ou négatifs sur la sécurité alimentaire, et qu'il peut aussi résulter de l'état de sécurité ou d'insécurité alimentaire. Les collectivités qui jouissent d'un bien-être intergénérationnel et culturel ont une meilleure sécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire est également associée à des problèmes

de santé mentale. La plus grande manifestation économique de l'insécurité alimentaire est la pauvreté. Lorsque la pauvreté coïncide avec des prix élevés des aliments, les choix des consommateurs sont limités. Les coûts logistiques élevés de l'approvisionnement en nourriture et le recours au transport aérien pour assurer un service à l'année rendent difficile toute diminution des prix des aliments et compromettent des changements technologiques significatifs. Le comité souligne le besoin d'une attention immédiate ainsi que d'une approche intégrée de recherche et d'action, étant donné les coûts humains et les effets économiques d'une nouvelle crise chronique de santé due à l'insécurité alimentaire dans le Nord du Canada.

## 11.2 RÉPONSES AUX SOUS-QUESTIONS

### Sous-question n° 1 – RÉPERCUSSIONS

- a) Quelles sont les répercussions des facteurs sociaux, environnementaux, économiques et culturels sur la sécurité alimentaire, et par conséquent sur la santé, des populations autochtones du Nord?

Le comité a élaboré un cadre conceptuel pour orienter une approche plus holistique et permettre de mieux comprendre les relations entre les composantes de la sécurité alimentaire. Les populations autochtones du Nord sont au centre de ce cadre. Les facteurs situés le plus près du centre, sur le moyeu de la roue — culture, santé, droits et ressources —, sont les plus directement liés à la sécurité et à la souveraineté alimentaires. Chacun de ces quatre facteurs interagit de plus avec les facteurs de la partie extérieure de la roue : connaissances et préférences; droits humains et gouvernance; disponibilité, accès, utilisation et logistique; nutrition et salubrité des aliments. Également situés sur la partie extérieure de la roue, les facteurs contextuels — bien-être intergénérationnel, modèles économiques, géographie, changements environnementaux, colonisation et genre — interagissent de manière indirecte avec tous les autres facteurs du modèle conceptuel.

Tous ces facteurs montrent la complexité des réponses aux questions posées. En particulier, le comité note l'importance du genre dans la sécurité alimentaire. Les femmes jouent un rôle clé dans l'atteinte de la sécurité alimentaire, mais elles ont aussi tendance à être touchées de manière disproportionnée par l'insécurité alimentaire.

Le comité conclut que la complexité des interactions entre les facteurs représentés dans le cadre conceptuel souligne le besoin d'une approche pluridisciplinaire des problèmes, de leurs impacts humains et des solutions à envisager. Le comité constate que les problèmes d'accès aux aliments et de disponibilité des aliments ne sont pas les mêmes pour les aliments traditionnels et les aliments commercialisés importés dans les collectivités nordiques. Dans le cas de ces derniers, les prix posent indéniablement un problème, et une grande proportion de la population voit son accès à ces aliments contré par des obstacles économiques. La pauvreté est donc une cause importante d'insécurité alimentaire. De plus, les programmes sociaux communautaires existants (p. ex. banques alimentaires, soupes populaires, aide sociale) ne sont pas outillés pour faire face à l'augmentation prévue des besoins découlant de l'insécurité alimentaire. Peu d'interventions actuelles ont un effet positif à long terme sur la santé et la sécurité alimentaire. L'éducation, le soutien à un meilleur accès à des aliments traditionnels, ainsi que la diminution des coûts logistiques d'approvisionnement des collectivités isolées, sont des ingrédients clés d'une amélioration à ce chapitre.

Le Nord connaît des changements qui affectent la sécurité alimentaire. D'une certaine manière, la transition nutritionnelle découle de la transition d'une économie de subsistance à une économie de marché. Au Canada, la population autochtone est plus jeune et augmente plus rapidement que la population non autochtone. Des défis importants sont liés à cette transition démographique. L'évolution de l'éducation afin de mettre en valeur le savoir culturel et traditionnel joue en outre un rôle important dans la sécurité alimentaire. Les changements environnementaux ont des effets sur la disponibilité et la récolte d'aliments traditionnels, tout en suscitant des occasions de produire d'autres variétés d'aliments.

b) Considérant les interactions entre ces facteurs, quelles sont les lacunes de nos connaissances sur les facteurs qui ont des effets positifs ou négatifs sur la sécurité alimentaire?

Malgré la quantité d'information, issue de la recherche scientifique et du savoir traditionnel, disponible au Canada sur la sécurité alimentaire, les lacunes de nos connaissances demeurent importantes. C'est notamment le cas en ce qui concerne les causes, les conséquences et les facteurs atténuants de l'insécurité alimentaire,

ainsi que l'efficacité des diverses interventions. Une synthèse de la littérature révèle de nettes lacunes, ainsi que des domaines de recherche prioritaires que l'on peut classer en sept grandes catégories thématiques :

- méthodes de recherche et de surveillance;
- santé, bien-être et transition nutritionnelle;
- déterminants sociaux de la sécurité alimentaire;
- coûts de la chaîne d'approvisionnement dans les systèmes relatifs aux aliments commercialisés;
- changements climatiques, environnement et systèmes relatifs aux aliments traditionnels;
- souveraineté alimentaire et gouvernance;
- sécurité alimentaire et application des connaissances.

Au Canada, des mesures de l'insécurité alimentaire des ménages font partie des enquêtes nationales de santé depuis le milieu des années 1990. La mise sur pied en 2006 d'un système national de suivi de la sécurité alimentaire a permis de combler certaines lacunes de nos connaissances, mais des mesures de la sécurité alimentaire doivent être incluses dans d'autres outils d'enquête pour clarifier les éléments de politiques fédérales et provinciales. Des incohérences de mesure et le recours à des indicateurs différents nuisent à des comparaisons longitudinales. Le Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages a été introduit pour la première fois dans l'ESCC en 2004, mais en raison d'importantes différences méthodologiques, les estimations qu'il donne ne sont pas directement comparables avec celles des cycles annuels de l'ESCC. Cela montre le besoin d'une méthodologie et d'indicateurs normalisés pour obtenir des données fiables et comparables.

En général, il manque des données dans les domaines suivants : surveillance intégrée de l'abondance des récoltes, santé d'espèces clés d'aliments traditionnels; genre; importance des interactions entre facteurs inclus dans le cadre conceptuel. Le comité a également eu de la difficulté à obtenir des données sur les collectivités situées dans le Nord des provinces. Il aurait en outre aimé pouvoir obtenir des données plus complètes sur les collectivités Métis et des Premières Nations touchées par l'insécurité alimentaire dans le Nord.

L'inclusion de facteurs sociaux dans les analyses de la sécurité alimentaire a permis d'améliorer nos connaissances depuis une décennie. Les collectivités nordiques continuent de vivre une transition nutritionnelle. On sait peu de chose sur les interactions entre les déterminants sociaux et cette dynamique évolutive de la sécurité alimentaire.



### Sous-question n° 2 – LACUNES DE NOS CONNAISSANCES

a) Quelles sont les lacunes actuelles de nos connaissances sur la sécurité alimentaire en tant que déterminant de la santé des populations autochtones du Nord, en particulier dans les domaines de la santé nutritionnelle et environnementale?

Les méthodes de mesure de la sécurité alimentaire employées jusqu'à ce jour sont valables, mais elles ont une capacité limitée de refléter la complexité des dimensions de la sécurité alimentaire dans le contexte autochtone et nordique du Canada. Les chercheurs n'arrivent donc pas aussi bien à comprendre les liens entre systèmes relatifs aux aliments traditionnels, santé holistique, santé de la collectivité et santé individuelle. Le comité souligne l'importance de méthodes normalisées et culturellement appropriées d'évaluation de la sécurité et de l'insécurité alimentaires, ainsi que d'indicateurs correspondants de la sécurité alimentaire.

Comme cela a été noté précédemment, les données sur la santé des Autochtones ont gagné en quantité et en qualité, mais les données de différentes enquêtes sont souvent difficiles à comparer à cause de méthodes de collecte non normalisées. Par exemple, les Autochtones qui vivent dans des réserves sont exclus des enquêtes de Statistique Canada, et la couverture des Autochtones vivant à l'extérieur des réserves est limitée. Cela nuit à une analyse détaillée. Il y a peu de données comparables portant sur différentes collectivités autochtones à propos d'une même question, et les comparaisons entre collectivités et entre régions sont également difficiles. De plus, des recherches sont nécessaires tant à l'échelle nationale que locale, en raison de la diversité des populations autochtones dans le Nord.

Les lacunes des données influent également sur la mesure des diverses conséquences, et sur la capacité des chercheurs, des collectivités et des décideurs de surveiller la sécurité alimentaire et les indicateurs de santé ainsi que d'en rendre compte. Pour élaborer des politiques publiques fondées sur des données probantes, il est important de disposer d'un tableau cohérent de la situation selon les régions, les groupes d'âge et les collectivités. On peut donner comme exemple les variations concernant les maladies chroniques et leurs facteurs de risque dans les populations du Nord du Canada.

La plus grande partie de la littérature sur la santé des Autochtones est surtout de nature épidémiologique. Les déterminants sociaux de la santé des Autochtones et les contextes dans lesquels ils influent sur le bien-être y occupent une place limitée. Il y a aussi un hiatus entre, d'une part, les problèmes de santé émergents et, d'autre part, les programmes et pratiques actuels visant à améliorer la santé des populations autochtones de l'Arctique.

En plus d'obtenir des données qui soient comparables en quantité et en qualité à celles qui sont disponibles pour la majorité de la population canadienne, il faut adapter les outils et les normes de collecte de données aux réalités diverses des peuples autochtones au Canada. La littérature cite le besoin de faire des recherches sur des outils de mesure culturellement pertinents en matière de santé.

De nouvelles recherches conceptuelles et analytiques pourraient définir et mieux cerner la notion de vulnérabilité et la santé communautaire, et nous montrer comment mieux mesurer et utiliser ces concepts pour prendre des décisions concernant la gestion des risques et la santé de la collectivité. Le comité convient qu'il est important d'inclure les connaissances locales et les institutions informelles (p. ex. réseaux d'échanges culturels) pour que les chercheurs et les décideurs comprennent bien ces concepts dans le contexte des collectivités autochtones.

De nouvelles occasions de s'intéresser à la sécurité alimentaire, dont l'Initiative sur le diabète chez les Autochtones et le programme Nutrition Nord Canada, ouvrent des possibilités de recherche et d'évaluation. Des recherches futures pourraient aussi porter sur les changements précis de politiques nécessaires pour atteindre la sécurité alimentaire, les conditions nécessaires pour que ces changements puissent se produire, ainsi que sur la combinaison et l'ordre des interventions produisant le plus d'effets. Il y a aussi besoin de déterminer comment suivre le mieux possible les questions de sécurité alimentaire propres aux Autochtones (p. ex. aliments traditionnels, partage d'aliments), tout en tenant compte des variables sociales comme la culture, l'emplacement géographique, le sexe et l'âge.

Étant donné la diversité des populations autochtones, les recherches visant à combler les lacunes de nos connaissances devraient se faire tant à l'échelle nationale que sur le plan local, afin de refléter les réalités des diverses collectivités. Même si des recherches comparables dans d'autres pays sont utiles, le contexte local joue un rôle important dans les défis et les occasions qui se présentent. Il est impératif de faire des recherches canadiennes pour jeter les bases empiriques d'interventions efficaces dans le Nord du Canada.

### 11.2.1 Nutrition et choix alimentaires

Les choix alimentaires, entre autres, sont liés aux réalités socio-culturelles, environnementales, géographiques et politiques changeantes d'un lieu. Par contre, on sait peu de chose sur les raisons pour lesquelles certains facteurs sociaux, au-delà de ce qui est rapporté par les répondants aux enquêtes, influent sur les choix alimentaires individuels et sur la manière dont ces facteurs interviennent. Comme cela est souligné au chapitre 7, même si une éducation inadéquate en matière d'alimentation peut nuire à l'acquisition d'aliments sains, les interventions qui sont uniquement éducatives passent à côté d'autres facteurs importants, notamment ceux liés à l'environnement, aux expériences de vie, aux croyances et aux habitudes. La plupart des études sur les apports alimentaires dans les collectivités autochtones ne portent pas en soi sur les déterminants de ces apports, même si beaucoup d'entre elles décrivent les différences d'apports alimentaires selon le sexe, les groupes d'âge, les saisons, parfois les collectivités, et peuvent aussi décrire les facteurs qui pourraient influencer sur la consommation d'aliments (par exemple : le statut d'emploi; le niveau d'éducation; le nombre de personnes du ménage; la présence d'une personne faisant de la chasse, de la pêche ou du piégeage; la profession; la principale source de revenu). Pour ces raisons, bien des lacunes de nos connaissances concernent les déterminants d'une alimentation saine chez les populations autochtones. D'autres études portant sur ces questions pourraient contribuer à éclairer des programmes d'éducation et de subventions, tout en mettant en évidence les interactions complexes qui sous-tendent l'accès aux aliments et les choix alimentaires.

### 11.2.2 Santé environnementale

Les modifications environnementales qui surviennent dans l'Arctique à cause des changements climatiques comprennent des aspects météorologiques (précipitations, couverture neigeuse, brouillard) et la perte de glace de mer, qui semblent contribuer à des changements dans les mouvements migratoires et la santé des espèces sauvages, ainsi qu'à l'introduction d'espèces nouvelles et envahissantes. Cela a des effets sur la disponibilité, la qualité et l'accessibilité des espèces qui procurent une alimentation traditionnelle de subsistance. Ces conséquences, qui peuvent être positives comme négatives, méritent des recherches et des études supplémentaires qui permettraient d'en connaître les répercussions immédiates et à long terme sur la santé humaine physique et mentale. De plus, nous manquons de données comparables sur l'insécurité alimentaire et nutritionnelle saisonnière, notamment en ce qui concerne l'évolution, en raison des changements climatiques, de la disponibilité des espèces animales et végétales utilisées dans l'alimentation. Le comité souligne

l'importance d'une surveillance soutenue et systématique, dans le temps et l'espace, pour évaluer effectivement la santé des espèces qui procurent une alimentation de subsistance.

La mise au point d'évaluations quantitatives des risques et des avantages comparant, d'une part, les apports quotidiens tolérables de contaminants contenus dans les aliments traditionnels et, d'autre part, les bienfaits nutritionnels de ces aliments, permettrait aux chercheurs de disposer de nouvelles données importantes. Dans le même ordre d'idées, le comité souligne l'importance d'une surveillance continue du transport de contaminants existants, nouveaux et émergents dans le système alimentaire du Nord, de l'exposition à ces contaminants, ainsi que des effets potentiels des changements climatiques. Même s'il est coûteux de mesurer les effets sur la santé d'une exposition chronique à long terme à des contaminants (p. ex. les POP et le mercure) contenus dans les aliments traditionnels, il est en même temps vital de poursuivre les études de cohorte actuelles qui fournissent des données sur les effets cognitifs de taux élevés de mercure et les dommages immunologiques potentiels dus aux contaminants. La recherche de liens, au moyen d'études épidémiologiques, entre l'exposition à des contaminants et les effets sur la santé, est un processus complexe mais nécessaire, afin de mieux protéger la population en donnant des conseils alimentaires fondés sur des données probantes.

Il y a des lacunes dans la surveillance de la biodiversité à l'échelle mondiale et au Canada, ce qui limite la capacité des chercheurs de prédire des tendances futures. Dans le cas de la plupart des espèces du haut Arctique, des données d'évolution ne sont disponibles que pour quelques populations choisies, et les estimations de population sont souvent entachées de marges d'erreur considérables. De plus, la surveillance des populations se fait souvent à partir de données sur des espèces associées les unes aux autres (p. ex. proies, prédateurs et compétiteurs), sur les habitats et sur d'autres facteurs environnementaux.

Malgré des connaissances de plus en plus étendues sur les zoonoses dans l'Arctique canadien, une surveillance accrue des zoonoses et des maladies d'espèces sauvages (particulièrement les maladies virales et bactériennes) est nécessaire pour produire des données de base. De telles données permettraient aux chercheurs de distinguer les maladies émergentes et récurrentes, de compléter des évaluations sur la salubrité des aliments et de mettre au point des mesures de prévention culturellement adaptées. Alors que des recherches sur les contaminants, la nutrition et les aliments traditionnels ont donné lieu à des recommandations en matière de santé fondées sur des données probantes pour les populations inuites, il y a peu d'information équivalente sur les zoonoses

dans le Nord canadien, de même que sur les maladies des espèces sauvages au Canada. À défaut de combler les lacunes de nos connaissances à ce sujet, certaines zoonoses pourraient connaître une progression.

La plupart des recherches ont tendance à privilégier les effets des changements environnementaux sur les êtres humains, les plantes et les animaux, ou sur le milieu physique, mais négligent les interactions collectives qui façonnent les systèmes socio-écologiques. Par exemple, des chercheurs ont mis en évidence des lacunes de nos connaissances et proposé des méthodes possibles pour clarifier les relations entre changements environnementaux, sécurité alimentaire, vulnérabilité et capacité d'adaptation des collectivités autochtones nordiques. Pour combler ces lacunes, ArcticNet a mis au point quatre études intégrées d'impacts régionaux, dont chacune porte sur l'une des principales régions politiques, physiographiques ou océanographiques de la côte arctique du Canada.

### 11.2.3 Changements environnementaux

Davantage de recherches systématiques sont nécessaires, y compris des évaluations centrées sur les collectivités, à propos des répercussions des changements climatiques sur la sécurité alimentaire dans le Nord et ailleurs au Canada. Nous avons besoin d'approches innovatrices des évaluations portant sur la santé, la sécurité alimentaire et le climat, qui tiennent compte du rôle de la diversité socio-culturelle des collectivités de l'Arctique. Cela exige des données qualitatives et quantitatives, de même que la collecte à long terme de données sur des issues de santé normalisées, à des échelles temporelles et spatiales comparables. Ces données devront inclure des observations et connaissances locales, à recueillir par des moyens fiables et normalisés, y compris des approches intégrées et interdisciplinaires.

Il y a d'autre part besoin de mieux comprendre les interrelations entre les paliers local, régional et national de gouvernance qui appuient et facilitent les actions en matière de changements climatiques, de sécurité alimentaire et de santé. Cela laisse entendre qu'il faut des données à plusieurs paliers et des recherches qui établissent des liens entre ces paliers. Par exemple, la collecte de données météorologiques fines, nécessaires dans de nombreuses régions nordiques, doit prévoir l'établissement de liens avec les données actuelles et futures sur la santé, pour que l'on puisse montrer les relations entre changements climatiques et santé.

Seules des données normalisées de grande qualité et comparables permettent d'établir des liens entre les modèles de changements environnementaux et d'impacts dans les régions nordiques et les scénarios d'évolution planétaire. D'autre part, davantage de recherches sont nécessaires pour obtenir des

statistiques comparables sur des issues de santé importantes liées aux changements climatiques. La capacité d'évaluer la vulnérabilité des êtres humains aux changements climatiques est grandement affaiblie par l'insuffisance et l'incohérence des données recueillies à l'échelle régionale et locale.

Des analyses géographiques intégrées de la propagation de maladies en fonction de variables climatiques exigent des données historiques (climatiques, médicales, sociales et économiques) obtenues à des endroits appropriés, où les systèmes climatiques sont semblables à ceux prévus dans les régions nordiques du Canada. De telles analyses utiliseraient de manière efficace l'information disponible et nous permettraient de mieux comprendre ces questions et leur nature intégrée. Il y a besoin d'élaborer et d'améliorer des scénarios régionaux dans le cas des secteurs, tels que l'Arctique de l'Ouest, où les effets climatiques prévus sont importants.

D'autres études sont également nécessaires : évaluations régionales des risques, afin de connaître l'importance relative de certains phénomènes climatiques pour les populations humaines; études d'impact et d'adaptation portant sur la population non autochtone du Nord; études locales de vulnérabilité en matière de santé, y compris l'importance relative de facteurs socio-économiques clés dans l'adoption ou l'adaptation de mesures de protection de la santé; documentation et évaluation d'adaptation individuelles et collectives aux changements climatiques et environnementaux; amélioration des scénarios et modèles climatiques à une échelle régionale destinés à des évaluations des répercussions sur la santé; études climatiques intégrant l'aspect humain et biophysique, de même que les systèmes naturels à l'échelle locale et régionale.

b) Quelles sont ces lacunes en ce qui concerne les aliments achetés dans des magasins et les aliments prélevés dans la nature?

En ce qui concerne les aliments traditionnels, les études de récolte au Canada commencent à dater, et leur portée — espèces, régions et durée — est limitée. À cause du manque de données longitudinales, les besoins minimaux sont le plus souvent établis à partir d'« instantanés » de récolte qui peuvent ne pas refléter la complexité et la variabilité de l'utilisation des ressources par les Autochtones. La relation entre les efforts de chasse et les quantités récoltées est en grande partie inconnue, et très peu de recherches ont été effectuées pour savoir quelle proportion des aliments récoltés est effectivement consommée par les gens. De plus, les études de récolte ont souvent négligé de pleinement tenir compte des facteurs structurels, négatifs et positifs, qui influent sur la récolte. Des questions clés

demeurent sans réponse, à cause de la pénurie générale d'études représentatives et de la qualité variable des méthodes employées. Ces réponses sont pourtant essentielles pour éclairer des politiques plus efficaces pour l'avenir.

De nombreuses questions se posent sur l'accès en quantité suffisante à des aliments commercialisés acceptables. Le comité a trouvé peu d'information dans les sources publiées sur : les types et quantités d'aliments importés vendus; l'effet des prix sur le choix d'aliments nutritifs plutôt que d'aliments riches en glucides, en sucres raffinés et en gras; la commercialisation de ces aliments dans le Nord; les marges de profit des détaillants d'aliments du Nord avant et après la mise en place du programme Nutrition Nord Canada. Il y a peu de publications examinées par des pairs à propos des effets de la pauvreté sur le choix d'aliments importés dans les collectivités autochtones nordiques, mais le comité souligne l'existence d'une littérature qui fait état de liens entre la situation économique et les choix alimentaires.

Il manque de l'information sur la manière dont l'insécurité alimentaire modifie le choix des aliments, étant donné les traditions d'obligation, de partage et de réciprocité inhérentes à bien des cultures autochtones. Le besoin d'éducation sur la préparation saine d'aliments commercialisés constitue également une lacune au sein des collectivités.

Il manque également de l'information sur certains défis logistiques du transport et de l'entreposage des aliments commercialisés dans le Nord du Canada. Par exemple, il faudrait mieux comprendre les conséquences et les coûts de la mise sur pied d'infrastructures publiques permanentes ou semi-permanentes (telles que des routes) et d'entrepôts (de gros et de détail). On ne sait pas toujours bien comment cela se traduit dans les prix des aliments, et les options envisagées ne sont pas toujours pratiques, abordables ou disponibles à l'heure actuelle (comme l'expédition potentiellement moins coûteuse et plus efficace grâce à des innovations dans la technologie des dirigeables). Des recherches supplémentaires dans ce domaine sont nécessaires. Le comité fait remarquer qu'une connaissance des coûts d'infrastructure liés à la fourniture d'aliments commercialisés dans les collectivités nordiques pourrait donner lieu à des systèmes de livraison plus efficaces.

La transition nutritionnelle liée au remplacement d'aliments traditionnels par des aliments commercialisés met en lumière l'évolution rapide de l'accès aux aliments et la complexité d'un modèle économique mixte. Comme cette transition est en cours, et variable selon les collectivités et les régions, on sait encore peu de chose sur ses conséquences pour les collectivités, les familles et les individus, ou sur les facteurs sociaux, économiques et environnementaux connexes qui

auront des effets sur l'insécurité alimentaire dans le Nord. Le comité reconnaît que les recherches sur cette question ont progressé, mais d'autres recherches sont nécessaires pour connaître les conséquences de la transition nutritionnelle sur la santé, y compris les liens entre l'évolution de la diète et la progression des maladies chroniques. Le comité est réticent à établir une relation directe de cause à effet entre la transition nutritionnelle et la santé dans certains cas (p. ex. celui de maladies chroniques comme la tuberculose, dont le nombre de cas est en augmentation). Par contre, le diabète et l'obésité sont plus nettement liés à la consommation d'aliments ayant une faible valeur nutritive. Les taux traditionnellement plus bas de maladies cardiaques et vasculaires chez les populations autochtones du Nord, dus en partie à l'effet protecteur des acides gras oméga-3 provenant du gras de mammifères marins ainsi que d'un mode de vie plus actif, sont également en train de changer. Il y a besoin d'étudier davantage les effets à long terme de divers changements, dont la transition nutritionnelle, sur la santé, afin de déterminer les interventions qui en valent la peine.

c) Que sait-on sur la relation entre les aliments traditionnels et la sécurité alimentaire, entre autres sur l'utilisation et l'importance des aliments traditionnels, les pratiques de récolte et les ressources qui les appuient, les systèmes de partage de nourriture, les systèmes de commercialisation, ainsi que leur contribution à la sécurité alimentaire chez les populations autochtones du Nord?

Le comité a constaté que dans les collectivités autochtones nordiques, l'alimentation établit des liens entre les gens, le territoire et la vie en général. Les aliments traditionnels constituent un atout, qui fait partie intégrante du bien-être social et culturel ainsi que de la vie économique des individus et des collectivités. La récolte, la transformation et la consommation d'aliments traditionnels procurent des bienfaits qui vont au-delà de la nutrition. Pour les Autochtones, elles sont intimement liées à une éthique collective de respect et d'identité. Même si la récolte et la consommation d'aliments traditionnels sont généralement en déclin, ces aliments procurent néanmoins une fraction importante de l'apport diététique en vitamines, minéraux et protéines. Il ne faut donc pas sous-estimer l'importance des aliments traditionnels pour la santé nutritionnelle des Autochtones.

Le comité a constaté que les prises résultant de la pêche et de la chasse diminuent dans la plupart des régions nordiques. Dans certaines collectivités, des chasseurs professionnels fournissent des aliments traditionnels pour la consommation personnelle des ménages, des congélateurs communautaires,



le partage traditionnel et la vente commerciale. Quelques « super récolteurs » fournissent 70 % de tous les aliments traditionnels, alors que les autres se partagent les 30 % restants.

Des atouts communautaires, tels que les connaissances et le savoir-faire traditionnels, contribuent à la sécurité alimentaire, au bien-être et à la santé des collectivités et des individus. Depuis des générations, les pratiques liées aux aliments traditionnels, par exemple les réseaux de partage d'aliments, favorisent le bien-être collectif, la sécurité alimentaire et la santé. Les réseaux de partage d'aliments demeurent solides, même si les pratiques changent. Ils sont cependant affectés par : les normes culturelles et sociales; l'économie mixte du Nord; la transition vers des aliments commercialisés; les coûts croissants de la récolte d'aliments traditionnels; les pressions liées aux changements climatiques, aux contaminants, ainsi qu'à la disponibilité et à la santé de la faune et de la flore.

Le comité a pris note des efforts visant à rendre les aliments traditionnels disponibles et abordables dans des magasins locaux, grâce à des initiatives de subvention et de commercialisation. Dans certains cas, les modalités liées à la salubrité et à l'inspection des aliments sont aménagées pour faciliter ce processus sans compromettre la santé et la sécurité. Le comité se demande quels effets cela pourrait avoir sur le partage d'aliments et d'autres pratiques visant à assurer un meilleur accès de la collectivité aux aliments traditionnels.

Nos connaissances doivent également être améliorées en ce qui concerne la marchandisation des aliments traditionnels, notamment la manière dont ces aliments peuvent être offerts dans des magasins locaux à des prix abordables. Il y a peu de littérature sur la commercialisation des aliments traditionnels, et beaucoup de recherches pourraient être menées dans ce domaine (p. ex. sur les possibilités de vendre le produit de récoltes locales à des programmes et installations communautaires). Ces recherches pourraient mettre l'accent sur les comparaisons de coûts entre les aliments traditionnels et les aliments commercialisés dans diverses régions du pays, en tenant compte de la densité nutritionnelle des aliments. Voici d'autres avenues possibles de recherche :

- connaître les limites des sources d'aliments traditionnels;
- étudier les possibilités d'expansion des programmes d'aide aux chasseurs;
- déterminer jusqu'à quel point la capacité de vendre des aliments traditionnels pourrait permettre à ceux qui récoltent de conserver les moyens d'existence de leur choix;
- examiner si la présence d'un magasin d'aliments traditionnels dans une collectivité améliore l'état nutritionnel et la santé de ses habitants;
- déterminer les avantages des magasins d'aliments traditionnels sur les plans de l'emploi et des revenus;

- calculer combien les collectivités pourraient économiser en augmentant l'approvisionnement en aliments locaux et en diminuant leur dépendance à l'égard des aliments importés.

Enfin, même si le partage d'aliments peut en théorie diminuer l'insécurité alimentaire, les recherches ne montrent pas clairement jusqu'à quel point c'est effectivement le cas, ni quelles conditions sont favorables ou défavorables aux pratiques de partage d'aliments (p. ex. contexte rural ou urbain, pratiques propres aux Premières Nations et aux Métis).

Étant donné les limites qu'il a constatées quant à l'information disponible et aux recherches effectuées, le comité se dit d'accord avec la littérature qui appelle à une compréhension plus nuancée des réalités propres aux populations autochtones du Nord. Cette même littérature suggère en outre que les recherches devraient être définies par les collectivités qui en font l'objet. Le comité convient que le développement des capacités locales de recherche permet non seulement aux collectivités de mieux connaître et comprendre les questions qui les concernent, mais aussi de s'engager dans la recherche de solutions locales à des problèmes qu'ils connaissent bien. D'autre part, on ignore souvent comment les données recueillies sont utilisées. La participation des collectivités locales aux discussions sur l'utilisation des données est souvent laissée de côté dans les premières étapes de la conception des recherches et de la collecte des données. L'acquisition de capacités locales et régionales de collecte et d'exploitation des données permet aux collectivités et aux administrations régionales de prendre des décisions et d'élaborer des politiques. Seules des évaluations pluridisciplinaires, qui tiennent compte des données démographiques, socio-économiques, environnementales, ainsi que des données sur la santé, permettent de bien comprendre les effets que subissent les collectivités autochtones nordiques, de même que leurs points faibles et leurs atouts.

Le comité insiste également sur l'importance d'une prise en main locale du processus de recherche et suggère d'accorder plus d'attention aux capacités locales de recherche. On remarque que le développement de capacités locales de recherche et une attention accrue accordée aux initiatives de recherche issues de la collectivité ont des effets positifs qui vont au-delà de la quantité et de la qualité des données. L'investissement dans les capacités locales va dans le sens du droit socio-politique plus large à l'autodétermination de nombreuses collectivités autochtones nordiques.

d) Quels moyens sont efficaces pour promouvoir la consommation d'aliments traditionnels, en particulier chez les jeunes, en tenant compte de l'éducation à la nutrition, du développement des compétences et des approches de transmission des connaissances (p. ex. communication intergénérationnelle, utilisation de technologies)?

Le comité constate que plusieurs initiatives prometteuses n'ont pas encore été évaluées ou sont en cours d'évaluation. Par exemple, les programmes d'aide aux chasseurs (PAC) et aux activités de récolte visent à ce que les membres vulnérables d'une collectivité aient accès à des aliments traditionnels par le partage d'aliments ou des congélateurs communautaires. Il a été établi que la commercialisation d'aliments traditionnels au Groenland joue un rôle important dans la forte consommation de ces aliments par la population (autochtone et non autochtone). De plus, le comité note que les initiatives qui augmentent l'accessibilité aux outils de récolte (p. ex. armes, munitions, motoneiges) et la sécurité des activités de récolte (p. ex. surveillance des glaces, prévisions météorologiques, GPS) favorisent l'accès aux aliments traditionnels et leur consommation. Les initiatives de production locale d'aliments dans des serres procurent aussi des aliments nutritifs, bien qu'en quantité limitée, aux collectivités nordiques du Canada.

Conformément à ses constatations sur la collaboration et la participation des collectivités aux initiatives de promotion de la consommation d'aliments traditionnels, le comité estime que les mesures locales de gouvernance, par exemple les quotas et les ententes de cogestion, qui permettent de surveiller et de gérer la santé des animaux, jouent un rôle important dans la récolte de subsistance et la conservation. La surveillance communautaire des populations et de la santé des espèces qui fournissent des moyens de subsistance est une composante importante de la prise de décisions fondées sur les connaissances.

Malgré l'existence de nombreuses mesures visant à accroître la consommation d'aliments locaux et traditionnels chez les jeunes — expériences de vie dans la nature, transfert intergénérationnel de connaissances, formation à la préparation d'aliments traditionnels —, on connaît mal les raisons des perceptions changeantes des jeunes à l'égard des aliments traditionnels. Étant donné les liens entre savoir traditionnel, savoir-faire dans la nature et sécurité alimentaire, le comité souligne l'importance de promouvoir des pratiques qui encouragent la transmission des connaissances d'une génération à l'autre, pratiques particulièrement pertinentes en ce qui concerne la consommation d'aliments traditionnels chez les jeunes. On peut aussi mentionner : des programmes scolaires intégrés et culturellement pertinents, qui correspondent

aux valeurs et aux réalités des Autochtones du Nord; des programmes de culture et de récolte d'aliments locaux; des initiatives qui responsabilisent les jeunes et leur procurent les connaissances et le savoir-faire voulus en matière de salubrité des aliments et de sécurité alimentaire.

### Sous-question n° 3 – PRATIQUES PROMETTEUSES

a) Que sait-on à propos des données qui éclairent les stratégies de diminution de l'insécurité alimentaire chez les populations autochtones du Nord?

Il y a beaucoup à échanger et à apprendre à partir d'interventions importantes pour la sécurité alimentaire dans le Nord. Même s'il y a de nombreux modèles et programmes de promotion de la sécurité alimentaire, ainsi que de multiples possibilités d'innovation dans des initiatives à venir, davantage de recherches et d'évaluations sont nécessaires pour réagir de manière appropriée à l'insécurité alimentaire dans le Nord du Canada.

Au Nunavut, des recherches récentes tentent de s'attaquer à cette question. La Coalition sur la sécurité alimentaire du Nunavut a montré qu'un financement stable et des ressources humaines exclusives sont également importants afin d'appuyer des initiatives conçues pour diminuer l'insécurité alimentaire. Les programmes visant à rendre les aliments sains plus abordables et disponibles, les programmes de santé et d'éducation, le bien-être collectif et le transfert intergénérationnel de connaissances, les programmes de soutien aux activités de récolte et de gestion durable de la faune et de la flore, les stratégies de réduction de la pauvreté et de développement économique, ainsi que les innovations en matière d'infrastructures, de transports et de production locale d'aliments, sont tous des composantes importantes d'une stratégie couronnée de succès en matière de sécurité alimentaire. L'engagement et la responsabilisation des collectivités ont également leur importance. Le comité souligne que les collectivités apprennent beaucoup, même si cela n'est pas suffisamment mis en valeur, lorsque l'on s'efforce d'impliquer des acteurs locaux dans leurs propres analyses et perceptions de la sécurité alimentaire. Le comité est d'avis que des actions de défense et de promotion sont essentielles pour assurer l'accès des collectivités aux aliments. La formation récente du groupe Facebook *Feeding My Family* (Nourrir ma famille), l'activisme qui en est résulté au sein des collectivités partout au Nunavut contre le prix élevé des aliments, et les tentatives de solutions communautaires pour s'attaquer à ces prix élevés et à leurs conséquences sur la vie des gens, sont des exemples contemporains d'engagement communautaire actif dans le Nord du Canada.

Le dialogue suscité par ce mouvement et d'autres mouvements sociaux issus de la collectivité, comme *Idle No More* (Jamais plus l'inaction), peut sensibiliser la population et créer une communauté plus active et engagée. Pourrait-il en résulter des changements durables permettant d'atteindre la sécurité et la souveraineté alimentaires?

Le comité constate que les collectivités sont une source clé de résilience et d'idées innovatrices, et doivent participer à l'élaboration des solutions qui mèneront à la sécurité alimentaire. Des interventions efficaces sont pilotées par les collectivités elles-mêmes. Les évaluations de la situation alimentaire des collectivités sont un exemple d'outils qui permettent aux populations de mettre le doigt sur les défis et les possibilités en matière de sécurité alimentaire et de santé.

Même si l'on connaît bien les taux élevés d'insécurité alimentaire dans le Nord du Canada, on en sait beaucoup moins sur les initiatives informelles visant à améliorer la sécurité alimentaire. Comme cela est décrit au chapitre 10, beaucoup de ces initiatives naissent dans les collectivités, parfois de manière informelle au sein des familles, et l'on ne dispose pas encore d'un portrait complet des stratégies mises en œuvre, de ce qui fonctionne et pourquoi. Les collectivités autochtones du Canada font preuve de beaucoup de résilience, de créativité et d'initiative pour s'attaquer à des problèmes pressants de santé et sur le plan social, mais on ne connaît pas bien tous ces atouts.

Nos connaissances présentent aussi des lacunes en ce qui concerne l'intégration d'initiatives de sécurité alimentaire dans des programmes ayant d'autres objectifs sociaux. Par exemple, l'incorporation d'activités d'alphabétisation dans la formation sur les lieux de travail semble porter fruit chez les apprenants adultes, en particulier dans un contexte nordique. Pourrait-on inclure dans d'autres programmes en matière de santé mentale, d'éducation ou de culture l'acquisition de compétences favorisant la sécurité alimentaire, comme des pratiques de récolte, l'initiation à la gestion des finances ou des choix alimentaires sains? Plusieurs auteurs recommandent d'intégrer dans des initiatives existantes des éléments liés à la sécurité alimentaire. Partout dans le Nord, de nombreux programmes populaires dispensés dans la nature exploitent les activités de récolte pour mettre de l'avant d'autres objectifs comme la revitalisation culturelle, la réhabilitation collective, de même que le bien-être individuel et collectif. Il reste à étudier en profondeur le rôle de ces programmes holistiques dans la sécurité alimentaire. Des analyses quantitatives et qualitatives rigoureuses de la sécurité alimentaire en tant que résultat d'autres initiatives sociales pourraient fournir de précieux indices pour l'élaboration de recherches, politiques et programmes futurs.

Diverses structures institutionnelles, dont les régimes de gouvernance, façonnent la vie des peuples autochtones du Nord d'une manière qui a des répercussions sur leur autonomie et leur capacité de créer les conditions d'une meilleure santé. L'accès à leur territoire ancestral, à des sources d'aliments traditionnels et aux systèmes relatifs à ces aliments fait partie de ces conditions. Un certain nombre de programmes et de politiques, à divers paliers de gouvernement, fournissent un cadre assurant la sécurité alimentaire d'une population. Pourtant, peu de publications examinées par des pairs évaluent l'efficacité des programmes de sécurité alimentaire dans le Nord du Canada en fonction de critères convenus. Le comité a relevé un exemple d'analyse systématique des programmes actuels de sécurité alimentaire au Nunavut. Cependant, il y a relativement peu de méthodes normalisées et comparables.

Le comité fait remarquer que d'autres recherches pourraient indiquer comment des structures de gouvernance seraient en mesure de mieux appuyer l'atteinte de la souveraineté alimentaire par les populations autochtones du Nord. Davantage de recherches sont nécessaires pour déterminer le processus de prise de décisions et les modèles de gouvernance les mieux à même d'intégrer les questions de souveraineté alimentaire et de santé.

b) Que peut-on apprendre des stratégies mises en œuvre dans d'autres contrées circumpolaires telles que le Groenland?

Des initiatives prises à l'étranger peuvent aussi être instructives pour le Canada, mais il est essentiel de tenir compte des facteurs propres à un contexte donné. Le comité souligne certaines pratiques intéressantes, couronnées de succès et instructives visant à diminuer l'insécurité alimentaire dans des régions circumpolaires à l'étranger : pratiques de commercialisation au Groenland, qui font intervenir la participation de chasseurs et de pêcheurs; subventions spéciales à des organismes qui ont pour objectif de soutenir les modes de vie traditionnels; mise sur pied de programmes de repas à l'école, intégrés aux programmes éducatifs; élevage de hardes traditionnelles; renforcement des capacités à l'échelle locale.

Le comité reconnaît que de telles pratiques ne sont pas toutes adaptables à la situation qui prévaut dans le Nord du Canada, mais il note que les plus réussies et les plus durables d'entre elles supposent une collaboration et un partenariat étroits entre les collectivités locales, les chercheurs, les gouvernements et les entreprises locales.

#### Sous-question n° 4 – SAVOIR TRADITIONNELLE

Quelle est la contribution des réseaux de savoir traditionnel des collectivités autochtones du Nord aux recherches sur la sécurité alimentaire?

Même si la recherche scientifique occidentale sur la sécurité alimentaire et la santé des Autochtones du Nord prolifère depuis le milieu des années 1990, le comité fait remarquer que le savoir traditionnel et des recherches communautaires sur ces sujets existent depuis toujours et pourraient permettre de mieux comprendre et mettre en contexte les problèmes actuels de sécurité alimentaire dans le Nord du Canada.

Le savoir traditionnel fait partie du mode de vie, et la transmission des connaissances d'une génération à l'autre est cruciale pour comprendre la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire, ainsi que les facteurs qui influent sur les deux, comme la pérennité de l'environnement, la santé et le bien-être. Le comité a remarqué la richesse du savoir traditionnel dans les domaines suivants : effets des changements climatiques; modifications de la biodiversité; pratiques de récolte; santé et comportement de la faune et de la flore; gestion environnementale et gestion des ressources; pratiques importantes, par exemple en matière de salubrité de préparation et de partage des aliments.

Plusieurs centres de connaissances, réseaux, programmes, centres de recherches communautaires, centres de recherches nordiques et organismes de sécurité alimentaire autochtones plaident activement en faveur de l'intégration du savoir traditionnel et de la science occidentale dans les recherches sur la sécurité alimentaire dans le Nord. Ces organismes constituent d'importantes ressources pour les recherches et l'élaboration de politiques, présentes et futures, liées à la sécurité alimentaire et aux peuples autochtones du Nord. Ils constituent également des modèles dont peuvent s'inspirer d'autres organisations.

#### Sous-question n° 5 – APPROCHES ADOPTÉES À L'ÉTRANGER

Quelles sont les approches adoptées à l'étranger pour développer des données scientifiques et des systèmes de connaissances destinés à soutenir les interventions visant à diminuer l'insécurité alimentaire chez les populations autochtones du Nord?

Un nombre croissant de centres de recherche et programmes universitaires s'intéressent à la sécurité alimentaire des populations autochtones du Nord. Le comité a constaté des points communs entre les questions étudiées à l'échelle mondiale et les approches visant à contrer l'insécurité alimentaire. Par exemple, il y a des liens entre des maladies chroniques, par exemple l'obésité et le diabète, et les carences nutritives résultant de la transition nutritionnelle, qui touche des collectivités entières dans le Nord. Il y a dans le monde de plus en plus d'efforts visant à multiplier les données scientifiques et les connaissances nécessaires pour appuyer des interventions visant à contrer ces effets. Des chercheurs canadiens participent à ces efforts et en tirent des leçons. Parmi les organisations qui participent à de telles recherches, mentionnons le Conseil de l'Arctique, le Conseil circumpolaire inuit et le Saami Council.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies constitue un forum intergouvernemental utile pour examiner les politiques en matière de sécurité alimentaire et surveiller l'efficacité des actions visant à combattre la faim et l'insécurité alimentaire. D'autres initiatives internationales relevées par le comité comprennent des réseaux de recherche qui recouvrent plusieurs États circumpolaires, ainsi que des partenariats entre chercheurs universitaires, agences et ministères gouvernementaux, organisations autochtones, collectivités nordiques et entreprises. Cela correspond au genre de recherches et de solutions multisectorielles nécessaires pour résoudre les problèmes d'insécurité alimentaire dans le Nord.

### 11.3 OBSERVATIONS FINALES

Les questions jumelles de la pauvreté et de la dépossession environnementale sous-tendent les iniquités qui entraînent l'insécurité alimentaire des populations autochtones dans le Nord du Canada. L'amélioration de la sécurité alimentaire exige des actions culturellement appropriées, locales et pilotées par la collectivité, qui répondent à ses besoins, ainsi qu'un processus décisionnel faisant appel à la collaboration pour créer des politiques et des programmes qui soient efficaces.

Il faut aborder l'insécurité alimentaire à l'aide d'un continuum de programmes et de politiques allant de mesures d'atténuation à court terme à des initiatives à long terme et à grande échelle qui mettent l'accent sur les causes profondes. Les stratégies à court terme peuvent comprendre des banques alimentaires, des soupes populaires, et des programmes de repas dans les écoles et les garderies. Les efforts d'éducation ou les programmes d'aide à la chasse peuvent faire partie des solutions à moyen terme. Les solutions à long terme consistent en des efforts durables visant la réduction de la pauvreté et le développement des collectivités nordiques, tout en exploitant les atouts et les capacités de ces collectivités, sans oublier de réagir de manière holistique aux facteurs qui contribuent aux iniquités



sous-jacentes à l'insécurité alimentaire. Le comité souligne l'importance de distinguer les programmes et politiques qui, à une extrémité du spectre visent à diminuer à court terme l'insécurité alimentaire et, à l'autre extrémité du spectre, les options qui constituent des solutions durables à long terme.

Beaucoup de recherches ont été effectuées sur la sécurité alimentaire et la santé des Autochtones du Nord. Les recherches antérieures sur la nutrition et l'insécurité alimentaire des collectivités autochtones, notamment celles qui vivent dans le Nord, n'ont pas toujours respecté les *Principes d'éthique pour la conduite de la recherche dans le Nord* ou les *Lignes directrices internationales d'éthique pour la recherche biomédicale impliquant des sujets humains*. Par exemple, on a appris que les conditions connues d'insécurité alimentaire dans les collectivités et les pensionnats autochtones ont servi à mener des expériences qui n'ont apporté aucun bénéfice aux enfants ou aux collectivités autochtones faisant l'objet de ces recherches. Avec une meilleure compréhension des droits des peuples autochtones, et au vu de l'urgence du problème de l'insécurité alimentaire chez les populations autochtones du Nord, une littérature diversifiée et interdisciplinaire, éclairée et enrichie par le savoir traditionnel et des recherches communautaires, est en croissance rapide. Il subsiste toutefois de nombreuses lacunes dans notre compréhension de la sécurité alimentaire, et de nouvelles questions continuent de surgir dans le contexte de changements sociaux, culturels, économiques, politiques et climatiques. Le Canada a la capacité et les connaissances voulues pour s'attaquer au problème critique de l'insécurité alimentaire vécue de manière disproportionnée par les populations autochtones nordiques. Il y a de réelles possibilités de parvenir à la sécurité et à la souveraineté alimentaires si l'on utilise les connaissances, l'expérience et les politiques dont nous disposons à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale, et si l'on obtient davantage de données de telle sorte que les collectivités autochtones, les chercheurs, les décideurs et les habitants du Nord puissent mettre sur pied des solutions durables et honorables face au problème complexe et persistant de l'insécurité alimentaire chez les populations autochtones dans le Nord.

## Références

## Références

- AADNC, 2004 – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Terminologie autochtone : Une terminologie en évolution qui se rapporte aux peuples autochtones au Canada*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- AADNC, 2009 – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Summative Evaluation of INAC's Food Mail Program: Final Report*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- AADNC, 2010a – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Coût hebdomadaire du panier de provisions nordique révisé pour une famille de quatre, 2010*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- AADNC, 2010b – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Énoncé du Canada appuyant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*. Adresse URL : <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1309374239861/1309374546142> (dernière consultation : février 2014).
- AADNC, 2010c – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Fiche d'information : Les traités conclus avec les Autochtones au Canada*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- AADNC, 2010d – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Panier de provisions nordique – Programme Aliments-poste*. Adresse URL : <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100035786/1100100035788> (dernière consultation : février 2014).
- AADNC, 2010e – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Terres du Yukon visées par la Convention définitive des Inuvialuit – Partage des compétences en matière de ressources foncières et d'utilisation et d'aménagement des terres au Yukon et dans les territoires du Nord-ouest*, vol. 3, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- AADNC, 2011 – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Foire aux questions – Enquête sur les peuples autochtones*. Adresse URL : <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1321384615629/1322058869467> (dernière consultation : février 2014).
- AADNC, 2012a – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *À propos du programme*. Adresse URL : <http://www.nutritionnorthcanada.gc.ca/fra/1366824567819/1366824594396> (dernière consultation : mars 2014).
- AADNC, 2012b – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Foires aux questions – Le Canada appuie la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*. Adresse URL : <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1309374807748/1309374897928> (dernière consultation : février 2014).

- AADNC, 2012c – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Les Premières nations au Manitoba*. Adresse URL : <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100020400/1100100020404> (dernière consultation : février 2014).
- AADNC, 2012d – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Nutrition Nord Canada : Aliments admissibles à une contribution*. Adresse URL : <http://www.nutritionnorthcanada.gc.ca/fra/1369225884611/1369226905551> (dernière consultation : février 2014).
- AADNC, 2012e – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Programme d'adaptation aux changements climatiques (PACC)*. Adresse URL : <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1329158189051/1329158264671> (dernière consultation : février 2014).
- AADNC, 2012f – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Programme d'aide au revenu : Contexte*. Adresse URL : <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1334589796211/1334589859785> (dernière consultation : février 2014).
- AADNC, 2013a – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Données démographiques sur les Autochtones tirées de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011*, Ottawa, ON, Direction générale de la planification, de la recherche et de la statistique, AANDC.
- AADNC, 2013b – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Fiche d'information : Le programme Nutrition Nord Canada*. Adresse URL : <http://www.nutritionnorthcanada.gc.ca/fra/1367932314461/1367932387670> (dernière consultation : février 2014).
- AADNC, 2013c – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Profils des Premières nations*. Adresse URL : <http://pse5-esd5.ainc-inac.gc.ca/FNP/Main/Index.aspx?lang=fra> (dernière consultation : février 2014).
- AADNC, 2013d – AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. *Traités modernes : Accords de revendications globales territoriales et sur l'autonomie gouvernementale – (date d'entrée en vigueur)*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- AAIR, s.d. – ABORIGINAL AFFAIRS AND INTERGOVERNMENTAL RELATIONS. *Inuvialuit Comprehensive Land Claim Agreement*. Adresse URL : [http://www.daair.gov.nt.ca/\\_live/pages/wpPages/InuvialuitLandClaim.aspx](http://www.daair.gov.nt.ca/_live/pages/wpPages/InuvialuitLandClaim.aspx) (dernière consultation : janvier 2014).
- Aarluk Consulting, 2005 – AARLUK CONSULTING. *Review of Intersettlement Trade Opportunities for Arctic Food Products in Nunavut: Final Report*, Iqaluit, NU, Aarluk Consulting, rapport présenté au ministère de l'Environnement du gouvernement du Nunavut.

- Aarluk Consulting, s.d. – AARLUK CONSULTING. *A Consultation-Based Review of the Harvester Support Programs of the Government of Nunavut and Nunavut Tunngavik Inc.*, Iqaluit, NU, rapport rédigé pour le ministère de l'Environnement du gouvernement du Nunavut et Nunavut Tunngavik Inc.
- ACD, 2012 – ASSOCIATION CANADIENNE DU DIABÈTE. *Diabetes in Special Populations*. Adresse URL : <http://www.diabetes.ca/research/progress-in-research> (dernière consultation : mars 2014).
- ACF, 2013 – ALASKA CONSERVATION FOUNDATION. *Alaska Native Fund – 2013 Grantees*. Adresse URL : <http://alaskaconservation.org/grant-opportunities/alaska-native-fund/alaska-native-fund-2013-grantees/> (dernière consultation : février 2014).
- ACIA, 2004 – ARCTIC CLIMATE IMPACT ASSESSMENT. *Impacts of a Warming Arctic: Arctic Climate Impact Assessment*, New York, NY, Presses de l'Université de Cambridge.
- ACIA, 2005 – ARCTIC CLIMATE IMPACT ASSESSMENT. *Arctic Climate Impact Assessment*, New York, NY, Presses de l'Université de Cambridge.
- ACL, 2012 – ARCTIC CO-OPERATIVES LIMITED. Page d'accueil. Adresse URL : [www.arcticco-op.com/index.htm](http://www.arcticco-op.com/index.htm) (dernière consultation : février 2014).
- Adaman, 2013 – ADAMAN, M. *Assessing the Cost Competitiveness of a Cargo Airship for Freight Re-Supply in Isolated Regions in Northern Canada*, thèse de maîtrise, Université du Manitoba.
- Adelson, 1998 – ADELSON, N. « Health beliefs and the politics of Cree well-being », *Health*, vol. 2, n° 1, p. 5-22.
- Adelson, 2000 – ADELSON, N. *Being Alive Well: Health and the Politics of Cree Well-being*, Toronto, ON, Presses de l'Université de Toronto.
- AFC, 2013 – ALASKA FOOD COALITION. *Alaska Food Coalition Whitepapers*. Adresse URL : <http://www.alaskafood.org/whitepapers.shtml> (dernière consultation : février 2014).
- AFPC, 2012 – ALASKA FOOD POLICY COUNCIL. *Alaska Food Policy Council Strategic Plan 2012–2015*, Anchorage, AK, AFPC.
- Alfred, 2009 – ALFRED, T. *Colonialism and State Dependency. Prepared for the Organisation nationale de la santé autochtone Project «Communities in Crisis»*, Ottawa, ON, Organisation nationale de la santé autochtone et École de gouvernance autochtone de l'Université de Victoria.
- Allard et Lemay, 2012 – ALLARD, M., et M. LEMAY. *Le Nunavik et le Nunatsiavut : De la science aux politiques publiques. Une étude intégrée d'impact régional des changements climatiques et de la modernisation*, Québec, QC, ArcticNet inc.
- Alternatives North, 2010 – ALTERNATIVES NORTH. *No Place for Poverty: Anti-Poverty Workshop Report*, communication présentée à l'atelier *No Place for Poverty: Anti-Poverty*, Northern United Place, Yellowknife, NT.

- Andersen *et al.*, 2002 – ANDERSEN, T., J. KRUSE et B. POPPAL. « Survey of living conditions in the Arctic: Inuit, Saami and the Indigenous peoples of Chukotka (SLiCA) », *InfoNorth*, vol. 55, n° 3, p. 7.
- Andrews, 1989 – ANDREWS, E. « A low-profile subsistence fishery: Pike fishing in Minto Flats, Alaska », *Arctic*, vol. 42, n° 4.
- Anisimov *et al.*, 2007 – ANISIMOV, O., D. VAUGHAN, T.V. CALLAGHAN, C. FURGAL, H. MARCHANT, T. PROWSE... et J. WALSH. « Polar Regions (Arctic and Antarctic) », dans M. Parry, O. Canziani, J. Palutikof, P. van der Linden et C. Hanson (réd.), *Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, New York, NY, Presses de l'Université de Cambridge.
- Archibald *et al.*, 2012 – ARCHIBALD, L., J. DEWAR, C. REID et V. STEVENS. *La danse, le chant, la peinture et le savoir-dire de l'histoire de guérison : La guérison par les activités créatives*, Ottawa, ON, Fondation autochtone de guérison.
- ARK, 2012 – ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK. *Plan Nunavik: Sector by Sector Concerns and Priorities for Nunavik. Bio Food*, Kuujuaq, QC, Administration régionale Kativik.
- Arnold, 2011 – ARNOLD, J. « Lutter contre la pauvreté et les inégalités », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 287, 4<sup>e</sup> trimestre.
- Ashjiam *et al.*, 2010 – ASHJIAM, C., S. BRAUND, R. CAMPBELL, J. GEORGE, J. KRUSE, W. MASLOWSKI... et Y. SPITZ. « Climate variability, oceanography, Bowhead Whale distribution, and Inupiat subsistence whaling near Barrow, Alaska », *Arctic*, vol. 63, n° 2, p. 179-194.
- ASPC, 2009 – AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA. *Territoires du Nord-Ouest : Inuvik Community Greenhouse*. Adresse URL : <http://www.phac-aspc.gc.ca/publicat/2009/be-eb/nwt-no-fra.php> (dernière consultation : février 2014).
- ASPC et ICIS, 2011 – AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA et INSTITUT CANADIEN D'INFORMATION SUR LA SANTÉ. *L'obésité au Canada : Rapport conjoint de l'Agence de la santé publique du Canada et de l'Institut canadien d'information sur la santé*, Ottawa, ON, ASPC et ICIS.
- AUCEN, 2003 – ASSOCIATION UNIVERSITAIRE CANADIENNE D'ÉTUDES NORDIQUES. *Principes d'éthique pour la conduite de la recherche dans le Nord*, Ottawa, ON, AUCEN.
- BAC, 2011 – BANQUES ALIMENTAIRES CANADA. *Bilan-Faim 2011*, Toronto, ON, BAC.
- BAC, 2012 – BANQUES ALIMENTAIRES CANADA. *Bilan-Faim 2012*, Toronto, ON, BAC.
- Bandringa *et al.*, 2010 – BANDRINGA, R., PARCS CANADA, CENTRE DES RESSOURCES CULTURELLES INUVIALUIT et INSTITUT DE RECHERCHE AURORA. *Inuvialuit Nautchiangit: Relationships Between People and Plants*, Inuvik, NT, Centre des ressources culturelles inuvialuit.

- Barnhardt, 2005 – BARNHARDT, R. « Indigenous knowledge systems and Alaska Native ways of knowing », *Anthropology & Education Quarterly*, vol. 36, n° 1, p. 8-23.
- Batal *et al.*, 2004 – BATAL, M., K. GREY-DONALD, H. KUHNLEIN et O. RECEVEUR. « Estimation of traditional food intake in Indigenous communities in Denendeh and the Yukon », *International Journal of Circumpolar Health* vol. 64, n° 1, p. 46-64.
- BCPHSA, 2008 – BRITISH COLUMBIA PROVINCIAL HEALTH SERVICES AUTHORITY. *Community Food Assessment Guide*, Vancouver, BC, gouvernement de la Colombie-Britannique.
- BDS, 2011 – BRUBACHER DEVELOPMENT STRATEGIES INC. *Nunavut Country Food Access Program - Program Design and Policy Framework. Concept Options for Discussion*, Ottawa, ON, BDS.
- Beaumier et Ford, 2010 – BEAUMIER, M., et J. FORD. « Food insecurity among Inuit women exacerbated by socio-economic stresses and climate change », *Revue canadienne de santé publique*, vol. 101, n° 3, p. 196-201.
- Berger, 1977 – BERGER, T. *Le nord : terre lointaine, terre ancestrale : Enquête sur le pipeline de la vallée du Mackenzie*, vol. 1, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Berkes, 1979 – BERKES, F. « An investigation of Cree Indian domestic fisheries in northern Quebec », *Arctic*, vol. 32, n° 1, p. 46-70.
- Berkes, 1990 – BERKES, F. « Native subsistence fisheries: A synthesis of harvest studies in Canada », *Arctic*, vol. 43, n° 1, p. 35-42.
- Berkes, 2008 – BERKES, F. *Sacred Ecology*, 2<sup>e</sup> éd., New York, NY, Routledge.
- Berkes *et al.*, 1994 – BERKES, F., P. GEORGE, R. PRESTON, A. HUGHES, J. TURNER et B. CUMMINS. « Wildlife harvesting and sustainable regional Native economy in the Hudson and James Bay Lowland, Ontario », *Arctic*, vol. 47, n° 4, p. 350-360.
- Berkes *et al.*, 1995 – BERKES, F., A. HUGHES, P.J. GEORGE, R.J. PRESTON, B.D. CUMMINS et J. TURNER. « The persistence of Aboriginal land use: Fish and wildlife harvest areas in the Hudson and James Bay Lowland, Ontario », *Arctic*, vol. 48, n° 1, p. 81-93.
- Berkes *et al.*, 2005 – BERKES, F., R. HUEBERT, H. FAST, M. MANSEAU et A. DIDUCK (réd.). *Breaking Ice: Renewable Resource and Ocean Management in the Canadian North. Plain Language Version*, Calgary, AB, Presses de l'Université de Calgary.
- Berkes et Armitage, 2010 – BERKES, F., et D. ARMITAGE. « Co-management Institutions, knowledge, and learning: Adapting to change in the Arctic », *Études/Inuit/Studies*, vol. 34, n° 1, p. 109-131.
- Berkes et Farkas, 1978 – BERKES, F., et C. FARKAS. « Eastern James Bay Cree Indians: Changing Patterns of Wild Food Use and Nutrition », *Ecology of Food and Nutrition*, vol. 7, p. 155-172.

- Bernier *et al.*, 2003 – BERNIER, S., C. FURGAL, J. GRONDIN et G. GODIN. « Predicting Food Choice Behaviour in a Nunavik Community: Developing a Tool for Public Health », *EpiNorth: The Northwest Territories Epidemiology Newsletter*, volume 15.
- Berti *et al.*, 2008 – BERTI, P., R. SOUEIDA et H. KUHNLEIN. « Dietary assessment of Indigenous Canadian Arctic women with a focus on pregnancy and lactation », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 67, n° 4.
- BID, 2006 – BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT. *Operational Policy on Indigenous Peoples and Strategy for Indigenous Development*, New York, NY, BID.
- Big-Canoe et Richmond, 2013 – BIG-CANOE, K., et C. RICHMOND. « Anishinabe youth perceptions about community health: Toward environmental reposition », *Health & Place*, vol. 26, p. 127-135.
- Birch *et al.*, 2009 – BIRCH, B.A., L. RUTTAN, T. MUTH et L. BAYDALA. « Culturally competent care for Aboriginal women: A case for culturally competent care for Aboriginal women giving birth in hospital settings », *Journal of Aboriginal Health*, décembre, p. 24.
- Blackstock, 2008 – BLACKSTOCK, C. *Rooting Mental Health in an Aboriginal Worldview: Inspired by Many Hands One Dream*, Ottawa, ON, Centre d'excellence de l'Ontario en santé mentale des enfants et des adolescents.
- Blanchet *et al.*, 2000 – BLANCHET, C., É. DEWAILLY, P. AYOTTE, S. BRUNEAU, O. RECEVEUR et B.J. HOLUB. « Contribution of selected traditional and market foods to the diet of Nunavik Inuit Women », *Canadian Journal of Dietetic Practice and Research*, vol. 61, n° 2, p. 50-59.
- Blanchet *et al.*, 2002 – BLANCHET, C., É. DEWAILLY, P. CHAUMETTE, E. NOBMANN, P. BJERREGAARD, T. PARS... et J.F. PROULX. « Diet Profile of Circumpolar Inuit », dans G. Duhaime (réd.), *Sustainable Food Security in the Arctic: State of Knowledge*, Edmonton, AB, Presses de l'Institut circumpolaire canadien, Université de l'Alberta, et Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones, Université Laval.
- Blanchet et Rochette, 2008 – BLANCHET, C., et L. ROCHETTE. *Nutrition et consommation alimentaire chez les Inuits du Nunavik. Enquête de santé auprès des Inuits du Nunavik 2004 / Qanuippitaa? Comment allons-nous?*, Institut national de santé publique du Québec, Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik.
- BM, 2013 – BANQUE MONDIALE. *Améliorer la nutrition au moyen d'approches multisectorielles*, Washington, DC, Banque mondiale.
- Bombay, 1996 – BOMBAY, H. (réd.). *Connaissances des Autochtones du Canada en écologie forestière*, Ottawa, ON, Association nationale de foresterie autochtone.
- Booth et Zeller, 2005 – BOOTH, S., et D. ZELLER. « Mercury, food webs, and marine mammals: Implications of diet and climate change for human health », *Environmental Health Perspectives*, vol. 113, n° 5, p. 521-526.



- Borrows, 2010 – BORROWS, J. *Canada's Indigenous Constitution*, Toronto, ON, Presses de l'Université de Toronto.
- Boult, 2004 – BOULT, D.A. *Hunger in the Arctic: Food (In)Security in Inuit Communities*, Ottawa, ON, Centre Ajunnginiq de l'Organisation nationale de la santé autochtone.
- BPPN, 2007 – BUREAU DE LA POLITIQUE ET DE LA PROMOTION DE LA NUTRITION. *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, cycle 2.2, Nutrition (2004) – Sécurité alimentaire liée au revenu dans les ménages canadiens*, Ottawa, ON, Santé Canada.
- Braem, 2011 – BRAEM, N. *Subsistence Wildlife Harvests in Deering, Alaska, 2007–2008*, vol. SP2010-002, Fairbanks, AK, Division de la subsistance, ministère des Pêches et de la Chasse au gibier de l'Alaska.
- Bromley, 1996 – BROMLEY, R. « Characteristics and management implications of the spring waterfowl hunt in the western Canadian Arctic, Northwest Territories », *Arctic*, vol. 49, n° 1.
- BRR, 2009 – BAYLINE REGIONAL ROUNDTABLE. *Northern Food Security Partnership Initiative: 2008/2009 Annual Report and Evaluation*, Wabowden, MB, BRR.
- Bruce *et al.*, 2003 – BRUCE, S., E. KLIEWER, K. YOUNG, T. MAYER et A. WAJDA. « Diabetes among the Métis of Canada: Defining the population, estimating the disease », *Canadian Journal of Diabetes*, vol. 27, n° 4.
- Butler Walker *et al.*, 2009 – BUTLER WALKER, J., N. KASSI et C. EAMER. *Food Security in Times of Change: A Policy Brief on Food Security for Northern Canada*, Whitehorse, YT, Réseau de recherche sur la santé dans l'Arctique – Yukon.
- Butler Walker *et al.*, 2011 – BUTLER WALKER, J., N. KASSI, K. FRIENDSHIP, B. BLOTTNER et M. VAN BIBBER. *Research Network Highlights Report Highlights Report, 2007–2011*, Whitehorse, YT, Réseau de recherche sur la santé dans l'Arctique – Yukon.
- Byers et Dickson, 2001 – BYERS, T., et L. DICKSON. « Spring migration and subsistence hunting of King and Common Eiders at Holman, Northwest Territories, 1996-98 », *Arctic*, vol. 54, n° 2.
- Cacace, 2009 – CACACE, M. *Guidelines for Gender Equality Programmes in Science*, Rome, Italie, Union européenne.
- CAFF, 2010 – CONSERVATION OF ARCTIC FLORA AND FAUNA. *Arctic Biodiversity Assessment: Status and Trends in Arctic Biodiversity*, Borgir, Islande, CAFF.
- Campbell *et al.*, 2012 – CAMPBELL, M., J. BOULANGER, D. LEE, M. DUMOND et J. MCPHERSON. *Calving Ground Abundance Estimates of the Beverly and Ahikak Subpopulations of Barren-ground Caribou (Rangifer Tarandus Groenlandicus) – June 2011*, Iqaluit, NU, gouvernement du Nunavut.
- Carlsson et Berkes, 2005 – CARLSSON, L., et F. BERKES. « Co-management: Concepts and methodological implications », *Journal of Environmental Management*, vol. 75, p. 65-76.

- Carmack *et al.*, 2012 – CARMACK, E., F. McLAUGHLIN, G. WHITEMAN et T. HOMER-DIXON. « Detecting and coping with disruptive shocks in Arctic marine systems: A resilience approach to place and people », *AMBIO: A Journal of the Human Environment*, vol. 41, n° 1, p. 56-65.
- Carrière, 2012 – CARRIÈRE, S. *Resident Hunter Surveys, 1997–2009: Update and Review*, Yellowknife, NT, ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.
- Carry, 2012 – CARRY, C. *Profiles of Food Security Activities in Inuit Communities*. Adresse URL : [www.naho.ca/inuit/health-determinants/food-security/profiles-of-food-security-activities-in-inuit-communities/](http://www.naho.ca/inuit/health-determinants/food-security/profiles-of-food-security-activities-in-inuit-communities/) (dernière consultation : février 2014).
- Casey *et al.*, 2006, – CASEY, P., P. SIMPSON, J. GOSSETT, M. BOGLE, C. CHAMPAGNE, C. CONNELL... et J. WEBER. « The association of child and household food insecurity with childhood overweight status », *Pediatrics*, vol. 118, n° 5, p. e1406-1413.
- CBC/Radio-Canada, 2010 – CANADIAN BROADCASTING CORPORATION/SOCIÉTÉ RADIO-CANADA. « Melting Ice Roads Strand Truck Drivers », *CBC News Manitoba*, 16 mars.
- CBC/Radio-Canada, 2011 – CANADIAN BROADCASTING CORPORATION/SOCIÉTÉ RADIO-CANADA. « Electricity in Nunavut », *CBC.ca*, 30 octobre.
- CBC/Radio-Canada, 2012 – CANADIAN BROADCASTING CORPORATION/SOCIÉTÉ RADIO-CANADA. « Iqaluit's Summer Ice Woes Renew Call for Port », *CBC News North*, 25 août.
- CCI, 2008 – CONSEIL CIRCUMPOLAIRE INUIT (CANADA). *The Sea Ice is Our Highway: An Inuit Perspective on Transportation in the Arctic. A Contribution to the Arctic Marine Shipping Assessment*, Ottawa, ON, CCI-Canada.
- CCI, 2011 – CONSEIL CIRCUMPOLAIRE INUIT. *Circumpolar Inuit Declaration on Resource Development Principles in Inuit Nunaat*, Nuuk, Groenland, CCI.
- CCI, 2012 – CONSEIL CIRCUMPOLAIRE INUIT (CANADA). *Circumpolar Inuit Health Priorities: Best Health Practices and Research. Report to Health Canada (Northern Region)*, Ottawa, ON, CCI-Canada.
- CCNSA, 2011 – CENTRE DE COLLABORATION NATIONALE DE LA SANTÉ AUTOCHTONE. *Le comportement nutritionnel des enfants en bas âge et des nourrissons métis du Canada : un examen préalable*, Prince George, BC, CCNSA.
- CCNSA, 2012 – CENTRE DE COLLABORATION NATIONALE DE LA SANTÉ AUTOCHTONE. *Principes directeurs*. Adresse URL : <http://www.nccah-ccnsa.ca/169/principes-directeurs.nccah> (dernière consultation : janvier 2014).
- CCS, 2002 – CONSEIL CANADIEN DE LA SANTÉ. *L'état de santé des Premières nations, des Métis et des Inuits du Canada. Document de travail joint à Renouveau des soins de santé au Canada : Accélérer le changement*, Toronto, ON, CCS.

- CDB, s.d. – CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE. *Savoir traditionnel et la Convention pour la diversité biologique*, Montréal, QC, Secrétariat de la Convention pour la diversité biologique.
- CGIPN, 2011 – CENTRE DE GOUVERNANCE DE L'INFORMATION DES PREMIÈRES NATIONS. *First Nations Regional Health Survey: RHS Phase 2 (2008–2010). Preliminary Results, Adult, Youth, Child*, Ottawa, ON, CGIPN.
- CGIPN, 2012 – CENTRE DE GOUVERNANCE DE L'INFORMATION DES PREMIÈRES NATIONS. *L'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations (ERS) 2008/10 – Rapport national sur les adultes, les adolescents et les enfants qui vivent dans les communautés des Premières Nations*, Ottawa, ON, CGIPN.
- CGIPN, 2013 – CENTRE DE GOUVERNANCE DE L'INFORMATION DES PREMIÈRES NATIONS. *Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations s'engage dans un partenariat avec le Canada pour la réalisation d'une Enquête régionale sur l'éducation et l'emploi*. Adresse URL : <http://www.CGIPN.ca/fr/nouvelles/le-centre-de-gouvernance-de-linformation-des-premieres-nations-sengage-dans-un-partenariat> (dernière consultation : février 2014).
- Chabot, 2008 – CHABOT, M. « Assessing Food Insecurity in the Arctic: An Analysis of Aboriginal Household Coping Strategies », dans G. Duhaime et N. Bernard (réd.), *Arctic Food Security*, Edmonton, AB, Presses de l'Institut circumpolaire canadien, Université de l'Alberta, et Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones, Université Laval.
- Chambers et Conway, 1991 – CHAMBERS, R., et G. CONWAY. « Sustainable Rural Livelihoods: Practical Concepts for the 21<sup>st</sup> Century », *IDS Discussion Paper 296*, Brighton, Royaume-Uni, Institute of Development Studies.
- Chan *et al.*, 1995 – CHAN, H.M., C. KIM, K. KHODAY, O. RECEVEUR et H. KUHNLEIN. « Assessment of dietary exposure to trace metals in Baffin Inuit food », *Environmental Health Perspectives*, vol. 103, n° 7-8.
- Chan *et al.*, 2006 – CHAN, L., C. FEDIUK, S. HAMILTON, L. ROSTAS, A. CAUGHEY, H. KUHNLEIN... et E. LORING. « Food security in Nunavut, Canada: Barriers and recommendations », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 65, n° 5, p. 416-431.
- Chan *et al.*, 2012 – CHAN, L., O. RECEVEUR, D. SHARP, H. SCHWARTZ, A. ING, K. FEDIUK... et C. TIKHONOV. *Étude sur l'alimentation, la nutrition et l'environnement chez les Premières Nations : Résultats du Manitoba (2010)*, Prince George, BC, Université du Nord de la Colombie-Britannique.
- Charbonneau-Roberts *et al.*, 2005 – CHARBONNEAU-ROBERTS, G., H. SAUDNY-UNTERBERGER, H. KUHNLEIN et G. EGELAND. « Body mass index may overestimate the prevalence of overweight and obesity among the Inuit », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 64, n° 2, p. 163-169.

- Chartrand, 2011 – CHARTRAND, L. *Maskikiwenow: The Métis Right to Health Under the Constitution of Canada and Under Selected International Human Rights Obligations*, Ottawa, ON, Centre métis de l'Organisation nationale de la santé autochtone.
- Chen, 2006 – CHEN, M. « Rethinking the Informal Economy: Linkages with the Formal Economy and the Formal Regulatory Environment », dans B. Guha-Khasnobis, R. Kanbur et E. Ostrom (réd.), *Linking the Formal and Informal Economy: Concepts and Policies*, Oxford, Royaume-Uni, Presses de l'Université d'Oxford.
- Chin, 2000 – CHIN, J. (réd.). *Control of Communicable Diseases Manual*, Washington, DC, American Public Health Association.
- CIJ, 2013 – COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE. « GL/61 Decolonization Western Sahara Advisory Opinion of 16 October 1975 », dans G. Dalhoff (réd.), *International Court of Justice, Digest of Judgments and Advisory Opinions, Canon and Case Law 1946–2012*, Leiden, Pays-Bas, Koninklijke Brill.
- CNEF, 2008 – CONSEIL NATIONAL DE L'ÉDUCATION FINLANDAIS. *School Meals in Finland: Investment in Learning*, Helsinki, Finlande, CNEF.
- Collin et Jensen, 2009 – COLLIN, C., et H. JENSEN. *Profil statistique de la pauvreté au Canada*, Ottawa, ON, Division des affaires sociales, Bibliothèque du Parlement.
- Collings, 2005 – COLLINGS, P. « Housing policy, aging, and life course construction in a Canadian Inuit community », *Arctic Anthropology*, vol. 42, n° 2, p. 50-65.
- Collings, 2011 – COLLINGS, P. « Economic strategies, community, and food networks in Ulukhaktok, Northwest Territories, Canada », *Arctic*, vol. 64, n° 2, p. 207-219.
- Collings *et al.*, 1998 – COLLINGS, P., G. WENZEL et R. CONDON. « Modern food sharing networks and community integration in the Central Canadian Arctic », *Arctic*, vol. 51, n° 4, p. 301-314.
- Condon *et al.*, 1995 – CONDON, R., P. COLLINGS et G. WENZEL. « The best part of life: Subsistence hunting, ethnicity, and economic adaptation among young adult Inuit males », *Arctic*, vol. 48, p. 31-46.
- Cone, 2005 – CONE, M. *Silent Snow: The Slow Poisoning of the Arctic*, New York, NY, Grove Press.
- Conseil de l'Arctique, 1996 – CONSEIL DE L'ARCTIQUE. *Déclaration sur la création du Conseil de l'Arctique*, Ottawa, ON, Conseil de l'Arctique.
- Conseil de l'Arctique, 2011 – CONSEIL DE L'ARCTIQUE. *About Us: History*. Adresse URL : <http://www.arctic-council.org/index.php/en/about-us/arctic-council/history> (dernière consultation : février 2014).
- Conseil de l'Arctique, 2013 – CONSEIL DE L'ARCTIQUE. *Arctic Ocean Review, Phase 1 Report*, Borgir, Islande, Conseil de l'Arctique.

- COSEPAC, 2011a – COMITÉ SUR LA SITUATION DES ESPÈCES EN PÉRIL AU CANADA. *Rapport sur les unités désignables du caribou (Rangifer tarandus) au Canada*, Ottawa, ON, COSEPAC.
- COSEPAC, 2011b – COMITÉ SUR LA SITUATION DES ESPÈCES EN PÉRIL AU CANADA. *Recherche d'espèces sauvages*. Adresse URL : [http://www.cosewic.gc.ca/fra/sct1/searchdetail\\_f.cfm?id=823](http://www.cosewic.gc.ca/fra/sct1/searchdetail_f.cfm?id=823) (dernière consultation : février 2014).
- CPAANO, 2011 – COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD. *D'Aliments-poste à Nutrition Nord Canada*, 40<sup>e</sup> législature, 3<sup>e</sup> session, Ottawa, ON, Parlement du Canada.
- CPN, 2012 – CENTRE DES PREMIÈRES NATIONS. *Indigenous Knowledge*. Adresse URL : [www.naho.ca/firstnations/indigenous-knowledge-new/](http://www.naho.ca/firstnations/indigenous-knowledge-new/) (dernière consultation : février 2014).
- CPTRAN, 2013 – COMITÉ PERMANENT DES TRANSPORTS, DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS. *Technologies de transport novatrices – Rapport du Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités*, 41<sup>e</sup> législature, 1<sup>ère</sup> session, Ottawa, ON, Bibliothèque du Parlement.
- Crowshoe, 2005 – CROWSHOE, C. *Sacred Ways of Life: Traditional Knowledge*, Ottawa, ON, Centre des Premières Nations, Organisation nationale de la santé autochtone.
- CRPA, 1996 – COMMISSION ROYALE SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES. *Points saillants du rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones*. Adresse URL : <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100014597/1100100014637> (dernière consultation : février 2014).
- CRRABJNQ, 1988 – COMITÉ DE RECHERCHE SUR LA RÉCOLTE AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS. *Recherche pour établir les niveaux actuels de récolte par les autochtones du Nord québécois : Rapport final 1976–1980*, Québec, QC, CRRABJNQ.
- CSA, 2012 – COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE. *S'entendre sur la terminologie : sécurité alimentaire, sécurité nutritionnelle, sécurité alimentaire et nutrition, sécurité alimentaire et nutritionnelle – Projet de document*, Rome, Italie, CSA.
- Cundill *et al.*, 2011 – CUNDILL, G., S. SHACKLETON et H. OVERGAARD LARSEN. « Collecting Contextual Information », dans A. Angelsen, H. Overgaard Larsen et C. Smith Olsen (réd.), *Measuring Livelihoods and Environmental Dependence: Methods for Research and Fieldwork*, Washington, DC, Earthscan.
- CVRC, s.d. – COMMISSION DE VÉRITÉ ET DE RÉCONCILIATION DU CANADA. *Pensionnats indiens – Lieu et nombre*. Adresse URL : <http://www.trc.ca/websites/trcinstitution/index.php?p=25> (dernière consultation : février 2014).
- Dalton, 2006 – DALTON, J. « Aboriginal title and self-government in Canada: What is the scope of comprehensive land claims agreements? », *Windsor Review of Legal Social Issues*, vol. 22, p. 29-78.

- Damman, 2005 – DAMMAN, S. « The Right to Food of Indigenous Peoples », dans W.B. Eide et U. Kracht (réd.), *Food and Human Rights in Development: Legal and Institutional Dimensions and Selected Topics*, Oxford, Royaume-Uni, Intersentia.
- Damman *et al.*, 2008 – DAMMAN, S., W. EIDE et H. KUHNLEIN. « Indigenous peoples' nutrition transition in a right to food perspective », *Food Policy*, vol. 33, n° 2, p. 135-155.
- Davidson *et al.*, 2011 – DAVIDSON, R., S. SIMARD, S. KUTZ, C. KAPEL, I. HAMNES et L. ROBERTSON. « Arctic parasitology: Why should we care? », *Trends in Parasitology*, vol. 27, n° 6, p. 239-245.
- DC, 2007 – LES DIÉTÉTISTES DU CANADA. *Community Food Security: Position of Dietitians of Canada, Énoncés de politiques*, n° 19.
- De Schutter, 2012 – DE SCHUTTER, O. *Rapport soumis par le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation. Annexe. Mission au Canada*, New York, NY, Assemblée générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, 22<sup>e</sup> session.
- Deering *et al.*, 2009 – DEERING, K., L. LIX, S. BRUCE et K. YOUNG. « Chronic diseases and risk factors in Canada's northern populations: Longitudinal and geographic comparisons », *Revue canadienne de santé publique*, vol. 100, n° 1, p. 7-14.
- Delormier *et al.*, 2009 – DELORMIER, T., K. FROHLICH et L. POTVIN. « Food and eating as social practice - understanding eating patterns as social phenomena and implications for public health », *Sociology of Health & Illness*, vol. 31, n° 2, p. 215-228.
- Delormier et Kuhnlein, 1999 – DELORMIER, T., et H. KUHNLEIN. « Dietary characteristics of eastern James Bay Cree women », *Arctic*, vol. 52, n° 2, p. 182-187.
- Derocher, 2010 – DEROCHE, A. « Climate change: The prospects for polar bears », *Nature*, vol. 468, p. 905-906.
- Després *et al.*, 2005 – DESPRÉS, C., A. BEUTER, A. RICHER, K. POITRAS, A. VEILLEUX, P. AYOTTE... et G. MUCKLE. « Neuromotor functions in Inuit preschool children exposed to Pb, PCBs, and Hg », *Neurotoxicology and Teratology*, vol. 27, n° 2, p. 245-257.
- Dietrich, 1981 – DIETRICH, R. (réd.). *Alaskan Wildlife Diseases*, Fairbanks, AK, Institut de biologie de l'Arctique, Université de l'Alaska à Fairbanks.
- Dinero, 2013 – DINERO, S. « Indigenous perspectives on climate change and its effects on subsistence activities in the Arctic: The case of Nets'aii Gwich'in », *Geojournal*, vol. 78, p. 117-137.
- Donaldson *et al.*, 2010 – DONALDSON, S., J. VAN OOSTDAM, C. TIKHONOV, M. FEELEY, B. ARMSTRONG, P. AYOTTE... et R. SHEARER. « Environmental contaminants and human health in the Canadian Arctic », *Science of the Total Environment*, vol. 408, n° 22, p. 5165-5234.

- Dosman *et al.*, 2002 – DOSMAN, D., M. HAENER, W. ADAMOWICZ, J. MAROIS et P. BOXALL. *Assessing Impacts of Environmental Change on Aboriginal People: An Economic Examination of Subsistence Resource Use and Value. Report on a Component of the Project: Environmental Valuation for Use In Forest Management and Decision Making*, Edmonton, AB, Université de l'Alberta.
- Douglas et Chan, 2012 – DOUGLAS, V., et H.M. CHAN. *The Community Freezer as a Cultural instrument in the Inuvialuit Settlement Region*, communication présentée à la conférence de l'Année polaire internationale 2012, Montréal, QC.
- Downie et Fenge, 2003 – DOWNIE, D., et T. FENGE. *Northern Lights Against POPs: Combatting Toxic Threats in the Arctic*, Montréal, QC, Presses des universités McGill et Queen's.
- Downs *et al.*, 2009 – DOWNS, S., A. ARNOLD, D. MARSHALL, L. MCCARGAR, K. RAINE et N. WILLOWS. « Associations among the food environment, diet quality and weight status in Cree children in Quebec », *Public Health Nutrition*, vol. 12, n° 9, p. 1504-1511.
- Dowsley et Wenzel, 2008 – DOWSLEY, M., et G. WENZEL. « "The time of the most polar bears": A co-management conflict in Nunavut », *Arctic*, vol. 61, n° 2.
- Duerden, 2004 – DUERDEN, F. « Translating climate change impacts at the community level », *Arctic*, vol. 57, n° 2, p. 204-121.
- Duhaime *et al.*, 2002 – DUHAIME, G., A. MORIN, H. MYERS, R. CAULFIELD, P. FRECHETTE et D. ST-PIERRE. « Food Networks in the North American Arctic », dans *Sustainable Food Security in the Arctic: State of Knowledge*, Edmonton, AB, Presses de l'Institut circumpolaire canadien, Université de l'Alberta, et Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones, Université Laval.
- Duhaime *et al.*, 2005 – DUHAIME, G., É. DEWAILLY, P. HALLEY, C. FURGAL, N. BERNARD, A. GODMAIRE... et J. GRONDIN. « Sustainable Food Security in the Canadian Arctic. An Integrated Synthesis and Action Plan », dans G. Duhaime et N. Bernard (éd.), *Arctic Food Security*, Edmonton, AB, Presses de l'Institut circumpolaire canadien, Université de l'Alberta, et Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones, Université Laval.
- Duhaime et Bernard, 2008 – DUHAIME, G., et N. BERNARD. *Arctic Food Security*, Edmonton, AB, Presses de l'Institut circumpolaire canadien, Université de l'Alberta, et Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones, Université Laval.
- Duhaime et Caron, 2012 – DUHAIME, G., et A. CARON. *Indices comparatifs des prix du Nunavik 2011*, Québec, QC, Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée.
- Duhaime et Godmaire, 2002 – DUHAIME, G., et A. GODMAIRE. « Sustainable food security: An integrated framework », *Pimatziwin: A Journal of Aboriginal and Indigenous Community Health*, vol. 1, n° 2.

- Earle, 2011 – EARLE, L. *Régime alimentaire traditionnel et santé chez les Autochtones*, Prince George, BC, Centre de collaboration nationale de la santé autochtone.
- ECOSOC, 1999 – CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES. *Substantive Issues Arising in the Implementation of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. The Right to Adequate Food (art.11). General comment 12, paragraph 15*, Genève, Suisse, ONU.
- Egeland, 2009 – EGELAND, G. (avec la collaboration de membres du Qanuippitali Steering Committee, de A. Pacey, L. Johnson-Down et Z. Cao). *The International Polar Year Nunavut Inuit Child Health Survey, 2007–2008*, Montréal, QC, Centre for Indigenous Peoples' Nutrition and Environment (CINE) et École de diététique et de nutrition humaine, Université McGill.
- Egeland, 2010a – EGELAND, G. M. (avec la collaboration du Comité directeur de la Région désignée des Inuvialuit, d'employés du CINE et d'étudiants diplômés). *Inuit Health Survey 2007–2008: Inuvialuit Settlement Region*, Montréal, QC, Centre for Indigenous Peoples' Nutrition and Environment (CINE).
- Egeland, 2010b – EGELAND, G. M. (avec la collaboration du Comité directeur de la Région désignée des Inuvialuit, d'employés du CINE et d'étudiants diplômés). *Inuit Health Survey 2007–2008: Nunatsiavut*, Montréal, QC, Centre for Indigenous Peoples' Nutrition and Environment (CINE).
- Egeland, 2010c – EGELAND, G. M. (avec la collaboration du Comité directeur de la Région désignée des Inuvialuit, d'employés du CINE et d'étudiants diplômés). *Inuit Health Survey 2007–2009: Nunavut*, Montréal, QC, Centre for Indigenous Peoples' Nutrition and Environment (CINE).
- Egeland, 2011 – EGELAND, G. « IPY Inuit Health Survey speaks to need to address inadequate housing, food insecurity and nutrition transition », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 70, n° 5, p. 444-446.
- Egeland *et al.*, 2009, – EGELAND, G., G. CHARBONNEAU-ROBERTS, J. KULUGUQTUQ, J. KILABUK, L. OKALIK, R. SOUEIDA et H. KUHNLEIN. « Back to the Future: Using Traditional Food and Knowledge to Promote a Healthy Future Among Inuit », dans H. Kuhnlein, B. Erasmus et D. Spigelski, *Indigenous Peoples' Food Systems: The Many Dimensions of Culture, Diversity and Environment for Nutrition and Health*, Rome, Italie, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Centre for Indigenous Peoples' Nutrition and Environment (CINE).
- Egeland *et al.*, 2010 – EGELAND, G., A. PACEY, Z. CAO et I. SOBOL. « Food insecurity among Inuit preschoolers: Nunavut Inuit Child Health Survey, 2007–2008 », *Journal de l'Association médicale canadienne*, vol. 182, n° 3, p. 243.



- Egeland *et al.*, 2011a – EGELAND, G., L. JOHNSON-DOWN, Z. CAO, N. SHEIKH et H. WEILER. « Food insecurity and nutrition transition combine to affect nutrient intakes in Canadian Arctic communities », *Journal of Nutrition*, vol. 141, n° 9, p. 1746-1753.
- Egeland *et al.*, 2011b – EGELAND, G., L. WILLIAMSON-BATHORY, L. JOHNSON-DOWN et I. SOBOL. « Traditional food and monetary access to market-food: correlates of food insecurity among Inuit preschoolers », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 70, n° 4, p. 373-383.
- Egeland *et al.*, 2013 – EGELAND, G., S. YOHANNES, L. OKALIK, J. KILABUK, C. RACICOT, M. WILCKE... et S. KISA. « The Value of Inuit Elders' Storytelling to Health Promotion During Times of Rapid Climate Changes and Uncertain Food Security », dans H. Kuhnlein, B. Erasmus, D. Spigelski et B. Burlingame (éd.), *Indigenous Peoples' Food Systems & Well-being: Interventions & Policies for Healthy Communities*, Rome, Italie, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Centre for Indigenous Peoples' Nutrition and Environment (CINE).
- Eide, 2005 – EIDE, W. « From Food Security to the Right to Food », dans W. Eide et U. Kracht (éd.), *Food and Human Rights Development*, vol. 1, Anvers, Belgique, et Oxford, Royaume-Uni, Intersentia.
- Englberger *et al.*, 2013 – ENGLBERGER, L., A. LORENS, P. PEDRUS, K. ALBERT, A. LEVUNDUSKY, W. HAGILMAI... et H. KUHNLEIN. « Let's Go Local! Pohnpei Promotes Local Food Production and Nutrition for Health », dans H. Kuhnlein, B. Erasmus, D. Spigelski et B. Burlingame (éd.), *Indigenous Peoples' Food Systems & Well-being: Interventions & Policies for Healthy Communities*, Rome, Italie, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Centre for Indigenous Peoples' Nutrition and Environment (CINE).
- Epp, 2009 – EPP, S. *Provincial Approaches to Food Security: A Scan of Food Security Related Policies in Canada*, Winnipeg, MB, Manitoba Food Charter.
- Epp, 2011 – EPP, S. *Provincial Approaches to Food Security, 2011*, Winnipeg, MB, Manitoba Parlons alimentation et Manitoba Alternative Food Research Alliance.
- Ericksen *et al.*, 2010, – ERICKSEN, P., B. STEWART, J. DIXON, D. BARLING, P. LORING, M. ANDERSON et J. INGRAM. « The Value of a Food System Approach », dans J. Ingram, P. Ericksen et D. Liverman (éd.), *Food Security and Global Environmental Change*, Washington, DC, Earthscan.
- ESRA, 2011 – EAST SIDE ROAD AUTHORITY. *East Side Transportation Initiative*, vol. 3, Winnipeg, MB, gouvernement du Manitoba.

- Evans, 2012 – EVANS, P. « Abandoned and Ousted by the State: The Relocations from Nutak and Hebron, 1956–1959 », dans D. Natcher, L. Felt et A. Procter (éd.), *Settlement, Subsistence, and Change Among the Labrador Inuit: The Nunatsiavummut Experience*, Winnipeg, MB, Presses de l'Université du Manitoba.
- Exner-Pirot, 2012 – EXNER-PIROT, H. *Human Security in the Arctic: The Foundation of Regional Cooperation*, Saskatoon, SK, Programme Munk-Gordon de sécurité dans l'Arctique, Fondation Walter-et-Duncan-Gordon et ArcticNet.
- Exner-Pirot, 2013 – EXNER-PIROT, H. *Guidelines for Establishing a Northern Greenhouse Project*, Saskatoon, SK, Centre international pour la gouvernance et le développement du Nord, de l'Université de la Saskatchewan, et Université de l'Arctique.
- Fairburn, 2010 – FAIRBURN, M. « Framing Resistance: International Food Regimes & The Roots of Food Sovereignty », dans H. Wittman, A. Desmarais et N. Wiebe (éd.), *Food Sovereignty*, Winnipeg, MB, Fernwood Publishing.
- Fall, 1990 – FALL, J. « The division of subsistence of the Alaska Department of Fish and Game: An overview of its research program and findings: 1980–1990 », *Arctic Anthropology*, vol. 27, n° 2, p. 68-92.
- FAO, 1996 – ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale*, Rome, Italie, Nations Unies.
- FAO, 2000 – ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité*, Rome, Italie, Nations Unies.
- FAO, 2003 – ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Trade Reforms and Food Security: Conceptualizing the Linkages*, Rome, Italie, Service des politiques et projections, Division des produits et échanges.
- FAO, 2005 – ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*, adoptées à la cent vingt-septième session du Conseil de la FAO, novembre 2004, Rome, Italie, Nations Unies.
- FAO, 2006 – ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Notes d'orientation*, n° 2, juin, New York, NY, Nations Unies.
- FAO, 2007 – ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Right to Food and Indigenous Peoples*, Rome, Italie, Unité du droit à l'alimentation, Département du développement économique et social.
- FAO, 2009 – ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire*, Rome, Italie, Nations Unies.

- FAO *et al.*, 2012 – ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE et PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2012. La croissance économique est nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour accélérer la réduction de la faim et de la malnutrition*, Rome, Italie, Nations Unies.
- FBA, s.d. – FOOD BANK OF ALASKA. *Wild Game Salvage Program*. Adresse URL : [www.foodbankofalaska.org/viewPage.php?ID=44](http://www.foodbankofalaska.org/viewPage.php?ID=44) (dernière consultation : février 2014).
- Fediuk *et al.*, 2002 – FEDIUK, K., N. HIDIROGLOU, R. MADERE et H. KUHNLEIN. « Vitamin C in Inuit traditional food and women's diets », *Journal of Food Composition and Analysis*, vol. 15, n° 3, p. 221-235.
- Ferguson, 2011 – FERGUSON, H. « Inuit food (in)security in Canada: Assessing the implications and effectiveness of policy », *Queen's Policy Review*, vol. 2, n° 2, p. 54-79.
- FIDA, s.d. – FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE. *Food Security - A Conceptual Framework*. Adresse URL : [www.ifad.org/hfs/thematic/rural/rural\\_2.htm](http://www.ifad.org/hfs/thematic/rural/rural_2.htm) (dernière consultation : février 2014).
- Findlay *et al.*, 2013 – FINDLAY, L., K. LANGLOIS et D. KOHEN. « Hunger among Inuit children in Canada », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 72, p. 9.
- Fisher *et al.*, 2009 – FISHER, J., L. ROY et H. M. Barren-Ground Caribou Management in the Northwest Territories: An Independent Peer Review, Vegreville, AB, Sustainable Ecosystems Unit, Ecological Conservation Management Program, Conseil de recherches de l'Alberta.
- Flood, 2012 – FLOOD, G. « The North: Canada's Missing Link », *Winnipeg Free Press*, 20 octobre.
- Flowers *et al.*, 2010 – FLOWERS, J., S. NOCHASAK et K. JAMIESON. *NiKigijavut Hopedalimi. Our Food in Hopedale*, St. John's, NL, Food Security Network of Newfoundland & Labrador.
- FMCA, 2013 – FONDATION DES MALADIES DU CŒUR ET DE L'AVC. *Statistics*. Adresse URL : [www.heartandstroke.com/site/c.ikiQLcMWjTE/b.3483991/k.34A8/Statistics.htm](http://www.heartandstroke.com/site/c.ikiQLcMWjTE/b.3483991/k.34A8/Statistics.htm) (dernière consultation : février 2014).
- FMM, 2012 – FÉDÉRATION MÉTIS DU MANITOBA. *Métis Laws of the Harvest*, 3<sup>e</sup> éd., Winnipeg, MB, Fédération Métis du Manitoba.
- FMSA, 2001 – FORUM MONDIAL SUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE. *Déclaration finale du Forum mondial sur la souveraineté alimentaire*, La Havane, Cuba.
- FNMIGBA, 2009 – FIRST NATIONS MÉTIS AND INUIT GENDER BASED ANALYSIS. *Self-Rated Health. Our Voices. First Nations, Métis, and Inuit GBA*, British Columbia Centre of Excellence for Women's Health. Adresse URL : <http://www.aboriginalgba.ca/category.aspx?catid=132&rt=2> (dernière consultation : février 2014).

- Ford, 2009 – FORD, J.D. « Vulnerability of Inuit food systems to food insecurity as a consequence of climate change: A case study from Igloolik, Nunavut », *Regional Environmental Change*, vol. 9, n° 2, p. 83-100.
- Ford *et al.*, 2006 – FORD, J., B. SMIT, J. WANDEL et J. MACDONALD. « Vulnerability to climate change in Igloolik, Nunavut: What we can learn from the past and present », *Polar Record*, vol. 42, n° 221, p. 127-138.
- Ford *et al.*, 2007 – FORD, J., C. IRNGAUT, K. QRUNNUT et L. FORD. « Food insecurity in Igloolik: A baseline study », actes de la conférence annuelle d' *ArcticNet*, p. 48-49.
- Ford et Beaumier, 2011 – FORD, J.D., et M. BEAUMIER. « Feeding the family during times of stress: Experience and determinants of food insecurity in an Inuit community », *Geographical Journal*, vol. 177, p. 44-61.
- Ford et Berrang-Ford, 2009 – FORD, J., et L. BERRANG-FORD. « Food security in Igloolik, Nunavut: An exploratory study », *Polar Record*, vol. 45, n° 234, p. 225-236.
- Ford et Pearce, 2010 – FORD, J., et T. PEARCE. « What we know, do not know, and need to know about climate change vulnerability in the western Canadian Arctic: A systematic literature review », *Environmental Research Letters*, vol. 5, article 014008.
- Francoeur, 2013 – FRANCOEUR, R. « Farmers' Market Set to Open in Yellowknife », *Northern Journal*, 19 mars.
- Freeman, 1976 – FREEMAN, M. *Inuit Land Use and Occupancy Project: Report*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- FSN, 2009 – FOOD SAFETY NETWORK. *Préparation et conservation sécuritaires des aliments autochtones traditionnels : analyse bibliographique*, Guelph, ON, Centre de collaboration nationale en santé environnementale.
- FSNNL, 2012 – FOOD SECURITY NETWORK OF NEWFOUNDLAND & LABRADOR. *Food Security Initiative Inventory*, St. John's, NL, FSNNL.
- Furgal, 2008 – FURGAL, C. « Les effets des changements climatiques sur la santé dans le Nord canadien », dans *Santé et changements climatiques : Évaluation des vulnérabilités et de la capacité d'adaptation au Canada*, Ottawa, ON, Santé Canada.
- Furgal *et al.*, 2002 – FURGAL, C., D. MARTIN et P. GOSSELIN. « Climate Change and Health in Nunavik and Labrador: Lessons from Inuit Knowledge », dans I. Krupnik et D. Jolly (réd.), *The Earth is Faster Now: Indigenous Observations of Arctic Environmental Change*, Fairbanks, AK, Arctic Research Consortium des États-Unis, en collaboration avec le Arctic Studies Center, Smithsonian Institution.
- Furgal *et al.*, 2012 – FURGAL, C., S. HAMILTON, S. MEAKIN et V. RAJDEV. *Policy Options and Recommendations for Addressing Food (In)Security in Nunavut: Synthesis Document*, Iqaluit, NU, ministère de la Santé et des Services sociaux, gouvernement du Nunavut.

- Furgal et Prowse, 2008 – FURGAL, C., et T. PROWSE. « Nord du Canada », dans D. Lemmen, F. Warren, J. Lacroix et E. Bush (éd.), *Vivre avec les changements climatiques au Canada : édition 2007*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Gagné *et al.*, 2012 – GAGNÉ, D., R. BLANCHET, J. LAUZIÈRE, E. VAISSIÈRE, C. VÉZINA, P. AYOTTE... et H. TURGEON O'BRIEN. « Traditional food consumption is associated with higher nutrient intakes in Inuit children attending childcare centres in Nunavik », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 71, p. 1-9.
- Gamble, 1988 – GAMBLE, R. *Native Harvest of Wildlife in the Keewatin Region, Northwest Territories, for the Period October 1985 to March 1986 and a Summary for the Entire Period of the Harvest Study from October 1981 to March 1986. Canadian Data Report of Fisheries and Aquatic Sciences*, Winnipeg, MB, ministères des Pêches et Océans, Région du Centre et de l'Arctique.
- Gates *et al.*, 2013 – GATES, M., R. HANNING, A. GATES, D. MCCARTHY et L. TSUJI. « Assessing the impact of pilot school snack programs on milk and alternatives intake in 2 remote First Nation communities in northern Ontario, Canada », *Journal of School Health*, vol. 83, n° 2, p. 69-76.
- Gaudreau, 2013 – GAUDREAU, F. *Northern Canadian Sealift Delivery*, communication présentée à la conférence *Northern Exposure 2: Realities of Remote Logistics*, Winnipeg, MB.
- GC, 1998 – GOUVERNEMENT DU CANADA. *Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire – En réponse au plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- GC, 2013 – GOUVERNEMENT DU CANADA. *La présidence canadienne du Conseil de l'Arctique, 2013–2015*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- GCC, s.d. – GRAND CONSEIL DES CRIS. *Crees and Trees: An Introduction*. Adresse URL : [www.gcc.ca/contactus.php](http://www.gcc.ca/contactus.php) (dernière consultation : février 2014).
- GDNU, s.d. – GROUPE DE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES. *Document thématique sur l'OMD n° 1 : Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim*, New York, NY, ONU.
- Gearheard, *et al.*, 2006 – GEARHEARD, S., W. MATUMEAK, I. ANGUTIKJUAQ, J. MASLANIK, H.P. HUNTINGTON, J. LEAVITT... et R. BARRY. « "It's not that simple": A collaborative comparison of sea ice environments, their uses, observed changes, and adaptations in Barrow, Alaska, and Clyde River, Nunavut, Canada », *AMBIO: A Journal of the Human Environment*, vol. 35, n° 4, p. 203-211.
- GECAFS, 2009 – GLOBAL ENVIRONMENTAL CHANGE AND FOOD SYSTEMS. *A Food Systems Approach to Food Security and Global Environmental Change*. Adresse URL : [www.gecafs.org/publications/Publications/GECAFS\\_Food\\_Systems\\_Brochure\\_A5\\_version.pdf](http://www.gecafs.org/publications/Publications/GECAFS_Food_Systems_Brochure_A5_version.pdf) (dernière consultation : février 2014).

- Gerlach et Loring, 2013 – GERLACH, S.C., et P.A. LORING. « Rebuilding northern foodsheds, sustainable food systems, community well-being, and food security », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 72, article principal.
- GG, 2012 – GOUVERNEMENT DU GROENLAND. *Fact Sheet on Seals in Greenland*, Nuuk, Groenland, ministère des Pêcheries, de la Chasse et de l'Agriculture, gouvernement du Groenland.
- GIEC, 2007 – GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT. *Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*, Genève, Suisse, GIEC.
- GIEC, 2013 – GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT. *Changements climatiques 2013 – Les éléments scientifiques – Contribution du Groupe de travail I au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*, Stockholm, Suède, GIEC.
- Gionet et Roshanafshar, 2013 – GIONET, L., et S. ROSHANAFSHAR. *Certains indicateurs de la santé des membres des Premières nations vivant hors réserve, des Métis et des Inuits*, produit 82-624-X au catalogue de Statistique Canada, – Annexe I, liste des indicateurs de la santé des populations autochtones et non autochtones, tableaux CANSIM 105-0512 et 105-0513, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Giroux *et al.*, 2012 – GIROUX, M.A., M. CAMPBELL, M. DUMOND et D. JENKINS. *Availability of Caribou and Muskoxen for Local and Human Consumption Across Nunavut*, v.1.8, Iqaluit, NU, Section de la recherche sur la faune et la flore, ministère de l'Environnement, gouvernement du Nunavut.
- Glacken, 2008a – GLACKEN, J. *Promising Practices for Food Security: Draft Summary Report*, Ottawa, ON, Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits, Santé Canada.
- Glacken, 2008b – GLACKEN, J. *The NWT Food Security Project: Defining Food Security and a Review of Selected Food Security Initiatives*, Calgary, AB, JB Glacken Consulting Inc.
- Glacken, 2010 – GLACKEN, J. *The Development of the Promising Practices Food Security Tool*, rédigé pour la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits, Santé Canada, Calgary, AB, JB Glacken Consulting, Inc.
- Glanz *et al.*, 2005 – GLANZ, K., J. SALLIS, B. SAELENS et L. FRANK. « Healthy nutrition environments: Concepts and measures », *American Journal of Health Promotion*, vol. 19, n° 5, p. 330-333.
- GM, 2012 – GOUVERNEMENT DU MANITOBA. *Northern Healthy Foods Initiative*, Winnipeg, MB, gouvernement du Manitoba.
- GN, 2003 – GOUVERNEMENT DU NUNAVUT. *The Nunavut Transportation System - Evolving for Nunavummiut and their Economy*, Iqaluit, NU, gouvernement du Nunavut.

- GN, 2004 – GOUVERNEMENT DU NUNAVUT. *Nunavut Report on Comparable Health Indicators, 2004*, Iqaluit, NU, ministère de la Santé et des services sociaux, gouvernement du Nunavut.
- GN, 2011 – GOUVERNEMENT DU NUNAVUT. *Fact Sheet: Trichinosis*, Iqaluit, NU, gouvernement du Nunavut.
- GN, 2012 – GOUVERNEMENT DU NUNAVUT. *Nunavut Food Guide Educator's Handbook*, Iqaluit, NU, ministère de la Santé et des Services sociaux.
- GN et NTI, 2011 – GOUVERNEMENT DU NUNAVUT et NUNAVUT TUNNGAVIK INC. *The Makimaniq Plan: A Shared Approach to Poverty Reduction*, Iqaluit, NU, Gouvernement du Nunavut et Nunavut Tunngavik inc.
- Gofman, 2010 – GOFMAN, V. *Community based monitoring handbook: Lessons from the Arctic*, Akureyri, Islande, Conservation of Arctic Flora and Fauna.
- Gombay, 2005 – GOMBAY, N. « The commoditization of country foods in Nunavik: A comparative assessment of its development, applications, and significance », *Arctic*, vol. 58, n° 2, p. 115-128.
- Gombay, 2009 – GOMBAY, N. « Sharing or commoditising? A discussion of some of the socio-economic implications of Nunavik's Hunter Support Program », *Polar Record*, vol. 45, n° 233, p. 119-132.
- Gombay, 2010 – GOMBAY, N. « Community, obligation, and food: Lessons from the moral geography of Inuit », *Geografiska Annaler Series B-Human Geography*, vol. 92B n° 3, p. 237-250.
- Gouvernement du Nunatsiavut, 2009 – GOUVERNEMENT DU NUNATSIAVUT. *Our Beautiful Land*. Adresse URL : <http://www.nunatsiavut.com/index.php> (dernière consultation : janvier 2014).
- GQ, 1998 – GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Convention de la Baie-James et du Nord québécois et conventions complémentaires*, Sainte-Foy, QC, Les Publications du Québec.
- GQ, 2011 – GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Plan Nord : faire le Nord ensemble : le chantier d'une génération*, Québec, QC, gouvernement du Québec.
- GRID-Arendal, 2009 – GRID-ARENDAL (notamment S. Meakin et T. Kurvits). *Assessing the Impacts of Climate Change on Food Security in the Canadian Arctic*, Ottawa, ON, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada.
- GRRB, 2009 – GWICH'IN RENEWABLE RESOURCE BOARD. *Gwich'in Harvest Study: Final Report*, Inuvik, NT, GRRB.
- GRSA, 2009 – GROUPE DE RÉFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE. *The Conceptual Model for Promoting Food Security in First Nations and Inuit Communities. Revised Draft*, Ottawa, ON, non publié.
- GTNO, 2005 – GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST. *Traditional Knowledge Policy 53.03*, Yellowknife, NT, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

- GTNO, 2010a – GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST. *NWT Labour Force Survey*. Yellowknife, Bureau de la statistique, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.
- GTNO, 2010b – GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST. *Traditional Activities. Participation in Trapping – 1989 to 2009 et Participation in Hunting or Fishing – 1999 to 2009*. Adresse URL : [www.statsnwt.ca/Traditional%20Activities/](http://www.statsnwt.ca/Traditional%20Activities/) (dernière consultation : février 2014).
- GTNO, 2011 – GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST. *Take a Kid Trapping & Hunting Report, 2009–2010*, Yellowknife, NT, GTNO.
- GTNO, 2012 – GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST. *Communities and Diamonds: Socio-economic Impacts in the Communities of Behchoko, Detah, Gameti, Lutsel K'e, Ndilo, Wekweeti, Whati and Yellowknife - 2010 Annual Report*, Yellowknife, NT, GTNO.
- GTNO et GC, 2011 – GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST et GOUVERNEMENT DU CANADA. *Canada/Northwest Territories Growing Forward Program Guide*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Gundersen et Garasky, 2012 – GUNDERSEN, C., et S. GARASKY. « Financial management skills are associated with food insecurity in a sample of households with children in the United States », *Journal of Nutrition*, vol. 142, n° 10, p. 1865-1870.
- Gunn *et al.*, 2011 – GUNN, A., D. RUSSELL et J. EAMER. *Northern Caribou Population Trends in Canada. Canadian Biodiversity: Ecosystem Status and Trends 2010, Technical Thematic Report no. 10*, Ottawa, ON, Conseil canadien des ministres de l'Environnement.
- Guyot, 2006 – GUYOT, M. *Impacts of Climate Change on Traditional Food Security in Aboriginal Communities in Northern Canada. Thesis submitted to the Faculty of Graduate Studies and Research in partial fulfillment of the requirements for the degree of Master of Science*, Montréal, QC, Université McGill.
- Guyot *et al.*, 2006 – GUYOT, M., C. DICKENSON, C. PACI, C. FURGAL et H.M. CHAN. « Local observations of climate change and impacts on traditional food security in two northern Aboriginal communities », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 65, n° 5, p. 403-415.
- Hamilton *et al.*, 2011 – HAMILTON, S., S. BEAUBIER et J. MARTIN. *A Scan of Opportunities and Barriers Related to the Provision of Nutritious and Culturally Appropriate Foods in Community Based Programs and Services in Nunavut*, Verdun, QC, Service Open2Learn.
- Hansen *et al.*, 2008 – HANSEN, J., B. DEUTCH et J. ODLAND. « Dietary transition and contaminants in the Arctic: Emphasis on Greenland », *Circumpolar Health Supplements*, vol. 2.
- HAV, 2012 – HYBRID AIR VEHICLES. *Image Gallery*. Adresse URL : [www.hybridairvehicles.com/imagegallery.aspx](http://www.hybridairvehicles.com/imagegallery.aspx) (dernière consultation : février 2014).



- HCDHNU, 2012 – HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES. *Canada: National Food Strategy Can Eradicate Hunger Amidst Plenty* – *UN Rights Expert*, communiqué de presse, 16 mai.
- HCDHNU et FAO, 2010 – HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES et ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Le droit à une alimentation suffisante. Fiche d'information n° 34*, Genève, Suisse, ONU.
- Healey et Meadows, 2008 – HEALEY, G., et L. MEADOWS. « Tradition and culture: An important determinant of Inuit women's health », *Journal of Aboriginal Health*, vol. 4, n° 1, p. 25-33.
- HLPE, 2012 – GROUPE D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION. *Social Protection for Food Security. A Report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security*, Rome, Italie, Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies.
- Hoddinott, 1999 – HODDINOTT, J. *Operationalizing Household Food Security in Development Projects: An Introduction*, Washington, DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Hopper et Power, 1991 – HOPPER, M., et G. POWER. « The fisheries of an Ojibwa community in northern Ontario », *Arctic*, vol. 44, n° 4, p. 267-274.
- Huet *et al.*, 2012 – HUET, C., R. ROSOL et G. EGELAND. « The prevalence of food insecurity is high and the diet quality poor in Inuit communities », *Journal of Nutrition*, vol. 142, n° 3, p. 541-547.
- Humphries *et al.*, 2004 – HUMPHRIES, M., J. UMBANHOWAR et K. McCANN. « Bioenergetic prediction of climate change impacts on northern mammals », *Integrative and Comparative Biology* vol. 44, n° 2, p. 152-162.
- Huntington, 1992 – HUNTINGTON, H. « The Alaska Eskimo Whaling Commission and other cooperative marine mammal management organizations in northern Alaska », *Polar Record*, vol. 28, n° 165, p. 119-126.
- Huntington, 1998 – HUNTINGTON, H. « Observations on the utility of the semi-directive interview for documenting traditional ecological knowledge », *Arctic*, vol. 51, n° 3, p. 237-242.
- Hydro-Québec, 2012 – HYDRO-QUÉBEC. *Comparaison des prix de l'électricité dans les grandes villes nord-américaines*, Montréal, QC, Hydro-Québec.
- ICIS, 2013 – INSTITUT CANADIEN D'INFORMATION SUR LA SANTÉ. *Soins hospitaliers en cas de crise cardiaque chez les Premières Nations, les Inuits et les Métis*, Ottawa, ON, ICIS.
- ICRH, 2013 – INTERNATIONAL CENTRE FOR REINDEER HUSBANDRY. *EALLIN – Reindeer Herding Youth*. Adresse URL : <http://reindeerherding.org/projects/eallin/project-milestones/> (dernière consultation : février 2014).
- ICSU, 2002 – CONSEIL INTERNATIONAL POUR LA SCIENCE. *Science, Traditional Knowledge and Sustainable Development*, Paris, France, UNESCO.

- Ilisaiqsivik, 2013 – ILISAQSIVIK. *Our Mission*. Adresse URL : <http://ilisaiqsivik.ca/about-ilisaiqsivik/our-mission> (dernière consultation : février 2014).
- Impact Economics, 2011 – IMPACT ECONOMICS. *Poverty in Nunavut: Understanding and Defining Poverty in Nunavut*, Iqaluit, NU, ministère du Développement économique et des Transports, gouvernement du Nunavut.
- Ingram *et al.*, 2010 – INGRAM, J., P. ERICKSEN et D. LIVERMAN (réd.). *Food Security and Global Environmental Change*, Washington, DC, Earthscan.
- IRSC *et al.*, 2010 – INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA, CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE DU CANADA et CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES. *Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains*, Ottawa, ON, IRSC, CRSNG et CRSH.
- Islam *et al.*, 2011 – ISLAM, D., S. THOMPSON, S. ZAHARIUK et M. MAILMAN. *Garden Hill First Nation - Household Food Survey Shows Food Prices are Unaffordable for Community and its Fishermen: Winnipeg Based Fish Market Will Help Fishermen Survive*, affiche de l'Association canadienne d'études environnementales, Winnipeg, MB, Institut des ressources naturelles, Université du Manitoba.
- Islam et Berkes, 2012 – ISLAM, D., et F. BERKES. *Northern Indigenous Fisheries and Food Security. Conference Poster*, affiche présentée à la conférence annuelle de l'Association canadienne d'études environnementales, du 30 mai au 2 juin, Waterloo, ON.
- Islam et Thompson, 2011 – ISLAM, D., et S. THOMPSON. « Community economic development with Neechi Foods: Impact in Aboriginal fishers in northern Manitoba, Canada », *Journal of Aboriginal Economic Development*, vol. 7, n° 2, p. 2-7.
- ITK, 2007 – INUIT TAPIRIT KANATAMI. *Social Determinants of Inuit Health in Canada: A discussion Paper*, Ottawa, ON, ITK.
- ITK, 2012 – INUIT TAPIRIT KANATAMI. *Inuit Knowledge Centre: Advancing Inuit Knowledge for Sustainable Arctic Science and Policy*, Ottawa, ON, ITK.
- ITK, s.d. – INUIT TAPIRIT KANATAMI. *Inuit Regions of Canada*. Adresse URL : <https://www.itk.ca/about-inuit/inuit-regions-canada> (dernière consultation : janvier 2014).
- ITK et CCI, 2012 – INUIT TAPIRIT KANATAMI et CONSEIL CIRCUMPOLAIRE INUIT (CANADA). *Inuit and the Right to Food: Submission to the United Nations Special Rapporteur on the Right to Food for the Official Country Mission to Canada*, Ottawa, ON, ITK et CCI.
- ITK et NRI, 2007 – INUIT TAPIRIT KANATAMI et NUNAVUT RESEARCH INSTITUTE. *Negotiating Research Relationships with Inuit Communities: A Guide for Researchers*, Ottawa, ON, Iqaluit, NU, ITK et NRI.
- ITONSA, 2012 – INUIT TUTTARVINGAT DE L'ORGANISATION NATIONALE DE LA SANTÉ AUTOCHTONE. *Submission to the UN Special Rapporteur on the Right to Food Mission for Canada*, Ottawa, ON, ONSA.

- Jamieson *et al.*, 2012 – JAMIESON, J., H. WEILER, H. KUHNLEIN et G. EGELAND. « Traditional food intake is correlated with iron stores in Canadian Inuit men », *Journal of Nutrition*, vol. 142, p. 764-770.
- Jenkins *et al.*, 2013 – JENKINS, D., J. GOORTS et N. LECOMTE. *Estimating the Abundance of South Baffin Caribou: Summary Report 2012*, Iqaluit, NU, ministère de l'Environnement, gouvernement du Nunavut.
- Jeppesen *et al.*, 2011 – JEPPESEN, C., P. BJERREGAARD et K. YOUNG. « Food-based dietary guidelines in circumpolar regions », *Circumpolar Health Supplements*, vol. 8, p. 42.
- Johnson-Down et Egeland, 2010 – JOHNSON-DOWN, L., et G. EGELAND. « Adequate nutrient intakes are associated with traditional food consumption in Nunavut Inuit children aged 3-5 years », *Journal of Nutrition*, vol. 140, n° 7, p. 1311-1316.
- Joint Secretariat, 2003 – JOINT SECRETARIAT. *Inuvialuit Harvest Study: Data and Methods Report 1988-1997*, Inuvik, NT, Joint Secretariat.
- Jones *et al.*, 2013 – JONES, A., F. NGURE, G. PELTO et S. YOUNG. « What are we assessing when we measure food security? A compendium and review of current metrics », *Advances in Nutrition*, vol. 4, p. 481-505.
- Kafarowski, 2006 – KAFAROWSKI, J. « Gendered dimensions of environmental health, contaminants and global change in Nunavik, Canada », *Études/Inuit/Studies*, vol. 30, n° 1.
- Kamal *et al.*, s.d. – KAMAL, A.G., M. MAILMAN, S. THOMPSON et U. NWANKWO. *Eating Healthy in Nelson House, Manitoba: Country Food Program is Improving Food Security*. Adresse URL : [http://home.cc.umanitoba.ca/~thompso4/Poster\\_NELSON\\_HOUSE\\_7.ppt.pdf](http://home.cc.umanitoba.ca/~thompso4/Poster_NELSON_HOUSE_7.ppt.pdf) (dernière consultation : février 2014).
- Kerr, 2012 – KERR, J. « Finding the Divine in Dirt », *Yukon News*.
- Kielsen-Holm, 2010 – KIELSEN-HOLM, L. « Sila-Inuk: Study of the Impacts of Climate Change in Greenland », dans I. Krupnik, C. Aporta, S. Gearheard, G. Laidler et L. Kielsen-Holm (éd.), *SIKU: Knowing Our Ice. Documenting Inuit Sea Ice Knowledge and Use*, New York, NY, Springer Science+ Business Media.
- King et IRSC-ISA, 2013 – KING, M., et INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA – INSTITUT DE LA SANTÉ DES AUTOCHTONES. *Nouvelles sur la recherche en santé des Autochtones*, vol. 2, Ottawa, ON, IRSC.
- Kirkpatrick *et al.*, 2010 – KIRKPATRICK, S., L. MCINTYRE et M. POTESTIO. « Child hunger and long-term adverse consequences for health », *Archives of Pediatrics & Adolescent Medicine*, vol. 164, p. 754-762.
- Kishigami, 2000 – KISHIGAMI, N. « Contemporary Inuit food sharing and Hunter Support Program of Nunavik, Canada », *Senri Ethnological Studies*, vol. 53, p. 171-192.
- Krabbenhoft et Sunderland, 2013 – KRABBENHOFT, D., et E. SUNDERLAND. « Global change and mercury », *Science*, vol. 341, n° 6153, p. 1457-1458.

- Kraemer *et al.*, 2005, – KRAEMER, L., J. BERNER et C. FURGAL. « The potential impact of climate on human exposure to contaminants in the Arctic », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 64, n° 5, p. 498-508.
- Kral *et al.*, 2011 – KRAL, M., L. IDLOUT, J. MINORE, R. DYCK et L. KIRMAYER. « Unikkaartuit: Meanings of well-being, unhappiness, health and community change among Inuit in Nunavut, Canada », *American Journal of Community Psychology*, vol. 48, p. 426-438.
- Krech, 1978 – KRECH, S. « Nutritional evaluation of a mission residential school diet: The accuracy of informant recall », *Human Organization*, vol. 37, n° 2, p. 186-190.
- Kuhnlein, 1992 – KUHNLEIN, H. « The Need for Rapid Ethnographic Procedures for Environmental Contaminant Assessments with Indigenous People », dans N.S. Scrimshaw et G.R. Gleason (réd.), *RAP: Rapid Assessment Procedures, Qualitative Methodologies for Planning and Evaluation of Health Related Programmes*, Boston, MA, International Nutrition Foundation for Developing Countries.
- Kuhnlein, 2013 – KUHNLEIN, H. « What Food System Intervention Strategies and Evaluation Indicators are Successful with Indigenous Peoples? », dans H. Kuhnlein, B. Erasmus, D. Spigelski et B. Burlingame (réd.), *Indigenous Peoples' Food Systems & Well-being: Interventions & Policies for Healthy Communities*, Rome, Italie, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Centre for Indigenous Peoples' Nutrition and Environment (CINE).
- Kuhnlein *et al.*, 1995a – KUHNLEIN, H., O. RECEVEUR, N. MORRISON, D. APPAVOO, R. SOUEIDA et P. PIERROT. « Dietary nutrients of Sahtu Dene/Metis vary by food source, season and age », *Ecology of Food and Nutrition*, vol. 34, p. 183-195.
- Kuhnlein *et al.*, 1995b – KUHNLEIN, H., O. RECEVEUR, D. MUIR, H.M. CHAN et R. SOUEIDA. « Arctic Indigenous women consume greater than acceptable levels of organochlorines », *Journal of Nutrition*, vol. 125, n° 10, p. 2501-2510.
- Kuhnlein *et al.*, 1995c – KUHNLEIN, H., R. SOUEIDA et O. RECEVEUR. « Baffin Inuit food use by age, gender and season », *Journal of the Canadian Dietetic Association*, vol. 56, n° 4, p. 175-183.
- Kuhnlein *et al.*, 2001 – KUHNLEIN, H., O. RECEVEUR et H.M. CHAN. « Traditional food systems research with Canadian Indigenous peoples », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 60, p. 112-122.
- Kuhnlein *et al.*, 2002 – KUHNLEIN, H., H.M. CHAN, D. LEGGEE et V. BARTHET. « Macronutrient, mineral and fatty acid composition of Canadian Arctic traditional food », *Journal of Food Composition and Analysis*, vol. 15, n° 5, p. 545-566.

- Kuhnlein *et al.*, 2004 – KUHNLEIN, H., O. RECEVEUR, R. SOUEIDA et G. EGELAND. « Arctic Indigenous Peoples experience the nutrition transition with changing dietary patterns and obesity », *Journal of Nutrition*, vol. 134, n° 6, p. 1447-1453.
- Kuhnlein *et al.*, 2006 – KUHNLEIN, H., V. BARTHET, A. FARREN, E. FALAHI, D. LEGGEE, O. RECEVEUR et P. BERTI. « Vitamins A, D, and E in Canadian Arctic traditional food and adult diets », *Journal of Food Composition and Analysis*, vol. 19, n° 6-7, p. 495-506.
- Kuhnlein *et al.*, 2009 – KUHNLEIN, H., B. ERASMUS et D. SPIGELSKI. *Indigenous Peoples' Food Systems: The Many Dimensions of Culture, Diversity and Environment for Nutrition and Health*, Rome, Italie, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- Kuhnlein *et al.*, 2013a – KUHNLEIN, H., B. BURLINGAME et B. ERASMUS. « Policy and Strategies to Improve Nutrition and Health for Indigenous Peoples », dans H. Kuhnlein, B. Erasmus, D. Spigelski et B. Burlingame (réd.), *Indigenous Peoples' Food Systems & Well-being: Interventions & Policies for Healthy Communities*, Rome, Italie, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Centre for Indigenous Peoples' Nutrition and Environment (CINE).
- Kuhnlein *et al.*, 2013b – KUHNLEIN, H., L. GOODMAN, O. RECEVEUR, D. SPIGELSKI, N. DURAN, G. HARRISON... et TETLIT ZHEH. « Gwich'in Traditional Food and Health in Tetlit Zheh, Northwest Territories, Canada: Phase II », dans H. Kuhnlein, B. Erasmus, D. Spigelski et B. Burlingame (réd.), *Indigenous Peoples' Food Systems & Well-being: Interventions & Policies for Healthy Communities*, Rome, Italie, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Centre for Indigenous Peoples' Nutrition and Environment (CINE).
- Kuhnlein et Receveur, 1996 – KUHNLEIN, H., et O. RECEVEUR. « Dietary change and traditional food systems of Indigenous Peoples », *Annual Review of Nutrition*, vol. 16, n° 4, p. 417-442.
- Kuhnlein et Receveur, 2007 – KUHNLEIN, H., et O. RECEVEUR. « Local cultural animal food contributes high levels of nutrients for Arctic Canadian Indigenous adults and children », *Journal of Nutrition*, vol. 137, n° 4, p. 1110-1114.
- Kulchyski, 2013 – KULCHYSKI, P. *Aboriginal Rights Are Not Human Rights: In Defence of Indigenous Struggles*, Winnipeg, MB, ARP Books.
- Kunuk et Mauro, 2010 – KUNUK, Z., et I. MAURO. *Qapirangajuq - Inuit Knowledge and Climate Change*, film, Igloolik, NU, Isuma Productions Inc.
- Kutz *et al.*, 2004 – KUTZ, S., E. HOBERG, J. NAGY, L. PAULEY et B. ELKIN. « "Emerging" parasitic infections in Arctic ungulates », *Faculty Publications from the Harold W. Manter Laboratory of Parasitology*, article 318.

- LaDuke, 2002 – LADUKE, W. *The Winona LaDuke Reader: A Collection of Essential Writings*, réserve indienne de Penticton, BC, Theytus Books.
- Laird *et al.*, 2013a – LAIRD, B., A. GONCHAROV et H. CHAN. « Body burden of metals and persistent organic pollutants among Inuit in the Canadian Arctic », *Environment International*, vol. 59c, p. 33-40.
- Laird *et al.*, 2013b – LAIRD, B., A. GONCHAROV et H. CHAN. « Dietary advice on Inuit traditional food use needs to balance benefits and risks of mercury, selenium, and n3 fatty acids », *Journal of Nutrition*, vol. 143, n° 6, p. 923-930.
- Lambden *et al.*, 2006 – LAMBDEN, J., O. RECEVEUR, J. MARSHALL et H. KUHNLEIN. « Traditional and market food access in Arctic Canada is affected by economic factors », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 65, n° 4, p. 331-340.
- Lambden *et al.*, 2007 – LAMBDEN, J., O. RECEVEUR et H. KUHNLEIN. « Traditional food attributes must be included in studies of food security in the Canadian Arctic », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 66, n° 4, p. 308-319.
- Lane *et al.*, 2002 – LANE, P., M. BOPP, J. BOPP et J. NORRIS. *Le balisage de l'expérience de guérison – Rapport final d'un projet de recherche d'une Première nation sur la guérison dans les collectivités autochtones du Canada*, Ottawa, ON, Fondation autochtone de guérison et Groupe de la politique correctionnelle autochtone.
- LAO, 2013 – LABRADOR AFFAIRS OFFICE. *Air Foodlift Subsidy*. Adresse URL : [www.laa.gov.nl.ca/laa/programs\\_we\\_offer/air\\_foodlift\\_subsidy.html](http://www.laa.gov.nl.ca/laa/programs_we_offer/air_foodlift_subsidy.html) (dernière consultation : février 2014).
- Lardeau *et al.*, 2011 – LARDEAU, M.-P., G. HEALEY et J. FORD. « The use of Photovoice to document and characterize the food security of users of community food programs in Iqaluit, Nunavut », *Rural and Remote Health*, vol. 11, p. 1680.
- Larrat *et al.*, 2012 – LARRAT, S., M. SIMARD, S. LAIR, D. BÉLANGER et J.-F. PROULX. « From science to action and from action to science: The Nunavik Trichinellosis Prevention Program », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 71, p. 1-9.
- Larter *et al.*, 2000 – LARTER, N., A. SINCLAIR, T. ELLSWORTH, J. NISHI et C. GATES. « Dynamics of reintroduction in an indigenous large ungulate: The wood bison of northern Canada », *Animal Conservation*, vol. 4, p. 299-309.
- Lawn et Harvey, 2003 – LAWN, J., et D. HARVEY. *La nutrition et la sécurité alimentaire à Kugaaruk, au Nunavut – Enquête de référence pour le projet-pilote lié au programme Aliments-poste*, Ottawa, ON, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada.
- Lawn et Harvey, 2004 – LAWN, J., et D. HARVEY. *La nutrition et la sécurité alimentaire à Fort Severn, en Ontario – Enquête de référence pour le projet-pilote lié au programme Aliments-poste*, Ottawa, ON, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada.

- Lawn et Harvey, 2009 – LAWN, J., et D. HARVEY. *Change in Nutrition and Food Security in Kugaaruk, Nunavut, 2001–2008*, Ottawa, ON, Dialogos Educational Consultants Inc.
- Le Hénaff et Crête, 1989 – LE HÉNAFF, D., et M. CRÊTE. « Introduction of muskoxen in northern Quebec: The demographic explosion of a colonizing herbivore », *Canadian Journal of Zoology*, vol. 67, p. 1101-1105.
- Ledrou et Gervais, 2005 – LEDROU, I., et J. GERVAIS. *Insécurité alimentaire*, produit 82-003-XIF : 11-22 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Legat, 1991 – LEGAT, A. *Report of the Traditional Knowledge Working Group, Northwest Territories*, Yellowknife, NT, ministère de la Culture et des Communications, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.
- Legat *et al.*, 1995 – LEGAT, A., S. ZOE et M. CHOCOLATE. « The Importance of Knowing », dans *NWT Diamonds Project Environmental Impact Statement*, vol. 1, annexes, Vancouver, BC, BHP Diamonds Inc.
- Leighton, 2011 – LEIGHTON, F. *Wildlife Pathogens and Diseases in Canada. Canadian Biodiversity: Ecosystem Status and Trends 2010, Technical Thematic Report No. 7*, Ottawa, ON, Conseil canadien des ministres de l'Environnement.
- LIA *et al.*, 2005 – LABRADOR INUIT ASSOCIATION, GOUVERNEMENT DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR et GOUVERNEMENT DU CANADA. *Accord sur les revendications territoriales entre les Inuit du Labrador et Sa Majesté la Reine du Chef de Terre-Neuve-et-Labrador et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada*, Ottawa, ON.
- Lix *et al.*, 2009 – LIX, L., S. BRUCE, J. SARKAR et K. YOUNG. *Facteurs de risque et problèmes de santé chroniques chez les Autochtones et les non-Autochtones*, produit 82-003-XPE au catalogue de Statistique Canada, vol. 20, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Lockhart *et al.*, 1992 – LOCKHART, W., R. WAGEMANN, B. TRACEY, D. SUTHERLAND et D. THOMAS. « Presence and implications of chemical contaminants in the freshwaters of the Canadian Arctic », *Science of the Total Environment*, vol. 122, n° 1-2, p. 165-245.
- Loppie Reading et Wien, 2009 – LOPPIE READING, C., et F. WIEN. *Inégalités en matière de santé et déterminants sociaux de la santé des peuples autochtones*, Prince George, BC, Centre de collaboration nationale de la santé autochtone.
- Loring et Gerlach, 2009 – LORING, P., et S. GERLACH. « Food, culture, and human health in Alaska: An integrative health approach to food security », *Environmental Science and Policy*, vol. 12, n° 4, p. 466-478.
- Løvendal et Knowles, 2005 – LØVENDAL, C., et M. KNOWLES. *Cadre d'analyse de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire*, Rome, Italie, Division de l'économie du développement agricole, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- Lyver et Première Nation dénée Lutsel K'e, 2005 – LYVER, P., et PREMIÈRE NATION DÉNÉE LUTSEL K'É. « Monitoring Barren-Ground Caribou body condition with Denésoliné traditional knowledge », *Arctic*, vol. 58, n° 1, p. 44-54.

- Macdonald *et al.*, 2000 – MACDONALD, R., L. BARRIE, T. BIDLEMAN, M. DIAMOND, D. GREGOR, R. SEMKIN... et G. STERN. « Contaminants in the Canadian Arctic: 5 years of progress in understanding sources, occurrence and pathways », *Science of the Total Environment*, vol. 254, n° 2-3, p. 93-234.
- Macdonald *et al.*, 2003 – MACDONALD, R., D. MACKAY, Y. LI et B. HICKIE. « How will global climate change affect risks from long-range transport of persistent organic pollutants? », *Human and Ecological Risk Assessment*, vol. 9, p. 643-660.
- MacIntosh, 2010 – MACINTOSH, C. « Developments in Aboriginal Law: The 2009–2010 Term: The Year when Treaties became Contracts », *Supreme Court Law Review*, vol. 52, n° 2d, p. 1.
- MacIntosh, 2012 – MACINTOSH, C. « Relational Theory and Indigenous Health: Insights for Law Reform and Policy Development », dans J. Downie et J. Llewellyn (réd.), *Being Relational: Reflections on Relational Theory and Health Law. Law and Society Series*, Vancouver, BC, Presses de l'Université de la Colombie-Britannique.
- MAFRI, s.d. – MANITOBA AGRICULTURE FOOD AND RURAL INITIATIVES. *Northern Agriculture Program: Expanding Agriculture and Food Production in Northern Manitoba*, Winnipeg, MB, Cultivons l'avenir, gouvernement du Canada, et gouvernement du Manitoba.
- Magdanz *et al.*, 2002 – MAGDANZ, J., S. TAHBONE, K. KAMLETZ et A. AHMASUK. *Subsistence salmon fishing by residents of Nome, Alaska, 2001*, Juneau, AK, ministère des Pêches et de la Chasse au gibier de l'Alaska – Division de la subsistance.
- Magdanz *et al.*, 2010 – MAGDANZ, J., N. BRAEM, B. ROBBINS et D. KOSTER. *Subsistence Harvests in Northwest Alaska, Kivalina and Noatak, 2007*, Juneau, AK, ministère des Pêches et de la Chasse au gibier de l'Alaska – Division de la subsistance.
- Magga *et al.*, s.d. – MAGGA, O., S. MATHIESEN, R. CORELL et A. OSKAL. *Reindeer Herding, Traditional Knowledge, Adaptation to Climate Change and Loss of Grazing Land*, sous la direction de la Norvège et de l'Association of World Reindeer Herders (WRH), Groupe de travail sur le développement durable (GTDD) du Conseil de l'Arctique.
- MAINC et FTN, 1993 – MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN et FÉDÉRATION TUNGAVIK DU NUNAVUT. *Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Mainville, 2007 – MAINVILLE, R. « Agreement gives Cree \$1.4 billion to compensate for treaty shortfalls », *Lawyers Weekly*, vol. 27, n° 19.
- Marquardt et Caulfield, 1996 – MARQUARDT, O., et R. CAULFIELD. « Development of west Greenlandic markets for country foods since the 18<sup>th</sup> century », *Arctic*, vol. 49, n° 2, p. 107-119.



- McDonald *et al.*, 1997 – McDONALD, M., L. ARRAGUTAINAQ et Z. NOVALINGA. *Voices from the Bay: Traditional Ecological Knowledge of Inuit and Cree in the Hudson Bay Bioregion*, Ottawa, ON, Canadian Arctic Resources Committee et Environmental Committee of Sanikiluaq.
- McGregor, 2004 – MCGREGOR, D. « Traditional Ecological Knowledge and Sustainable Development: Towards Co-Existence », dans M. Blaser, H. Feit, P. Harries-Jones, G. McRae et C. Menzies (réd.), *In the Way of Development: Indigenous Peoples, Life Projects and Globalization*, New York, NY, Zed Books.
- McKeown, 2006 – McKEOWN, D. *Food Security: Implications for the Early Years*, Toronto, ON, Agence de la santé publique de Toronto.
- McRae *et al.*, 2010 – McRAE, L., C. ZÖCKLER, M. GILL, J. LOH, J. LATHAM, N. HARRISON... et B. COLLEN. *Arctic Species Trend Index 2010: Tracking Trends in Arctic Wildlife*, Akureyri, Islande, Secrétariat international de Conservation of Arctic Flora and Fauna.
- Mead *et al.*, 2010a – MEAD, E., J. GITTELSON, E. DE ROOSE et S. SHARMA. « Important psychosocial factors to target in nutrition interventions to improve diet in Inuvialuit communities in the Canadian Arctic », *Journal of Human Nutrition and Dietetics*, vol. 23, p. 92-99.
- Mead *et al.*, 2010b – MEAD, E., J. GITTELSON et S. SHARMA. « Healthy food intentions and higher socioeconomic status are associated with healthier food choices in an Inuit population », *Journal of Human Nutrition and Dietetics*, vol. 23, p. 83-91.
- Mercille *et al.*, 2012 – MERCILLE, G., O. RECEVEUR et L. POTVIN. « Household food insecurity and Canadian Aboriginal women's self-efficacy in food preparation », *Canadian Journal of Dietetic Practice and Research*, vol. 73, n° 3, p. 134-140.
- Metallinos-Katsaras *et al.*, 2012 – METALLINOS-KATSARAS, E., A. MUST et K. GORMAN. « A longitudinal study of food insecurity on obesity in preschool children », *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics*, vol. 112, n° 12, p. 1949-1958.
- Mills, 2001 – MILLS, E. Dans Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Bilan 2001 des changements climatiques : Conséquences, adaptation et vulnérabilité – Résumé à l'intention des décideurs*, Genève, Suisse GIEC.
- Minogue, 2005 – MINOGUE, S. « Professional Hunters Provide Food for Greenlanders », *Nunatsiaq News*, 28 octobre.
- Monsalve *et al.*, 2005 – MONSALVE, M., H. THOMMASEN, G. PACHEV et J. FROLICH. « Differences in cardiovascular risks in the Aboriginal and non-Aboriginal people living in Bella Coola, British Columbia », *Medical Science Monitor*, vol. 11, n° 1, p. 21-28.

- Morrison *et al.*, 1995 – MORRISON, N., O. RECEVEUR, H. KUHNLEIN, D. APPAVOO, R. SOUEIDA et P. PIERROT. « Contemporary Sahtú Dene/Métis use of traditional and market food », *Ecology of Food and Nutrition*, vol. 34, p. 197-210.
- Mosby, 2013 – MOSBY, I. « Administering colonial science: Nutrition research and human biomedical experimentation in Aboriginal communities and residential schools, 1942–1952 », *Social History*, vol. 46, n° 91, p. 145-172.
- MPA, s.d. – MANITOBA PARLONS ALIMENTATION. *York Factory Cree Nation*, Winnipeg, MB, MPA.
- Muir *et al.*, 1992 – MUIR, D., R. WAGEMAN, B. HARGRAVE, D. THOMAS, D. PEAKALL et R. NORSTROM. « Arctic marine ecosystem contamination », *Science of the Total Environment*, vol. 122, n° 1-2, p. 75-134.
- Myers *et al.*, 2004 – MYERS, H., G. DUHAIME et S. POWELL. « Setting the table for food security: Policy impacts in Nunavut », *The Canadian Journal of Native Studies*, vol. XXIV, n° 2, p. 425-445.
- Myers *et al.*, 2005 – MYERS, H., S. POWELL et G. DUHAIME. « Food Production and Sharing in Nunavut: Not Only Discourse, but Reality », dans G. Duhaime et N. Bernard (éd.), *Arctic Food Security*, Edmonton, AB, Presses de l'Institut circumpolaire canadien, Université de l'Alberta, et Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones, Université Laval.
- Myers et Furgal, 2006 – MYERS, H., et C. FURGAL. « Long-range transport of information: Are Arctic residents getting the message about contaminants? », *Arctic*, vol. 59, n° 1, p. 47-60.
- Nakano, 2004 – NAKANO, T. *Dietary Intake and Anthropometry of Dene/Métis and Yukon Children*, thèse soutenue à l'Université McGill, Montréal, QC.
- Nakano *et al.*, 2005 – NAKANO, T., K. FEDIUK, N. KASSI et H. KUHNLEIN. « Food use of Dene/Métis and Yukon Children », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 64, n° 2, p. 137-146.
- Nakashima *et al.*, 2012 – NAKASHIMA, D., K. GALLOWAY MCLEAN, H. THULSTRUP, A. RAMOS CASTILLO et J. RUBIS. *Weathering Uncertainty: Traditional Knowledge for Climate Change Assessment and Adaptation*, Paris, France, et Darwin, Australie, UNESCO et UNU.
- Nancarrow et Chan, 2010 – NANCARROW, T., et H.M. CHAN. « Observations of environmental changes and potential dietary impacts in two communities in Nunavut, Canada », *Rural and Remote Health*, vol. 10, n° 2.
- Natcher, 2009 – NATCHER, D. « Subsistence and the social economy of Canada's Aboriginal North », *The Northern Review*, vol. 30, p. 69-84.
- Natcher *et al.*, 2005 – NATCHER, D., S. DAVIS et C. HICKEY. « Co-management: Managing relationships, not resources », *Human Organization*, vol. 64, n° 3, p. 240-250.

- Natcher *et al.*, 2012a – NATCHER, D., L. FELT, K. CHAULK, A. PROCTER et N. GOVERNMENT. « The harvest and management of migratory bird eggs by Inuit in Nunatsiavut, Labrador », *Environmental Management*, vol. 50, p. 1047-1056.
- Natcher *et al.*, 2012b – NATCHER, D.C., L. FELT et A. PROCTER (réd.). *Settlement, Subsistence and Change Among the Labrador Inuit: The Nunatsiavummiut Experience*, Winnipeg, MB, Presses de l'Université du Manitoba.
- Nation dénée, 2012 – NATION DÉNÉE. *First Nations Regional Health Survey Report, 2008–2010*, Yellowknife, NT, Nation dénée.
- NDC, 2012 – NUNAVUT DEVELOPMENT CORPORATION. *Annual Report 2011–2012*, Rankin Inlet, NU, NDC.
- Neff *et al.*, 2009 – NEFF, R., A. PALMER, S. MCKENZIE et R. LAWRENCE. « Food systems and public health disparities », *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, vol. 4, n° 3-4, p. 282-314.
- Nelson *et al.*, 2005 – NELSON, M., D. NATCHER et C. HICKEY. « Social and economic barriers to subsistence harvesting in Aboriginal communities », *Anthropologica*, vol. 47, n° 2, p. 289-301.
- Nelson *et al.*, 2008 – NELSON, M., D. NATCHER et C. HICKEY. « The Role of Natural Resources in Community Sustainability », dans D. Natcher (réd.), *Seeing Beyond the Trees: The Social Dimensions of Aboriginal Forest Management*, Concord, ON, Captus Press.
- NFPFSC, 2003 – NORTHERN FOOD PRICES PROJECT STEERING COMMITTEE. *Northern Food Prices Project Report: Exploring Strategies to Reduce the High Cost of Food in Northern Manitoba*, Winnipeg, MB, gouvernement du Manitoba.
- NFTI, 2013 – NORTHERN FARM TRAINING INSTITUTE. *2013 Workshops* (dépliant), Hay River, NT, NFTI.
- Nickels *et al.*, 2005 – NICKELS, S., C. FURGAL, M. BUELL et H. MOQUIN. *Unikkaaqatigitt: Putting the Human Face on Climate Change. Perspectives from Inuit in Canada*, Ottawa, ON, publication conjointe de l'Inuit Tapiriit Kanatami, du Centre Nasivvik de l'Université Laval pour la santé des Inuits et les changements environnementaux, et du Centre Ajuunginiq de l'Organisation nationale de la santé autochtone.
- Nilsson et Evengård, 2012 – NILSSON, L.M., et B. EVENGÅRD. *Food and Water Security Indicators in an Arctic Health Context. DRAFT*, Stockholm, Suède, Sous-groupe de travail sur le développement durable du Groupe sur la santé humaine et l'environnement dans l'Arctique, et Groupe d'experts sur la santé humaine du Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique.
- Noongwook *et al.*, 2007 – NOONGWOOK, G., VILLAGE AUTOCHTONE DE SAVOONGA, VILLAGE AUTOCHTONE DE GAMBELL, H. HUNTINGTON et J. GEORGE. « Traditional knowledge of the bowhead whale (*Balaena mysticetus*) around St. Lawrence Island, Alaska », *Arctic*, vol. 60, n° 1, p. 47-54.

- Nordin *et al.*, 2013 – NORDIN, S., M. BOYLE et T. KEMMER. « Position of the Academy of Nutrition and Dietetics: Nutrition security in developing nations: Sustainable food, water, and health », *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics*, vol. 113, n° 4, p. 581-595.
- Norris, 1998 – NORRIS, M.J. « Les langues autochtones du Canada », dans *Tendances sociales canadiennes*, n° 51, produit 11-008-XIF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- NSF, 1990 – NATIONAL SCIENCE FOUNDATION. *Principles for the Conduct of Research in the Arctic*. Adresse URL : [www.nsf.gov/geo/plr/arctic/conduct.jsp](http://www.nsf.gov/geo/plr/arctic/conduct.jsp) (dernière consultation : février 2014).
- NSIDC, 2012 – NATIONAL SNOW & ICE DATA CENTER. Adresse URL : <http://nsidc.org/> (dernière consultation : février 2014).
- NTI, s.d. – NUNAVUT TUNNGAVIK INCORPORATED. *Nunavut Harvester Support Program – Capital Equipment Program Description*. Adresse URL : [www.tunngavik.com/documents/beneficiaryProgramForms/NHSP%20Capital%20Equipment%20Program%20Description%20ENG.pdf](http://www.tunngavik.com/documents/beneficiaryProgramForms/NHSP%20Capital%20Equipment%20Program%20Description%20ENG.pdf) (dernière consultation : février 2014).
- Nuttall *et al.*, 2005 – NUTTALL, M., F. BERKES, B. FORBES, G. KOFINAS, T. VLASSOVA et G. WENZEL. « Hunting, Herding, Fishing, and Gathering: Indigenous Peoples and Renewable Resource Use in the Arctic », dans R. W. Corell (réd.), *Arctic Climate Impact Assessment*, Cambridge, Angleterre, Presses de l'Université de Cambridge.
- NWC, 2013a – NORTH WEST COMPANY. *Northern: Foodservice*. Adresse URL : [www.northernstores.ca/food\\_service.htm](http://www.northernstores.ca/food_service.htm) (dernière consultation : février 2014).
- NWC, 2013b – NORTH WEST COMPANY. *The North West Company: Canada Retail Banners*. Adresse URL : [www.northwest.ca/operations/canada.php](http://www.northwest.ca/operations/canada.php) (dernière consultation : février 2014).
- NWMB, s.d. – NUNAVUT WILDLIFE MANAGEMENT BOARD. *Mission Statement*. Adresse URL : [www.nwmb.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=69&Itemid=65&lang=en](http://www.nwmb.com/index.php?option=com_content&view=article&id=69&Itemid=65&lang=en) (dernière consultation : février 2014).
- Nyéléni, 2007a – NYÉLÉNI. *Déclaration de Nyéléni*, Sélingué, Mali, Nyéléni.
- Nyéléni, 2007b – NYÉLÉNI. *Nyéléni 2007: Forum for Food Sovereignty*, Sélingué, Mali, Nyéléni.
- Ohmagari et Berkes, 1997 – OHMAGARI, K., et F. BERKES. « Transmission of Indigenous knowledge and bush skills among the western James Bay Cree women of subarctic Canada », *Human Ecology*, vol. 25, n° 2, p. 197-222.
- Oliver *et al.*, 2012 – OLIVER, L., P. PETERS et D. KOHEN. *Taux de mortalité chez les enfants et les adolescents vivant dans l'Inuit Nunangat, 1994 à 2008*, vol. 23, n° 3, Ottawa, ON, Statistique Canada.
- OMPI, s.d. – ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE. *Propriété intellectuelle et savoirs traditionnels*, Genève, Suisse, OMPI.

- OMS, 2001 – ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ. *Premier Plan d'action pour l'alimentation et la nutrition*, Copenhague, Danemark, Nutrition et sécurité alimentaire – Division du soutien technique et du développement stratégique.
- ONSA, 2003 – ORGANISATION NATIONALE DE LA SANTÉ AUTOCHTONE. *What First Nations People Think About Their Health and Health Care. National Aboriginal Health Organization's Public Opinion Poll on Aboriginal Health and Health Care in Canada: Summary of Findings*, Ottawa, ON, Centre des Premières Nations, ONSA.
- ONSA, 2007 – ORGANISATION NATIONALE DE LA SANTÉ AUTOCHTONE. *Broader Determinants of Health in Aboriginal Context*, Ottawa, ON, ONSA.
- ONSA, 2008a – ORGANISATION NATIONALE DE LA SANTÉ AUTOCHTONE. *Annotated Bibliography: impacts of resource extraction if Northern Aboriginal communities in Canada*, Ottawa, ON, ONSA.
- ONSA, 2008b – ORGANISATION NATIONALE DE LA SANTÉ AUTOCHTONE. *Final Report: Roundtable Discussion Exploring Community-Based Responses to Resource Extractive Development in Northern Canada*, Ottawa, ON, ONSA.
- ONSA, 2008c – ORGANISATION NATIONALE DE LA SANTÉ AUTOCHTONE. *Resource Extraction and Aboriginal Communities in Northern Canada: Social Considerations*, Ottawa, ON, ONSA.
- ONSA, 2012 – ORGANISATION NATIONALE DE LA SANTÉ AUTOCHTONE. À propos de nous. Adresse URL : <http://www.naho.ca/firstnations/fr/a-propos-de-nous/> (dernière consultation : février 2014).
- ONU, 1948 – ORGANISATION DES NATIONS UNIES. *Déclaration universelle des droits de l'homme*, Paris, France, ONU.
- ONU, 1966 – ORGANISATION DES NATIONS UNIES. *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, New York, NY, ONU.
- ONU, 2008 – ORGANISATION DES NATIONS UNIES. *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, vol. 2012, New York, NY, Département des affaires économiques et sociales (DAES), et Conseil économique et social (ECOSOC).
- ONU, 2010 – ORGANISATION DES NATIONS UNIES. *Le droit à une alimentation suffisante*, Genève, Suisse, Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies.
- OPHA, 2002 – ONTARIO PUBLIC HEALTH ASSOCIATION. *A Systemic Approach to Community Food Security: A Role for Public Health*, Toronto, ON, OPHA.
- OTAN, 2011 – ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD. *Les changements dans le Grand Nord : incidences pour l'OTAN et au-delà*, rapport de mission, 248 SEM 11 F, Bruxelles, Belgique, Assemblée parlementaire de l'OTAN.
- Ouellet *et al.*, 1993 – OUELLET, J.-P., S. BOUTIN et D. HEARD. « Range impacts following the introduction of caribou on Southampton Island, Northwest Territories, Canada », *Arctic and Alpine Research*, vol. 24, p. 136-141.

- Owens *et al.*, 2012 – OWENS, S., P. DE WALS, G. EGELAND, C. FURGAL, Y. MAO, G. MINUK... et É. DEWAILLY. « Public health in the Canadian Arctic: Contributions from International Polar Year research », *Climatic Change*, vol. 115, n° 1, p. 259-281.
- Paci *et al.*, 2005 – PACI, C., C. DICKSON, S. NICKELS, L. CHAN et C. FURGAL. *Food Security of Northern Indigenous Peoples in a Time of Uncertainty*, Northern Research Forum.
- PAM, 2012a – PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. *La Faim – FAQ*. Adresse URL : <http://fr.wfp.org/faim/faq> (dernière consultation : février 2014).
- PAM, 2012b – PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. *Vue d'ensemble – La faim*. Adresse URL : <http://fr.wfp.org/faim> (dernière consultation : février 2014).
- Parkinson et Butler, 2005 – PARKINSON, A., et J. BUTLER. « Potential impacts of climate change on infectious diseases in the Arctic », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 64, n° 5, p. 478-486.
- Parlee *et al.*, 2005 – PARLEE, B., M. MANSEAU et PREMIÈRE NATION DÉNÉE LUTSEL K'E. « Understanding and Communicating About Ecological Change: Denesoline Indicators of Ecosystem Health », dans F. Berkes, R. Huebert, H. Fast, M. Manseau et A. Diduck (réd.), *Breaking Ice: Renewable Resource and Ocean Management in the Canadian North (Northern Lights)*, Calgary, AB, Presses de l'Université de Calgary.
- Parlee *et al.*, 2007 – PARLEE, B., J. O'NEIL et PREMIÈRE NATION DÉNÉE LUTSEL K'E. « "The Dene way of life": Perspectives on health from Canada's North », *Revue d'études canadiennes*, vol. 41, n° 3, p. 1-22.
- Parlee et Furgal, 2012 – PARLEE, B., et C. FURGAL. « Well-being and environmental change in the Arctic: A synthesis of selected research from Canada's International Polar Year program », *Climatic Change*, vol. 115, n° 1, p. 13-34.
- Patel, 2012 – PATEL, R. « Food sovereignty: Power, gender, and the right to food ». *PLoS Medicine*, vol. 9, n° 6.
- Pearce *et al.*, 2006 – PEARCE, T., B. SMIT, F. DUERDEN, F. KATAOYAK, A. GOOSE, R. Inuktalik... et J. WANDEL. *Travel Routes, Harvesting and Climate Change in Ulukhaktok, Canada*, Oulu, Finlande, Institut Thulé, Université d'Oulu et Forum de recherches nordiques.
- Pearce *et al.*, 2009 – PEARCE, T., J. FORD, G. LAIDLER, B. SMIT, F. DUERDEN, M. ALLARUT... et J. WANDEL. « Community collaboration and climate change research in the Canadian Arctic », *Polar Research*, vol. 28, p. 10-27.
- Pearce *et al.*, 2011 – PEARCE, T., H. WRIGHT, R. NOTAINA, A. KUDLAK, B. SMIT, J. FORD et C. FURGAL. « Transmission of environmental knowledge and land skills among Inuit men in Ulukhaktok, Northwest Territories, Canada », *Human Ecology*, vol. 39, p. 271-288.

- Peters, 2002 – PETERS, E. « Sustainable Development, Food Security and Aboriginal Self-Government in the Circumpolar North », dans G. Duhaime (réd.), *Sustainable Food Security in the Arctic: State of Knowledge. Occasional Publication Series*, Edmonton, AB, Institut circumpolaire canadien.
- PHABC, 2004 – PUBLIC HEALTH ASSOCIATION OF BRITISH COLUMBIA. *Making the Connection – Food Security and Public Health*, Victoria, BC, PHABC.
- PHNSWG, 2010 – PUBLIC HEALTH NUTRITIONISTS OF SASKATCHEWAN WORKING GROUP. *The Cost of Healthy Eating in Saskatchewan 2009: Impact on Food Security*, Saskatoon, SK, PHNSWG.
- PNUE, 2013 – PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT. *UNEP Year Book: Emerging Issues in our Global Environment*, Nairobi, Kenya, Division Alerte précoce et évaluation du PNUE.
- Poppel *et al.*, 2007 – POPPEL, B., J. KRUSE, G. DUHAIME et L. ABRYUTINA. *Survey of Living Conditions in the Arctic – Results*, Anchorage, AK, Institut de recherches sociales et économiques, Université de l'Alaska à Anchorage.
- Power, 2007 – POWER, E. *Food Security for First Nations and Inuit in Canada: Background Paper*, Ottawa, ON, Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits, Santé Canada.
- Power, 2008 – POWER, E. « Conceptualizing food security for Aboriginal people in Canada », *Revue canadienne de santé publique*, vol. 99, n° 2, p. 95-97.
- Pradhan-Ali *et al.*, 2012 – PRADHAN-ALI, A., J. WILSON, V. EDGE, C. FURGAL, R. REID-SMITH, M. SANTOS, et S. McEWAN. « A descriptive analysis of notifiable gastrointestinal illness in the Northwest Territories, Canada, 1991–2008 », *BMJ Open*, vol. 2, n° 4, p. 1-10.
- Prentice, 2012 – PRENTICE, B. « The end of remoteness – the promise of transport airships », *Top of the World Telegraph*, vol. 8, n° 33.
- Prentice et Russell, 2009 – PRENTICE, B., et S. RUSSELL. *Competing Technologies and Economic Opportunities for Northern Logistics: The Airship Solution*, communication présentée à la 44<sup>e</sup> réunion annuelle du Groupe de recherches sur les transports au Canada, Victoria, BC.
- Priest et Usher, 2004 – PRIEST, H., et P. USHER. *The Nunavut Wildlife Harvest Study*, Iqaluit, NU, Nunavut Wildlife Management Board.
- Procter, 2012 – PROCTER, A. « Nunatsiavut Land Claims and the Politics of Inuit Wildlife Harvesting », dans D. Natcher, L. Felt et A. Procter (réd.), *Settlement, Subsistence and Change Among the Nunatsiavummiut (Labrador Inuit)*, Winnipeg, MB, Presses de l'Université du Manitoba.
- Projet Nunavut, 2013 – PROJET NUNAVUT. *Current Projects*. Adresse URL : [www.projectnunavut.com/projects.html](http://www.projectnunavut.com/projects.html) (dernière consultation : février 2014).
- PROOF, 2012 – PROOF – RESEARCH TO IDENTIFY POLICY OPTIONS TO REDUCE FOOD INSECURITY. *Food Insecurity*. Adresse URL : <http://nutritionalsciences.lamp.utoronto.ca/food-insecurity/> (dernière consultation : février 2014).

- Proulx *et al.*, 2002 – PROULX, J., J. MACLEAN, T. GYORKOS, D. LECLAIR, A. RICHTER, B. SERHIR... et A. GAJADHAR. « Novel prevention program for trichinellosis in Inuit communities », *Clinical Infectious Diseases*, vol. 34, p. 1508-1514.
- Prowse et Furgal, 2009 – PROWSE, T., et C. FURGAL. « Northern Canada in a changing climate: Major findings and conclusions », *AMBIO: A Journal of the Human Environment*, vol. 38, n° 5, p. 290-292.
- PS et GS, 2005 – PARLEMENT SAME et GOUVERNEMENT DE LA SUÈDE. *The Sami: An Indigenous People in Sweden*, Stockholm, Suède, gouvernement de la Suède.
- PSEA, 2002 – PROGRAMME DE SURVEILLANCE ET D'ÉVALUATION DE L'ARCTIQUE. *Persistent Organic Pollutants – Old and New*, Oslo, Norvège, PSEA.
- PSEA, 2003a – PROGRAMME DE SURVEILLANCE ET D'ÉVALUATION DE L'ARCTIQUE. *AMAP Assessment 2002: Human Health in the Arctic*, Oslo, Norvège, PSEA.
- PSEA, 2003b – PROGRAMME DE SURVEILLANCE ET D'ÉVALUATION DE L'ARCTIQUE. *AMAP Assessment 2002: The Influence of Global Change on Contaminant Pathways To, Within, and From the Arctic*, Oslo, Norvège, PSEA.
- PSEA, 2007 – PROGRAMME DE SURVEILLANCE ET D'ÉVALUATION DE L'ARCTIQUE. *Arctic Oil and Gas, 2007*, Oslo, Norvège, PSEA.
- PSEA, 2009a – PROGRAMME DE SURVEILLANCE ET D'ÉVALUATION DE L'ARCTIQUE. *Arctic Pollution, 2009*, Oslo, Norvège, PSEA.
- PSEA, 2009b – PROGRAMME DE SURVEILLANCE ET D'ÉVALUATION DE L'ARCTIQUE. *AMAP Assessment 2009: Human Health in the Arctic*, Oslo, Norvège, PSEA.
- PSEA, 2010 – PROGRAMME DE SURVEILLANCE ET D'ÉVALUATION DE L'ARCTIQUE. « AMAP assessment 2009 – Persistent organic pollutants (POPs) in the Arctic », *Science of the Total Environment*, numéro spécial (408), p. 2851-3051.
- PSEA, 2011 – PROGRAMME DE SURVEILLANCE ET D'ÉVALUATION DE L'ARCTIQUE. *Combined Effects of Selected Pollutants and Climate Change in the Arctic Environment*, Oslo, Norvège, PSEA.
- Pufall *et al.*, 2011 – PUFALL, E., A. JONES, S. McEWEN, C. LYALL, A. PEREGRINE et V. EDGE. « Perception of the importance of traditional country foods to the physical, mental, and spiritual health of Labrador Inuit », *Arctic*, vol. 64, n° 2, p. 242-250.
- Raine, 2005 – RAINE, K. « Determinants of healthy eating in Canada: An overview and synthesis », *Revue canadienne de santé publique*, vol. 96, supplément 3, p. S8-S14.
- Rasmussen *et al.*, 2008 – RASMUSSEN, R.O., G. DUHAIME, É. DEWAILLY, C. FURGAL, N. BERNARD, C. BLANCHET... et A. MORIN, « A. Food Security and Sustainable Development in Greenland: A Synthesis », dans G. Duhaime et N. Bernard (réd.), *Arctic Food Security*, Edmonton, AB, Presses de l'Institut circumpolaire canadien, Université de l'Alberta, et Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones, Université Laval.



- RCSFS, 2012 – RYERSON CENTRE FOR STUDIES IN FOOD SECURITY. *Food Security Defined*. Adresse URL : [www.ryerson.ca/foodsecurity/definition/index.html](http://www.ryerson.ca/foodsecurity/definition/index.html) (dernière consultation : février 2014).
- Receveur *et al.*, 1997 – RECEVEUR, O., M. BOULAY et H. KUHNLEIN, « Decreasing traditional food use affects diet quality for adult Dene/Metis in 16 communities of the Canadian Northwest Territories », *Journal of Nutrition*, vol. 127, n° 11, p. 2179-2186.
- Richmond, 2007 – RICHMOND, C. « Narratives of social support and health in Aboriginal communities », *Revue canadienne de santé publique*, vol. 98, n° 4, p. 347-351.
- Richmond, 2009 – RICHMOND, C. « The social determinants of Inuit health: A focus on social support in the Canadian Arctic », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 68, n° 5, p. 471-187.
- Richmond et Ross, 2009 – RICHMOND, C., et N. ROSS. « The determinants of First Nation and Inuit health: A critical population health approach », *Health & Place*, vol. 15, p. 403-411.
- Rideout *et al.*, 2007 – RIDEOUT, K., G. RICHES, A. OSTRY, D. BUCKINGHAM et R. MACRAE. « Bringing home the right to food in Canada: Challenges and possibilities for achieving food security », *Public Health Nutrition*, vol. 10, n° 6, p. 566-573.
- Rocha, 2007 – ROCHA, C. « Food insecurity as market failure: A contribution from economics », *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, vol. 1, n° 4, p. 5-22.
- Rocha, 2009 – ROCHA, C. « Developments in national policies for food and nutrition security in Brazil », *Development Policy Review*, vol. 27, n° 1, p. 51-66.
- Rose *et al.*, 2010 – ROSE, D., N. BODOR, P. HUTCHINSON et C. SWALM. « The importance of a multi-dimensional approach for studying the links between food access and consumption », *Journal of Nutrition*, vol. 140, n° 6, p. 1170-1174.
- Rosol *et al.*, 2011 – ROSOL, R., C. HUET, M. WOOD, C. LENNIE et G. EGELAND. « Prevalence of affirmative responses to questions of food insecurity: International Polar Year Inuit Health Survey, 2007–2008 », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 70, n° 5.
- RRPR, 2011 – REGIONAL ROUNDTABLES FOR POVERTY REDUCTION. *Kitikmeot Regional Roundtable, Kivalliq Regional Roundtable, North Qikiqtani Regional Roundtable, South Qikiqtani Regional Roundtable. Part of the Makiliqta Process*, Iqaluit, NU, gouvernement du Nunavut.
- RRSA, 2009 – QAUJIGIARTIIT RÉSEAU DE RECHERCHE SUR LA SANTÉ DANS L'ARCTIQUE NUNAVUT. *Food Security in Nunavut - A Knowledge Sharing Tool for Policy and Decision-makers*, Iqaluit, NU, RRSA.

- Samson et Pretty, 2006 – SAMSON, C., et J. PRETTY. « Environmental and health benefits of hunting lifestyles and diets for the Innu of Labrador », *Food Policy*, vol. 31, n° 6, p. 528-553.
- Samuel, 2004 – SAMUEL, B. *White as a Ghost, Winter Ticks and Moose*, Edmonton, AB, The Federation of Alberta Naturalists.
- Santé Canada, 2004 – SANTÉ CANADA. *Les Canadiens et les Canadiennes en santé - Rapport fédéral sur les indicateurs comparables de la santé*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Santé Canada, 2008 – SANTÉ CANADA. *Insécurité alimentaire des ménages au Canada en 2007–2008 : statistiques et graphiques clés*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Santé Canada, 2013 – SANTÉ CANADA. Santé des Premières nations et des Inuits – Diabète. Adresse URL : <http://www.hc-sc.gc.ca/fniah-spnia/diseases-maladies/diabete/index-fra.php> (dernière consultation : février 2014).
- Sarkar *et al.*, 2010 – SARKAR, J., L. LIX, S. BRUCE et K. YOUNG. « Ethnic and regional differences in prevalence and correlates of chronic diseases and risk factors in Northern Canada », *Prevention of Chronic Disease*, vol. 7, n° 1.
- Saudny *et al.*, 2012 – SAUDNY, H., K. YOUNG, J. JAMIESON, N. ZIENCZUK et G. EGELAND. *Highlights of findings from the Canadian IPY Adult Inuit Health Survey 2007–2008*, affiche présentée à Fairbanks, en Alaska.
- SCCA, 2013 – SECRÉTARIAT CANADIEN DE CONSULTATION SCIENTIFIQUE. *Avis sur le prélèvement de bélugas – Avis scientifique*, Ottawa, ON, Pêches et Océans Canada, Région du Québec.
- Schuster *et al.*, 2011 – SCHUSTER, R., M. GAMBERG, C. DICKSON et H.M. CHAN. « Assessing risk of mercury exposure and nutritional benefits of consumption of caribou (*Rangifer tarandus*) in the Vuntut Gwitchin First Nation community of Old Crow, Yukon, Canada », *Environmental Research*, vol. 111, n° 6, p. 881-887.
- Scott et Feit, 1992 – SCOTT, C., et H. FEIT. *Income Security for Cree Hunters: Ecological, Social and Economic Effects*, Montréal, QC, série de monographies, Programme d'anthropologie du développement, Université McGill.
- Searles, 2002 – SEARLES, E. « Food and the making of modern Inuit identities », *Food and Foodways*, vol. 10, n° 1-2, p. 55-78.
- Sharma, 2010 – SHARMA, S. « Assessing diet and lifestyle in the Canadian Arctic Inuit and Inuvialuit to inform a nutrition and physical activity intervention programme », *Journal of Human Nutrition and Dietetics*, vol. 23, n° 1, p. 5-17.
- Sharma *et al.*, 2010 – SHARMA, S., J. GITTELSON, R. ROSOL et L. BECK. « Addressing the public health burden caused by the nutrition transition through the Healthy Foods North nutrition and lifestyle intervention programme », *Journal of Human Nutrition and Dietetics*, vol. 23, p. 120-127.

- Sheikh *et al.*, 2011 – SHEIKH, N., G. EGELAND, L. JOHNSON-DOWN et H. KUHNLEIN. « Changing dietary patterns and body mass index over time in Canadian Inuit communities », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 70, n° 5, p. 511-519.
- Simpson, s.d. – SIMPSON, L. *The Subsistence Economy*. Adresse URL : <http://www.nunavut.com/nunavut99/english/subsistence.html> (dernière consultation : mars 2014).
- Skinner *et al.*, 2006 – SKINNER, K., R. HANNING et L. TSUJI. « Barriers and supports for healthy eating and physical activity for First Nation youths in northern Canada », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 65, n° 2, p. 148-161.
- Skinner *et al.*, 2012 – SKINNER, K., R. HANNING, J. METATAWABIN, I.D. MARTIN et L. TSUJI. « Impact of a school snack program on the dietary intake of grade six to ten First Nation students living in a remote community in northern Ontario, Canada », *Rural and Remote Health*, vol. 12, n° 2122, p. 1-17.
- Sobal et Bisgoni, 2009 – SOBAL, J., et C. BISGONI. « Constructing food choice decisions », *Annals of Behavioural Medicine*, vol. 38, supplément 1, p. s37-46.
- Sorobey, 2013 – SOROBAY, M. *Northwest Company*, communication présentée à la conférence *Northern Exposure 2: Realities of Remote Logistics*, Winnipeg, MB.
- SSAN, 2013 – SYMPOSIUM SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU NUNAVUT. *Priority Areas for Action in a Nunavut Food Security Strategy*, Iqaluit, NU, résultats du Symposium sur la sécurité alimentaire au Nunavut, tenu du 22 au 24 janvier 2013.
- Statham et Ford, 2012 – STATHAM, S., et J. FORD. *Inuit Food Security: Vulnerability of the Traditional Food System to Climatic Extremes During Winter 2010/2011 in Iqaluit, Nunavut*, communication présentée à la conférence de l'Année polaire internationale 2012, Montréal, QC.
- Statistique Canada, 2006a – STATISTIQUE CANADA. *Enquête auprès des peuples autochtones. Tableau 1-2 – Autoévaluation de la santé, adultes inuits de 15 ans et plus selon le sexe et le groupe d'âge, Inuit Nunaat, 2006*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Statistique Canada, 2006b – STATISTIQUE CANADA. *Recensement de 2006 : Peuples autochtones du Canada en 2006 : Inuits, Métis et Premières nations, Recensement de 2006 : résultats*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Statistique Canada, 2008 – STATISTIQUE CANADA. *Peuples autochtones du Canada en 2006 : Inuits, Métis et Premières nations, Recensement de 2006*, produit 97-558-XIE au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.

- Statistique Canada, 2009 – Statistique Canada. Recensement de 2006 : Peuples autochtones du Canada en 2006 : Inuits, Métis et Premières nations, Recensement de 2006 : résultats, Série « Analyses » du Recensement de 2006, figure 7 – Pourcentage des membres des Premières nations vivant dans une réserve et hors réserve, Canada, 1996 et 2006, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Statistique Canada, 2010a – STATISTIQUE CANADA. *Un aperçu des statistiques sur les Autochtones – Environ 7 Inuits sur 10 connaissent la langue inuite*, produit 89-645-XWF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Statistique Canada, 2010b – STATISTIQUE CANADA. *Un aperçu des statistiques sur les Autochtones – Santé*, produit 89-645-XWF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Statistique Canada, 2011 – STATISTIQUE CANADA. *Projections de la population selon l'identité autochtone au Canada*, produit 91-552-XWE au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Statistique Canada, 2012a – STATISTIQUE CANADA. *Les langues autochtones au Canada*, produit 98-314-X2011003 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Statistique Canada, 2012b – STATISTIQUE CANADA. *Revenu familial et revenu des particuliers, variables connexes : données infraprovinciales, 2010 – Caractéristiques des familles – Résumé – Tableau 1. Composante du produit n° 11-001-X au catalogue de Statistique Canada*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Statistique Canada, 2013a – STATISTIQUE CANADA. *Enquête nationale auprès des ménages de 2011 – Tableaux de données : Identité autochtone, groupes d'âge, régions de résidence : Inuit Nunangat et sexe pour la population dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires*, produit 9-011-X2011027 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Statistique Canada, 2013b – STATISTIQUE CANADA. *Enquête nationale auprès des ménages de 2011 – Tableaux de données : Identité autochtone, groupes d'âge, statut d'Indien inscrit ou des traités et sexe pour la population dans les ménages privés du Canada, provinces, territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement, index géographiques : Nunavut, Territoires du Nord-Ouest, Yukon*, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Statistique Canada, 2013c – STATISTIQUE CANADA. *ENM en bref – Les peuples autochtones et la langue*, produit 99-011-X2011003 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Statistique Canada, 2013d – STATISTIQUE CANADA. *Les peuples autochtones au Canada : Premières Nations, Métis et Inuits*, produit 99-011-X2011001 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.

- Statistique Canada, 2013e – STATISTIQUE CANADA. *Revenu moyen après impôt selon le type de famille économique (2007 à 2011)*. Adresse URL : <http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/102/cst01/famil21a-fra.htm> (dernière consultation : février 2014).
- Stern *et al.*, 2012 – STERN, G., R. MACDONALD, P. OUTRIDGE, S. WILSON, J. CHÉTELAT, A. COLE... et C. ZDANOWICZ. « How does climate change influence arctic mercury? », *Science of the Total Environment*, vol. 414, p. 22-42.
- Stubblefield *et al.*, 2010 – STUBBLEFIELD, D., S. LAKSHMI STEINBERG, A. OLLAR, A. YBARRA et A. STEWART. *Humboldt County Community Food Assessment*, California Center for Rural Policy, Université d'État de Humboldt, CA.
- Suydam *et al.*, 2011 – SUYDAM, R., J. GEORGE, B. PERSON, C. HANNS, R. STIMMELMAYR, L. PIERCE et G. SHEFFIELD. *Subsistence harvest of bowhead whales (Balaena mysticetus) by Alaskan Eskimos during 2011*, Département américain de la gestion de la faune et de la flore, et Université de l'Alaska à Fairbanks.
- Tagalik, 2010 – TAGALIK, S. *Inuit Qaujimajatuqangit : Le rôle du savoir autochtone pour favoriser le bien-être des communautés inuites du Nunavut*, Prince George, BC, Centre de collaboration nationale de la santé autochtone.
- Tait, 2001 – TAIT, H. *La récolte et la nourriture traditionnelle : feuillet d'information. Les Inuit au Canada: résultats de l'Enquête auprès des peuples autochtones - Enquête sur les conditions de vie dans l'Arctique*, produit 89-627-XIE – 1 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ON, gouvernement du Canada.
- Tait, 2008 – TAIT, H. *L'Enquête auprès des peuples autochtones de 2006 – La santé et les conditions sociales des Inuits*, Ottawa, ON, Statistique Canada.
- Tarasuk, 2001 – TARASUK, V. *Document de travail sur l'insécurité alimentaire individuelle et des ménages*, Ottawa, ON, Santé Canada.
- Tarasuk, 2009 – TARASUK, V. « Health Implications of Food Insecurity », dans D. Raphael (réd.), *Social Determinants of Health: Canadian Perspectives*, 2<sup>e</sup> éd., Toronto, ON, Canadian Scholars' Press Inc.
- Tarasuk *et al.*, 2013 – TARASUK, V., A. MITCHELL et N. DACHNER. *Household Food Insecurity in Canada, 2011*, Toronto, ON, Instituts de recherche en santé du Canada et programme PROOF (*Research to identify Policy Options to Reduce Food Insecurity*).
- Thomas *et al.*, 1992 – THOMAS, D., B. TRACEY, H. MARSHALL et R. NORDSTROM. « Arctic terrestrial ecosystem contamination », *Science of the Total Environment*, vol. 122, p. 135-164.
- Thompson *et al.*, 2011 – THOMPSON, S., A. GULRUKH, M. BALLARD, B. BEARDY, D. ISLAM, V. LOZEZNIK et K. WONG. « Is community economic development putting healthy food on the table? Food sovereignty in northern Manitoba's Aboriginal communities », *Journal of Aboriginal Economic Development*, vol. 7, n<sup>o</sup> 2, p. 14-39.

- Thompson *et al.*, 2012 – THOMPSON, S., A. KAMAL, M. ALAM et J. WIEBE. « Community development to feed the family in northern Manitoba communities: Evaluating food activities based on their food sovereignty, food security, and sustainable livelihood outcomes », *Canadian Journal of Nonprofit and Social Economy Research*, vol. 3, n° 2, p. 43-66.
- Thornton, 2001 – THORNTON, T. « Subsistence in northern communities: Lessons from Alaska », *The Northern Review*, vol. 23, p. 82-102.
- Tian *et al.*, 2011 – TIAN, W., G. EGELAND, I. SOBOL et H.M. CHAN. « Mercury hair concentrations and dietary exposure among Inuit preschool children in Nunavut, Canada », *Environment International*, vol. 37, n° 1, p. 42-48.
- Tjepkema, 2005 – TJEPKEMA, M. *Rapports sur la santé – Les blessures non mortelles chez les Autochtones*, vol. 16, n° 2, Ottawa, ON, Statistique Canada.
- Tjepkema, 2006 – TJEPKEMA, M. *Rapports sur la santé – Obésité chez les adultes*, vol. 17, n° 3, Ottawa, ON, Statistique Canada.
- Tobais et Kay, 1994 – TOBAIS, T., et J. KAY. « The bush harvest in Pinehouse, Saskatchewan, Canada », *Arctic*, vol. 47, n° 3, p. 207-221.
- Townsend *et al.*, 2001 – TOWNSEND, M., J. PEERSON, B. LOVE, C. ACHTERBERG et S. MURPHY. « Food insecurity is positively related to overweight in women », *Journal of Nutrition*, vol. 131, p. 1738-1745.
- Transports Canada, 2003 – TRANSPORTS CANADA. *Preliminary Report – Workshop Highlights*, communication présentée à l'atelier Impacts of Climate Change on Transportation in Canada, Canmore, AB.
- Turmel *et al.*, 2013 – TURMEL, M., E. GUY et F. LASSERRE. *Marine Carriers' Business Model and Development in the Canadian Arctic*, communication présentée au Groupe de recherches sur les transports au Canada, Halifax, NS.
- UAF, 2010 – UNIVERSITÉ DE L'ALASKA À FAIRBANKS. *Case Study: Chena Hot Springs*, Fairbanks, AK, UAF.
- Université de la Saskatchewan, 2012 – UNIVERSITÉ DE LA SASKATCHEWAN. *Northern Food Security: The Greenhouse Solution*, programme de la conférence, Regina, SK, Université de la Saskatchewan.
- UNU-IEA, 2013 – INSTITUT D'ÉTUDES AVANCÉES DE L'UNIVERSITÉ DES NATIONS UNIES. *United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). Traditional Knowledge Initiative*. Adresse URL : [www.unutki.org/default.php?doc\\_id=52](http://www.unutki.org/default.php?doc_id=52) (dernière consultation : février 2014).
- Usher, 1983 – USHER, P. « Property Rights: The Basis of Wildlife Management », dans *Proceedings of National and Regional Interests in the North*, Ottawa, ON, Comité canadien des ressources arctiques.
- Usher, 2002 – USHER, P. « Inuvialuit use of the Beaufort Sea and its resources, 1960–2000 », *Arctic*, vol. 55, n° 1, p. 18-28.
- Usher *et al.*, 1992 – USHER, P., F. TOUGH et R. GALOIS. « Reclaiming the land: Aboriginal title, treaty rights and land claims in Canada », *Applied Geography*, vol. 12, p. 109-132.

- Usher et Wenzel, 1987 – USHER, P., et G. WENZEL. « Native harvest surveys and statistics: A critique of their construction and use », *Arctic*, vol. 40, n° 2.
- Van Oostdam *et al.*, 2005 – VAN OOSTDAM, J., S. DONALDSON, M. FEELEY, D. ARNOLD, P. AYOTTE, G. BONDY... et S. KALHOK. « Human health implications of environmental contaminants in Arctic Canada: A review », *Science of the Total Environment*, vol. 351-352, p. 165-246.
- Van Oostdam *et al.*, 2009 – VAN OOSTDAM, J., S. DONALDSON, M. FEELEY et C. TIKHONOV. *Rapport de l'évaluation des contaminants et de la santé dans l'Arctique Canadien – santé humaine*, Ottawa, ON, Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada.
- Varialift, 2012 – VARIALIFT. *Our Gallery*. Adresse URL : <http://www.varialift.com/> (dernière consultation : février 2014).
- Verrall et Gray-Donald, 2005 – VERRALL, T., et K. GRAY-DONALD. « Impact of a food-based approach to improve iron nutrition of at-risk infants in northern Canada », *Preventive Medicine*, vol. 40, n° 6, p. 896-903.
- Vodden, 2013 – VODDEN, N. *Air Transport in Manitoba*, communication présentée à la conférence *Northern Exposure 2: Realities of Remote Logistics*, Winnipeg, MB.
- Vukic *et al.*, 2011 – VUKIC, A., D. GREGORY, R. MARTIN-MISENER et J. ETOWA. « Aboriginal and western conceptions of mental health and illness », *Pimatisiwin: A Journal of Aboriginal and Indigenous Community Health*, vol. 9, n° 1, p. 65-86.
- Wakegijig *et al.*, 2013 – WAKEGIJIG, J., G. OSBORNE, S. STATHAM et M. DOUCETTE ISSALIK. « Collaborating toward improving food security in Nunavut », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 72.
- Wakegijig et Osborne, 2012 – WAKEGIJIG, J., et G. OSBORNE. *Gathering Strength: Collaborative Action and Evidence-Based Strategies Targeting Food Insecurity in Nunavut*, communication présentée au Congrès international sur la santé circumpolaire, Fairbanks, AK.
- Waldram *et al.*, 2006 – WALDRAM, J., A. HERRING et K. YOUNG. *Aboriginal Health in Canada: Historical, Cultural, and Epidemiological Perspectives*, 2<sup>e</sup> éd., Toronto, ON, Presses de l'Université de Toronto.
- Weber, 2013 – WEBER, B. « Auditor-General to Examine Federal Government's Northern Food Subsidy Program », *The Globe and Mail*, 30 juillet.
- Wein, 1995 – WEIN, E. « Nutrient intakes of first nations people in four Yukon communities », *Nutrition Research*, vol. 15, n° 8, p. 1105-1119.
- Wein *et al.*, 1990 – WEIN, E., J. HENDERSON SABRY et F. EVERS. « Food consumption patterns and use of country foods by Native Canadians near Wood Buffalo National Park, Canada », *Arctic*, vol. 44, n° 3.
- Wein *et al.*, 1996 – WEIN, E., M. FREEMAN et J. MAKUS. « Use of and preference for traditional foods among the Belcher Island Inuit », *Arctic*, vol. 49, n° 3, p. 256-264.

- Wein et Freeman, 1995 – WEIN, E., et M. FREEMAN. « Frequency of traditional food use by three Yukon First Nations living in four communities », *Arctic*, vol. 48, n° 2, p. 161-171.
- Weller *et al.*, 2005 – WELLER, G., E. BUSH, T. CALLAGHAN, R. CORELL, S. FOX, C. FURGAL... et F. WRONA. « Summary and Synthesis of the ACIA », dans *Arctic Climate Impact Assessment*, New York, NY, Presses de l'Université de Cambridge.
- Wenzel, 2005 – WENZEL, G. « Canadian Inuk Subsistence and Economy », dans M.K.L. Muller-Wille et S. Nielson (éd.), *Socio-Economic Research on Management Systems of Living Resources: Strategies, Recommendations And Examples. Proceedings of the Workshop on Social And Ecological Research Related to the Management of Marine Resources in West Greenland*, Nuuk, Groenland, Institut des ressources naturelles du Groenland.
- Wenzel, 2009 – WENZEL, G. « Canadian Inuit subsistence and ecological instability — if the climate changes, must the Inuit? », *Polar Research*, vol. 28, n° 1, p. 89-99.
- Wheelersburg, 2008 – WHEELERSBURG, R. « The need to conduct studies of Swedish Saami reindeer-herder subsistence behaviours: A case of Indigenous resource-use rights », *The Northern Review*, n° 28, p. 161-180.
- White et Sheppard, 2011 – WHITE, M., et L. SHEPPARD. *Arctic Food Network. Regional Food-Gathering Cabins*. Adresse URL : <http://lateraloffice.com/ARCTIC-FOOD-NETWORK-2011-12> (dernière consultation : février 2014).
- Wiebe et Wipf, 2011 – WIEBE, N., et K. WIPF. « Nurturing Food Sovereignty in Canada », dans A. Desmarais, N. Wiebe et H. Wittman (éd.), *Food Sovereignty in Canada*, Winnipeg, MB, Fernwood Publishing.
- Willows, 2005 – WILLOWS, N. « Overweight in Aboriginal children: Prevalence, implications and solutions », *Journal of Aboriginal Health*, vol. 2, p. 76-85.
- Willows *et al.*, 2005 – WILLOWS, N., R. ISERHOFF, L. NAPASH, L. LECLERC et T. VERRALL. « Anxiety about food supply in Cree women with infants in Quebec », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 64, n° 1, p. 55-64.
- Willows *et al.*, 2012 – WILLOWS, N., D. DANNANBAUM et S. VADEBONCOEUR. « Prévalence de l'anémie chez les nourrissons cris du Québec examinés entre 2002 et 2007 par rapport à ceux examinés entre 1995 et 2000 », *Canadian Family Physician*, vol. 58, p. 101-106.
- Wilson, 2003 – WILSON, K. « Therapeutic landscapes and First Nations peoples: An exploration of culture, health and place », *Health and Place*, vol. 9, p. 83-93.
- Wittman *et al.*, 2010 – WITTMAN, H., A. DESMARAIS et N. WIEBE. « The Origins of Food Sovereignty », dans H. Wittman, A. Desmarais et N. Wiebe (éd.), *Food Sovereignty: Reconnecting Food, Nature, and Community*, Black Point, NS, et Winnipeg, MB, Fernwood Publishing.



- WMAC, 2008 – WILDLIFE MANAGEMENT ADVISORY COUNCIL. *Fact Sheet: Harvesting Rights on the North Slope*, Whitehorse, YT, WMAC.
- WMAC, 2009a – WILDLIFE MANAGEMENT ADVISORY COUNCIL. *Aklavik Inuvialuit Community Conservation Plan: A Plan for the Conservation and Management of Natural Resources and Lands Within the Inuvialuit Settlement Region in the Vicinity of Aklavik, Northwest Territories, April 2008*, Inuvik, NT, collectivité d'Aklavik, WMAC et Joint Secretariat.
- WMAC, 2009b – WILDLIFE MANAGEMENT ADVISORY COUNCIL. *Inuvik Inuvialuit Community Conservation Plan: A Plan to Provide Guidance Regarding the Conservation and Management of Renewable Resources and Lands Within the Inuvialuit Settlement Region in the Vicinity of Inuvik, Northwest Territories, April 2008*, Inuvik, NT, collectivité d'Inuvik, WMAC et Joint Secretariat.
- WMAC, 2009c – WILDLIFE MANAGEMENT ADVISORY COUNCIL. *Tuktoyaktuk Community Conservation Plan: A Plan to Provide Guidance Regarding the Conservation and Management of Renewable Resources and Lands Within the Inuvialuit Settlement Region in the Vicinity of Inuvik, Northwest Territories, April 2008*, Inuvik, NT, collectivité de Tuktoyaktuk, WMAC et Joint Secretariat.
- WMAC et AHTC, 2009 – WILDLIFE MANAGEMENT ADVISORY COUNCIL et AKLAVIK HUNTERS AND TRAPPERS COMMITTEE. *Aklavik Local and Traditional Knowledge about Porcupine Caribou*, Whitehorse, YT, WMAC.
- Wolfe, 2004 – WOLFE, R. *Local Traditions and Subsistence: A Synopsis from Twenty-Five Years of Research by the State of Alaska. Technical Paper no. 284*, Juneau, AK, ministère des Pêches et de la Chasse au gibier de l'Alaska – Division de la subsistance.
- Wong *et al.*, 2011 – WONG, P., P. VAN COEVEDEN DE GROOT, C. FEKKEN, H. SMITH, M. PAGES et P. BOAG. « Interpretations of polar bear tracks by Inuit hunters: Inter-rater reliability and inferences concerning accuracy », *Canadian Field – Naturalist*, vol. 125, n° 2, p. 140-153.
- Wyatt, 2008 – WYATT, S. « First Nations, forest lands, and “Aboriginal forestry” in Canada: From exclusion to comanagement and beyond », *Canadian Journal of Forest Research*, vol. 38, p. 171-180.
- Young, 2012 – YOUNG, K. (éd.). *Circumpolar Health Atlas*, Toronto, ON, Presses de l'Université de Toronto.
- Young *et al.*, 2000 – YOUNG, K., J. READING, B. ELIAS et J. O'NEIL. « Type 2 diabetes mellitus in Canada's First Nations: Status of an epidemic in progress », *Journal de l'Association médicale canadienne*, vol. 163, n° 5, p. 561-566.
- Young *et al.*, 2007 – YOUNG, K., P. BJERREGAARD, É. DEWAILLY, P. RISICA, M. JØRGENSEN et S. EBBESSON. « Prevalence of obesity and its metabolic correlates among the circumpolar Inuit in 3 countries », *American Journal of Public Health*, vol. 97, n° 4, p. 691-695.

## Évaluations du Conseil des académies canadiennes

**Les rapports d'évaluation ci-dessous peuvent être téléchargés depuis le site Web du CAC ([www.sciencepourlepublic.ca](http://www.sciencepourlepublic.ca)) :**

- Sécurité alimentaire dans le Nord du Canada – État des connaissances (2014)
- Les sciences de la mer au Canada : Relever le défi, saisir l'opportunité (2013)
- Effets sur la santé de l'utilisation des armes à impulsions (2013)
- L'état de la R-D industrielle au Canada (2013)
- Incidences de l'innovation : mesure et évaluation (2013)
- L'eau et l'agriculture au Canada : vers une gestion durable des ressources en eau (2013)
- Renforcer la capacité de recherche du Canada : La dimension de genre (2012)
- L'état de la science et de la technologie au Canada, 2012 (2012)
- Éclairer les choix en matière de recherche : Indicateurs et décisions (2012)
- Nouvelles technologies et évaluation de la sécurité chimique (2012)
- Des animaux en santé, un Canada en santé (2011)
- La taxonomie canadienne : explorer la biodiversité, créer des possibilités (2010)
- Honnêteté, responsabilité et confiance : Promouvoir l'intégrité en recherche au Canada (2010)
- Meilleure recherche = Meilleur management (2009)
- La gestion durable des eaux souterraines au Canada (2009)
- Innovation et stratégies d'entreprise : pourquoi le Canada n'est pas à la hauteur (2009)
- Vision pour l'initiative canadienne de recherche dans l'Arctique – Évaluation des possibilités (2009)
- La production d'énergie à partir des hydrates de gaz – potentiel et défis pour le Canada (2008)
- Petit et différent : perspective scientifique sur les défis réglementaires du monde nanométrique (2008)
- La transmission du virus de la grippe et la contribution de l'équipement de protection respiratoire individuelle – Évaluation des données disponibles (2007)
- L'État de la science et de la technologie au Canada (2006)

**Les évaluations suivantes font présentement l'objet de délibérations de comités d'experts :**

- Écologiser le Canada : le potentiel que recèlent les applications nouvelles et novatrices des technologies de l'information et des communications (TIC)
- Harnacher la science et la technologie pour comprendre les incidences environnementales liées à l'extraction du gaz de schiste
- L'accès en temps opportun aux données sur la santé et sur les conditions sociales pour la recherche sur la santé et l'innovation du système de santé

- La capacité potentielle des technologies nouvelles et émergentes de réduire les incidences environnementales de l'exploitation des sables bitumineux
- La compétitivité de l'industrie canadienne au regard de l'utilisation de l'énergie
- L'avenir des modèles canadiens de maintien de l'ordre
- Les besoins futurs en compétences en STGM
- Les éoliennes, le bruit et la santé humaine
- Les institutions de la mémoire collective et la révolution numérique
- Les produits thérapeutiques pour les nourrissons, les enfants et les adolescents
- LES RISQUES : Le message passe-t-il?
- L'état de la culture scientifique au Canada

## **Conseil des gouverneurs du Conseil des académies canadiennes\***

**Margaret Bloodworth, C.M., présidente**, ancienne sous-ministre au fédéral et conseillère nationale pour la sécurité (Ottawa, Ont.)

**Graham Bell, MSRC**, président, Société royale du Canada; directeur de recherche, professeur titulaire de la chaire James McGill, Département de biologie, Université McGill (Montréal, Qc)

**John Cairns, MACSS**, président, Académie canadienne des sciences de la santé; professeur de médecine, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

**Henry Friesen, C.C., MSRC, MACSS, vice-président**, professeur émérite distingué et membre principal du Centre pour le progrès de la médecine, Faculté de médecine, Université du Manitoba (Winnipeg, Man.)

**Carol P. Herbert, MACSS**, professeure de médecine familiale, Université Western (London, Ont.)

**Claude Jean**, premier vice-président et directeur général, Teledyne DALSA, Semiconducteur (Bromont, Qc)

**Peter MacKinnon, O.C.**, ancien président et vice-recteur, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

**Jeremy McNeil, MSRC**, professeur invité Helen Battle, Département de biologie, Université Western (London, Ont.)

**Axel Meisen, C.M., MACG**, ancien président, Prévision, Alberta Innovates – Technology Futures (AITF) (Edmonton, Alb.)

**Lydia Miljan**, professeure agrégée en sciences politiques et directrice du programme des arts et des sciences, Université de Windsor (Windsor, Ont.)

**Ted Morton**, chercheur principal, École de politiques publiques, professeur de sciences politiques, Université de Calgary (Calgary, Alb.)

**P. Kim Sturgess, MACG**, présidente-directrice générale et fondatrice, Alberta WaterSMART (Calgary, Alb.)

---

\*Renseignements à jour en janvier 2014

## **Comité consultatif scientifique du Conseil des académies canadiennes\***

**Susan A. McDaniel, MSRC, présidente**, directrice de l'Institut Prentice; titulaire de la Chaire de recherche du Canada de premier niveau sur la population mondiale et le cours de la vie; titulaire de la chaire de recherche Prentice en démographie et économie mondiales, professeure de sociologie, Université de Lethbridge (Lethbridge, Alb.)

**Lorne Babiuk, O.C., MSRC, MACSS**, vice-président à la recherche, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

**Murray S. Campbell**, premier responsable, Programme de recherche en analytique des affaires, Centre de recherche T.J. Watson d'IBM (Yorktown Heights, NY)

**Marcel Côté**, ancien associé fondateur, SECOR inc. (Montréal, Qc)

**Clarissa Desjardins**, ancienne présidente-directrice générale, Centre d'excellence en médecine personnalisée (Montréal, Qc)

**Jean Gray, C.M., MACSS**, professeure émérite de médecine, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

**John Hepburn, MSRC**, vice-président à la recherche et aux affaires internationales, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

**Gregory S. Kealey, MSRC**, professeur, Département d'histoire, Université du Nouveau-Brunswick (Fredericton, N.-B.)

**Daniel Krewski**, professeur d'épidémiologie et de médecine communautaire, directeur scientifique du Centre R. Samuel McLaughlin d'évaluation du risque sur la santé des populations, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

**Avrim Lazar**, ancien président et chef de la direction, Association des produits forestiers du Canada (Ottawa, Ont.)

**Norbert Morgenstern, C.M., MSRC, MACG**, professeur émérite d'université en génie civil, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

**Sarah P. Otto, MSRC**, professeure et directrice du Centre de recherche sur la biodiversité, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

---

\*Renseignements à jour en janvier 2014







Council of Canadian Academies  
Conseil des académies canadiennes

Conseil des académies canadiennes  
180, rue Elgin, bureau 1401  
Ottawa (Ontario) K2P 2K3  
Tél. : 613-567-5000  
[www.sciencepourlepublic.ca](http://www.sciencepourlepublic.ca)